



AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction illicite encourt une poursuite pénale.

Contact : ddoc-theses-contact@univ-lorraine.fr

LIENS

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 122. 4

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 335.2- L 335.10

http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg_droi.php

<http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/droits/protection.htm>

UNIVERSITÉ DE METZ.
Années universitaires 1994-1998.
UFR Lettres et Sciences Humaines.
Département d'Histoire.

**L'OPINION MOSELLANE FACE À LA
POLITIQUE ALLEMANDE**

* * *

Janvier 1933 - Septembre 1939

Jean-Daniel DURAND.
Thèse de Doctorat d'Histoire.
(Soutenue le 13 mars 1998).
1^{er} Tome.

BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE LETTRES - METZ -	
N° Inv.	1998003L
Cote	L/7z 98/1
Loc.	Magasin

Directeur de recherche :
Monsieur Jean-Claude DELBREIL,
Professeur d'Histoire Contemporaine.

Avant-propos.

<< **Je ne voudrais pas faire un jour la guerre pour Dantzig** >>, dit en 1919 l'Anglais Lloyd George, un des négociateurs de la paix de Versailles.

Cette paix sera-t-elle durable, ou une simple trêve dans la longue et parfois douloureuse histoire du continent européen ? Pour lui permettre de perdurer, le président américain Wilson avait initié la création de la Société des Nations. Organisme situé à Genève, capitale d'un nouveau monde pacifique, la Société avait pour but d'étendre au monde entier un système de paix pour que la Grande guerre de 1914-1918 fut bien la "Der des Der". Le droit devait triompher de la force, la guerre était mise hors-la-loi, les antagonismes territoriaux étaient soumis au droit commun des Nations.

Cependant, tout en se garantissant de la sorte une situation pacifique durable, les grandes Nations savaient-elles, qu'en signant le Traité de Versailles, elles multipliaient les germes de conflits futurs en Europe du Centre? Certes, dans les années 20, l'Allemagne (après Locarno) et le Japon sont à la SDN, la France protège et amoindrit les querelles des << **petites Nations de proie** >>, comme le dit Clemenceau, la Pologne et la Roumanie forment un cordon "sanitaire" entre Berlin et Moscou, et Aristide Briand fait "la guerre à la guerre".

Dans la décennie suivante, le Japon, l'Italie et l'Allemagne vont mettre à mal cet équilibre précaire.

La population mosellane, le 30 janvier 1933, observe l'arrivée au pouvoir du chef national-socialiste allemand. À l'idée de la guerre impossible, inacceptable, va rapidement se substituer l'idée d'une fatalité voire d'une nécessité de la guerre.

Remerciements.

J'adresse toute ma reconnaissance à l'ensemble des professeurs de l'UFR d'Histoire de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Metz, qui ont été les catalyseurs de ma passion pour l'Histoire et la Recherche. Toute ma gratitude va à Jean-Claude DELBREIL, mon directeur de recherche, pour son aide et ses conseils précieux.

J'exprime également tous mes remerciements au Conservateur du patrimoine, ainsi qu'à l'ensemble des personnels des Archives Départementales de la Moselle, pour leur disponibilité et leur professionnalisme.

Je remercie tout autant les membres de la Médiathèque du Pontiffroy à Metz et ceux des Archives Nationales à Paris.

Plan de la Thèse.

1^{er} tome .

INTRODUCTION GÉNÉRALE.

1^{ÈRE} PARTIE.

PRÉSENTATION DU SUJET. LA MOSELLE FACE À LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET À LA PROPAGANDE NAZIE.

PROBLÉMATIQUE GÉNÉRALE ET PRÉSENTATION DU SUJET.

I. LES PARTICULARITÉS DU SUJET.

1. *Une période troublée.*
2. *Allemagne-Italie : le même fascisme ?*
3. *La Moselle annexée.*

II. LA POPULATION ÉTRANGÈRE EN MOSELLE DANS LES ANNÉES 30.

1. *Chiffres et localisation.*
2. *Organisation consulaire et politique de la communauté allemande en Moselle.*
3. *Faculté d'assimilation des étrangers en Moselle.*

III. LA PRESSE MOSELLANE. SON ORGANISATION, SES LIENS POLITIQUES ET SON IMPACT SUR LA POPULATION. 1918-1940.

1. *La presse catholique : soutien de l'URL*
2. *Le Messin, du libéralisme au centre-droit.*
3. *Le Républicain Lorrain.*

LES MOSELLANS ET LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU III REICH. 1933-1939.

- I. LA PRESSE MESSINE ET L'ÉCONOMIE ALLEMANDE. JANVIER 1933 - JANVIER 1935.
 1. *L'évolution financière et budgétaire du III Reich.*

II. LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE AVANT LA GUERRE DE 1939.

1. *La politique financière.*
2. *Le plan de quatre ans.*
3. *Les critiques du plan de quatre ans.*
4. *Les difficultés du plan de quatre ans.*

III. LA POLITIQUE SOCIALE DU III REICH. 1933-1939.

1. *Généralités.*
2. *Les mesures sociales prises dans le Reich et leurs résultats.*

**LES RELATIONS ÉCONOMIQUES DU REICH AVEC SES VOISINS
EUROPÉENS.
1933-1939.**

I. *LE LORRAIN ET LE MESSIN DÉNONCENT CERTAINES PRATIQUES COMMERCIALES
ALLEMANDES.*

II. *LES RELATIONS ÉCONOMIQUES ENTRE LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE.*

III. *LE TOURISME FRANÇAIS EN ALLEMAGNE.*

IV. *LES MOSELLANS FACE AUX PRATIQUES TOURISTIQUES DU DOCTEUR SCHACHT.*

V. *LES RELATIONS COMMERCIALES GERMANO-SOVIÉTIQUES VUES PAR LE MESSIN.*

VI. *LES ÉCHANGES GERMANO-POLONAIS.*

L'ÉCONOMIE MOSELLANE APRÈS LE VOTE SARROIS DE 1935.

I. *L'AGRICULTURE.*

1. *Les conséquences du vote sarrois sur l'agriculture mosellane.*
2. *Le Conseil général de la Moselle face à la nouvelle donne économique.*
3. *La situation financière des producteurs mosellans fin 1935.*
4. *L'exportation de bovins, de produits porcins et laitiers vers la Sarre.*
5. *Les exportations agricoles en Sarre défendues par les professionnels du métier.*

II. *LES GRANDS INDUSTRIELS ET COMMERÇANTS FACE À LA CRISE DE JANVIER 1935.*

1. *Les sidérurgistes et le vote du 13 janvier 1935.*
2. *Les difficultés des commerçants mosellans en 1935.*
3. *L'action de la Chambre de Commerce de la Moselle.*

LA PROPAGANDE ET L'ESPIONNAGE NAZIS.

I. *LE MESSIN, LA PROPAGANDE ET L'ESPIONNAGE ALLEMANDS.*

1. *La propagande dans les territoires recouverts.*
2. *L'espionnage nazi.*
3. *La propagande du Reich à destination du monde colonial.*
4. *La question autonomiste.*

II. *LE LORRAIN FACE À LA PROPAGANDE DU III REICH.*

1. *Les grandes concentrations nazies.*
2. *L'Alsace et la Lorraine menacées.*
3. *Le Lorrain et la propagande coloniale nazie.*
4. *Le Lorrain et l'autonomisme alsacien-lorrain.*

III. *LA PRESSE MESSINE ET LES CONGRÈS NAZIS DE NUREMBERG.*

IV. *LES AUTORITÉS FRANÇAISES FACE AUX ACTIVITÉS ALLEMANDES.*

V. *LES JEUX OLYMPIQUES DE 1936.*

2^{ÈME} PARTIE.

POLITIQUE INTÉRIEURE ALLEMANDE.

LA PRISE DU POUVOIR PAR LES NAZIS ET LA MISE EN PLACE DU NOUVEAU RÉGIME.

I. LA PRISE DU POUVOIR PAR LES NAZIS. LA RÉVOLUTION PUIS L'ÉVOLUTION. LES MOSELLANS OBSERVATEURS ATTENTIFS.

1. *Arrivée du nouveau Chancelier.*
2. *Les élections du 5 mars 1933*
3. *La mise au pas ou "Gleichschaltung".*
4. *La "Nuit des longs couteaux".*
5. *La Lothringer-Volkszeitung et la prise de pouvoir nazie.*
6. << *La fin d'un grand soldat. Le Maréchal Hindenburg est mort* >>.

II. LA VISION MOSELLANE DU RÉGIME HITLÉRIEN DE 1933 À 1939.

1. *L'analyse politique.*
2. *Un régime autoritaire.*
3. *L'éducation de la jeunesse allemande.*

LES LUTTES RELIGIEUSES DANS L'ALLEMAGNE HITLÉRIENNE.

I. LA VISION DE LA PRESSE MESSINE FACE À L'UNIFICATION DE L'ÉGLISE ÉVANGÉLIQUE.

II. LA PERSÉCUTION DES CATHOLIQUES EN ALLEMAGNE NAZIE.

III. LA RÉSISTANCE DU CLERGÉ CATHOLIQUE FACE AUX VIOLENCES NAZIES.

IV. L'ANTISÉMITISME NAZI ET LA PRESSE MOSELLANE.

1. *Peu d'éléments à exploiter.*
2. *La "Nuit de Cristal".*

V. LES MOSELLANS ET L'ANTISÉMITISME ALLEMAND.

L'ARMÉE DU III REICH. (1933 -1939).

I. LE RÉARMEMENT CLANDESTIN ET L'ORGANISATION MILITAIRE DU REICH HITLÉRIEN (1933 - 1935).

1. *L'Allemagne a-t-elle les moyens de réarmer ?*
2. *Les troupes d'assaut (SA).*
3. *Les armements chimiques et bactériologiques.*
4. *L'aviation d'Hermann Goering.*
5. *Préparation psychologique à la guerre et stratégie nouvelle.*
6. *La création de l'armée de l'Air et le rétablissement du service militaire.*
7. *Les journaux messins de langue française et la défense de la Nation (1933 - 1935).*

II. LE SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE EN ALLEMAGNE.

1. *L'événement.*
2. *Les conséquences du rétablissement du service militaire en Allemagne.*
3. *La Lothringer-Volkszeitung et le service militaire en Allemagne.*
4. *Le service militaire passe à deux ans.*

III. LE FINANCEMENT ET LA PRÉPARATION ÉCONOMIQUE DE LA NOUVELLE ARMÉE ALLEMANDE.

1. *Le financement de l'armée allemande.*
2. *La préparation économique du Reich au conflit futur.*
3. *L'évolution des trois armées de 1935 à 1938. Les Mosellans ont des motifs d'inquiétude.*

IV. LA PRÉPARATION DE LA POPULATION ALLEMANDE À LA GUERRE. LA PRESSE MESSINE
OBSERVE AVEC STUPEUR.

1. *Les instituteurs allemands et l'armée.*
2. *Les infrastructures routières.*
3. *La préparation morale.*

V. LES RELATIONS ENTRE ADOLF HITLER ET LA REICHSWEHR VUES PAR LA PRESSE
MOSELLANE.

1. *Après le service militaire obligatoire en mars 1935.*
2. *La révolution de février 1938.*

VI. LES ARMÉES FRANÇAISES, ANGLAISES ET ALLEMANDES À LA VEILLE DE LA GUERRE.

L'ARMÉE FRANÇAISE FACE À L'ALLEMAGNE (1935-1939).

I. LA FLOTTE FRANÇAISE SCRUTÉE PAR LA PRESSE MOSELLANE.

1. *La flotte et les colonies.*
2. *La flotte maritime, son financement, sa programmation.*
3. *La capacité de construction des chantiers français.*

II. L'AVIATION FRANÇAISE.

III. LA LIGNE MAGINOT DANS LES COLONNES DU LORRAIN.

2^{ème} tome.3^{ÈME} PARTIE.**POLITIQUE EXTÉRIEURE ALLEMANDE : LA PRÉPARATION DES CONQUÊTES.****CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR LA POLITIQUE EXTÉRIEURE ALLEMANDE, 1933-1939.**

- I. L'ALLEMAGNE, LA SDN ET LA FRANCE À TRAVERS LA PRESSE MESSINE DE LANGUE FRANÇAISE.
1. *L'Allemagne à la Conférence du désarmement et à la Société des Nations.*
 2. *Les relations diplomatiques franco-allemandes, 1933-1938.*
- II. LE LORRAIN, LE MESSIN ET LES RELATIONS GERMANO-BRITANNIQUES EN 1935.
1. *La stratégie anglaise.*
 2. *Les accords navals anglo-allemands.*
 3. *La presse messine après l'accord germano-belge.*
- III. L'ANALYSE JOURNALISTIQUE DE LA GUERRE D'ÉTHIOPIE ET DE LA GUERRE D'ESPAGNE.
1. *La guerre d'Éthiopie.*
 2. *La guerre d'Espagne.*
- IV. LA PRESSE MESSINE ET LES RELATIONS GERMANO-SOVIÉTIQUES.
1. *Les conséquences de l'entente Paris-Moscou.*
 2. *Une alliance germano-soviétique ?*
 3. *Le Traité germano-soviétique.*
- V. LES MOSELLANS DEVANT LES PRÉTENTIONS COLONIALES ALLEMANDES.
1. *Pourquoi l'Allemagne revendique les colonies.*
 2. *Le rôle militaire des colonies.*
- VI. L'ATTITUDE DES PARTIS EXTRÊMISTES MOSELLANS EN FACE DE LA NOUVELLE ALLEMAGNE DE 1933 À 1939.
1. *Les Voies Lorraines face à la politique allemande, 1934-1936.*
 2. *L'extrême gauche mosellane et l'Allemagne nazie.*
 3. *Les activités de l'extrême gauche mosellane à partir des rapports de police.*
 4. *Le parti communiste et le risque de guerre (1937-1939).*

LA QUESTION SARROISE DE L'ARRIVÉE D'ADOLF HITLER AU POUVOIR JUSQU'AU PLÉBISCITE DE JANVIER 1935.

- I. L'ANALYSE POLITIQUE DES JOURNAUX MESSINS.
1. *La ligne politique du Lorrain.*
 2. *Pourquoi souhaiter la victoire du "statu quo" ?*
 3. *La politique préconisée pour la France et la SDN en Sarre.*
 4. *Le Messin et le "problème sarrois".*
- II. LE PLÉBISCITE DU 13 JANVIER 1935.
1. *Faut-il maintenir le référendum ?*
 2. *Le référendum du 13 janvier 1935.*
 3. *Les conséquences du référendum pour les populations sarroises restées fidèles à la France.*

LA PRESSE MOSELLANE ET LES TROUPES ALLEMANDES EN RHÉNANIE.

I. L'ALLEMAGNE HITLÉRIENNE REMILITARISE LA RHÉNANIE. MARS 1936.

1. *Frédéric Certonciny et la menace d'occupation de la zone démilitarisée.*
2. *La remilitarisation de la Rhénanie, un danger pour la France ?*
3. *La remilitarisation du Rhin ne serait-elle pas la conséquence de la politique du Front Populaire en France ?*
4. *L'analyse politique du Lorrain.*
5. *Faut-il engager des sanctions contre l'Allemagne ?*
6. *Y a-t-il un risque de guerre au lendemain du 7 mars 1936 ?*
7. *Les conséquences politiques et militaires de la remilitarisation rhénane.*

L'ÉVOLUTION DES RAPPORTS GERMANO-ITALIENS (1934-1939).

I. LES RELATIONS ENTRE L'ALLEMAGNE ET L'ITALIE EN 1934.

II. L'AXE ROME-BERLIN.

1. *Les causes du rapprochement germano-italien.*
2. *Quels sont les résultats des entretiens du ministre italien des Affaires étrangères à Berlin ?*
3. *Les conséquences politiques et européennes de la création de l'Axe Rome-Berlin.*
4. *Le discours de Benito Mussolini du 1^{er} novembre 1936.*

III. BENITO MUSSOLINI EN ALLEMAGNE ET ADOLF HITLER EN ITALIE.

1. *Benito Mussolini à Berlin.*
2. *Adolf Hitler à Rome.*

IV. L'ÉVOLUTION DES RELATIONS FRANCO-ITALIENNES (1937-1938).

- #### **V. COMMENT LA PRESSE MESSINE PERÇOIT LES RELATIONS ITALO-ALLEMANDES DE 1936 À 1939.**
1. *De la création de l'Axe au Pacte d'acier.*
 2. *Le Pacte d'acier (22 mai 1939).*

4^{ÈME} PARTIE.**LA POLITIQUE EXTÉRIEURE ALLEMANDE : LES PREMIÈRES CONQUÊTES ET LA MARCHÉ À LA GUERRE.****LA PRESSE MESSINE, L'ALLEMAGNE ET L'AUTRICHE, JANVIER 1933-MARS 1938 (DE LA PRISE DU POUVOIR À L'ANNSCHLUSS).**

- I. LES VIOLENCES ALLEMANDES EN RÉPUBLIQUE AUTRICHIENNE.
- II. L'ATTENTAT CONTRE LE CHANCELIER DOLLFUSS.
- III. L'ASSASSINAT DU CHANCELIER D'AUTRICHE ENGELBERT DOLLFUSS.
 - 1. *Le Lorrain et Le Messin analysent l'attentat.*
 - 2. *La Lothringer-Volkszeitung et les événements de juillet 1934.*
- IV. FRANZ VON PAPAN À VIENNE.
- V. LA RÉSISTANCE AUTRICHIENNE.
 - 1. *L'aide française.*
 - 2. *Le Messin et l'hypothétique entente danubienne.*
 - 3. *Une nouvelle Constitution pour l'Autriche.*
 - 4. *Un retour des Habsbourg est-il possible ?*
 - 5. *Les accords germano-autrichiens du 11 juillet 1936.*
- VI. LE RÔLE DE L'AMITIÉ ENTRE ADOLF HITLER ET BENITO MUSSOLINI DANS L'ANNEXION DE L'AUTRICHE.
- VII. L'ANNEXION DE L'AUTRICHE PAR L'ALLEMAGNE HITLÉRIENNE.
 - 1. *Les accords de Berchtesgaden.*
 - 2. *L'Anschluss se réalise.*
 - 3. *Les conséquences de l'annexion de l'Autriche.*
 - 4. *L'annexion de l'Autriche vue par la Lothringer-Volkszeitung.*
 - 5. *Le plébiscite autrichien.*

L'ALLEMAGNE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE.

- I. LA CRISE DES SUDÈTES.
 - 1. *Le réveil nationaliste.*
 - 2. *La lutte pour le maintien de l'indépendance tchécoslovaque.*
- II. LA PRESSE MESSINE ET "L'ESPRIT DE MUNICH".
 - 1. *L'entrevue de Berchtesgaden.*
 - 2. *Le Messin et la rencontre de Godesberg.*
 - 3. *Le Républicain Lorrain dans la tourmente.*
- III. LES MOSELLANS SONT SOULAGÉS : LA CONFÉRENCE DE MUNICH.
- IV. "L'ESPRIT DE MUNICH" S'IMPOSE-T-IL ENCORE DANS LA PRESSE MESSINE APRÈS LA CONFÉRENCE ?
 - 1. *Au Lorrain.*
 - 2. *Incertitudes au Messin.*
 - 3. *Le Républicain Lorrain est-il munichois ?*
 - 4. *Que pensent les Anciens Combattants ?*
 - 5. *La Lothringer-Volkszeitung et les accords de Munich.*
- V. MARS 1939 : TOUJOURS "L'ESPRIT DE MUNICH" ?
- VI. LA FIN DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE.
 - 1. *L'analyse du Lorrain.*
 - 2. *Le Messin interprète les événements de mars 1939.*
 - 3. *L'opinion du Républicain Lorrain.*
 - 4. *Les commentaires politiques de la Lothringer-Volkszeitung en mars 1939.*

L'AFFAIRE POLONAISE (1933 -1939).

I. L'ALLEMAGNE PREND L'INITIATIVE.

1. *L'alliance germano-polonaise de 1934.*
2. *La question de Dantzig.*
3. *Un signe d'apaisement.*

II. 1939, L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS.

1. *La presse messine et l'attitude anglaise.*
2. *La diplomatie européenne présentée dans les journaux messins.*
3. *Le problème dantzicois pendant l'année 1939.*
4. *Le rôle de la France dans les débats européens.*
5. *Le risque de guerre est-il perçu par la presse messine ?*
6. *La population et le risque de guerre.*

III. LES TROUPES ALLEMANDES EN POLOGNE.

1. *Les réactions du Lorrain et du Messin.*
2. *L'avis du Républicain Lorrain.*
3. *La Lothringer-Volkszeitung et le début du conflit*

CONCLUSION GÉNÉRALE.

Références bibliographiques.

1. ROTH, F., *Le temps des journaux, Presse et cultures nationales en Lorraine mosellane, 1860-1940*, Metz, Édition Serpenoise, 1983, 276 p.
2. SCHWOK, R., *Interprétations de la politique étrangère de Hitler : une analyse de l'historiographie*, P.U.F., Paris, 1987, 217 pages.
3. STEINERT M., *Hitler*, Fayard, Paris, 1991.

4. BAUMONT, M., *Les origines de la deuxième guerre mondiale*, Payot, Paris, 1969, 363 pages.
5. SCHOR, R., *Crises et dictatures dans l'Europe de l'entre-deux-guerres 1919-1939*, Édition Nathan, Paris, 1993, 127 pages.
6. DUROSELLE, J-B., *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Dalloz, Paris, 1990.

INTRODUCTION GÉNÉRALE.

L'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler le 30 janvier 1933 est en apparence un phénomène proprement allemand. En réalité, peu d'événements de l'Histoire ont eu des conséquences internationales comparables. Pour le nouveau Chancelier allemand, la notion d'égalité des peuples, qui prévaut à Genève (SDN), n'a pas plus de valeur que celle de l'égalité des individus. Au contraire, il existe à ses yeux une race dominante, la race aryenne, conservée en Allemagne à l'état presque pur, qui a le droit de dominer les autres et au besoin de les éliminer. Pour atteindre ses objectifs (Deutsche Raum-Lebensraum), le "Führer" ne reculera ni devant le mépris des Traités, ni devant la guerre, pas plus que devant l'injustice.

En Italie, Benito Mussolini et son régime fasciste sont, depuis les années 1922-1926, bien ancrés dans le pays. Les opposants politiques sont anéantis, la jeunesse prise en main, les médias contrôlés, la propagande fonctionne à plein régime. Les années 30 marqueront, pour le "Duce" et ses amis, le début des conquêtes et la réalisation concrète bien que partielle du rêve italien de reconstituer l'Empire romain. Ce sera l'heure du rapprochement progressif avec l'Allemagne.

L'année 1936 marque le renversement des alliances en Europe ; l'Italie, qui depuis 1915 était aux côtés de la France et de l'Angleterre se rapproche à grands pas de l'Allemagne nazie pour finir par succomber à l'influence allemande. À partir de 1938 Rome se lance à son tour dans la mise en place d'une politique antisémite.

Dans cette période troublée, consécutive à la plus grande crise économique que le monde ait connu, la France qui possède, croit-on,

la plus puissante armée, est agitée par des troubles intérieurs qui accroissent l'instabilité ministérielle et retirent toute continuité et donc toute efficacité à sa politique et à sa représentativité diplomatique.

L'Angleterre, après les élections de 1931 et 1935, est dirigée par une large majorité conservatrice. Or, à part quelques exceptions tels Winston Churchill, Sir Robert Vansittart, Lord Amery, qui voient clairement le danger nazi et cherchent à renforcer les liens avec la France, les principaux conservateurs sont des "Appeasers", favorables à une révision des Traités en faveur de l'Allemagne qu'ils considèrent, même à l'époque nazie, comme faible et digne d'appui. Les Premiers ministres, Stanley Baldwin (1935-1937), Neville Chamberlain (1937-1940) et son homme de confiance Horace Wilson, les chefs successifs du Foreign Office, Sir John Simon, Sir Samuel Hoare, Lord Halifax, cèdent aveuglément devant Adolf Hitler, sous prétexte qu'une révision des Traités peut se faire sans guerre, ce jusqu'en septembre 1939 et l'invasion de la Pologne par l'Allemagne.

Notre souhait est de décrire et d'analyser l'attitude et l'opinion des Mosellans face à l'Allemagne qui succombe au nazisme. Tant du fait de sa politique intérieure qu'extérieure, le III Reich du Chancelier Adolf Hitler est ressenti comme une menace croissante par la population du département. Quel rôle a joué la presse dans cette prise de conscience ? Quel effet, modérateur, pacificateur ou alors aggravant, va-t-elle avoir sur ses lecteurs ? La presse écrite, quasiment l'unique mass média de l'époque (la TSF n'est que naissante), est le véritable "miroir" de l'opinion mosellane. Elle représente naturellement un support important.

Cependant, d'autres sources plus ou moins abondantes, se sont avérées capitales, notamment les documents issus de la préfecture de la Moselle, de la Chambre de Commerce ou d'Agriculture, enfin, du Conseil Général. Ceci a permis une plus grande diversité et davantage d'objectivité.

Le choix de ce sujet relève d'un intérêt particulier porté sur cette période si cruciale pour l'Histoire de l'humanité. Pourquoi, cependant,

s'y attarder encore alors que tant et tant d'ouvrages, de recherches, de parutions et d'articles de revues spécialisées se sont déjà, depuis des décennies, penchés sur cette tranche chronologique et sur le problème du fascisme en Europe dans l'entre-deux guerres ?

La volonté de cette étude n'est pas seulement de retranscrire et d'expliquer une fois de plus tous les événements les uns après les autres, mais aussi et surtout d'y apporter une vision différente de l'Histoire, non pas à travers nos mentalités, nos valeurs, nos références actuelles, mais par l'entremise de ceux qui l'ont vécue quotidiennement, qui l'ont subie ou faite, qui l'ont jugée. C'est là que se situe son originalité.

Dans cet objectif, 4 parties différentes ont dû être distinguées. Dans un premier temps, nous verrons, après avoir présenté la problématique générale ainsi que le sujet, deux domaines importants de la politique allemande qui ont une incidence directe sur la vie des Mosellans : la politique économique et la propagande nazie. Ensuite, intervient la politique intérieure du Reich, allant de la prise du pouvoir au réarmement intensif.

La politique extérieure, du fait de son importance dans la presse départementale et auprès de la population, compose les deux dernières parties, tout d'abord la préparation des conquêtes, puis le temps des annexions pour aboutir à la déclaration de guerre lors de l'attaque de la Pologne.

1^{ère} PARTIE.

Présentation du sujet.

**La Moselle face à la politique économique et à la
propagande nazie.**

Problématique générale et présentation du sujet.

L'un des principaux objectifs de cette recherche est d'étudier l'évolution des analyses et commentaires politiques de la presse mosellane sur l'ensemble de la période. Les événements en politique intérieure et extérieure allemande, atteignent la sensibilité des journalistes mosellans. Le département, après près d'un demi siècle d'occupation germanique est resté en partie de culture et de langue allemande. L'Allemagne nazie, dont la propagande au-delà de ses frontières est d'une incroyable efficacité, exercera-t-elle une influence grandissante dans un département de la Moselle où la langue française gagne du terrain chaque année ?

Les Mosellans de cette période troublée des années 30, seront-ils tentés par l'aventure extrémiste ou autonomiste, influencés par le puissant voisin allemand ? Les journaux, à la fois facteur et reflet de l'opinion permettent en partie de répondre à ces interrogations. Complétés par des rapports de police, synthèses des commentaires de la population face aux événements concernant le III Reich, ils deviennent une source fiable.

Dans cette sorte de volcan en quasi-irruption que devient l'Europe à partir des années 1935-1936, il est difficile pour les observateurs, mêmes avertis comme le sont les journalistes, d'établir et d'émettre des avis constants. Comment ne pas céder à l'angoisse lorsque l'Allemagne réarme et remilitarise fébrilement ? Comment ne pas succomber à la panique alors que se multiplient les coups de force

hitlériens ? Faut-il tenter un rapprochement avec Berlin ou, au contraire, prendre ses distances et réarmer ? Peut-on condamner les persécutions religieuses du III Reich au risque de voir les "frères catholiques" d'outre-Rhin subir des harcèlements encore accrus ? Est-il possible, envisageable, de déclencher un conflit, avec son cortège de morts et de désastres (le souvenir de la guerre 14-18 est toujours présent dans les propos tenus), pour sauver la "faible" Autriche, la "petite" Tchécoslovaquie, "l'inexistante" Memel ? Ces quelques exemples montrent les situations difficiles face auxquelles les Mosellans vont réagir, s'inquiéter, manifester.

D'autres questions encore. Peut-on déclencher une guerre préventive et marcher sur Berlin, ou bien doit-on seulement se contenter de réarmer ? Faut-il conserver l'alliance anglaise alors que celle avec l'impressionnante Italie semblerait plus efficace ? Si la population mosellane peut parfois douter, les journalistes sont obligés de trancher, de choisir, d'être affirmatifs, et ce tout en subissant les influences politiques locales et nationales. La haine, ou la sympathie, pour le Front Populaire ne restent pas sans conséquences. Les soubresauts parlementaires et surtout ministériels placent parfois la presse écrite dans des situations agaçantes entraînant des sentiments d'impuissance et, par contrecoup, le souhait pour certains journalistes de voir un gouvernement fort, ayant une politique constante et ferme, se mettre en place. Tant d'événements français et internationaux jalonnent la période étudiée ! Ils influenceront grandement sur l'évolution de l'opinion. Outre l'influence des "Ligues", la guerre d'Abyssinie, la guerre d'Espagne, l'entente franco-russe, "l'apaisement" britannique, font partie de ces faits marquants qui ont probablement pesé sur les réflexions et les esprits en Lorraine du Nord.

C'est dans le but de répondre à ces questions, capitales pour comprendre comment les Mosellans ont vécu, presque dans leur quotidien, la montée du péril nazi et la marche à la guerre, que cette étude a été réalisée.

I. Les particularités du sujet.

1. Une période troublée.

Le sujet que nous nous proposons d'étudier présente de nombreuses spécificités.

La période observée est assurément une des plus troubles et des plus perturbées de l'Histoire de l'Europe. Après la Première Guerre mondiale, les régimes démocratiques jouissent d'un prestige sans précédent. En effet, la démocratie semble mieux armer la Nation face aux épreuves car, en son sein, les citoyens sont impliqués pour défendre un régime et des valeurs qui leur appartiennent en propre. Elle paraît garantir un fort consensus social, contrairement aux États reposant sur l'autocratie et la coercition.

La démocratie, c'est reconnaître la souveraineté du peuple. Chaque citoyen détient une parcelle égale de cette souveraineté : << **l'amour de la démocratie est celui de l'égalité** >>, écrivait Montesquieu dans *L'Esprit des Lois*. Le peuple, à travers le suffrage universel, désigne librement ses représentants qui exercent effectivement le pouvoir au nom de la Nation. Les détenteurs de ce pouvoir rendent compte de leur gestion et acceptent le caractère temporaire de leur mandat, puisque ce dernier est périodiquement renouvelé par des élections. Le fonctionnement de la démocratie parlementaire ne se révèle possible qu'à certaines conditions. Essentielle apparaît la garantie des libertés fondamentales. Il faut en effet que le citoyen dispose d'une pluralité de choix et ne subisse aucune pression. Une véritable démocratie est, par conséquent, inséparable des notions de liberté de conscience, d'opinion, d'expression et de presse, de réunion, d'association, de déplacement, d'inviolabilité du domicile. Une protection contre les arrestations arbitraires doit exister.

L'un des paradoxes les plus étonnants de l'Histoire contemporaine de l'Europe est que cette démocratie, telle que nous venons de la définir succinctement, créditée au lendemain de la Première Guerre mondiale d'un prestige et d'un capital de confiance exceptionnels, se soit finalement révélée si fragile. En effet, au fil des années, les institutions démocratiques, parlementaires et libérales, disparaissent. Dans de nombreux pays, les libertés publiques et les droits de l'homme se trouvent, selon les cas, réduits ou même anéantis. À la date de 1939, mis à part l'URSS, douze États sont restés fidèles aux grands idéaux qui prévalaient vingt ans plus tôt : la France, le Royaume-Uni, l'Irlande, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, la Suisse, le Danemark, la Norvège, la Suède, la Finlande et la Tchécoslovaquie jusqu'à son démantèlement en 1938-1939.

En face, dans seize autres pays, des dictatures ancrées dans une droite plus ou moins extrémiste, se sont installées ; c'est le cas de l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Yougoslavie, la Grèce, l'Albanie, la Turquie, la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie, l'Autriche (déjà avant son annexion par l'Allemagne en 1938), la Pologne, la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie. L'influence grandissante, puis la mainmise de ces États sur la diplomatie européenne engendrent des troubles graves. La montée des périls se fait sentir année après année. Les deux pays "moteurs" de ce phénomène sont l'Allemagne et l'Italie. Un tel déferlement, frappant des pays aussi nombreux, révèle la crise profonde dont souffre l'Europe. Il s'agit là de la première caractéristique à prendre en compte pour l'étude du sujet.

2. Allemagne-Italie : le même fascisme ?

Une autre particularité, outre ce phénomène de montée des périls, réside dans le fait que les États européens précités ne présentent pas des régimes identiques et que les chronologies sont profondément différentes. Si l'on prend l'exemple de l'Allemagne et de l'Italie, bien qu'ils soient liés par tout un corps de doctrine, les deux grands régimes fascistes présentent des différences sur des points importants. Dans ce domaine, les recherches de Pierre Milza sont d'une aide précieuse.

La distinction principale à faire, concerne le racisme et l'antisémitisme. La théorie raciste constitue en effet le fondement de la pensée d'Adolf Hitler.

a. *Racisme et antisémitisme.*

À l'Anglais Charles Darwin, il a emprunté l'idée que la vie est un combat au terme duquel, en vertu du principe de la sélection naturelle, seuls les plus forts et les plus doués survivent ; au Français Arthur de Gobineau, la théorie de l'inégalité des races : la race blanche est supérieure aux autres et en son sein, l'élément le plus pur est représenté par les Aryens, grands, blonds et dolichocéphales (crâne plus long que large). Adolf Hitler estime que ces caractéristiques de pureté et de supériorité sont détenues par les Germains d'Allemagne. Enfin, le Chancelier du Reich subit aussi l'influence de l'Allemand Houston Stewart Chamberlain (d'origine britannique), qui voit dans les Allemands un peuple jeune et pur, prêt à imposer sa domination grâce à cette supériorité biologique.

Pour Alfred Rosenberg, auteur du *Mythe du XX^e Siècle* (1931) et idéologue du parti nazi, le principe moral suprême des Aryens réside dans l'honneur et la fierté du sang. Cette conception s'oppose à d'autres principes, jugés inférieurs et d'origine juive : l'humanisme, le libéralisme, le socialisme, le communisme (certains dénoncent le christianisme exaltant l'amour et la charité). C'est ainsi que le racisme débouche sur l'antisémitisme. Les juifs, groupe métissé et "inférieur", sont dénoncés comme les grands "corrupteurs" de l'humanité, ils sont accusés de répandre des valeurs dangereuses, de déchaîner la révolution rouge, d'accaparer toutes les richesses et le pouvoir.

Dans le fascisme italien, le racisme et l'antisémitisme ne tiennent aucune place. Des juifs figurent même dans le parti national fasciste. C'est tardivement, en 1938, que Benito Mussolini, plus par opportunisme politique et pour complaire à son allié allemand que par pure conviction, introduit en Italie une législation antisémite. Celle-ci,

pour intolérable qu'elle soit, n'atteint pas le caractère de rigueur implacable de sa semblable allemande.

b. L'expansion territoriale.

La volonté de grandeur et d'expansion orchestrée par Benito Mussolini revêt une dimension essentiellement historique et politique. Les Italiens se nourrissent des souvenirs de la Rome antique et de son Empire. À l'intérieur de la péninsule ils effectuent des fouilles et restaurent les monuments ; à l'extérieur, ils rappellent le génie civilisateur universel de leur Patrie et rêvent, en héritiers d'un passé grandiose, de reconstituer l'Empire de leurs ancêtres.

L'impérialisme allemand est étroitement lié au racisme. Adolf Hitler veut réunir tous les Allemands de sang "pur" en un même État. Il exige pour ce peuple un "espace vital" (Lebensraum) dont il a besoin à l'Est de l'Europe. Adolf Hitler donne de l'expansionnisme une interprétation mystique.

L'intérêt du sujet, outre l'importance de l'aspect politique de la période, concerne directement le département de la Moselle à plus d'un titre.

3. La Moselle annexée.

La Moselle a été, de 1870 à 1918, sous la domination allemande car annexée au Reich Bismarckien. Celui-ci exerça pleinement son autorité dans tous les domaines, en particulier politique, administratif, culturel, linguistique. Après 48 années d'annexion, il est normal que le département lorrain s'intéresse de près et avec beaucoup d'attention aux événements se déroulant en Allemagne. Il faut ensuite savoir qu'une partie importante de la Moselle est restée, après près d'un demi siècle de "colonisation", de culture germanique et de langue allemande. En effet, le département est divisé en deux parties pratiquant des langues différentes. À l'Ouest, le français, à l'Est les dialectes germaniques. Il en existe

plusieurs : le "mittel deutsch" au Nord-Est (Bitche), le francique luxembourgeois de la région de Thionville, le "Mösel frankisch" dans celle de Boulay, le francique rhénan, lui-même divisé entre le "forbachois" et le "païkser" de Sarreguemines¹. Une véritable frontière linguistique divise donc la Moselle² bien que, depuis 1918, le français gagne de plus en plus de terrain grâce, notamment, à l'enseignement dispensé aux enfants.

Les retombées de la politique de l'Allemagne nazie sur cette partie de la population sont à prendre en compte et à observer. D'autant plus que le département se situe juste à la frontière et que cette proximité territoriale peut encourager une propagande active venant des territoires de la Sarre ou du Luxembourg.

Enfin, une autre raison de l'intérêt que portent les Mosellans à l'Allemagne, c'est le fait qu'un grand nombre d'Allemands vivent et travaillent en Moselle.

II. La population étrangère en Moselle dans les années 30.

Il n'est pas inutile tout d'abord, de rappeler succinctement la situation tout à fait particulière du département de la Moselle, dont la frontière avec l'Allemagne et le Luxembourg, s'étend sur près de 200 kilomètres et n'est constituée par aucune barrière naturelle ; celle-ci reste largement ouverte à des échanges et à des relations de toutes natures avec ces deux pays voisins. De plus, presque 50 années de domination allemande ont naturellement créé de nombreux liens de parenté ou d'intérêt. Tout cela provoque des contacts fréquents, sinon permanents avec les populations de ces pays.

D'autre part, l'exploitation des richesses naturelles du département entraîne des besoins de main-d'oeuvre très importants.

¹ Archives Départementales de la Moselle, B.A. 863, "Annuaire statistique de la Moselle".

² Voir carte en annexe fin du 1^{er} tome.

À défaut de main-d'oeuvre locale et même française, il a été indispensable aux autorités françaises ainsi qu'aux industriels de recourir à l'utilisation de nombreux contingents d'étrangers, renforcés encore par des frontaliers.

Ce sont ces deux aspects de la question, que nous allons étudier maintenant.

1. Chiffres et localisation.

a. Les immigrés résidants.

Nous possédons plusieurs chiffres relatifs au nombre total d'étrangers recensés en Moselle :

31 décembre 1933	100 454
1934	93 834
1935	88 061
1936	85 234

Tableau présentant les résultats totaux des recensements de la population étrangère en résidence dans le département de la Moselle, opérés chaque année depuis 1933. Source préfecture de la Moselle. 15 février 1937. ADM 304 M 159.

Il apparaît nettement qu'au fil des années, le nombre d'étrangers résidants baisse dans le département après avoir pourtant considérablement augmenté entre 1927 et 1931, passant de 104 608 à 130 030 (ADM 304 M 159). En ce qui concerne la localisation de cette "colonie" étrangère, on observe trois lieux importants de regroupement :

- La région minière et métallurgique de l'arrondissement de Thionville qui compte à elle seule en 1936 plus de 40 000 étrangers³.

³ Correspondance du Préfet de la Moselle avec le Ministre de l'Intérieur, 15 février 1937, Archives Départementales de la Moselle, série 304 M 159.

•Le bassin houiller qui va de Creutzwald-la-Croix à Stiring Wendel en couvrant la partie nord des arrondissements de Boulay et de Forbach, compte en 1936, 30 000 étrangers.

•Enfin, la ville de Metz et les communes avoisinantes où le nombre d'étrangers s'élève à 12 000 au 31 décembre 1936.

Au total, en 1936, sur 85 234 étrangers résidant en Moselle, 82 000 sont localisés sur ces trois points de concentration économique et industrielle. Les autres étrangers, en l'occurrence très peu, sont disséminés dans le reste du département.

Pour le préfet de la Moselle, M. Chevalier, la population étrangère de son département réside donc, dans sa grande majorité, à proximité de la frontière et dans la zone des ouvrages fortifiés. Elle est, de plus, employée dans les entreprises qui travaillent pour la Défense Nationale ou appelées à travailler pour elle. La surveillance en est donc particulièrement importante, mais aussi difficile en raison du très grand nombre de ressortissants, de la multiplicité des langues et du voisinage de trois frontières ⁴.

En 1939, la situation géographique ainsi que le nombre des immigrés aura peu changé. En janvier 1939 on dénombre :

•dans le bassin minier de Thionville, 10 000 étrangers dont 608 Allemands et 3 806 Italiens⁵,

•dans le bassin minier de Forbach (Charbonnage de Sarre et Moselle, Petite-Rosselle et Faulquemont), près de 15 000 étrangers dont 7 170 Allemands et 1 570 Italiens,

•dans le bassin minier et métallurgique de la vallée de l'Orne, au Nord de Metz, environ 4 600 étrangers dont 285 Allemands et 1 243 Italiens.

⁴ Correspondance du Préfet de la Moselle avec le Ministre de l'Intérieur, 15 février 1937, Archives Départementales de la Moselle, série 304 M 159.

⁵ Rapport confidentiel du Préfet de la Moselle au Garde des Sceaux, Ministre de la justice du 12 janvier 1939, Archives Départementales de la Moselle, série 304 M 159.

Le nombre d'étrangers travaillant en 1939 dans ces 3 zones géographiques comparables à celles de 1936, est de 29 600 travailleurs, auxquels il serait juste d'ajouter les femmes et les enfants. Les Allemands sont représentés dans une forte proportion.

b. Les travailleurs frontaliers.

En ce qui concerne les travailleurs frontaliers, les chiffres fluctuent de 1933 à 1937⁶.

Années	Nombre de frontaliers français et allemands	Frontaliers allemands	Frontaliers français	Date du rapport
1933	5 187	4 800	387	25 octobre 1933
1934	/	3 550 (y compris les Luxembourgeois)	/	16 mai 1934
1935	2 516	2 258	258	27 mai 1935
1936	1 742	1 624	118	24 octobre 1936
1937	2 045 (sans compter les Français)	2 045	/	10 juillet 1937

À partir de 1933, le nombre de travailleurs frontaliers allemands est en baisse et se stabilise aux alentours de 2 000. Est-ce le nouveau régime allemand qui en est la cause ? Quant aux Français allant travailler en Allemagne, ils sont dans tous les cas peu nombreux, quelques centaines seulement et leur nombre baisse jusqu'en 1936.

⁶ Archives Départementales de la Moselle, série 304 M 310, Cartes frontalières, Recensement statistiques, Renseignements, Correspondance du Préfet de la Moselle.

Ces chiffres, de source préfectorale, sont une bonne base d'étude, mais tout de même à utiliser avec précautions. Des erreurs peuvent quelquefois s'y glisser. Dans une correspondance du 5 avril 1935, par exemple, Robert Schuman député de la Moselle et Président de la Commission d'Alsace et de Lorraine de la Chambre des députés, écrivait que le nombre d'ouvriers allemands venant travailler dans le département, est de 3 500 environ (contre 2 258 pour le préfet) et celui des ouvriers français travaillant en Allemagne d'environ 1 000 (contre 258). Ces chiffres diffèrent sensiblement de ceux des recensements préfectoraux, lesquels sont les bons ? Difficile de répondre. La Préfecture de la Moselle fournit encore d'autres renseignements statistiques, le nombre de cartes frontalières émises par sous-préfecture⁷, confirmant en partie les précédents.

Sous-PRÉFECTURES		1933	1934	1935	1936	1937
FORBACH	Allemands (Sarre)	704	2 291	-	1 113	1 389
	Français	0	-	-	34	-
SARREGUEMINES	Allemands	1 629	-	853	102	102
	Français	232	-	518	79	79
BOULAY	Allemands	327	-	-	403	545
	Français	0	-	-	0	-
THONVILLE	Allemands	2 140	-	257	9	9
	Français	155	-	54	0	0
TOTAL	Allemands	4 800	2 291	1 110	1 627	2 045
	Français	387	-	572	113	79

Première observation, des lacunes sérieuses. À l'exception des années 1933 et 1936, nous n'avons pas tous les chiffres, et pour l'année 1934, un seul. D'autre part, si l'on considère les chiffres eux-mêmes, on remarque une nette tendance à la diminution entre 1933 et

⁷ Archives Départementales de la Moselle, série 304 M 310.

1937 et une concentration sur Forbach et Boulay. Au total, le nombre d'Allemands venant travailler en Moselle se stabilise aux environs de 2 000.

Quant aux Français travaillant en Allemagne, en 1937, il n'y en a presque plus.

Les fluctuations des nombres des frontaliers peuvent s'expliquer par la perte de la Sarre après le référendum de mars 1935, qui entraînera des échanges entre la Moselle et la Sarre moins nombreux. Il faut aussi tenir compte de la politique menée par certains sites industriels. En 1935, en effet, les houillères de la Moselle, à la suite de nombreuses démarches pour remplacer la main-d'oeuvre étrangère par des Français au chômage, ont licencié des travailleurs allemands. Si bien que le rapport du préfet de police à la Direction Générale des Services d'Alsace et de Lorraine et à la Présidence du Conseil, daté du 27 mai 1935, indique que l'on peut supposer qu'à cette date, il n'y a guère plus de 2 000 Allemands frontaliers travaillant en Moselle (au lieu de 2 258 indiqués officiellement).

La diminution des frontaliers français doit également être mise en évidence. Le préfet indique que, fréquemment, des renvois de frontaliers français lui sont signalés et qu'il serait par conséquent raisonnable d'admettre que 220 Français au maximum sont occupés comme frontaliers en Allemagne (chiffre officiel : 258 personnes). À noter que le total des Français travaillant en Allemagne en 1935, par arrondissements, est de 572 personnes (?).

Quoi qu'il en soit, les totaux par années des différentes sous-préfectures rejoignent à peu près ceux indiqués à Paris par la Préfecture de la Moselle, et il est moins utile de mesurer exactement ces masses de population, que de constater la permanence d'un échange de part et d'autre de la frontière.

Après avoir observé l'immigration, en chiffres et localisations, et les travailleurs frontaliers allemands en Moselle, il nous faut voir un dernier point, et non des moindres, l'organisation de la "colonie" allemande en Moselle.

2. Organisation consulaire et politique de la communauté allemande en Moselle.

La "colonie" allemande n'est en réalité pas vraiment organisée. Cela provient probablement du fait que les Allemands ne possèdent aucune représentation consulaire en Moselle.

Cette "colonie", troisième par l'importance numérique, se répartit approximativement comme suit⁸:

METZ-VILLE	1 740
METZ-CAMPAGNE	600
THIONVILLE	3 000
BOULAY	1 000
FORBACH	8 000
SARREGUEMINES	800
SARREBOURG	300
CHATEAU-SALINS	133

Dans son ensemble, cette communauté ne possède pas d'organisations politiques ou culturelles qui lui soient propres. Ses membres observent la plus grande réserve à l'égard des questions d'ordre national.

Cependant, il existe dans la partie Nord de l'arrondissement de Thionville, des cellules nazies qui se rattachent aux organisations de propagande nationale-socialiste du Grand Duché du Luxembourg :

- Redange : 20 membres
- Audun-le-Tiche : 12 membres,
- Ottange : 15 membres.

⁸ Archives Départementales de la Moselle, série 304 M 159, Étude détaillée sur les différentes catégories d'étrangers résidant en Moselle avec l'énumération de leurs principales organisations politiques, économiques ou culturelles, 15 février 1937.

Le nombre d'adhérents à ces organisations est très faible par rapport aux 3 000 Allemands résidant à Thionville. Cela s'explique par les expulsions auxquelles il a été procédé par les autorités françaises au cours des dernières années et qui ont sensiblement réduit le nombre de ces cellules ⁹.

Cependant, la proximité de la frontière et donc la possibilité de voir s'instaurer une propagande pro-nazie, incite les autorités policières françaises à une grande vigilance.

Parallèlement, ces dernières s'interrogent sur les capacités d'intégration, voire d'assimilation de ces immigrés à la population française.

3. Faculté d'assimilation des étrangers en Moselle.

Cette étude complexe et difficile, est réalisable grâce à un rapport établi le 12 janvier 1939 par le préfet de Moselle¹⁰.

a. Généralités.

Ce rapport a été fait sur la demande du ministère de la justice en date du 15 novembre 1938. Il concerne le département de la Moselle, et regroupe tous les renseignements possibles sur la situation des étrangers au regard de l'opportunité de l'intégration de certains éléments << utiles >>, dans l'économie française.

Le préfet commence par donner certaines indications purement démographiques. La population allemande est de 14 621 personnes, en baisse d'environ 1 600 personnes par rapport à

⁹ Archives Départementales de la Moselle, série 304 M 159, Étude détaillée sur les différentes catégories d'étrangers résidant en Moselle avec l'énumération de leurs principales organisations politiques, économiques ou culturelles, 15 février 1937.

¹⁰ Archives Départementales de la Moselle, série 304 M 159, Rapport confidentiel du 12 janvier 1939.

1936, les Allemands représentant la troisième "colonie" étrangère du département¹¹.

b. Tendances politiques des étrangers en 1939.

• **La notion de groupement d'étrangers.**

Le préfet de la Moselle, M. Chevalier, précise que cette question des tendances politiques se rattache à l'idée de groupement des étrangers, parce que c'est de la nature et de la tendance de ces groupements, que découlent souvent l'attitude politique des étrangers.

Les associations formées entre étrangers sont assez nombreuses. Mais, n'ayant pas d'existence légale aux termes de la loi locale sur les associations, elles sont simplement tolérées par l'administration en raison de leur but religieux, moral, social ou sportif.

Il existe, bien sûr, dans l'arrondissement de Thionville, des organisations à tendance politique, par exemple :

- Le Front Populaire Italien, le Parti Socialiste Italien, l'Union populaire Italienne, le Comité prolétarien antifasciste, la "Deutsche Gemeinschaft" et ses organisations annexes.

D'une manière générale, il est à remarquer que tout étranger se plie volontiers aux nécessités de groupement avec ses compatriotes, soit par affinités ethniques, soit pour des raisons politiques, soit encore pour des raisons de commodité de séjour.

¹¹ Cette baisse est surprenante étant donné l'arrivée logique de réfugiés allemands depuis janvier 1933, et sarrois depuis 1935. Peut-être que les licenciements économiques d'Allemands suivis du retour de ces derniers dans le Reich, ont compensé le nombre des arrivées ? Peut-être, est-ce le nouveau régime allemand qui voit d'un mauvais oeil sa main-d'oeuvre vivante en France ?

- **Les groupements politiques italiens.**

Les groupements politiques italiens sont en 1939 les plus nombreux, alors que les Allemands sont très peu organisés. Les Italiens sont toujours divisés en deux catégories :

- les antifascistes,
- les fascistes.

- ***Groupements antifascistes italiens.***

Il s'agit du Front Populaire Italien, du Parti Socialiste Italien (PSI) (2^{ème} Internationale), du Front antifasciste ou Comité prolétarien antifasciste, de la Ligue Italienne des Droits de l'Homme, des sections de la CGT (syndicat), des sections étrangères communistes.

- ***Groupements fascistes italiens.***

La Moselle est partagée en six districts avec, à la tête de chacun, un fiduciaire et cinq hommes de confiance. Les Anciens Combattants possèdent une section dans les localités importantes. Tous ces groupements fascistes fonctionnent sous l'égide du Consulat de Metz et comprennent comme organisations annexes :

- Les associations sportives et "Ballilas" pour les jeunes.
- Les cours d'italien, les Sociétés de Secours Mutuels et enfin, "l'Opéra Bonomelli", dépendant du groupement Bonomelli.

Il n'y a pas d'équivalent pour les Allemands.

- c. ***Faculté d'assimilation des étrangers.***

D'après le préfet Chevalier, les facultés d'adaptation des étrangers aux moeurs françaises sont essentiellement différentes selon leur origine.

L'assimilation des étrangers est considérablement retardée et même parfois impossible en raison, d'une part, de leur densité sur

certains points déterminés (Thionville, Forbach) et d'autre part, de l'usage de la langue allemande adoptée par une partie notable de la population française du département de la Moselle. Cette tendance au regroupement en "colonies" relativement homogènes a d'ailleurs été favorisée par les directions des entreprises elles-mêmes, ainsi que par les agents consulaires. Des cités ouvrières entières ont été construites et leurs occupants sont en général groupés suivant les nationalités.

- **Évolution des communautés étrangères.**

Jusqu'à ces dernières années, explique le préfet, cette répartition de la main-d'oeuvre en communautés distinctes par nationalités présentait peu d'inconvénients. En effet, les autorités consulaires des divers pays intéressés bornaient leurs activités à la représentation de quelques intérêts généraux et à l'accomplissement des formalités d'état civil. Il n'en est plus de même. Chaque consul s'est transformé en gardien vigilant de l'esprit national, de la langue, des traditions et du dogme d'État du pays d'origine. Une sorte de tutelle politique s'est ainsi progressivement instituée sur les groupes d'étrangers, grâce à l'appui des sociétés de toutes natures fondées, malgré les apparences, dans ce seul but.

Ces "colonies" étrangères ont été organisées avec le concours actif de prêtres, d'instituteurs, de représentants de partis. Les Italiens ont été les premiers à s'engager dans cette voie. Ils ont été suivis peu après, par les Polonais et les Yougoslaves. Aujourd'hui, ce sont les autorités consulaires allemandes qui se préoccupent de recenser leurs ressortissants. Depuis la désignation récente d'un consul allemand à Épinal, ce travail, que le préfet ne manque pas de signaler, est mené discrètement mais opiniâtrement. Même si les résistances ne manquent pas de s'affirmer de la part de certains ouvriers allemands réfractaires au régime national-socialiste, la propagande produira ses effets à plus ou moins longue échéance et opérera certainement les conversions souhaitées.

Enfin, le danger de voir se créer des minorités ethniques, sans être encore actuellement réel, risque de le devenir un jour, avertit M. Chevalier.

- **Efforts à faire pour favoriser l'assimilation des étrangers.**

Pour permettre et accélérer l'assimilation, le représentant de l'État préconise de nouveaux et sérieux efforts, notamment à l'école par la diffusion de la langue française. De plus, les cours pour adultes pourraient, à cet égard, rendre de grands services et devraient être encouragés. En particulier, il y aurait lieu d'éviter, par exemple, que les jeunes étrangers naturalisés soient astreints à suivre des cours d'allemand.

Il conviendrait, en outre, de favoriser autant que possible la dispersion sur tout le territoire mosellan, des enfants d'étrangers et de naturaliser de préférence ceux qui ont eu les contacts les plus larges avec la vie française.

Ceci dit, il faut aussi reconnaître, précise le préfet, que certaines catégories d'étrangers offrent des facultés réelles d'adaptation aux moeurs et à la mentalité françaises : c'est le cas des Belges, des Luxembourgeois et des Italiens. Malheureusement, rajoute-t-il, ces derniers sont en général, soumis à des influences politiques qui entravent singulièrement leur assimilation.

En ce qui concerne les Allemands, il serait pour le moins téméraire, dit le rapport, d'escompter une assimilation véritable, quelles que soient leurs tendances politiques, dans une région si voisine de leur pays d'origine dont l'influence et l'attraction restent agissantes.

En conclusion, il faut rappeler l'importance quantitative des immigrés en Moselle sur l'ensemble de la période. S'y ajoute une organisation remarquable de la part de la "colonie" italienne, fortement influencée par le Consulat italien de Metz qui exerce sur cette population une pression politique sensible. Le résultat en est un fleurissement d'associations et de sociétés fascistes ou néo-fascistes à Forbach, Thionville et Metz. La "colonie" allemande, bien que proche de son pays d'origine, subit moins d'influence politique, mais la création d'un Consulat à Épinal laisse craindre la mainmise politique et propagandiste de l'État allemand et de son régime sur les populations germaniques résidant dans le département.

D'où l'intérêt porté par la presse du département aux questions graves qui agitent l'Allemagne et l'Italie tout au long de la période 1933-1939. Ces deux régimes d'extrême-droite représentent peut-être une menace pour la France, en particulier par l'influence exercée sur leurs ressortissants en Moselle. Ce sont des aspects à prendre en compte dans le cadre de cette recherche.

Quelles attitudes adoptent les Mosellans devant les événements en politique intérieure et extérieure de l'Allemagne ? La source prépondérante, pour répondre à cette question, est la presse locale, véritable reflet de l'opinion, qu'il est nécessaire de bien connaître pour tenter de comprendre ses prises de position.

III. La presse mosellane. Son organisation, ses liens politiques et son impact sur la population. 1918-1940.

La presse départementale, qui fera l'objet d'un dépouillement et d'une méthode de recherche rigoureuse voire scientifique, est relativement variée.

Il faut noter d'emblée le bilinguisme français-allemand de cette presse mosellane. D'autre part, les principaux journaux sont divisés entre quotidiens catholiques soutenant l'Union Républicaine Lorraine (URL), et journaux non catholiques, ne soutenant pas obligatoirement le premier parti mosellan qu'est l'URL. Dans la présentation qui suit, seuls sont décrits les journaux les plus importants.

1. La presse catholique : soutien de l'URL

La presse catholique est bien répandue dans le département. En 1936, *Le Lorrain* tire chaque jour à 16 500 exemplaires, la *Lothringer-Volkszeitung* à 23 000 et *Le Messin*, qui n'est pas un journal du

Clergé, mais qui, à partir de 1919 soutient l'URL (dont le chef de file est Robert Schuman), tire à 20 000 exemplaires ¹².

	1930	1936	1939
<i>Le Lorrain</i>	11 500	16 500	16 500
<i>Le Messin</i>	17 000	20 000	14 000
<i>Die Lothringer-Volkszeitung</i>	21 500	23 000	22 000

Comparaison des tirages moyens des principaux quotidiens messins entre 1930 et 1939.

Pour le Clergé, il n'y a que deux journaux pouvant être pris en compte par les catholiques, ce sont *Le Lorrain* et la *Lothringer-Volkszeitung*. Les prêtres sont d'ailleurs les diffuseurs efficaces de cette presse cléricale.

a. L'entreprise de presse et les journalistes.

Afin de s'assurer croissance et stabilité financière, *Le Lorrain* s'appuie sur l'Imprimerie Lorraine, *Le Messin* sur l'Imprimerie Messine, la *Lothringer-Volkszeitung* sur la Coopérative Lorraine d'Impression et d'Édition, le *Républicain Lorrain* sur l'Imprimerie de Fort Moselle. Ainsi structurés, les journaux font des bénéfices qui se transforment très vite en investissements nouveaux.

Le recrutement des directeurs, journalistes et collaborateurs bénévoles, se fait au sein du Clergé, pour ce qui concerne la presse catholique. Au *Lorrain*, sont à citer, le chanoine Henri Collin puis

¹² ROTH, F., *Le temps des journaux, Presse et cultures nationales en Lorraine mosellane, 1860-1940*, Metz, Édition Serpenoise, 1983, 276 p.

son disciple Charles Ritz. À la *Lothringer-Volkszeitung* les abbés Ismert, Pinck, Hackspill ou encore Valentiny, imprègnent de leurs personnalités diverses la destinée du quotidien de langue allemande.

Cependant, malgré cette mainmise du Clergé, certains laïcs ont pu se faire une place de premier plan. Nicolas Houpert (jusqu'en 1929) et Paul Durand (jusqu'à la guerre), seront successivement rédacteurs en chef du *Lorrain*.

b. Le Lorrain : *journal des catholiques de langue française.*

Le quotidien est créé en 1883. Il est immédiatement soutenu par Mgr Fleck, évêque de Metz. Journal modeste, ce n'est qu'après la guerre 14/18 qu'il prend de l'importance.

Henri Collin, un des fondateurs du journal, absorbé par des tâches parlementaires, en confie la direction à Charles Ritz. Ce dernier est une "personnalité" locale. En collaboration étroite avec des hauts fonctionnaires, il entretient également de bonnes relations avec Guy de Wendel, député puis Président du Conseil général de Moselle. Il meurt le 22 février 1939, ayant dirigé *Le Lorrain* pendant 20 ans.

Le Lorrain est avant tout un journal catholique, voire clérical, respectant les consignes de la hiérarchie ecclésiastique. << **Nulle autonomie, nulle distance critique, le journal est un instrument de l'apostolat** >>, écrit François Roth¹³. Le quotidien de l'abbé Ritz se donne pour mission la défense des intérêts religieux dans le département, en particulier face aux libres penseurs, aux francs-maçons, aux partis de gauche voulant y introduire les lois laïques (Cartel des gauches en 1924, sous l'impulsion d'Édouard Herriot). Il est juridiquement indépendant, mais est placé sous l'autorité de l'évêque de Metz, qui donne son accord à la nomination du directeur (obligatoirement un prêtre).

¹³ ROTH, F., *Le temps des journaux, Presse et cultures nationales en Lorraine mosellane, 1860-1940*, Metz, Édition Serpenoise, 1983, 276 p.

L'épiscopat intervient aussi dans l'orientation du journal, y publie des communiqués, y modifie certaines positions.

En face du problème autonomiste, dans les années 20, *Le Lorrain* se montre résolument national. L'hostilité au mouvement autonomiste ou à une influence quelconque venant d'Allemagne, est constante. Cette attitude ferme entraîne des accusations très dures de la part des catholiques autonomistes qui le rendent responsable de l'offensive laïque, du fait d'avoir souhaité et favorisé la victoire française et d'approuver la réassimilation progressive avec la France dite de "l'intérieur".

Pendant les années 30, le quotidien de la rue des Clercs s'affirme comme conservateur. Il est hostile au gouvernement du Front Populaire de Léon Blum, à l'intervention dans la guerre d'Espagne, aux grèves et aux mouvements sociaux. Le parti communiste est une cible privilégiée. Les problèmes sociaux de la société industrielle sont à résoudre par la charité individuelle ou collective dans le cadre de groupements ou d'associations et non par des conflits et luttes.

Charles Ritz fait preuve, à l'égard du nazisme et de la renaissance du militarisme allemand, de lucidité et de pertinence. Ses éditoriaux représentent une source abondante et de qualité, ce n'est pas le cas d'autres journalistes locaux ou parisiens.

Sur le plan départemental, *Le Lorrain* soutient activement l'URL, le parti de Robert Schuman. Cependant, le quotidien messin se vante de n'être l'organe officiel d'aucun parti, pas plus de l'URL que d'un autre¹⁴. S'il soutient presque toujours la politique et les candidats de l'URL, c'est parce que la ligne générale que suit le parti mosellan et les hommes qu'il présente aux suffrages des électeurs méritent, selon lui, l'approbation de tous ceux qui, en aimant la France par dessus tout, veulent tenir compte de la situation spéciale des provinces libérées. Malgré cette précision, plus loin dans le même article, il est écrit au sujet de l'URL : << [...], **pour trouver un terrain d'entente sur lequel un grand parti**

¹⁴ *Le Lorrain*, 23 octobre 1925, page 1.

comme le nôtre doit pouvoir travailler et manoeuvrer au mieux des intérêts du pays >>. *Le Lorrain* semble donc faire corps avec l'URL et en est à coup sûr, l'organe de presse le plus fidèle. Le journal de la rue des Clercs détient de plus un avantage sur ses concurrents, les relations avec les hommes politiques locaux importants sont bonnes et entretenues. Citons Paul Vautrin et Gabriel Hocquard, tous deux maires de Metz, Guy de Wendel Président du Conseil général de Moselle.

c. *La Lothringer-Volkszeitung quotidien mosellan de langue allemande.*

- La direction politique.

Après le passage de l'abbé Hackspill de 1918 à 1923, c'est l'abbé Jean-Jacques Valentiny qui devient rédacteur en chef du quotidien. Il a été choisi par Mgr Pelt. L'abbé Valentiny se place immédiatement en défenseur du catholicisme et de la langue germanique. L'Église et l'école confessionnelle sont les sujets les plus sensibles. Il est secondé par un rédacteur-gérant : Léon Woelky. De sensibilité autonomiste dans les années 20, la *Lothringer-Volkszeitung*, aussi appelée *La Libre Lorraine*, devient plus sûre, dans la décennie suivante, grâce à l'élimination des autonomistes reconnus du Conseil de surveillance et à l'arrivée d'un nouveau Président, le chanoine Roupp.

Le journal, qui se sentait étroitement lié aux milieux rhénans, s'en détache progressivement après le plébiscite sarrois de janvier 1935 et ses conséquences économiques néfastes pour la Moselle. Le quotidien reste cependant régionaliste et Pierre Kessler, proche de l'abbé Pinck, rédige des articles à connotation autonomiste. Il est d'ailleurs critiqué par Jean-Jacques Valentiny.

La *Lothringer-Volkszeitung* emploie 6 journalistes professionnels : René Aubertin, Alfred Heilbronn qui s'occupe de politique étrangère, Michel Mathis, Alphonse Blumberger et Maria Muller la seule femme journaliste, qui rédige la chronique locale. Enfin, il faut citer François Wonner qui est chargé de la chronique des sports. À ces journalistes, se rajoutent 5 responsables d'agences locales, les

employés de l'imprimerie, les services administratifs et techniques. En 1939, le journal compte 80 salariés¹⁵.

- **L'influence électorale.**

La *Lothringer-Volkszeitung* n'inspire jamais l'indifférence. Alors que l'administration la redoute et que les parlementaires mosellans déplorent ses excès dans le domaine autonomiste, les autonomisants, au contraire, recherchent sa neutralité voire son appui. Le quotidien de langue allemande soutient les candidats de l'URL, Robert Schuman en est le plus illustre. C'est d'ailleurs un ami de longue date de Jean-Jacques Valentiny. De manière générale, c'est bien sûr en Lorraine germanophone que l'impact du journal est le plus grand.

- **La *Lothringer-Volkszeitung* et la politique.**

La gauche française est condamnée en raison de son laïcisme militant. La montée du Front Populaire engendre beaucoup de craintes. Quoi qu'il arrive, le journal reste le défenseur de la "Muttersprach" et du régionalisme catholique. Les relations avec l'Alsace politique au travers du groupe de presse Haegy-Rossé, sont importantes. Le tirage moyen est de 20 000 exemplaires par jour dans les années 30. Cependant, 20 ans après la fin de la guerre, une nouvelle génération de Mosellans ayant appris le français, le renouvellement des lecteurs du journal risque de ne plus se faire. Peut-être serait-il temps de songer à créer une édition française ?

Il n'y a pas que la presse catholique qui soutienne l'URL, c'est aussi le fait d'un journal libéral et laïc, *Le Messin*.

¹⁵ ROTH, F., *Le temps des journaux, Presse et cultures nationales en Lorraine mosellane, 1860-1940*, Metz, Édition Serpenoise, 1983, 276 p.

2. *Le Messin*, du libéralisme au centre-droit.

Le Petit Messin était, à l'origine (1883), un journal commercial, industriel, littéraire et artistique. Lorsqu'il prend la dénomination *Le Messin* (24 juin 1884), il représente le courant libéral et anticlérical, la gauche.

- **La direction.**

Dès 1919, c'est Henri Ferrette, qui dirige le journal et l'orienté dans un sens anti-régionaliste et opposé aux hommes politiques de la Moselle de langue allemande et à l'Alsace autonomiste. *Le Messin* se rapproche du centre-droit et approuve la politique nationale de Raymond Poincaré. À partir de 1924, il est aidé par Eugène Baudon qui va devenir une figure emblématique du quotidien, jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale.

Frédéric Certonciny est une autre personnalité du journal. Personnage "haut en couleur", jovial et bon vivant, nous indique François Roth, << **le Corse** >> comme on l'appelait, a du métier, de l'expérience et des relations, notamment à Paris (presse et milieux parlementaires). Cela en fera le successeur d'Henri Ferrette à la tête du quotidien messin. Cependant, il est à noter des oppositions grandissantes, de style mais aussi d'opinion, avec Eugène Baudon, puis Henry Godmard. Il faut remarquer, entre autres, l'admiration qu'il voue à Benito Mussolini ainsi que sa méconnaissance, logique, du milieu lorrain, d'où certaines incompréhensions. En 1933 la rédaction comprenait sept journalistes. Les plus importants sont Robert Minguet (chronique agricole), André Colombin, qui signe ses articles Mociblon. L'on peut y rajouter en tant que collaborateur occasionnel Pierre Braun, professeur d'Histoire au lycée de Metz, Jean-Julien Barbé, l'infatigable historien de Metz, et Paul Bourson. Henry Godmard est le collaborateur parlementaire du journal.

• **Le Messin en politique.**

Le quotidien d'Henry Ferrette se dit républicain et se situe en dehors de la sphère d'influence de l'Église. Ce n'est plus, à priori, un journal anticlérical.

Le Messin accepte le maintien du Concordat et de l'école publique confessionnelle dans le département, mais pense qu'avec le temps le régionalisme cédera devant le départementalisme. Opposé aux projets laïques du Cartel des gauches en 1924, il critique tout de même avec virulence les grands rassemblements de protestations organisés par les catholiques. "L'assimilation" devra se faire tôt ou tard.

Le journal dénonce la *Lothringer-Volkszeitung*, la place que les prêtres y occupent, ainsi que les journaux autonomistes alsaciens, une entente semble avoir été trouvée avec *Le Lorrain*¹⁶.

L'autre volet du libéralisme du *Messin* concerne le domaine économique, le journal défend la libre entreprise, l'initiative individuelle ainsi que le profit.

Au cours des années 30, il reste national en politique extérieure et garde une certaine lucidité sur le nazisme et Adolf Hitler. Pour démontrer l'évolution du journal, celui-ci va jusqu'à défendre les droits des catholiques allemands persécutés.

Après avoir condamné le Cartel en 1924, il fait de même avec le Front Populaire de 1936. Il stigmatise violemment Édouard Herriot et Léon Blum.

Le gouvernement Daladier sera, pour sa part, soutenu par le journal. Cette réorientation progressive vers la droite écarte de nombreux lecteurs des milieux ouvriers. Ce qui explique la chute des ventes, 20 000 exemplaires quotidiens en 1936 pour 14 000 en 1939. Cette évolution vers le centre-droit est motivée par l'hostilité à l'Allemagne, et

¹⁶ ROTH, F., *Le temps des journaux, Presse et cultures nationales en Lorraine mosellane, 1860-1940*, Metz, Édition Serpenoise, 1983, 276 p.

voulue par Frédéric Certonciny. Sur le plan local, *Le Messin* est fidèle à l'URL et négocie avec *Le Lorrain* la répartition des candidatures lors des élections. Édouard Moncelle est le candidat député du *Messin*.

L'autonomisme est considéré comme une trahison. Le journal ne recule pas devant les procès engagés contre la *Lothringer-Volkszeitung* et la *Zukunft* de Strasbourg.

Quotidien de langue et de culture française, *Le Messin* ayant soutenu activement Raymond Poincaré et Albert Lebrun ne peut tolérer le mouvement autonomiste en provenance d'Alsace.

3. *Le Républicain Lorrain.*

Le premier numéro du *Républicain Lorrain* paraît en 1924 lors de la campagne des législatives. Cette tentative de lancement par Victor Demange d'un nouveau quotidien mosellan se soldera par un échec. Loin de se décourager, le directeur du *Metzer Freies Journal*, réitère son essai en septembre 1936. Il est concluant. Les circonstances vont aider Victor Demange. Le quotidien se place au centre gauche où il n'a aucun concurrent. De plus en plus de Mosellans parlent français, la majorité de la presse de langue française se montre hostile au gouvernement du Front Populaire, *Le Républicain Lorrain*, sans y être favorable, ne le dénigre pas. Le nouveau quotidien présente de surcroît, la particularité de n'agir pour aucun parti, aucune coalition.

Le préfet de la Moselle présente le nouveau journal comme **<< un élément essentiel dans l'orientation de l'opinion publique régionale ainsi que pour le gouvernement l'assurance d'un appui éventuel qui lui a été systématiquement refusé jusqu'à présent par la presse régionale de langue française >>**¹⁷.

¹⁷ ROTH, F., *Le temps des journaux, Presse et cultures nationales en Lorraine mosellane, 1860-1940*, Metz, Édition Serpenoise, 1983, 276 p.

Ceci dit, *Le Républicain Lorrain* ne devient pas l'organe du Front Populaire, même si ses adversaires l'ont allègrement condamné dans ce domaine.

- **La direction.**

Victor Demange est le directeur-fondateur du quotidien de la rue des Clercs. La rédaction, distincte et séparée du *Metzer Freies Journal*, est confiée dans un premier temps à Henri Maire, ancien journaliste du *Messin* et du *Lorrain*, puis à Jacques Robillot, un collaborateur de premier plan, jeune, cultivé, intelligent. Ce dernier rédige des articles littéraires, des reportages, des éditoriaux politiques. Bon connaisseur de l'Allemagne, il a su analyser la nature du régime hitlérien et son caractère intolérable. Il devient rédacteur en chef-adjoint du journal.

Le Républicain Lorrain compte cinq autres journalistes à temps plein. Entre autres retenons les noms d'Émile Cochet (secrétaire de rédaction), Jean Gemähling et de Henri Tribut (chroniques de Cinéma et d'Histoire).

Cinq agences locales sont établies à Thionville, Hayange, Forbach, Sarreguemines et Briey. L'aire de diffusion s'étend sur la zone de langue française de la Moselle et la région de Briey. Il touche principalement les milieux populaires, au grand dam des communistes dont les journaux du parti perdent de l'influence.

Le Républicain Lorrain opère une percée au sein de la presse mosellane de langue française. Il semble que ce soit *Le Messin* qui en ait le plus souffert, étant donné la baisse sensible de ses ventes.

- **L'orientation politique.**

Victor Demange veut faire de son journal, un organe indépendant de tout parti, de tout groupe, de tout syndicat, de toute confession religieuse, de la grande industrie, des notables locaux. Il désapprouve l'extrême-gauche, mais sans aucune dénonciation hargneuse.

Le Républicain Lorrain se place tout de même comme un journal "national" aimant la Patrie française, la République. Le gouvernement Blum n'est pas dénoncé, les mesures sociales sont louées à condition qu'elles se réalisent sans grèves ni mouvements sociaux. Successivement Léon Blum, Camille Chautemps, Édouard Daladier sont discrètement soutenus.

Le Républicain Lorrain est-il anticlérical comme la majorité des journaux de gauche ?

Rien ne nous permet de l'affirmer. Aucune attaque n'est menée contre les ministres du culte catholique et leurs fidèles. Les principaux événements de la vie religieuse française sont traités avec respect et sensibilité. Cependant, ce caractère ostensiblement neutre l'oppose au militantisme catholique et au Clergé. Les attaques contre Victor Demange et *Le Républicain Lorrain* sont nombreuses.

Le caractère patriotique du journal a été mis en cause. On a reproché à Victor Demange une certaine compréhension à l'égard des autonomistes ainsi qu'une sympathie pour la Société des Nations et les principes d'Aristide Briand.

En face des nazis installés au pouvoir en Allemagne, *Le Républicain Lorrain* est très vigilant, il sent la paix menacée.

Après avoir développé les particularités culturelles et démographiques de la Moselle et de la source principale qu'est la presse, il nous faut à présent élargir notre étude à la présentation des sources et de la bibliographie.

Les sources disponibles aux Archives Départementales de la Moselle et aux Archives Nationales sont peu nombreuses, beaucoup de documents furent en effet détruits en 1940 ou lors des bombardements alliés de 1944. De ce fait, il y a peu de rapports sur les mouvements d'extrême-droite en Moselle. Restent des rapports d'activité relatifs au parti communiste en Moselle et des correspondances ou consignes de la préfecture de police aux commissariats spéciaux. Les sources émanant des

Chambres de Commerce, des Métiers et de l'Agriculture, sont précieuses pour les études économiques.

En ce qui concerne, par contre, la bibliographie, elle est volumineuse. Nombreux sont les ouvrages consacrés à cette période et aux fascismes. L'historiographie a évolué entre 1945 et nos jours. Beaucoup de courants différents, souvent d'origine anglo-saxonne, se sont développés.

L'historiographie française se caractérise surtout par sa faible production. Par exemple, plus de 90 % de la littérature scientifique publiée sur le national-socialisme n'est pas d'origine francophone¹⁸. De ce fait, de nombreux livres en langue allemande sont cités dans la bibliographie.

Il est à noter que seuls les ouvrages qui nous ont paru les plus importants et les plus complets sont signalés, autrement, cette bibliographie en aurait compté plusieurs milliers (voir Sources et bibliographie à la fin du 2^{ème} tome).

La population mosellane, qui entretient certains liens, notamment économiques, avec le territoire de la Sarre et l'Allemagne, se montre attentive à l'orientation économique que prend le nouveau gouvernement dirigé par Adolf Hitler. Directement concernés, les Mosellans vont craindre et assister à un chamboulement des échanges entre la France et l'Allemagne, entre la Moselle et la Sarre. C'est cette prise de conscience progressive que nous allons étudier à présent.

¹⁸ SCHWOK, R., *Interprétations de la politique étrangère de Hitler : une analyse de l'historiographie*, P.U.F., Paris, 1987, 217 pages.

Les Mosellans et la politique économique et sociale du III Reich. 1933-1939.

Faire la guerre moderne n'est plus seulement le fait d'une armée, mais nécessite toute la puissance des États mettant en jeu non seulement une puissance armée qui devient de plus en plus vaste, mais aussi toutes les possibilités économiques et techniques de ces États et toutes les ressources des populations. Ainsi s'exprime Gunther Müller dans la revue mensuelle *Widerstand*¹⁹. En conséquence, il n'y a guère de branche économique dont la production ne soit, en principe, d'une importance militaire décisive. La sidérurgie, l'industrie lourde, les fabriques de véhicules et de moteurs, les industries chimiques, textiles et de l'habillement prennent une importance militaire considérable. Une avance économique de peu de jours peut être décisive pour l'issue d'un conflit. Il est logique de placer, dès le temps de paix, toute l'activité économique du territoire national allemand sous la direction de l'État, direction unifiée et méthodique, contrôlée du point de vue militaire. Voici succinctement présentée dans *Le Messin*, la vision de la nouvelle économie allemande. Il s'agit de la mise en place progressive d'une économie de guerre axée sur le réarmement et l'utilisation de toute l'activité économique à cette fin.

Plus concrètement, le gouvernement nazi avait en 1933 trois objectifs. Le plus important était la résorption du chômage qui touchait 6 millions d'Allemands, ensuite venait le contrôle de l'inflation et de l'équilibre budgétaire (le souvenir de l'année 1923 est une véritable

¹⁹ *Le Messin*, 28 octobre 1934, "Les Allemands prévoient la mobilisation totale dans une guerre prochaine", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{er} page, photographie du général von Fritsch commandant la Reichswehr.

hantise pour Adolf Hitler et son entourage), enfin, but inavoué mais probablement bien présent dans les esprits : le réarmement clandestin.

À partir des années 1934-1935, les objectifs se modifient, notamment le réarmement clandestin devient officiel, et l'on assiste à la mise en place d'une économie autarcique préparatoire à la guerre.

C'est en tenant compte de cette coupure que nous allons observer l'attitude de la presse mosellane devant cette politique économique allemande, en y incluant l'analyse des relations économiques franco-sarroises après le référendum du 13 janvier 1935.

I. La presse messine et l'économie allemande. janvier 1933 - janvier 1935.

1. L'évolution financière et budgétaire du III Reich.

a. Les créances de l'Allemagne.

Le docteur Schacht, ministre de l'Économie et Président de la Reichsbank, afin de régler les problèmes de créances du III Reich, entend faire décréter un moratoire total des transferts pour le service et le remboursement des emprunts extérieurs à long terme²⁰. Frédéric Certonciny utilise pour affirmer cette hypothèse les dires de Hjalmar Schacht lui-même dans ses nombreux discours, largement diffusés en Allemagne et à l'étranger.

²⁰ *Le Messin*, 7 avril 1934, "L'Allemagne a quand même d'importants créanciers", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{er} page, 2 colonnes.

Selon la thèse du ministre de l'Économie, l'Allemagne est désormais dans l'impossibilité de faire face à ses engagements, et il peut le démontrer chiffres à l'appui. Frédéric Certonciny reste suspicieux, les statistiques officielles allemandes n'étant pas particulièrement claires et semblant n'être que des instruments de propagande aux mains des nazis. Il y a, en effet, une singulière contradiction entre les statistiques destinées à l'usage intérieur et celles qui peuvent servir, en quelque sorte, d'armes défensives à l'extérieur.

Tous les chiffres relatifs au chômage, à la production, au mouvement du commerce intérieur, au développement de l'épargne, à l'activité du marché financier et de la Bourse, aux opérations bancaires, sont, sans exception, favorables. Par contre, ceux qui sont évidemment destinés aux négociations internationales, et notamment aux discussions sur les dettes de l'Allemagne, sont franchement pessimistes. C'est, par exemple, le cas du bilan de la Reichsbank et de la balance du commerce extérieur. En fait, l'Allemagne cherche des prétextes pour se libérer de ses contraintes financières. Elle << **imposera, avec ou sans statistique, sa volonté à ses créanciers** >>.

Le Lorrain réagit lui aussi vivement face à la politique financière allemande. Les dépenses du Reich augmentent considérablement depuis l'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir ; par exemple, les dépenses militaires ont augmenté de l'équivalent de 2 milliards entre 1933 et 1934, les fonctionnaires sont de mieux en mieux payés et ont de bonnes retraites, sans oublier les fêtes, processions, manifestations gigantesques qui contribuent à vider les caisses de l'État. À ceci se rajoutent les dépenses pour la propagande en Sarre en faveur du rattachement au Reich et celles se rapportant à la construction d'autoroutes, de voies ferrées, de ponts sur le Rhin et la Ruhr²¹. Aux vues de ces données René Jager (spécialiste économique du *Lorrain*) comprend aisément que l'encaisse métallique de la Reichsbank ait chuté et que le portefeuille de devises ait diminué au point que les achats de matières premières à l'étranger sont devenus, selon lui, quasiment impossibles. D'après les informations rassemblées par

²¹ *Le Lorrain*, 16 avril 1934, "Le Reichsmark chancelle", René Jager, Éditorial, 1^{ère} page, 2 colonnes.

Le Lorrain, il ne fait pas de doute qu'Adolf Hitler et son état-major, Hjalmar Schacht en premier, font l'impossible pour conjurer une débâcle annoncée. L'avenir économique du Reich s'obscurcit de jour en jour. L'Allemagne se trouve pratiquement en état de faillite devant son principal créancier, les États-Unis, auquel elle devait verser au 31 mars 1934 quelques 127 millions de Reichsmarks. Si l'Amérique appliquait le tout récent "Bill Johnson" interdisant l'octroi de crédit aux États étrangers mauvais débiteurs, l'économie totale du Reich s'effondrerait²².

Hjalmar Schacht a donc décidé, face aux principaux créanciers de l'Allemagne (États-Unis, Grande-Bretagne, Hollande, Suisse) de pratiquer une sorte de chantage (Ici, René Jager rejoint les écrits du *Messin*). Pour forcer ses créanciers à accepter un moratoire, à consentir une réduction des dettes et à octroyer au Reich, au besoin, de nouveaux crédits pour l'achat de matières premières, il menace ses interlocuteurs d'une révolution intérieure orchestrée par l'aile gauche du parti nazi et qui alors ne permettrait plus aucun paiement. (Cette soi-disant révolution aboutira à la "Nuit des longs couteaux" du 30 juin 1934). Hjalmar Schacht est peut-être sincère en supposant cette réaction au sein du parti, mais René Jager n'y voit qu'une manipulation pour amener les créanciers à céder aux exigences financières des nazis.

Le grand argentier allemand propose d'autre part d'encourager au maximum les exportations allemandes afin de faire entrer des devises étrangères. Or les récentes mesures de contrôle des importations allemandes instituées par le gouvernement français sont directement opposées à cette idée d'exportation à outrance, qualifiée dans les lignes du *Lorrain* de << **politique de facilité qu'aucun État sensé ne peut admettre** >>. En fait, le Reichsmark et toute l'économie allemande ne tiennent plus qu'à un fil et c'est aux États-Unis de décider s'il faut donner le tragique coup de ciseaux. Si l'Amérique est disposée tout de même à fournir l'industrie allemande à crédit, << **le terme de la débâcle n'en sera que repoussé** >>. << **Quant à la volonté de se sauver par ses propres forces économiques, l'Allemagne ne peut pas y songer. Alors ?... >>.**

²² *Le Lorrain*, 16 avril 1934, "Le Reichsmark chancelle", René Jager, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

Que signifie cet "Alors ?" de René Jager ? Envisage-t-il déjà que l'Allemagne pourrait tenter de trouver devises et matières premières dans le cadre d'un conflit armé ?

Quoi qu'il en soit, cette affaire de remboursement de dettes par l'Allemagne n'a pas fini de faire couler beaucoup d'encre. En effet, en mai 1934 vont se dérouler à Berlin, des négociations tendant à régler ce problème. Le docteur Schacht et les créanciers de l'Allemagne vont en négocier les paiements. La version du ministre de l'Économie varie peu et s'appuie sur des arguments tantôt plausibles, tantôt démagogiques.

Selon lui, la situation des finances allemandes est critique : les organismes financiers sont en état de pauvreté chronique et la carence des débiteurs allemands provient du Traité de Versailles et de la République de Weimar à la remorque de ce Traité²³. L'Allemagne a dû emprunter 10 milliards de marks pour combler le gouffre des réparations, ensuite, la crise internationale de 1929 a provoqué en 1931 le retrait massif par les capitalistes étrangers de plusieurs de leurs crédits. Enfin, les barrières douanières élevées par les pays étrangers ont freiné les exportations allemandes, seule chance de salut qui aurait permis au Reich d'acquiescer des devises étrangères pour s'acquitter de sa dette. Il faut ajouter à cela la dévaluation du dollar et de la livre sterling, opération qui a permis aux États-Unis et à l'Angleterre de dominer leurs propres marchés ainsi que les marchés étrangers par une baisse générale des prix sur tous les articles de consommation et d'exportation.

Ce sont donc, selon Hjalmar Schacht, des circonstances indépendantes de sa volonté qui ont rendu le Reich insolvable et quasiment démuné de devises. La conférence des créanciers se doit, selon lui, d'aider l'Allemagne à sortir de l'impasse en lui accordant une réduction des taux d'intérêt et de nouveaux délais. Par ailleurs, l'Allemagne souhaiterait augmenter ses exportations et s'assurer ainsi une entrée de devises qui permettrait un règlement plus rapide des créances restées en suspens.

²³ *Le Lorrain*, 16 mai 1934, "Le plaidoyer du Dr Schacht". "La misère des finances allemandes", René Jager, Éditorial, 1^{ère} et 2^{ème} page.

René Jager du *Lorrain* juge cette présentation certes habile et forte, mais aussi fausse et hypocrite²⁴. Les 10 milliards de marks empruntés par les précédents gouvernements n'ont pas servi pour les réparations mais sont restés en Allemagne où ils ont exclusivement profité à l'économie allemande. Des dépenses qu'il qualifie de << folles >> ont été engagées après la guerre dans l'industrie rénovée et rationalisée à l'américaine, dans la construction de théâtres, musées, édifices publics. Des sommes << fabuleuses >> ont été versées aux municipalités pour dresser d'immenses bâtiments administratifs.

Le montant de ces dépenses est évalué à 15 milliards de marks et c'est fort justement que René Jager reproche à l'Allemagne de n'avoir pas su gérer et utiliser les emprunts qu'elle a contractés. **<< L'Allemagne se payait le luxe de réorganiser et de perfectionner tout son équipement national moyennant des capitaux étrangers, alors que la France reconstruisait péniblement, sur des ruines encore fumantes, ses régions dévastées >>.**

D'autre part, René Jager reprend l'idée de Frédéric Certonciny et des créanciers selon lesquels la plupart des bilans présentés par les experts du Reich sont truqués²⁵. Le volume de devises étrangères possédées par le Reich a été minimisé et pêche par omission. N'y figurent pas, par exemple, les rachats d'obligations allemandes sur le marché américain pour compte allemand, ni les rentrées du trafic des compagnies de navigation, ni les stocks métalliques de certaines banques d'émission. Au total, ce serait une somme de 400 millions de marks-or et de devises qui serait soigneusement cachée, sans tenir compte des ressources particulières de l'industrie et du commerce.

<< Ces données montrent, une fois de plus, avec quelle mauvaise foi et quel mépris de la sincérité le Docteur Schacht entend traiter les créanciers - qu'ils soient privés, comme la Hollande, la

²⁴ *Le Lorrain*, 16 mai 1934, "Le plaidoyer du Dr Schacht". "La misère des finances allemandes", René Jager, Éditorial, 1^{ère} et 2^{ème} page.

²⁵ *Le Lorrain*, 16 mai 1934, "Le plaidoyer du Dr Schacht". "La misère des finances allemandes", René Jager, Éditorial, 1^{ère} et 2^{ème} page.

Suisse, l'Amérique, la Suède - ou privilégiés, comme les porteurs d'obligations Dawes et Young de France et de Grande-Bretagne >>. Le sort définitif de toutes ces créances est qu'elles ne seront jamais remboursées. Si les créanciers demandent à être payés, a menacé Hjalmar Schacht, l'Allemagne n'aura pas la possibilité de leur acheter des matières premières. Devant ces arguments, les créanciers (américains surtout) ne peuvent que céder. Pour René Jager, il s'agit seulement de savoir << **jusqu'où l'Allemagne pourra continuer cette vie parasitaire, à base d'emprunts et d'expédients malhonnêtes** >>. L'Amérique va-t-elle encore être la protectrice de la finance allemande ? C'est là que réside la clé du problème. Seuls les États-Unis peuvent sauver l'économie allemande en continuant à la soutenir.

b. La politique financière allemande.

Outre cette première analyse des journaux messins portant sur le remboursement des dettes du Reich, des critiques tout aussi pertinentes et acerbes sont émises sur la politique financière interne au III Reich. Observant l'évolution des prélèvements obligatoires, *Le Messin* aboutit une fois encore à la conclusion que l'Allemagne connaît de grosses difficultés financières et budgétaires. Ceci dans l'unique dessein de procéder le plus rapidement possible à un réarmement intensif comme aux plus grandes heures de la Première Guerre mondiale²⁶. Cependant, bien que le Reich dépense sans compter pour ses armements et que toute l'Europe s'attende à sa ruine, aucune catastrophe ne survient.

Reprenant l'article d'un correspondant berlinois du *Capital*, Frédéric Certonciny pense que la décision envisagée de prélever 20 % sur le capital indique que tous les artifices utilisés pour pallier les dépenses vertigineuses en armement se sont montrés insuffisants, même la retenue d'un tiers sur tous les dividendes et intérêts payés aux actionnaires. Face à ce projet, note-t-on dans *Le Messin*, s'est développée une vraie résistance chez les capitalistes, banquiers et industriels allemands. << Un

²⁶ *Le Messin*, 6 avril 1935, "De folie en folie". "L'Allemagne prépare un prélèvement de 20% sur le capital", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{er} et 2^{ème} page, 2 colonnes.

gouvernement qui a été installé pour renforcer la puissance du capitalisme [c'est ainsi que Frédéric Certonciny interprète l'évolution allemande : Adolf Hitler a fait des promesses aux capitalistes, il ne touchera pas à la propriété établie] **a-t-il le droit de porter atteinte à ce devoir ? >>**. Ne vit-on pas un retour aux méthodes << **communistes** >> de Goebbels, abhorrées par les capitalistes et rejetées depuis juin 1934 par le "Führer" lui-même ? Mais sans ce prélèvement sur le capital, un désastre financier surviendrait et avec lui un tarissement des ressources indispensables à l'achat des matières premières nécessaires aux armements.

Face à ce dilemme, Adolf Hitler a dû, une fois encore, abandonner un point important de son programme initial, dans le seul but de se procurer les finances nécessaires au réarmement. Il a, ensuite, donné << **un nouveau gage** >> aux capitalistes en incorporant le "Front du Travail" dans le Conseil Économique du Reich, représentant des industriels et des banquiers. Frédéric Certonciny en conclut que le dernier << **vestige** >> de sauvegarde des droits des ouvriers en Allemagne a disparu. Les chefs d'entreprise sont maintenant << **libres d'exploiter les ouvriers comme bon leur semble** >>. Ils peuvent prolonger les heures de travail à leur guise, congédier n'importe quel employé sans délai. Ils sont sûrs de l'impunité.

c. Les bons services du docteur Schacht.

Les alertes lancées par Frédéric Certonciny et René Jager concernant les difficultés budgétaires du gouvernement allemand ne cessent pas. Continuellement ils annoncent et expliquent la catastrophe finale. Elle n'arrivera pas, les astuces, le sens de l'improvisation et l'habileté sans pareille de Hjalmar Schacht, que René Jager appelle le << **jongleur et magicien de la Reichsbank, des finances et du mark** >>²⁷, repoussant toujours ce dénouement. Lors de son éviction, Charles Ritz disait de lui, le 3 décembre 1937, qu'il a rendu des services considérables au régime hitlérien. C'est un grand financier qui a jonglé

²⁷ *Le Lorrain*, 29 juin 1939, "Le calvaire du Mark". "Monnaie fondante", René Jager.

avec les milliards. Son chef-d'oeuvre est double : face à l'étranger il est parvenu pratiquement à supprimer la dette allemande et d'ailleurs si brillamment que les créanciers du Reich le remercient de n'avoir pas été << saignés >> davantage ; à l'intérieur, le docteur Schacht est l'homme qui, dès 1933 a fait sortir des coffres vides de la Reichsbank les 30 milliards nécessaires pour le réarmement et qui viennent augmenter d'autant la dette intérieure du Reich.

Grâce au double tour de force de ce << **stratège** >>, le Reich a ranimé ses activités économiques et financières au point de supprimer quasi totalement le chômage qui frappait l'Allemagne. En même temps, il a lutté contre l'inflation (grâce au camouflage de la situation budgétaire réelle). Mais, rajoute Charles Ritz, quelles restrictions, quelles mesures draconiennes, quels sacrifices ont été imposés aux Allemands pour permettre cette politique financière artificielle destinée à fournir le Reich en matières premières et le peuple en nourriture. Le docteur Schacht a pu triompher de toutes ces difficultés parce qu'il était à la fois le grand économiste et le grand argentier du III Reich. Il doit son éviction, non à son incompetence, mais à sa discorde avec le général Goering dictateur au plan de quatre ans, et à leurs objectifs économiques divergents. D'autre part, les intransigeants du parti nazi veulent assainir le gouvernement allemand et Hjalmar Schacht ne passe pas à leurs yeux pour un << **pur entre les purs** >>²⁸ (n'oublions pas qu'Adolf Hitler a pour objectif immédiat l'annexion de l'Autriche et qu'aucune discordance au sein du gouvernement ne devra entraver sa réalisation).

Le plan de quatre ans voulu par Hermann Goering réclame une autarcie encore plus grande, alors que Hjalmar Schacht ne voit d'issue à la situation << **artificielle** >> qu'il a créée qu'en reprenant contact avec les économies des puissances occidentales et en particulier la France et l'Angleterre. Et ceci d'autant plus que suite à la propagande anticommuniste accrue et à la signature du pacte tripartite (fin 1936 avec le Japon, fin 1937 avec l'Italie), les relations commerciales du Reich avec la Russie deviennent de plus en plus mauvaises. Le général Goering, lui, veut

²⁸ *Le Lorrain*, 3 décembre 1937, "Où va l'Allemagne après le départ du Dr Hjalmar Schacht ? ", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

réussir sa mission sans l'étranger, au moins sans les démocraties occidentales.

En même temps, l'abbé journaliste note un affermissement du régime totalitaire. Le successeur de Hjalmar Schacht n'est autre que Walter Funck, ancien chef de presse du gouvernement du Reich et ancien rédacteur en chef de *La Gazette de la Bourse*, un **<< pur entre les purs >>**. Dans le même ordre d'idée, le docteur Lammers, sous-secrétaire d'État à la Chancellerie, devient ministre du Reich. Un pur encore, le directeur ministériel Karl Hanke, est nommé sous-secrétaire d'État à la Propagande. C'est bien à un assainissement total du gouvernement central dans le sens du national-socialisme intégral et des méthodes Goering-Goebbels que l'on assiste. Et Charles Ritz de s'interroger anxieusement : **<< Jusqu'à quand pourra durer cette tension des esprits et des moyens de production ? Jusqu'à la faillite ? Jusqu'à la guerre ? Jusqu'à la catastrophe générale ? C'est l'angoissante énigme de demain >>**. Nous ne sommes pourtant encore qu'en décembre 1937.

II. La situation économique de l'Allemagne avant la guerre de 1939.

1. La politique financière.

Hjalmar Schacht reste pendant l'année 1938, directeur de la Banque d'Empire. Pour René Jager, spécialiste économique du *Lorrain*, **<< Schacht sera à l'économie allemande ce que Hitler sera à sa politique étrangère : un homme qui promet tout, qui ruse avec la bonne foi de tous les financiers internationaux et qui réussit à libérer son pays des dettes de guerre >>**²⁹. Il ne comprend pas que les dirigeants nazis soient si peu prévoyants pour écarter des finances en 1939 un expert

²⁹ *Le Lorrain*, 29 juin 1939, "Le calvaire du Mark". "Monnaie fondante", René Jager.

de l'envergure du docteur Schacht, qui avait en 1938 l'avantage de jouir encore d'un minimum de crédit dans certains milieux européens !

Quoi qu'il en soit, en juin 1939 Hjalmar Schacht n'est plus à la tête de la Reichsbank et celle-ci suit désormais l'histoire aventureuse du Reich hitlérien. Les années 1938 et 1939 ont été pleines de rebondissements. Le réarmement gigantesque, les mobilisations successives, le financement du plan de quatre ans, l'équipement technique de l'industrie en vue de la réalisation du plan autarcique, la série des coups de main sur l'Autriche, les Sudètes, la Tchécoslovaquie, et en dernier la construction hâtive de la ligne Siegfried, ont nécessité des apports financiers colossaux³⁰. Où trouver de l'argent ? Les Israélites n'en ont plus, le contribuable est déjà taxé d'une façon exorbitante, le commerce extérieur est freiné par les taxes des pays étrangers. La grosse industrie et le commerce versent au trésor des impôts écrasants. Et tout cela ne suffit plus pour réaliser les vastes desseins expansionnistes qui restent en suspens. Le spectre de l'inflation risque donc d'apparaître dans toute son horreur.

Pour remédier à ces difficultés, le gouvernement allemand a su, une fois de plus, trouver une solution. Il y eut les effets MEFO du docteur Schacht, qui permirent de camoufler le coût des investissements pour le réarmement, désormais il y aura deux valeurs monétaires en Allemagne. Par ordonnance, la Reichsbank est placée sous la tutelle exclusive du Chancelier-Président Hitler dont la << parole >> garantit dorénavant le mark et les devises allemandes. Le "Führer" détermine le montant des billets en circulation, qui n'a nul besoin d'être couvert par un pourcentage d'or. C'est la fin de l'étalon or en Allemagne. L'État nazi peut puiser à larges brassées dans la caisse de l'institut d'émission. Il s'agit, explique l'analyste économique, d'une révolution monétaire en Allemagne, à peu près égale à celle de 1924, la création de deux monnaies, l'une à couverture or pour les besoins d'échange avec l'étranger, l'autre, le "Hitler-mark" au cours forcé puisque la parole du "Führer" lui donne seule et suffisante garantie³¹.

³⁰ *Le Lorrain*, 29 juin 1939, "Le calvaire du Mark". "Monnaie fondante", René Jager.

³¹ *Le Lorrain*, 29 juin 1939, "Le calvaire du Mark". "Monnaie fondante", René Jager.

Les commentaires du *Lorrain* face à cette situation insolite sont, ici aussi, très sévères. Une fois de plus, c'est à l'aide d'un artifice financier que le budget allemand va garder un équilibre précaire, que l'inflation peut être évitée et que le réarmement va pouvoir continuer. Cependant, tout n'ira pas sans problème. René Jager revient sur les déclarations du docteur Schacht en novembre 1938. L'inflation est inévitable. La production allemande a atteint les limites de sa capacité, l'argent nouvellement mis en circulation ne peut plus créer de richesses nouvelles, ce qui entraînera une augmentation des salaires et des prix. Au *Lorrain*, on estime que la "parole" d'Adolf Hitler ne pourra rien contre cette inflation. Faire marcher la planche à billets à une cadence accélérée est un instrument redoutable, un fossoyeur de gouvernements et de régimes.

Combien de fois *Le Lorrain* a-t-il déjà annoncé une catastrophe économique et la fin du régime nazi ? Certes, il est évident que l'économie autarcique allemande repose sur un équilibre précaire, il est vrai aussi que la population est forcée à faire des sacrifices importants que d'autres peuples n'auraient pas acceptés, mais elle y est habituée. Il y a eu le blocus économique de 1914-1918, l'inflation des années 1923-1924, les Allemands sauront supporter ces nouvelles contraintes. Prédire une défaillance allemande revient à ne pas tenir compte de la force de volonté du "Führer" et surtout à ne pas avoir pleinement conscience que cette politique économique n'est tournée vers le réarmement que pour permettre la victoire finale et la création du "Lebensraum". À ce moment-là, il n'y aura plus de problème économique ou monétaire. L'économie allemande sera sauvée et prospère grâce aux prélèvements opérés dans les pays conquis. Ceci explique l'acceptation des souffrances imposées jusqu'en 1939 par la mise en place d'une "économie de réarmement intensif" qui n'est rien d'autre qu'une marche en avant vers la guerre totale.

Le Lorrain, toujours aussi critique, écrit en août 1939 que Funck et Reinhardt, les responsables économiques remplaçant Hjalmar Schacht, se sont lancés dans une expérience de caractère inflationniste. C'est le Nouveau Plan Financier (NPF) qui en est la cause³².

³² *Le Lorrain*, 22 août 1939, "Les difficultés de l'économie allemande", BQ, Éditorial, 1^{ère} et 2^{ème} page, 2 colonnes.

Une série de mesures << **malheureuses** >> ont bien involontairement ébranlé la confiance de la Bourse et des capitalistes. En conséquence, le docteur Reinhardt a d'ores et déjà pris la décision d'arrêter cette nouvelle politique à la fin de l'exercice budgétaire, c'est-à-dire en mars 1940.

Selon l'éditorialiste lorrain, cet échec révèle un grand désarroi dans l'esprit des hommes au pouvoir. Des symptômes de même nature se manifestent d'ailleurs dans tous les domaines économiques et constamment les faits s'opposent à la réalisation de leurs desseins, les contraignant à revenir sur leurs décisions, soit pour les renforcer, soit pour les abroger.

Un autre exemple flagrant de ces carences est celui de la production houillère³³.

Devant le fléchissement constant du rendement des exploitations nationalisées, le gouvernement allemand a, en avril 1939, décrété que la durée du travail dans les mines serait allongée de 45 minutes par jour. Cette augmentation de 10 % du temps de travail devait entraîner une augmentation de 10 % de la production. Or, force est de constater que, dans la Ruhr par exemple, l'augmentation de la production quotidienne de 3.5 % enregistrée en avril/mai (par rapport à février/mars) s'est ensuite stabilisée à 1 %. Ce résultat demeure très en deçà des espoirs initiaux et il ne semble pas que l'industrie charbonnière allemande sera en mesure d'extraire annuellement les quelques 20 millions de tonnes de combustible supplémentaires qu'exigerait, d'après la presse allemande, l'exécution ponctuelle du plan de quatre ans.

L'impression qui se dégage de ces diverses observations est que, comme une machine ayant tourné trop vite et trop longtemps sans repos, l'économie allemande commence à se << **gripper** >>. Le plafond semble désormais inéluctablement atteint. Et cela signifie en particulier que, dès lors, l'Allemagne ne peut plus accroître la production d'une de ses industries de guerre qu'au détriment d'une autre industrie de guerre.

³³ *Le Lorrain*, 22 août 1939, "Les difficultés de l'économie allemande", BQ, Éditorial, 1^{ère} et 2^{ème} page, 2 colonnes.

Le journaliste du *Lorrain* n'en tire pas la conclusion que la guerre est plus ou moins proche, mais seulement que l'économie allemande est arrivée à son rendement maximum.

A la veille de la Deuxième Guerre mondiale, la presse messine réaffirme que les finances allemandes n'ont pu subsister et supporter les impératifs énormes du réarmement que grâce à l'habileté et au génie d'un seul homme, le docteur Schacht, grand financier et grand économiste du III Reich. Libéral, il a été appelé par Adolf Hitler à ces hautes fonctions avec deux objectifs : la disparition du chômage et le réarmement. Bien que n'étant pas un pur nazi, ses compétences lui ont valu jusqu'en 1938 la confiance du "Führer" et ceci malgré une opposition de plus en plus marquée avec le deuxième homme fort du régime, le général Goering.

Les journalistes mosellans accordent à Hjalmar Schacht de grandes qualités d'économiste, de négociateur et font du relèvement économique et militaire du Reich hitlérien son oeuvre principale.

Malheureusement, de conviction capitaliste, il ne peut s'accommoder des objectifs autarciques du plan de quatre ans, qu'il dit inconcevables et peut-être être une marche à la guerre.

2. Le plan de quatre ans.

Le Lorrain attache une importance toute particulière à la nomination du général Goering le 4 avril 1936 au poste de commissaire pour les questions de devises et de matières premières. Il est dorénavant autorisé à entendre toutes les instances politiques et économiques de l'État et à leur donner des directives³⁴.

En septembre 1936, au congrès de Nuremberg, Adolf Hitler annonce la mise en place du plan de quatre ans, dont l'initiateur n'est autre que Hermann Goering ; c'est d'ailleurs ce dernier qui sera chargé de

³⁴ STEINERT M., *Hitler*, Fayard, Paris, 1991.

mener à bien ce projet [Décret du Chancelier Hitler du 18 octobre 1936]. L'objectif du plan est de régler les problèmes des besoins vitaux du III Reich (matières premières, alimentation).

Charles Ritz retient surtout, l'élévation de Hermann Goering au rang de dictateur aux matières premières, ce qui présente comme réelle l'intention allemande de se préparer à la guerre³⁵. Les Allemands ont en souvenir les difficultés de leur front en 1918 du fait de la pénurie de matières premières dans le II Reich. Lors d'un prochain conflit, ils souhaitent éviter la même situation.

Les pouvoirs du général Goering débordent maintenant de beaucoup ceux de ministre d'Empire, note l'éditorialiste. Il est l'exécutif totalitaire du plan de quatre ans. Adolf Hitler lui a octroyé un pouvoir illimité dans les domaines de la production, de l'achat et de la gestion des matières premières, ainsi qu'en ce qui concerne la question financière, le drainage et l'exploitation des devises allemandes et étrangères.

Charles Ritz ne s'y trompe pas, les nouvelles fonctions du ministre-Président de Prusse renforcent considérablement sa position au sein du gouvernement et des hauts dignitaires nazis et militaires. Il s'agit d'un triomphe personnel de Hermann Goering, qui se taille ainsi un fief en marge du parti, de l'armée et de l'État, un autre État dans l'État³⁶. N'oublions pas que son prestige est rehaussé en face des chefs des armes classiques, l'armée de terre et la marine et devant le général von Blomberg et Hjalmar Schacht, respectivement ministres de la Guerre et de l'Économie qui auraient pu l'empêcher de faire de l'aviation allemande, la première d'Europe. Cet élargissement de ses pouvoirs lui permet de réaliser toutes ses ambitions.

En effet, le docteur Schacht passait au second plan. Dorénavant, la Reichsbank et le ministre de l'Économie nationale seront soumis au dictateur Goering. Charles Ritz considère cependant que ce n'est

³⁵ *Le Lorrain*, 24 novembre 1936, "Le général Goering dictateur aux matières premières", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

³⁶ STEINERT M., *Hitler*, Fayard, Paris, 1991.

pas une mise à pied de Hjalmar Schacht. Lui et Hermann Goering s'entendent bien, ce serait même plutôt un renforcement de la crédibilité du ministre de l'Économie, ses opérations étant couvertes par l'homme de confiance d'Adolf Hitler³⁷.

Il est vrai que Hjalmar Schacht avait insisté auprès du "Führer" pour qu'il nomme Hermann Goering commissaire aux matières premières. Il semble qu'il ait cru ainsi se débarrasser de toutes les complications dans le secteur de la production militaire, s'imaginant qu'économie et réarmement étaient deux domaines différents dans le III Reich³⁸. Pour Adolf Hitler, il s'agissait de protéger l'autorité de Hjalmar Schacht contre les immixtions de certains dirigeants du parti. Seul le ministre-Président de la Prusse avait bien calculé la portée de cette nomination.

Charles Ritz voit les événements à la manière de Hjalmar Schacht et Adolf Hitler tout en notant la montée en puissance du fidèle compagnon du "Führer". Le Chancelier-Président du III Reich aurait prévu une sorte de division des pouvoirs absolus qu'il concentrait jusqu'à présent dans son unique personnalité³⁹. Pour la direction du parti national-socialiste, Rudolph Hess est depuis longtemps son "Statthalter", son second. Fin 1936, pour la gestion des affaires de l'État, la personnalité du général Goering semble devoir passer au premier plan. Peut-être sera-t-il comme certains diplomates le pensent (tel André François-Poncet, ambassadeur de France en Allemagne), nommé Chancelier du Reich.

Plus concrètement, analysés par *Le Lorrain*, quels sont les objectifs du plan de quatre ans ?

Dans un premier temps, l'Allemagne doit produire ses matières premières, viser l'autarcie. Ces matières premières devront être distribuées efficacement et équitablement en fonction des besoins. Il faudra

³⁷ *Le Lorrain*, 25 novembre 1936, "Pourquoi les pouvoirs dictatoriaux au général Goering", Charles Ritz, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne ½.

³⁸ STEINERT M., *Hitler*, Fayard, Paris, 1991.

³⁹ *Le Lorrain*, 25 novembre 1936, "Pourquoi les pouvoirs dictatoriaux au général Goering", Charles Ritz, Éditorial, 1^{er} page, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne ½.

ensuite améliorer l'organisation des forces de travail à l'aide du "Front du Travail" de Robert Ley de manière à assurer une paix sociale et une paix du travail. La production agricole entre toute entière dans le plan : objectif, aucun Allemand ne doit avoir faim. Les prix seront fixés de manière autoritaire, ce qui en empêchera la hausse et permettra, dans certains cas, la baisse. À long terme, l'économie allemande s'en trouvera consolidée et l'indépendance économique du Reich assurée⁴⁰.

Charles Ritz ne retient principalement de ce plan que la recherche de l'autarcie, sans observer qu'il n'était pas question pour Adolf Hitler d'obtenir une autarcie totale et que la nécessité de certaines importations alimentaires et de matières premières y figurait. Pour Marlis Steinert, ce texte est la preuve éclatante que la puissance du III Reich passait bien avant les considérations socio-économiques : l'armée et l'économie devaient être prêtes à la guerre sous quatre ans⁴¹.

En guise de conclusion, le directeur politique du *Lorrain* engage le gouvernement français du Front Populaire à effectuer une sorte de réflexion sur les méthodes de gestion allemande (qui semblent inspirer Charles Ritz) faites << **de mesures d'ordre et de travail** >> que la recrudescence des grèves ne fait guère entrevoir pour le moment en France.

3. Les critiques du plan de quatre ans.

Par la suite, Charles Ritz procède à une critique régulière des méthodes et des résultats du plan de quatre ans. Ainsi, dès décembre 1936, il décrit et commente les mesures prises en Allemagne. Les Français, selon lui, ne se rendent pas compte des moyens mis en oeuvre par le gouvernement de Berlin pour récupérer les matières premières si nécessaires à la force de l'Empire. Ces moyens font peut-être sourire, mais

⁴⁰ *Le Lorrain*, 25 novembre 1936, "Pourquoi les pouvoirs dictatoriaux au général Goering", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

⁴¹ STEINERT M., *Hitler*, Fayard, Paris, 1991.

n'en sont pas moins productifs et profitables à l'ensemble de l'économie⁴². Par exemple, l'opération "Lutte contre la perte" (Kampf gegen den Verderb) aboutit à de bons résultats. L'objectif est de récupérer des déchets des 17 millions de ménages allemands tout ce qui peut l'être : graisse, étain, savon, charbon, sang des abattages d'animaux pour les produits pharmaceutiques et photographiques, os pour faire de la gélatine, colle, glycérine, huile... Grâce à ce genre de mesures, l'économie allemande marche à grands pas vers une autarcie "complète", c'est-à-dire vers son indépendance, sa libération vis-à-vis des importations étrangères.

Mais quelles sommes vont encore coûter les nouvelles installations nécessaires projetées par le dictateur Goering ? C'est le revers, le prix à payer pour atteindre cette autarcie économique.

En ce qui concerne la production alimentaire, Charles Ritz explique que les résultats ne sont pas aussi mauvais qu'on aurait pu le penser. Il ne faut pas croire que l'Allemagne manque de nourriture, même s'il y a des symptômes de pénurie sur l'ensemble du pays. Les deux aliments les plus rationnés sont la graisse et les oeufs. Mais il observe que dans les restaurants, menus et cartes se ressentent peu de la situation⁴³. L'Allemagne a simplement dû modifier son système d'alimentation. Faute de graisse et d'albumine, elle consommera davantage de pain, de pommes de terre et de sucre. Une forte propagande officielle est faite dans ce sens, de même en faveur d'une plus grande consommation de poisson. La flotte de pêche allemande se développe et se modernise rapidement. De plus, on extrait toute l'huile possible du cacao, le lait est écrémé, le fromage mis en vente est maigre.

Par le biais du *Lorrain*, les lecteurs mosellans peuvent, en lisant ses lignes, se rendre compte des efforts et des sacrifices dont sont capables les Allemands en temps de paix. Jusqu'où iraient-ils en temps de

⁴² *Le Lorrain*, 30 décembre 1936, "Misère en Prusse...", Charles Ritz, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne ½.

⁴³ *Le Lorrain*, 22 septembre 1937, "L'économie allemande et l'alimentation du peuple", Charles Ritz, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne ½.

guerre ? Le peuple allemand a compris qu'il lui fallait modifier tout son système alimentaire s'il voulait cesser d'être tributaire de l'étranger.

Et Charles Ritz de tempérer son jugement. Cet objectif semble irréalisable, << rares, les produits agricoles le resteront toujours en Allemagne, à laquelle il sera toujours impossible de produire assez pour se nourrir >>⁴⁴. C'est pourquoi les responsables allemands importent des matières agricoles de Yougoslavie, Hongrie, Roumanie, ce qui, remarque-t-on au *Lorrain*, favorise l'influence politique du Reich dans ces pays d'Europe Centrale dont l'économie dépend désormais de leur puissant voisin.

4. Les difficultés du plan de quatre ans.

Les complications rencontrées par le plan de quatre ans sont de deux ordres : agricole et financier. Ce sont du moins les deux thèmes exposés dans *Le Lorrain*. L'expérience nationale-socialiste, peut-on y lire, n'a pas trop mal servi aux paysans⁴⁵. Considérés au *Lorrain* comme ayant formé les premiers et solides bataillons du national-socialisme, les agriculteurs, sortis appauvris de la guerre, ont été particulièrement sensibles à la politique antisémite du "Führer".

En 1938, on peut considérer que la masse paysanne gagne bien sa vie. Cependant, outre sa production qui reste trop faible, elle subit quelques désagréments. Les paysans ont perdu certaines libertés : ils sont obligés de livrer leur production à des "centrales" qui approvisionnent ensuite la population ; il leur est interdit, par souci d'économie, de nourrir leur cheptel à leur guise... D'autre part, la diminution constante des permis d'importation fourragère les pénalise grandement et provoque d'ailleurs des plaintes nombreuses.

⁴⁴ *Le Lorrain*, 9 février 1938, "Hommes et résultats dans le III^e Reich". "D'autres grandes difficultés pour le plan de quatre ans", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

⁴⁵ *Le Lorrain*, 9 février 1938, "Hommes et résultats dans le III^e Reich". "D'autres grandes difficultés pour le plan de quatre ans", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

Un autre problème que rencontre en 1938 l'économie allemande porte sur le financement.

Charles Ritz estime que dans un État où toute l'économie et toute la production sont centralisées, comme c'est le cas en Allemagne, les possibilités de crédit et la dette intérieure ne sont soumises à aucun frein, à aucune limite⁴⁶. Il s'attend à voir les problèmes financiers du III Reich se régler par des astuces et des manipulations budgétaires (comparables à celles dont nous avons déjà parlé précédemment) aussi inattendues qu'autoritaires. Car, remarque-t-il, si le plan de quatre ans de Hermann Goering ne réussit pas, ce sera la faillite, comme en 1918, qui éclatera au grand jour. Voilà pourquoi il faut réussir le plan ; c'est une course en avant. Il faut à Hermann Goering tous les atouts et tous les pouvoirs pour réussir.

Le plus grand danger est que, vivant en économie fermée et produisant beaucoup tout en consommant peu, le décalage entre le développement de l'industrie de production et celui de l'industrie de consommation nécessite d'importer des matières premières pour l'industrie de production, au détriment des importations agricoles et de subsistance des populations. Jusqu'en 1938, ce sont surtout les avantages de l'économie fermée qui sont ressentis, les inconvénients étant quelque peu amoindris. En effet, il existait en Allemagne des réserves importantes de matières premières inutilisées du fait de la crise industrielle des années 1929-1931. Ces réserves ont joué un rôle modérateur dans l'achat de matières premières à l'étranger, mais elles sont désormais pratiquement consommées. Il en est de même pour les produits de consommation, dont les dépôts existant avant l'arrivée au pouvoir du national-socialisme sont aussi certainement épuisés. Le problème fondamental de l'économie allemande sera d'apporter une solution à cette divergence entre l'industrie de production (fer, bâtiment...) et l'industrie de consommation⁴⁷.

⁴⁶ *Le Lorrain*, 9 février 1938, "Hommes et résultats dans le III^e Reich". "D'autres grandes difficultés pour le plan de quatre ans", Charles Ritz, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne ½.

⁴⁷ *Le Lorrain*, 9 février 1938, "Hommes et résultats dans le III^e Reich". "D'autres grandes difficultés pour le plan de quatre ans", Charles Ritz, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne ½.

Autre question, comment et dans quelles proportions s'effectuera le passage, le transfert des forces de production sur le plan de la consommation ? A une date pas très éloignée, l'industrie de guerre et les industries qui y sont assimilées auront joué leur rôle et leurs productions seront largement suffisantes. Elles n'auront plus à produire que ce qui est strictement nécessaire pour combler les vides creusés par la consommation courante ou le remplacement des machines usagées. Pour Charles Ritz, la difficulté sera alors de décoller la vie économique allemande de l'industrie de guerre dont elle aura vécu, sans que pour autant les répercussions se fassent sentir d'une manière sensible sur la circulation des capitaux investis et sur le marché du travail (Charles Ritz ne retenait pas dans ce cas précis, l'hypothèse d'un conflit armé).

Une autre donnée essentielle qu'il ne faut pas oublier est que la productivité et la rentabilité de toute l'économie allemande sont fortement diminuées du fait de la construction massive de fabriques et d'industries non nécessaires, dans le but de produire des matières que l'Allemagne autarcique n'a pas voulu acheter ailleurs. Or, si l'Allemagne n'a plus la rentabilité voulue, notamment au niveau de ses exportations, son marché manquera forcément de moyens pour acheter les produits de consommation qu'elle n'arrivera jamais à se donner.

En somme, le "miracle économique allemand" que tout le monde admire est un miracle << fatal >>⁴⁸ imposé par l'économie fermée. Le travail formidable qu'accomplit le III Reich était nécessaire une fois la décision prise de se suffire à lui-même. Ses succès apparents viennent de cette expansion forcée en vue de la production directe, alors que l'Allemagne a toujours été un pays de transformation industrielle. Pourquoi le Reich a-t-il voulu ainsi se transformer économiquement ? Ceci échappe à l'économiste mais pas au journaliste : << **En vue de la guerre, Goering réussira-t-il l'expérience jusqu'au bout ?** >> s'interroge le directeur politique du *Lorrain*.

⁴⁸ *Le Lorrain*, 9 février 1938, "Hommes et résultats dans le III^e Reich". "D'autres grandes difficultés pour le plan de quatre ans", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

Ainsi, sur l'ensemble de la période couverte par le plan de quatre ans, la rédaction du *Lorrain* tire plusieurs conclusions. Tout d'abord, la fantastique progression du général Goering, désormais deuxième homme fort du régime. Ensuite le rôle, toujours important, joué par le docteur Schacht dans l'économie allemande jusqu'en juin 1939. Enfin, en ce qui concerne les méthodes et les résultats du plan lui-même, il semble qu'au *Lorrain*, les mesures énergiques et ordonnées prises par le Reich fassent l'admiration en face d'une France agitée par les grèves, les crises sociales et le désordre. Les Allemands, disciplinés, effectuent des efforts importants dans le but de satisfaire à cette recherche de l'autarcie ; cela serait inimaginable dans un autre pays. Cependant, cette gigantesque activité ne doit pas cacher des résultats plutôt moyens, notamment en matière agricole et alimentaire, où l'Allemagne a des lacunes irrémédiables. En dernier lieu, et l'économiste ne ferme pas les yeux à ce sujet, l'économie allemande repose sur le réarmement et les grands travaux, qu'advindra-t-il une fois ces objectifs atteints ? Pour Charles Ritz, il n'y a aucun doute, ce sera la guerre, but ultime du plan de quatre ans.

III. La politique sociale du III Reich. 1933-1939.

1. Généralités.

Le Messin, organe de la presse libérale à sa création, est d'une aide précieuse pour étudier, d'une part la manière dont les Mosellans perçoivent la lutte entre les économistes libéraux (Hjalmar Schacht) et les révolutionnaires socialistes du NSDAP, et d'autre part pour aborder les effets dans le domaine social de la politique économique et du plan de quatre ans.

Le directeur politique du *Messin*, Frédéric Certonciny, ne manque jamais de mettre en exergue les absurdités du système nazi ainsi que les violences et les incohérences dont fait preuve le régime.

a. Les difficultés du docteur Schacht.

Le 10 décembre 1935, c'est l'antagonisme entre le docteur Schacht, défenseur du capitalisme, et Bernhardt Koehler, chef de la commission économique du parti national-socialiste et conseiller économique du "Führer", qui défend les idées socialistes, que le fringant journaliste exploite.

Beaucoup d'esprits << **pétrifiés dans les idées capitalistes** >>, a déclaré Bernhardt Koehler, ont recours à des arguments scientifiques << **ridicules** >>⁴⁹. Ils disent que le capitalisme est formé d'économie qui crée le capital. Pour faire cette découverte, il n'y a pas besoin de faire appel à la science, rajoute le conseiller nazi.

La presse nationale-socialiste prend parti, elle aussi, contre le docteur Schacht, bien que sans le nommer. Joseph Huenerfauth s'exclame dans son journal la *N.Z. Rheinfront* du Palatinat : << **Le socialisme est nécessaire ! Telle est notre devise** >>. Hjalmar Schacht, qui a intérêt à voir l'Allemagne prospérer, a, dans un discours récent, très éloquemment défendu la cause des sociétés par actions qui contribuent à l'activité d'un pays. Cela ne plaît pas au verbeux Huenerfauth qui s'exprime violemment contre cette théorie.

Cette lutte idéologique va prendre des proportions considérables et pourrait avoir des conséquences graves.

Frédéric Certonciny constate en 1936, que l'Allemagne s'appauvrit, mais que les hobereaux de l'industrie demeurent riches grâce à la fabrication des armements. La question cruciale qui se pose aux politiques allemands est d'établir si l'économie allemande ne se trouverait pas mieux en supprimant les bénéfiques énormes réalisés par les fabricants d'armes. Mais ces derniers ne songent guère à se priver de leurs gains. D'où leur opposition très violente à Joseph Goebbels, Robert Ley..., accusés de trahir le régime. En clair, l'industrie demande simplement à Adolf Hitler

⁴⁹ *Le Messin*, 10 décembre 1935, "Un bizarre conseiller d'Hitler fait l'apologie du socialisme", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne ½.

le renvoi de tous ceux qui se dressent contre elle⁵⁰. Quel clan va être sacrifié, celui de Schacht ou celui de Goebbels, s'interroge Frédéric Certonciny ?. Le docteur Goebbels veut rompre avec le capitalisme industriel et Hjalmar Schacht, alors qu'Adolf Hitler voudrait garder son grand argentier. *Le Messin* envisage soit un remaniement ministériel, soit, pourquoi pas, une deuxième "Nuit des longs couteaux" qui éliminerait un des deux camps. Frédéric Certonciny a bien pris la mesure des tensions et des luttes qui se développent en Allemagne et qui mèneront, comme nous le savons, à l'éviction fin 1937 du docteur Schacht, bien que cela n'en soit pas la raison principale (voir page 43).

b. La politique sociale voulue par Adolf Hitler.

Depuis 1933, *Le Messin* se penche sur la politique sociale du Reich. Lors de son arrivée au pouvoir, Adolf Hitler se doit de prouver à l'Allemagne et au monde que le mouvement qui l'a porté n'est pas seulement national, mais encore socialiste et de justifier ainsi la double dénomination qu'il a donnée à son parti. Or, après avoir affirmé par une persécution odieuse le caractère raciste de sa révolution (antisémitisme, lutte anti-opposants), il a voulu en faire ressortir la portée sociale dans un discours le 1^{er} mai 1933⁵¹.

Le programme annoncé par le "Führer" tient dans une dizaine d'articles, dont la plupart énoncent des principes généraux plutôt que des résolutions spécifiques.

Une seule exception caractérisée : l'introduction du service obligatoire du travail. Le reste est à peu près dépourvu de toute valeur pratique : l'économie sera soumise à une réglementation nouvelle, dont on ne dit pas ce qu'elle sera, le paysan et son bien seront sauvés, les intérêts des dettes seront réduits, on protégera l'industrie sans sacrifier

⁵⁰ *Le Messin*, 12 juillet 1936, "Un remaniement ministériel va s'imposer en Allemagne", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 2 colonnes, photographie de Goebbels.

⁵¹ *Le Messin*, 9 mai 1933, "Hitler et le socialisme allemand", repris de M. Pernot dans *Le Capital*, Éditorial, 1^{ère} page.

l'agriculture... En réalité, le discours tant attendu n'apporte rien de nouveau, aucune lumière sur la politique économique et sociale. Le journaliste se demande comment Adolf Hitler va s'y prendre pour supprimer le chômage, conjurer la crise agricole, ranimer le commerce et l'industrie et donner à tout Allemand, selon sa promesse << **du pain et la liberté** >>. Dans son discours, il ne le dit pas et l'éditorialiste parisien reste sur sa faim. En mai 1933, Adolf Hitler lui semble n'avoir encore aucun programme économique et social concret, seulement des principes de base, comme lors de ses campagnes électorales. Quoi qu'il en soit, l'auteur de l'article remarque tout de même qu'Adolf Hitler exige la concentration de toutes les forces ouvrières en un syndicat unique, dans l'administration duquel il fera entrer des représentants de son gouvernement.

Mais l'unification des organismes syndicaux a rencontré des résistances très vives, soit chez les catholiques, qui prétendaient maintenir le facteur religieux à côté du facteur professionnel, soit chez les socialistes qui voyaient dans la diversité une dernière garantie d'indépendance. Vain espoir. Le 2 mai, sans attendre la fin des négociations, le gouvernement supprime les syndicats socialistes, confisque leurs avoirs et jette leurs chefs en prison. << **Après cela, il ne reste plus à Hitler qu'à définir son socialisme** >>⁵².

2. Les mesures sociales prises dans le Reich et leurs résultats.

a. La politique des grands travaux.

Le fait le plus marquant pour *Le Messin* est l'acharnement que met, dès 1933, le nouveau régime à combattre le chômage, notamment au travers de l'élaboration d'un grand réseau routier qui va doter l'Empire de très belles voies de communication. Ce réseau, qui doit se terminer en 1936, comprendra environ 12 000 kilomètres de routes, larges de

⁵² *Le Messin*, 9 mai 1933, "Hitler et le socialisme allemand", repris de M. Pernot dans *Le Capital*, Éditorial, 1^{er} page.

23 mètres et construites d'après un système étudié par l'ingénieur Todt⁵³. *Le Messin* fait remarquer que non seulement ce réseau gigantesque permet de régler le problème du chômage, mais qu'il est également d'un intérêt stratégique certain pour l'Allemagne.

b. Les incidences de la politique monétaire.

Les mesures monétaires ont également une incidence sociale qui est prise en compte au *Messin*. Fin 1934, la crainte d'une dévalorisation de la monnaie allemande, malgré tous les démentis publiés par le docteur Schacht, continue à provoquer des achats massifs d'habillement et d'alimentation. Toute la population allemande désire transformer son argent en marchandises, ce qui profite particulièrement à l'industrie textile⁵⁴. Ces achats accrus peuvent donner une apparence de prospérité, de richesse et de confiance en l'avenir. Il n'en est rien, selon Frédéric Certonciny, la misère est générale en Allemagne et le Chancelier Hitler, qui laisse sa propagande comme son armée se lancer dans des dépenses désordonnées, devra bien un jour l'avouer publiquement. La preuve de cette misère est l'inauguration d'une nouvelle propagande pour "l'oeuvre du secours d'hiver", qui n'est autre chose qu'une mendicité déguisée.

c. L'alimentation allemande.

Sur chaque table allemande, sans exception, sera servi pendant l'hiver 1934-1935 une fois par mois, un plat payé de 2 à 3 marks dont 1 et demi à 2 sont destinés à soulager le sort des pauvres. Le quotidien de la rue des Clercs note la gêne visible, dans les classes dirigeantes du Reich, de la nécessité de faire appel à la charité publique pour pouvoir nourrir des masses affamées. Car cette évocation publique de

⁵³ *Le Messin*, 27 mars 1934, "Hitler inaugure une offensive allemande" signé XX, 1^{re} page, photographie du ministre Goebbels.

⁵⁴ *Le Messin*, 17 novembre 1934, "L'avenir des relations germano-russes", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes (D'après *Le Capital*)

la misère, presque générale selon Frédéric Certonciny, contraste sensiblement avec toutes les affirmations officielles qui constatent une amélioration de la situation économique. D'autant plus que les problèmes alimentaires persistent, c'est d'ailleurs une des raisons de l'élaboration du plan de quatre ans.

Début 1936, *Le Messin*, s'étonne une fois de plus. Les indications statistiques fournies par les responsables agricoles sont en contradiction avec la pénurie d'aliments essentiels dont souffre la population, et qui tend à s'aggraver encore⁵⁵. Il constate un manque de viande, de matières grasses et de charcuterie. Plusieurs explications sont avancées. La réduction des importations du fait du manque de devises étrangères, bien sûr, la priorité donnée aux importations de matières premières pour les fabrications de guerre, ou encore la fixation de prix maximums des denrées agricoles qui a causé quelques perturbations, les agriculteurs refusant de vendre à ces prix.

D'autres arguments sont encore avancés. On suppose que le Reich a retiré du marché des quantités importantes de vivres de toutes natures pour en faire des conserves et constituer des stocks, comme il constitue de grandes réserves de munitions.

Au *Lorrain*, dans l'immédiat avant-guerre, l'analyse est la même. Paul Durand s'alarme des restrictions alimentaires en Allemagne où l'on met des cartes de rationnement en service⁵⁶. L'Allemagne a une mauvaise santé économique et financière. Il est même considéré qu'elle ne pourrait pas "tenir une guerre".

Sur le terrain social, c'est la même constatation. La législation allemande des salaires par exemple, est complètement désorganisée. Les écarts qui se sont peu à peu creusés entre les revenus moyens des ouvriers dans les différentes industries et les diverses régions,

⁵⁵ *Le Messin*, 13 janvier 1936, "Comment expliquer la disette allemande", non signé, 1^{ère} page, photographie du ministre Schacht.

⁵⁶ *Le Lorrain*, 10 juillet 1939, "Wir werden uns totsiegen", Paul Durand, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

engendrent souvent du mécontentement⁵⁷. Depuis quelques mois, annonce l'éditorialiste, des rumeurs concernant des mouvements ouvriers se multiplient outre-Rhin. La nécessité d'une réforme générale de la législation des salaires a d'ailleurs été reconnue par le gouvernement du Reich. En attendant, le gouvernement procède à des retouches, des ajustements, des replâtrages << **de fortune** >> dont les fréquentes contradictions dénotent bien encore les incertitudes du haut commandement économique du pays. La presse messine dresse donc un bilan pessimiste de la politique sociale du Reich.

Lors de la venue du NSDAP au pouvoir, beaucoup d'Allemands ont espéré des réformes économiques, financières et sociales qui leur seraient favorables. Or, après plusieurs mois d'attente, les mesures prises sont surtout à caractère autoritaire.

Sur le plan du chômage, il est vrai que dès 1936-1937, le plein emploi était atteint, mais au prix de décisions diminuant sans cesse les libertés des ouvriers (possibilité de réquisition par l'armée, fin de toute liberté en matière de choix d'un emploi, syndicat unique dirigé par les nazis). Sur celui des salaires, même si en 1939 la situation peut être considérée par certains salariés comme meilleure qu'en 1933, des divergences entre les différents secteurs de l'industrie de production ou de l'industrie de consommation sont apparues, provoquant des mouvements sociaux.

Enfin, observant les problèmes agricoles et alimentaires, il apparaît que sur toute la période, les difficultés ont persisté malgré les espérances du plan de quatre ans. Les Allemands ont dû changer de comportements alimentaires, les cartes de rationnement sont apparues (nous sommes pourtant encore en temps de paix), mais à ce genre de

⁵⁷ *Le Lorrain*, 22 août 1939, "Les difficultés de l'économie allemande", BQ, Éditorial, 1^{er} et 2^{ème} page, 2 colonnes.

situation, font remarquer les quotidiens messins, les Allemands sont habitués.

Les relations économiques du Reich avec ses voisins européens. 1933-1939.

Cette sous-partie consacrée aux relations économiques du Reich avec ses voisins nous permettra d'étudier plus concrètement les relations avec la France, celles avec l'URSS et la Pologne.

Les journaux messins, en général, étaient peu enclins à étudier l'économie allemande, attachant plus d'importance aux événements politiques, diplomatiques et militaires. Cependant, sur l'ensemble de la période, l'on peut trouver suffisamment de données facilitant la connaissance de l'opinion des journalistes messins et, du fait de leur influence sur l'opinion publique, d'expliquer l'attitude des Mosellans en face de la politique du Reich.

I. *Le Lorrain et Le Messin* dénoncent certaines pratiques commerciales allemandes.

La France et l'Allemagne ont conclu en 1927 un Traité de commerce ; le 28 décembre 1932, un accord supplémentaire fut signé. Celui-ci permettait le relèvement des droits de douane par l'État qui s'estimait lésé par les pratiques économiques de l'autre⁵⁸. Certaines clauses de ce contrat, insiste Charles Ritz, sont d'ailleurs défavorables à la France. Par exemple, l'Allemagne doit pouvoir conserver 2,5 milliards de francs de solde actif dans les échanges, et, malgré cet avantage, c'est le

⁵⁸ *Le Lorrain*, 20 janvier 1934, "Un geste nécessaire". "La France dénonce le traité de commerce franco-allemand", Charles Ritz, Éditorial, 1^{er} page, 2 colonnes.

gouvernement allemand qui le premier a pris l'initiative de relever ses droits de douane sur les importations françaises.

Le Reich utilise d'autres techniques pour favoriser son commerce. Il nous faut les décrire avant d'en retenir les analyses du *Lorrain*.

Les Allemands pratiquent un dumping fort ingénieux sur les exportations provenant de France en employant la méthode des "scrips", issus du système de réglementation des devises. Les débiteurs allemands sont autorisés à se libérer en marks à une caisse de conversion, établie près de la Reichsbank. Cette caisse transfère en devises aux créanciers étrangers 50 % de la somme due et, pour la seconde moitié, remet un certificat de dettes ou "scrips", que la banque d'escompte offre de racheter 50 % de sa valeur. Il s'ensuit une perte de 25 % de son revenu pour le créancier étranger. D'autres utilisations de ces "scrips" sont encore possibles, mais nous ne les développerons pas, car trop techniques.

L'aboutissement logique de cette politique commerciale injuste et évidemment très concurrentielle est, le souhait des négociateurs français de voir disparaître ces pratiques. L'Allemagne a refusé de souscrire à cette demande légitime. La France a alors proposé de diminuer d'environ 300 millions de francs l'exportation allemande en France, celle-ci représentant encore une balance largement créditrice. Ici aussi, refus de la délégation allemande. En conséquence, le 1^{er} janvier 1934, la France annonce la restriction des contingents à l'égard des pays, dont fait partie l'Allemagne, qui refusent toute concession à son exportation.

L'Allemagne a voulu voir dans cette mesure une discrimination frappant ses produits. La réplique ne s'est pas faite attendre, elle a promulgué plusieurs ordonnances d'exception, aux termes desquelles et en prenant comme base de comparaison les importations françaises de l'année 1933, les contingents d'importations français en Allemagne se trouvent réduits pour une contre-valeur de 160 millions de francs.

En présence de ces ordonnances et de leur mise à exécution le 19 janvier 1934, les gouvernants français ont eu le geste << **nécessaire** >>⁵⁹. Ils dénoncent immédiatement pour le 20 avril 1934, le Traité de commerce franco-allemand de 1927. À cette occasion, Charles Ritz regrette que l'arrangement franco-allemand du 23 février 1928, réglant les transactions commerciales du bassin de la Sarre avec le Reich, n'ait pas été, lui aussi, dénoncé. Celui-ci continuera à jouer << **pour le plus grand malheur de l'économie mosellane puisque, par le "trou de la Sarre", continuent à entrer, en France et en Moselle, des tonnages importants de marchandises allemandes destinées primitivement à la consommation locale de la population du bassin de la Sarre** >>. *Le Lorrain* défend toujours les intérêts de la Moselle.

Politiquement le directeur du quotidien du clergé mosellan se demande à quel mobile a obéi le gouvernement hitlérien en poussant la France à dénoncer un Traité commercial qui était favorable au Reich. Il n'est pas douteux que Berlin a visé à transférer une discussion purement commerciale du plan économique sur le plan politique. Au moment où le Reich se débat au milieu de très grandes difficultés économiques, il veut tenter une manoeuvre de force essayant de démontrer qu'une pression dans le domaine douanier ne saurait plus l'effrayer.

C'est en fait, pour *Le Lorrain*, un message de fermeté de Berlin, non seulement sur le plan économique mais aussi dans les discussions politiques.

Peut-être était-ce le cas. Ce qui est sûr, c'est que l'Allemagne en cette année 1934, rencontre de graves problèmes dans ses échanges extérieurs. La crise de 1929 a provoqué la chute des exportations, alors que la politique de réarmement nécessitait des importations importantes en matières premières. La situation de la balance commerciale du Reich risquait de se déséquilibrer rapidement au détriment des finances allemandes. D'après H. James, les réserves en devises de la

⁵⁹ *Le Lorrain*, 20 janvier 1934, "Un geste nécessaire". "La France dénonce le traité de commerce franco-allemand", Charles Ritz, Éditorial, 1^{er} page, 2 colonnes.

Reichsbank s'élevaient à environ 400 millions de marks au début du régime ; en juin 1934 il n'en restait déjà plus que 100. Quelle érosion !

Le Lorrain va suivre cette affaire et les négociations en cours. Le 8 juin 1934, c'est René Jager qui s'exprime sur le sujet. Le Traité franco-allemand a été finalement prorogé jusqu'au 30 juin 1934, il doit céder la place à un nouvel engagement négocié⁶⁰.

René Jager fait un peu d'Histoire. Avec le Traité de commerce du 17 août 1927, la France souhaitait faciliter les paiements allemands en nature dus au titre des réparations. Avec la clause de la Nation la plus favorisée, il devait amplifier, dans le sens du libéralisme, l'échange de produits entre les deux pays. C'est l'époque où les deux peuples, écrit l'éditorialiste, se laissent bercer, << **berner** >> par la mystique Briand-Stresemann, mystique cruellement démentie par l'avènement d'Adolf Hitler au gouvernement.

Avec cet accord de 1927, rajoute-t-il, la balance commerciale française devenait déficitaire d'année en année ; la crise aidant, et le jeu savant des exportateurs allemands aussi, on ne pouvait s'en tenir à ce système douanier périmé, qui menaçait de ruiner nombre d'industries françaises exportatrices. Il fallait donc compléter l'accord douanier par un avenant commercial permettant de déconsolider les droits non seulement pour les produits français entrant en Allemagne, mais aussi pour les produits d'outre-Rhin importés en France. C'est l'avenant du 28 décembre 1932.

En juin 1934, sur les bases de cet avenant, les parties en présence peuvent reprendre leur liberté tarifaire⁶¹.

Pour René Jager, l'accord de 1927 s'est révélé bien insuffisant et n'a nullement coopéré au redressement de la balance commerciale française. L'Allemagne, au contraire, a pris une série de

⁶⁰ *Le Lorrain*, 8 juin 1934, "L'économie franco-allemande". "Encore un traité bien malade", René Jager, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

⁶¹ *Le Lorrain*, 8 juin 1934, "L'économie franco-allemande". "Encore un traité bien malade", René Jager, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

mesures restrictives à l'encontre des importations de France qui ne font qu'aggraver la situation économique du pays. En 1932, les exportations en Allemagne s'élevaient à 312 millions de francs, en 1933 à 265, alors que les importations d'Allemagne pour 1932 représentaient 704 millions et 512 l'année suivante.

Cet accord de 1927 était en fait un << **marché de dupes** >> pour la France. En ce qui concerne les pourparlers à venir, étant donné la crise économique, les deux pays vont se rencontrer avec la même devise et le même programme défensif : restriction des importations, amplification prononcée du volume des exportations, << **le succès sera pour celui qui saura le mieux "rouler" son voisin** >>.

Conjointement à ces critiques du *Lorrain*, *Le Messin* y va de ses remarques sur les méthodes commerciales allemandes.

Avec la plus grande discrétion, peut-on lire en première page de l'édition du 22 janvier 1936, le docteur Schacht a, en juin 1935 et pour une période devant expirer le 30 avril 1936, mis en vigueur un système de dumping au bénéfice des exportations allemandes. Cette opération fonctionnait ainsi :⁶² une taxe payable en douze mensualités et basée sur le chiffre d'affaires ou la production de l'année précédente, frappe toutes les industries, excepté celle de la houille qui pratique depuis de longues années un dumping volontaire de grande envergure. Avec le produit total de cette taxe, estimé à 720 millions de marks, et diverses autres ressources très importantes, a été créé un fonds de dumping devant atteindre au total l'équivalent de plus de 6 milliards de francs. Des subventions, puisées à même ce fonds et réparties selon les nécessités, ont été attribuées aux industries exportatrices, de façon à diminuer le prix des articles vendus dans des pourcentages importants (20 %, 30 %), variables selon le niveau de la vie du pays importateur.

Cependant, ce système ingénieux, cette méthode d'économie dirigée, a un revers. Peut-être y aura-t-il des conséquences

⁶² *Le Messin*, 22 janvier 1936, "Le dumping allemand et le coût de la vie germanique", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 2 colonnes.

bénéfiques sur les exportations allemandes, bien qu'elles soient difficiles à évaluer si tôt, mais Frédéric Certonciny prévoit par contre de grands problèmes dans l'économie allemande. L'Allemagne s'oriente vers une augmentation sensible du coût de la vie. On note déjà une augmentation de 5 % des tarifs ferroviaires pour les marchandises. En 1935, les chemins de fer allemands accusent un déficit de 2 milliards de marks dû aux prélèvements, alors que les recettes avaient progressé de 250 millions de marks. D'autre part, le docteur Schacht a augmenté les impôts pour les premiers mois de 1936. Aussi peut-on s'attendre en Allemagne, à des difficultés financières pour les ménages. Et cette menace s'ajoutant à la raréfaction des denrées alimentaires, contribuera à accroître les difficultés du pays. En faisant payer par le marché intérieur du Reich le développement des exportations, Hjalmar Schacht a pu peut-être se procurer des devises étrangères, mais il a provoqué en même temps le renchérissement des prix intérieurs. Il a rendu ainsi pour l'avenir les moyens de dumping de moins en moins opérants et il ne pourra probablement s'en sortir qu'en prélevant sur l'économie nationale des taxes de plus en plus élevées et encore plus accablantes qu'en 1936.

II. Les relations économiques entre la France et l'Allemagne.

Étant donné ces conditions injustes qui favorisent les exportations allemandes en France, est-il envisageable de voir réapparaître un accord commercial entre les deux pays ?

Pour Charles Ritz, la situation est simple. Un pays, deux pays, plusieurs pays ne peuvent éternellement élever une barrière douanière entre eux, interdisant tout échange commercial, agricole et industriel⁶³. Force est de constater que le marché franco-allemand est alourdi par des tensions passagères, des systèmes et des réglementations difficiles qui vont finir par provoquer la mise en place d'une sorte de troc

⁶³ *Le Lorrain*, 31 mars 1936, "Reverrons-nous fleurir les échanges franco-allemands ? ", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

(c'est ce qui se passera entre l'Allemagne et certains pays d'Amérique du Sud et de l'Europe du Sud-Est). De plus, la France et l'Allemagne sont en pleine période de liquidation du "clearing" franco-allemand, c'est-à-dire d'un ensemble de sommes dues par l'Allemagne à la France et par la France à l'Allemagne à la suite de leurs échanges antérieurs. L'abbé journaliste signale à ses lecteurs que l'Allemagne doit bien plus à la France que la France à son partenaire. Il faut donc, pour se faire payer, que la France achète plus à l'Allemagne que celle-ci n'achète à la France ; les exportations vers le Reich doivent être maintenues à un niveau considérablement inférieur à ceux des années passées.

Le directeur du *Lorrain* émet l'opinion que pour ne plus rencontrer ce genre de difficultés de paiement dans les années à venir, il y a lieu, une fois les arriérés apurés et réglés, de ne plus fournir inconsidérément à l'Allemagne tout ce qu'elle commandera. On ne peut avoir une confiance aveugle envers un pays qui s'est déjà montré mauvais payeur. La France a peut-être besoin du marché allemand, mais sans être payé, cela serait pure perte. En conséquence, Charles Ritz voit mal les relations commerciales franco-allemandes reprendre intensivement. Elles seront aléatoires, contingentées. La preuve en est le développement entre les deux pays de ce que l'on appelle les échanges privés de produits ou compensations privées qui se font hors accords commerciaux généraux entre Paris et Berlin⁶⁴. Ces exportations, d'après le ministre du Commerce Bonnet, auraient dû cesser. Or, il est regrettable, insiste le journaliste, de constater que ces pratiques perdurent sur certains produits agricoles tels que les vins de Bordeaux, les huiles, les noix... Pourquoi ces opérations de compensation privées, puisqu'elles ont lieu de toute manière, n'ont-elles pas été faites en faveur des populations frontalières dont une grande partie de la vie économique reposait sur le commerce avec la Sarre et l'Allemagne, se demande-t-il ? Se faisant le défenseur des intérêts économiques mosellans, *Le Lorrain* demande aux élus du département (députés, sénateurs) d'intervenir en faveur d'une compensation privée pour le lait et le beurre mosellan.

⁶⁴ *Le Lorrain*, 31 mars 1936, "Reverrons-nous fleurir les échanges franco-allemands ?", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

Nous voilà loin des échanges généraux franco-allemands ! Les échanges privés prennent le dessus, sur tout accord global entre les deux pays. L'intérêt national disparaît devant le profit et les intérêts particuliers. Ces pratiques opposent, divisent au lieu d'unir. Pourtant les Allemands sont soudés et font bloc en face de la France. Cette situation est regrettable pour Charles Ritz. Que les relations commerciales continuent, pourquoi pas, mais pas dans ces conditions anarchiques au profit des uns et au détriment des autres.

Un autre fait marquant inquiète plus particulièrement la presse mosellane. Il s'agit du nombre croissant de touristes français se rendant outre-Rhin.

III. Le tourisme français en Allemagne.

Hjalmar Schacht, fin 1934, prit une mesure extravagante ; désormais, tous les voyageurs se rendant à l'étranger ne pourront emporter avec eux une somme supérieure à 10 marks en monnaie allemande ou étrangère. De plus, les pensionnés allemands qui vivent de leur pension à l'étranger sont invités à rentrer en Allemagne⁶⁵. Ces mesures, sans ambiguïté, sont destinées à limiter au maximum la sortie des devises étrangères et à obliger les Allemands à dépenser peu à l'étranger donc plus en Allemagne. Ces dispositions restrictives sont prises à l'encontre de la France et afin de lui nuire. Ce qui révolte encore davantage *Le Messin*, c'est qu'aucune mesure n'a été prise en France pour contrecarrer cette initiative du Reich et que de nombreux touristes français se rendent en Allemagne et y dépensent leurs économies. Ces devises servent au réarmement.

Malgré cette explication qui devrait heurter la sensibilité des Français et des Européens, il s'avère que le nombre d'étrangers ayant visité l'Allemagne pendant l'été 1934 a été bien supérieur à celui de

⁶⁵ *Le Messin*, 8 octobre 1934, "Nous d'abord". "Charité bien ordonnée".

toutes les années précédentes⁶⁶. Ceci s'explique par les cours bas du "mark-touriste", qui permettent au minimum une économie de 30 %, et par une diminution du prix des chemins de fer allant jusqu'à 60 %. Les stations climatiques et balnéaires en ont bénéficié et ont, en conséquence, pu publier un bilan intéressant.

Cette situation privilégiée de l'Allemagne incite *Le Messin* à intensifier sa campagne à l'encontre, à la fois des mesures allemandes anticoncurrentielles et des touristes étrangers, notamment français, se rendant en Allemagne nazie. Ces derniers, participant ainsi au relèvement économique, financier et militaire du Reich, peuvent être considérés comme complices du nouveau régime germanique. Le pire, s'exclame Frédéric Certonciny, est que l'on trouve même des Israélites parmi ces touristes⁶⁷ !

Cette "guerre" touristique avait déjà débuté en 1933. Nous en retrouvons la trace dans les archives de la préfecture de la Moselle.

Le 9 mars 1933, un courrier en provenance de la présidence du Conseil est déposé sur le bureau du préfet. Ce dernier doit donner un avis sur trois requêtes émises par la Commission départementale du Tourisme du Haut-Rhin et soumises à la Commission du Grand Tourisme. Ces organismes ont pour objectif de faciliter l'entrée et le séjour de touristes étrangers en France⁶⁸. La réponse du préfet de la Moselle au Président du Conseil et au ministre de la Guerre est sans ambiguïté.

Le souhait de la Commission départementale du Tourisme du Haut-Rhin est d'accorder diverses facilités de circulation aux touristes étrangers.

⁶⁶ *Le Messin*, 17 novembre 1934, "L'avenir des relations germano-russes", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes [D'après *Le Capital*].

⁶⁷ *Le Messin*, 15 novembre 1935, "Le nouveau traité de commerce germano-polonais est signé", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 2 colonnes.

⁶⁸ Archives Départementales de la Moselle, carton 308M26 portant sur le tourisme.

Une remarque s'impose d'emblée ; les départements recouverts ont presque exclusivement une frontière commune avec l'Allemagne. Ce serait inévitablement les ressortissants allemands qui bénéficieraient des nouvelles facilités de circulation qui seraient accordées. Or, le préfet de la Moselle estime que les circonstances (arrivée des nazis au pouvoir), ne sont pas telles que des faveurs de ce genre puissent être envisagées⁶⁹. C'est donc avec méfiance envers l'Allemagne que le plus haut représentant de l'État, à l'échelon départemental, réagit.

Le premier vœu de la Commission réclame l'abolition de la taxe journalière de 10 francs perçue sur les véhicules de tourisme dont les occupants ne viennent en France que pour deux ou trois jours. Ici, aucune raison de sécurité nationale n'entre en jeu. Il s'agit avant tout d'une question d'ordre financier. Si le gouvernement pense que la suppression de cette taxe est de nature à favoriser le tourisme, et par voie de conséquence, à augmenter les dépenses des touristes étrangers en France, le préfet ne s'y oppose pas. Ce sont dans ce cas des impératifs économiques qui sont pris en compte, la sécurité du territoire passe au second plan. Les dépenses des touristes allemands seront, semble-t-il, bien supérieures à la taxe perçue à la frontière.

Le deuxième vœu soulève une question plus délicate puisqu'il s'agit de laisser entrer en France, ne fût-ce que pour quelques jours, des étrangers sans visa sur lesquels aucun renseignement ne pourrait être recueilli.

Il est matériellement impossible aux Commissaires Spéciaux de frontière de vérifier ou de contrôler l'état civil et la situation des étrangers se présentant à la frontière sans visa. Et ce contrôle, s'il était exigé, constituerait aux yeux du préfet Geay une mesure vexatoire et irait à l'encontre du but poursuivi qui est de faciliter l'entrée des touristes étrangers en réduisant au minimum les formalités à la frontière.

⁶⁹ Archives Départementales de la Moselle, carton 308M26 portant sur le tourisme, 20 mars 1933.

S'il est vrai que cela ne simplifierait pas les démarches on peut s'interroger sur les véritables motivations du préfet dans ce cas précis. Qu'il considère cette mesure comme difficile à appliquer du fait du grand nombre de visiteurs qui se présenteraient aux postes de douane, soit, mais, considérer les contrôles envisagés comme une mesure "vexatoire" alors que jusqu'à présent il est fait payer une taxe et contrôler les visas consulaires, est exagéré.

Il apparaît surtout que l'obligation de fournir un visa du consul de France en Allemagne, qui peut être exigé en toutes circonstances, permet une meilleure surveillance à la frontière et dans le département. C'est le souci opérationnel et de sécurité qui prime dans cette réponse au Président du Conseil.

Il en est de même concernant le souhait qui tendrait à autoriser les porteurs de cartes frontalières à circuler sur toute l'étendue des trois départements recouverts, ce qui permettrait aux touristes de se déplacer librement dans la zone fortifiée française. Les Allemands, affirment le préfet, profiteraient de ces facilités et **<< il est à craindre qu'ils n'en abusent pour se documenter et pour entreprendre une propagande parmi nos populations >>⁷⁰.**

Gaston Geay, préfet de la Moselle, n'envisage donc pas sérieusement des mesures pour inciter les touristes allemands à venir en France. Il craint davantage la propagande ou l'espionnage que les pertes économiques. La Moselle comporte de nombreuses fortifications, dont certaines sont encore en construction, destinées à protéger la France d'une éventuelle invasion allemande.

Il est intéressant tout de même, de noter que, dès 1933, en Alsace, les commerçants et les élus souhaitent voir augmenter le nombre de touristes venant d'outre-Rhin dans les régions frontalières. Les propositions faites seraient peut-être efficaces, mais sont rejetées par les pouvoirs publics. Cette frilosité, probablement légitime, le gouvernement du Reich

⁷⁰ Archives Départementales de la Moselle, carton 308M26 portant sur le tourisme, 20 mars 1933.

n'en fera pas usage et c'est sans scrupule que Hjalmar Schacht a promulgué les mesures citées auparavant, favorisant l'entrée de touristes français. L'Allemagne ne craint ni propagande, ni espionnage, ni sabotage de la France. Est-ce par excès de confiance, par nécessité de se procurer des devises étrangères, par certitude de l'immobilisme français en matière de recherche de renseignements militaires ? Peut-être pour ces trois raisons à la fois. L'Allemagne a engagé avec la France, une lutte économique sur le plan du tourisme. Ce sont les Mosellans, avant l'État français, qui réagissent.

IV. Les Mosellans face aux pratiques touristiques du docteur Schacht.

Dans sa séance du 23 octobre 1934, le Conseil Général de la Moselle, sous la présidence de Guy de Wendel, vote un voeu concernant le tourisme en France⁷¹. Il est présenté par Messieurs les conseillers généraux Hennequin, Guerber, Paul Vautrin (également maire de Metz), Peter, Le chanoine Ritz (directeur du *Lorrain*), Weber (maire de Boulay), Nominé (maire de Sarreguemines) et Bémer.

La déficience du tourisme étranger en France déséquilibre dangereusement la balance commerciale. De nombreux groupements d'intérêts locaux et régionaux font entendre à cet égard leurs doléances que les conseillers généraux résumant ainsi : l'étranger délaisse la France. La France doit avoir une politique du tourisme mettant en avant les trésors nationaux. Mais, si parfaitement établie et si énergiquement conduite que soit cette politique, une condition préjudicielle s'impose pour qu'elle remporte le succès qu'elle doit avoir, il faut faire jouer la "réciprocité".

Il faut que le touriste étranger soit dans la possibilité matérielle de voyager, de séjourner en France et d'y dépenser l'équivalent de l'argent que les Français ont coutume de consacrer à un déplacement

⁷¹ Archives Départementales de la Moselle, carton 308M26, voeu n° 23, 23 octobre 1934, Conseil Général de la Moselle.

semblable. Or, cette possibilité, pour un nombre important d'étrangers, paraît faire défaut et les efforts pour les attirer en France se heurtent à une impossibilité de leur part.

De nombreux pays, font-ils remarquer, ont pris des mesures restrictives concernant l'exportation des capitaux, qui constituent virtuellement une interdiction indirecte de voyager en France. Il ne s'agit pas seulement de l'Allemagne, mais aussi de l'Espagne, de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie ou encore de l'Autriche.

Il est nécessaire désormais, de s'en remettre au jeu des représailles qui aurait d'autant plus de poids que, en raison de la situation faite à la France, l'économie touristique hexagonale n'a rien à y perdre. Par contre, les nationaux français constituent un appoint important au tourisme de ces divers pays. Le gouvernement doit obtenir, par la négociation, la levée de l'embargo de fait mis par ces pays à l'entrée de leurs touristes en France, ou bien, s'ils maintiennent leurs législations, que soient étudiées et mises à exécution des mesures d'égale réciprocité à titre de représailles.

Et la presse messine d'entretenir la pression. Lorsqu'est admis par le gouvernement le principe de la réciprocité en matière touristique et qu'un décret-loi intitulé "décret-loi de rétorsion et de représailles" est à l'étude, *Le Messin* exprime son regret d'avoir dû attendre si longtemps cette réaction et qu'elle se produise après les grandes vacances estivales⁷². Quand il s'est agi, par exemple, de frapper les traitements des fonctionnaires d'une retenue de 10 %, il n'a pas fallu 6 mois de réflexion pour que le projet aboutisse. << **Mais pour les étrangers qui ne nous apportent rien, on met des gants et on fait un chichi à n'en plus finir. Les vacances sont derrière nous. On rentre** >>.

L'auteur de l'article exprime sa déception : << **Nous sommes un pays extraordinaire qui donne trop souvent l'impression de ne plus savoir riposter du tac au tac. Il faut que nous palabrions**

⁷² *Le Messin*, septembre 1935, "Enfin le principe est admis".

et quand nous avons bien palabré, alors nous admettons... un principe >>.

Ces réactions, ces exigences, vont mener le gouvernement français en septembre 1935, à approuver, sur la proposition de Laurent Eynac, ministre des Travaux publics, ce décret-loi de réciprocité. Il confère au gouvernement la faculté d'établir une équitable réciprocité de traitement entre la France et les États étrangers qui imposent à leurs nationaux désireux de voyager ou séjourner en France, soit des restrictions d'exportations de capitaux, soit une majoration exagérée du coût des passeports. Un droit spécial de timbre est désormais exigible des touristes français se rendant dans un de ces pays. Il est proportionnel et calculé de telle sorte qu'il ne dépasse jamais 5 000 francs. Cette mesure ne touche que les touristes français allant à l'étranger. Toute contravention constatée donnera lieu à une amende de 15 000 francs⁷³.

Enfin, les récriminations de la presse et des élus mosellans depuis plus d'un an ont porté leurs fruits. Le gouvernement a pris ses responsabilités en réagissant activement face à ces politiques déloyales. Évidemment, l'Allemagne, par voix de presse, va exprimer son émotion.

Mais cette mesure ne serait efficace qu'appliquée. Or, il semble que ce ne soit pas le cas. Le 31 janvier 1936, le Conseil municipal de Metz vote un voeu, toujours concernant le tourisme.

L'Allemagne, est-il dit, n'a pas révisé ses limitations, par contre les Français, semble-t-il, s'y rendent toujours pour y passer leurs vacances en exportant sans limite leurs capitaux. Le décret-loi de septembre 1935 ne serait-il pas appliqué ? C'est ce qu'il apparaît au travers de ce texte du Conseil municipal, qui, une fois de plus, demande des mesures de réciprocité. D'autant plus qu'en cette année de Jeux Olympiques se déroulant en Allemagne, nombreux sont les Français souhaitant s'y rendre. Des représailles auraient des conséquences économiques importantes pour le Reich.

⁷³ *Le Messin*, septembre 1935, "Une taxe sur les touristes se rendant à l'étranger".

Les Mosellans, qu'ils soient journalistes ou hommes publics, ont été très sensibles à cette lutte économique autour du tourisme. Ils ont été gênés, surtout, par l'inaction du gouvernement et des autorités françaises face aux mesures très concurrentielles prises par un certain nombre de pays. Non seulement la France y perd économiquement mais elle perd aussi de son prestige. Est-ce le symptôme d'une France faible économiquement et diplomatiquement ? Est-ce de mauvais augure ou une simple mauvaise volonté ? Les Mosellans attendent les prochains événements pour en juger.

V. Les relations commerciales germano-soviétiques vues par *Le Messin*.

Ce n'est qu'épisodiquement que la presse messine s'intéresse aux relations économiques du Reich avec ses voisins. En avril 1935, un crédit de livraison de 200 millions de marks a été consenti aux Soviétiques par le Reich. C'est l'occasion pour Frédéric Certonciny de faire le point sur les relations économiques germano-soviétiques.

Il s'agit d'un crédit à long terme correspondant à l'ampleur et à la répartition temporelle des commandes russes⁷⁴. D'après la *Frankfurter Zeitung*, l'importance que représente la Russie soviétique comme marché de débouchés pour l'industrie allemande aura certainement été déterminante dans les négociations. Cette nouvelle convention ouvre pour l'Allemagne la perspective de retrouver sa forte position, presque traditionnelle, de fournisseur de l'URSS, alors qu'en 1934, les livraisons de l'Allemagne étaient tombées à un cinquième seulement de celles de 1933 (probablement suite à la campagne anticommuniste menée en Allemagne). Le journal allemand explique cette régression par la politique générale de plus grande réserve observée par les Soviétiques dans leurs commandes à l'étranger, mais aussi par la tendance des dirigeants communistes à déplacer leurs relations économiques au détriment de l'Allemagne et au

⁷⁴ *Le Messin*, 23 avril 1935, "Les relations commerciales germano-soviétiques", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{er} page, 2 colonnes.

profit d'autre pays, principalement de la Grande-Bretagne et de la France. Cet accord a donc aussi pour objectif, nous montre *Le Messin*, de gêner les exportations françaises en URSS.

Ces 200 millions de marks sont des commandes à passer dans un délai d'un an, en supplément aux achats courants de la Russie. Ce crédit à long terme, accordé aux Soviétiques avec un taux d'intérêt relativement bas, peut ouvrir à nouveau à toute une série de branches industrielles allemandes, des possibilités de vente sur un important marché extérieur, ce qui peut être concluant dans la lutte contre le chômage. Les points de l'accord qui concernent l'octroi du crédit et les commandes russes permettent de conclure qu'il a été en harmonie avec les besoins existants de part et d'autre, cette conviction se trouve encore renforcée par le fait qu'en même temps ont été conclus des accords sur la fourniture de matières premières par les Russes. Il a été tenu compte aussi bien de la volonté allemande de garder l'URSS parmi les fournisseurs qui satisfont d'importants besoins en matières premières (bois, lin, chanvre, pétrole, minerais), que de la nécessité où se trouve la Russie soviétique de payer le reste de ses dettes provenant d'anciennes livraisons importantes de marchandises.

Cet accord commercial peut surprendre étant donné les persécutions sans précédent dont ont été victimes les communistes d'Allemagne. Il semble que la Russie ait besoin à la fois de produits finis allemands et d'exporter. Mais il ne faudrait pas croire, explique Frédéric Certonciny, que les Allemands se sont attachés ainsi l'amitié des Soviétiques. **<< Ils feraient là une erreur de jugement qui pourrait leur apporter de pénibles désillusions >>**⁷⁵. Cette reprise des relations commerciales germano-russes est perçue au *Messin*, comme étant une nécessité économique vitale pour les deux pays, qui, de ce fait mettent de côté leur haine idéologique réciproque. Cela ne signifie pas pour autant un rapprochement diplomatique, politique ou militaire des deux puissances rivales. D'ailleurs, pour les mêmes raisons, l'Allemagne s'est rapprochée de la Pologne pourtant détestée.

⁷⁵ *Le Messin*, 23 avril 1935, "Les relations commerciales germano-soviétiques", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{er} page, 2 colonnes.

VI. Les échanges germano-polonais.

En novembre 1935, un Traité de commerce est signé entre les deux Nations voisines. Il est de nature à consolider davantage, sur le terrain économique, les "relations amicales" qui existent depuis le pacte de non-agression, signé pour 10 ans, en 1934⁷⁶.

Ce Traité risque d'être lourd de conséquences. Il abaisse les plus importantes barrières qui faisaient encore obstacle à l'extension des échanges entre la Pologne et l'Allemagne. D'après la presse allemande reprise dans *Le Messin*, la Pologne cherche à s'affranchir de l'influence et de la tutelle des capitaux français et souhaite pour ses échanges commerciaux, des partenaires idoines (c'est de la propagande). Les accords de contingentement, de compensation, comme tous les accords particuliers en vigueur jusqu'ici, sont remplacés par une réglementation nouvelle qui se compose de trois parties principales : un Traité économique, un accord commercial et un accord de clearing.

Dans l'accord commercial sont réglés les contingentements à appliquer de part et d'autres pour les échanges commerciaux. Pour les exportations de Pologne vers l'Allemagne, il s'agit principalement de produits agricoles (matières premières alimentaires) et forestiers. Les possibilités d'exportation pour le Reich sont, bien sûr, principalement dans le domaine industriel (électricité, chimie, pharmacie, automobile).

Le Messin présente ce Traité comme une grande réussite pour le Reich. Il est établi sur un pied d'égalité entre les deux pays, c'est le premier Traité économique important que le gouvernement polonais fait connaître au public. Pour Frédéric Certonciny, la France en deux ans a perdu un allié précieux, la Pologne. Contrairement à Charles Ritz du *Lorrain*, il n'espère plus en un appui politique ou militaire de la Pologne, qui doit pourtant beaucoup à la France. Elle s'est rapprochée

⁷⁶ *Le Messin*, 15 novembre 1935, "Le nouveau traité de commerce germano-polonais est signé", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{er} page, 2 colonnes.

définitivement de l'Allemagne. << **Hier la France a perdu la Pologne. Puisse-t-elle demain ne pas perdre l'Italie** >>, écrit Frédéric Certonciny.

La presse messine observe d'assez loin la politique commerciale de l'Allemagne avec ses voisins. Les articles entre 1933 et 1939 sont peu nombreux et peu explicites. Ils permettent malgré tout de remarquer la volonté de défense économique des Mosellans face aux menées hitlériennes et l'inquiétude marquée devant les rapprochements économiques de l'Allemagne avec les Soviétiques et la Pologne. Ils sont des alliés potentiels de la France en cas de conflit, qui permettraient de prendre l'Allemagne à revers, de l'obliger à combattre sur deux fronts. Les deux peuples semblent s'écarter de la France. Pour quelle durée ? La signature de ces Traités engage-t-elle ces trois Nations vers une véritable amitié, sincère et réciproque ? Ou bien est-ce seulement une façade, une préoccupation du moment qu'Adolf Hitler, habilement, a su contenter en attendant que l'Allemagne économique et militaire ait retrouvé toute sa puissance, toute sa grandeur et se lance dans des projets aventureux ?

L'économie mosellane après le vote sarrois de 1935.

I. L'agriculture.

1. Les conséquences du vote sarrois sur l'agriculture mosellane.

Le 13 janvier 1935, les Sarrois, dans les conditions que nous étudierons dans le chapitre intitulée "La question sarroise de l'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir jusqu'au plébiscite de janvier 1935", ont voté massivement pour leur retour à l'Allemagne. Cet acte ne sera pas sans conséquences sur l'économie mosellane. Que ce soit l'industrie, le commerce ou l'agriculture, ces différentes branches socioprofessionnelles seront bouleversées.

Le 1^{er} mars 1935, à la nouvelle frontière politique de la Sarre avec la France se rajoute une frontière économique, inexistante depuis la fin de la Première Guerre mondiale. Les pratiques commerciales connues jusqu'à ce jour, vont devoir se modifier et, dès le lendemain du référendum, les responsables économiques du département s'inquiètent de ces changements. De quoi demain sera-t-il fait ?

Les agriculteurs mosellans, qui n'ont pas l'habitude d'élever la voix, s'agitent désormais dans des comités corporatifs⁷⁷. La Sarre représentait depuis plusieurs années un débouché important pour les paysans lorrains. Pourront-ils dorénavant exporter et si oui, dans quelles mesures ? En conséquence, une délégation officieuse conduite par Augé-Laribé s'est rendue de toute urgence à Berlin. Ses entretiens avec le conseiller d'État à l'Agriculture du Reich, Meinberg, ont abouti à certaines conclusions. Le gouvernement allemand serait prêt à collaborer à un accord d'importation de produits agricoles mosellans, mais à la condition qu'en échange la France accepte, comme compensation, l'importation de produits industriels allemands.

La première réaction des agriculteurs mosellans fut celle-ci.

Les représentants des Chambres d'Agriculture de la Moselle et du Bas-Rhin, des producteurs de lait, des organisations coopératives et des industries laitières de la Moselle, directement intéressés par la question, se sont réunis dans les locaux de la préfecture de Metz-campagne avec le sénateur Corbedaine et une personnalité agraire française. À l'issue de cette réunion, un télégramme a été adressé à Pierre-Etienne Flandin, Président du Conseil, ainsi qu'à Cassez, ministre de l'Agriculture. Il demandait au gouvernement de faire l'impossible pour que les négociations franco-allemandes, maintiennent par << **tous les moyens** >> la possibilité d'envoyer du lait français en Sarre, et que les intérêts de la paysannerie française ne soient pas << **une fois de plus sacrifiés aux intérêts de la grosse industrie** >>⁷⁸.

Les parties représentées à cette réunion formulent l'espoir que l'industrie et les Chambres de Commerce collaboreront à un accord qui ne pourra qu'aider l'agriculture des départements recouvrés, << **en lui évitant de tomber complètement dans le marasme** >>. Les représentants agricoles réagissent énergiquement face à l'éventualité de la

⁷⁷ *Le Lorrain*, 23 janvier 1935, "Le plébiscite sarrois et les intérêts de l'agriculture mosellane".

⁷⁸ *Le Lorrain*, 23 janvier 1935, "Le plébiscite sarrois et les intérêts de l'agriculture mosellane".

perte du débouché sarrois. Il est vrai qu'une fermeture subite de la frontière à tous produits agricoles venant de France, engendrerait un effondrement sans précédent de la paysannerie mosellane.

Cette réaction de quasi-hostilité envers le monde industriel et de désunion des Mosellans, ne reste pas sans critique.

L'abbé Ritz aurait compris des revendications de ce genre dans une résolution du parti agraire où, pour **<< exciter les foules paysannes dans la misère, il faut se servir de tous les moyens, bons et mauvais >>**⁷⁹. Mais dans ce cas, cette résolution est jugée maladroite car, la meilleure, la seule solution qui puisse valoir vis-à-vis des Allemands, réside dans un échange équitable. La Sarre livre à l'industrie mosellane du fer et du charbon (et non des produits industriels finis) et la Moselle livre à sa voisine le lait dont elle a besoin. En aucun cas *Le Lorrain* n'incrimine la grande industrie mosellane. (Il est vrai que Guy de Wendel, Président du Conseil général de Moselle et maître de forges, a toujours soutenu et eu le soutien du *Lorrain*). Lors des interruptions des pourparlers franco-allemands et tandis que le monde agricole attaque les industriels accusés d'empêcher un compromis parce qu'ils refusent d'importer des produits métallurgiques sarrois, l'industrie lourde sera vaillamment défendue par le quotidien clérical⁸⁰.

Charles Ritz croit pouvoir affirmer que les industriels mosellans, et de l'Est en général, ne sont nullement opposés à l'introduction de produits métallurgiques allemands en France, toujours dans un contexte d'échange et de réciprocité. Mais ce principe ne doit pas être l'occasion pour les industriels sarrois de continuer à inonder le marché français de leurs produits et, entre autres, de continuer à fournir la marine et l'armée de terre française de leurs aciers. Le gouvernement français a ici, des devoirs vis-à-vis des industriels français. **<< C'est facile de critiquer l'industrie >>**, mais il ne faut pas oublier que les bras des ouvriers

⁷⁹ *Le Lorrain*, 24 janvier 1935, "Après que les Sarrois ont voté". "Il n'y a plus d'impair à commettre", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 2 colonnes.

⁸⁰ *Le Lorrain*, 10 février 1935, "Les pourparlers franco-allemands sont interrompus", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

chômeront davantage le jour où les commandes baisseront encore. Le monde industriel a lui aussi ses difficultés, ses chômeurs, des clients à trouver et à satisfaire, une concurrence en Allemagne. La crise économique ne touche pas seulement l'agriculture mosellane, mais aussi la production industrielle et le grand commerce⁸¹.

Le Messin se livre aussi à des études approfondies des éventuelles relations agricoles franco-sarroises.

"Frontalier" part d'un principe de base qu'il faut clarifier tout de suite, d'autant plus que cette nouvelle notion n'est pas faite pour reconforter les agriculteurs du département. L'agriculture allemande est prête à profiter du nouveau débouché désormais largement ouvert à ses produits par suite de la disparition de la barrière douanière au Nord de la Sarre⁸². Les experts agricoles savaient depuis les dernières années que, très méthodiquement, cette agriculture s'organisait en prévision de ce nouveau débouché, et que son exportation en Sarre s'accroissait de jour en jour, en particulier pour le lait. Il serait imprudent, rajoute le collaborateur du *Messin*, de tabler sur une opinion qui tend à faire croire que les Allemands de la Sarre sont tributaires absolument des produits agricoles de Moselle. Ce serait une grave erreur. Bien au contraire, la Sarre, grâce aux importations agricoles nouvelles qui vont venir d'Allemagne, préparées depuis 1933, peut déjà en partie se passer des produits agricoles de la Moselle, et cette réalité doit être dite. Ce préalable étant posé ainsi, il est facile pour le journaliste de tirer plusieurs conclusions.

La France peut-elle, en pleine crise économique, ne pas défendre les intérêts de premier plan concernant son industrie et son commerce, et accepter de faciliter la concurrence économique allemande à travers la Sarre, en maintenant le régime spécial des échanges concédé avant le suffrage du 13 janvier 1935 ? (Ce régime laissait libre cours aux échanges économiques sarro-français). La France peut-elle accepter cela

⁸¹ *Le Lorrain*, 10 février 1935, "Les pourparlers franco-allemands sont interrompus", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

⁸² *Le Messin*, 3 février 1935, "Les conséquences du plébiscite sarrois et l'agriculture mosellane", *Frontalier*, 3 colonnes.

alors que le nombre de ses chômeurs augmente chaque jour, que le budget souffre de la crise industrielle et que ses commerçants ont souvent de la peine à faire face aux difficultés du moment ?

<< Poser la question c'est y répondre >>⁸³.

Et pourtant, c'est ce que le Reich va sans doute demander si la France souhaite qu'il laisse pour un temps la porte ouverte à la totalité de la production agricole de la Moselle. Or, accéder à cette requête serait insupportable pour l'industrie et le commerce mosellans.

D'autre part, il est également de toute nécessité que soit obtenu quelque avantage en faveur de l'agriculture. Elle ne doit pas en être délaissée pour autant. Alors entre en jeu la question du minerai de fer lorrain. Il doit servir de monnaie d'échange, permettre d'obtenir certaines compensations pour l'agriculture. En outre, il y a encore 4 000 mineurs sarrois travaillant dans les mines lorraines, c'est un atout à utiliser sciemment pour ménager les intérêts des agriculteurs.

Le problème envisagé comme il vient d'être exposé, montre très nettement que les intérêts industriels et agricoles sont liés. On ne peut traiter les uns sans les autres, c'est d'ailleurs ce qui complique la question et ce dont les agriculteurs ont du mal à prendre conscience. *Le Messin* semble viser deux objectifs dans ces négociations avec l'Allemagne. Tout d'abord, le paiement normal des créances françaises en Sarre. Ensuite, l'octroi de concessions en faveur de l'agriculture mosellane en compensation de concessions françaises sur le terrain économique (minerai de fer et main-d'oeuvre travaillant aux Mines de Moselle), mais en prenant garde, dans les négociations, de ne pas donner l'impression à Adolf Hitler que la France, et en particulier son agriculture, a besoin de l'Allemagne⁸⁴. Ses exigences s'agrandiraient de même. C'est encore un reproche à l'encontre des organisations agricoles qui, par des protestations **<< mal orientées, bruyantes, désordonnées et irréfléchies >>**,

⁸³ *Le Messin*, 3 février 1935, "Les conséquences du plébiscite sarrois et l'agriculture mosellane", Frontalier, 3 colonnes.

⁸⁴ *Le Messin*, 3 février 1935, "Les conséquences du plébiscite sarrois et l'agriculture mosellane", Frontalier, 3 colonnes.

représentent une menace pour la France. Un peu plus de méthode, << **d'objectivité et de pondération** >> dans les revendications, plus de bon sens, en tenant compte des réalités brutales du problème économique qui se pose, ne pourraient qu'augmenter les chances de succès de la cause agricole. Et une fois ces avantages acquis, il ne faudra les considérer que comme provisoires, transitoires et s'organiser pour l'avenir en tenant compte de cette modalité. Car désormais les paysans trouveront en face d'eux une concurrence très sérieuse de la part des agriculteurs de Rhénanie et du Palatinat. Cette concurrence nullement négligeable aura, dès le 1^{er} mars 1935, pour conséquence indiscutable, quoi qu'il arrive, que le débouché agricole sarrois ne comportera plus pour la Moselle ni l'ampleur, ni les facilités existant avant le scrutin du 13 janvier.

2. Le Conseil général de la Moselle face à la nouvelle donne économique.

Le Conseil général de la Moselle, dont de nombreux membres sont issus de cantons agricoles du département est, aux côtés de la Chambre d'Agriculture de la Moselle, aux avant-postes de la lutte pour la défense des intérêts paysans sur le marché sarrois. Ceci peut paraître paradoxal du fait que son Président n'est autre que Guy de Wendel, maître de forges et grand industriel.

Dans sa séance du 5 mai 1934, soit environ neuf mois avant le référendum, un vœu est adopté par le Conseil général. Présenté par les élus Weber, Ditsch, Nominé, Reitter, Wolff et rapporté par Bémer, il émet le souhait de voir les autorités françaises garantir le commerce vers la Sarre pour ce qui concerne les produits agricoles⁸⁵.

Il sera suivi, lors de la deuxième session extraordinaire de 1934 (le 30 octobre), du vœu n° 36 portant sur la sauvegarde des intérêts de la Moselle agricole en vue du référendum sarrois. Rapporté par le sénateur Corbedaine, également Président de la Chambre d'Agriculture de

⁸⁵ Archives Départementales de la Moselle, Carton n° 308M19, Conseil Général de la Moselle, 5 mai 1934.

la Moselle, le Conseil général émet le vœu que les pouvoirs publics s'emploient d'une façon énergique à la défense des intérêts des cultivateurs mosellans gravement menacés par la solution prochaine de la question sarroise. Étant donné le marasme dans lequel se débat l'agriculture française en général, il est absolument nécessaire de s'occuper plus particulièrement et d'une façon urgente, avant qu'il ne soit trop tard, d'une situation qui constitue une question << vitale >> pour le département et qu'en particulier les intérêts de la Moselle agricole soient traités sur le même pied que les intérêts du commerce et de l'industrie mosellane. On retrouve les griefs des agriculteurs envers les industriels⁸⁶.

Un additif apparaît dans le texte. La sous-commission des vœux propose au Conseil général de soumettre le vœu à toutes fins utiles au préfet de la Moselle ; cependant elle considère que ce vœu est formulé bien tardivement (trois mois avant le vote), attendu que le Conseil général, les parlementaires mosellans, la Chambre d'Agriculture et les associations agricoles, depuis 1928 se sont préoccupés d'une façon suivie de ce problème en devenir.

C'est donc avec une grande attention et une certaine inquiétude que le Conseil général de la Moselle attend le référendum. Par anticipation, les conseillers généraux tentent de forcer les membres du gouvernement à engager une action en faveur des agriculteurs du département. Ils pressentent avec justesse quel sera le résultat du vote et envisagent les conséquences néfastes pour l'agriculture mosellane. Ils ressentent également un risque d'apathie de la part des autorités compétentes et surtout un manque d'envergure des négociateurs français. D'où cette tentative en 1934, de sensibilisation des pouvoirs publics au travers de ces vœux transmis aux services préfectoraux.

Bien sûr, après le référendum, cette action persiste. De janvier jusqu'au 30 juin 1935, par un accord signé entre les deux pays, des contingents industriels et agricoles peuvent passer la douane, mais qu'advient-il ensuite ? Ce n'est qu'une solution provisoire.

⁸⁶ Archives Départementales de la Moselle, Carton n° 308M19, Conseil Général de la Moselle, 2^{ème} session du 30 octobre 1934.

Le voeu n° 12 de la séance du 16 mai 1935 réclame du gouvernement la prise de toutes les dispositions nécessaires pour assurer après la date fatidique du 30 juin, l'écoulement des produits agricoles de la Moselle, en franchise douanière, sur le marché sarrois. Les interventions politiques de l'année 1934 ont contraint les représentants français à agir et à trouver une solution, un accord, somme toute de courte durée, mais qui permet d'exporter une partie de la production agricole. L'idéal serait d'en arriver à une entente de plus longue durée et à un contingent de lait supérieur à ce qu'il est en mai 1935⁸⁷. Enfin, le gouvernement ne doit permettre l'exportation en Allemagne du minerai de fer de Lorraine que si celle-ci importe également des produits agricoles de l'Est de la France et notamment du lait en quantité suffisante.

C'est la première fois que le Conseil général de Moselle envisage cette idée de réciprocité. La campagne du *Lorrain* et du *Messin* sur ce thème semble commencer à porter ses fruits d'un point de vue politique.

Le Conseil général est soutenu dans ses revendications par les conseils d'arrondissements, notamment de Sarreguemines et de Forbach, qui le 1^{er} juillet 1935, << **prient le gouvernement de permettre aux négociations en cours avec l'Allemagne, d'aboutir à une prolongation de l'accord franco-allemand expiré la veille** >>⁸⁸. L'accord douanier sera partiellement repris jusqu'au 1^{er} octobre 1935. Cette prolongation de l'accord provisoire franco-allemand pour la Sarre a calmé, pour un temps, les appréhensions des agriculteurs mosellans qui peuvent maintenir constantes les exportations de leurs denrées contingentées⁸⁹. Mais c'est une trop courte durée.

Cette date atteinte et suite à un texte déposé par la Chambre d'Agriculture au Conseil général, celui-ci réintervient le

⁸⁷ Archives Départementales de la Moselle, Carton n° 308M19, Conseil Général de la Moselle, 1^{ère} session du 16 mai 1935.

⁸⁸ Archives Départementales de la Moselle, Carton n° 308M19, Extraits des procès-verbaux des séances des conseils d'arrondissements de Sarreguemines et Forbach, 1^{er} juillet 1935.

⁸⁹ Archives Nationales, Carton F7 13038, Rapport de la préfecture de la Moselle sur la situation morale et politique de la population mosellane, 25 juillet 1935.

8 novembre. Le 1^{er} octobre, faute de nouvel accord, l'exportation en franchise douanière de produits agricoles, s'est interrompue. Les régions frontalières sont impuissantes à trouver de nouveaux débouchés sur le marché national sursaturé. Le marché sarrois s'avère plus que jamais indispensable à l'agriculture mosellane, il faut donc obtenir le plus rapidement possible la reprise des exportations.

À ce problème se rajoute désormais celui du paiement des arrérages sur les fournitures déjà effectuées. Les agriculteurs vont devoir faire face à leurs échéances de fin d'année (impôts, remboursements). En général, petits producteurs peu aisés, ne disposant d'aucune liquidité financière et forcés de compter sur des paiements rapides, ils ne peuvent plus patienter et espérer un hypothétique paiement des livraisons en Sarre. Le gouvernement doit faire effectuer immédiatement le paiement des fournitures faites avant le 1^{er} octobre 1935⁹⁰.

La situation des agriculteurs du département ne cesse de s'aggraver depuis le référendum du 13 janvier. Les difficiles négociations engagées par le gouvernement français se sont soldées par des accords de contingentement de courte période, peu favorables à la production agricole et non renouvelés après le 1^{er} octobre. À cela se rajoute un déficit de paiement. Non seulement les agriculteurs n'ont plus de marché en Sarre, non seulement ils ne trouvent aucun débouché en France, mais en plus ils ne sont plus payés. Ils se trouvent en cette fin d'année 1935, aux vues des documents que nous avons, dans une position catastrophique et sans aucun moyen de recours.

Le Lorrain du 13 novembre 1935 nous apporte des éclaircissements sur la situation financière des producteurs mosellans.

⁹⁰ Archives Départementales de la Moselle, Carton n° 308M19, Conseil Général de la Moselle, le 8 novembre 1935.

3. La situation financière des producteurs mosellans fin 1935.

Nous savons qu'après le rattachement de la Sarre, des conventions spéciales ont été signées (valables jusqu'au 1^{er} octobre 1935) concernant la livraison de produits agricoles et autres de la France vers la Sarre, en contrepartie de la livraison d'un certain nombre de produits industriels sarrois en France.

Étant donné la pénurie de devises en Allemagne, le paiement n'a pas été effectué directement mais a fait l'objet de l'instauration d'un système spécial appelé "système de Clearing"⁹¹. Les acheteurs allemands paient en marks au bureau de Clearing allemand, les acheteurs français paient en francs au bureau français et c'est en prélevant sur ces comptes que sont réglés les fournisseurs des deux côtés. C'est le Clearing spécial franco-sarrois. Un tel système existe du reste pour l'ensemble du trafic franco-allemand, c'est le Clearing général franco-allemand.

Le clearing franco-sarrois qui concernait les livraisons mosellanes en Sarre a parfaitement bien fonctionné. Seulement, pour une raison inconnue, et sans que les intéressés soient mis au courant, à partir de septembre 1935, les livraisons n'ont plus été portées sur le compte spécial sarrois, mais sur le compte du clearing général franco-allemand. Or, dans ce dernier clearing, il existe un fort déficit du côté français, c'est-à-dire que la France a exporté plus de marchandises vers l'Allemagne qu'elle n'en a importé. Comme les fournisseurs français ne peuvent être réglés que dans la mesure des livraisons allemandes en France, beaucoup de ceux-ci n'ont pu être payés et cela risque de durer.

Les principaux lésés, pour *Le Lorrain*, sont les paysans de la Moselle et du Bas-Rhin qui, pour des fournitures de beurre et de lait revendiquent pour cette période une somme de 6 à 7 millions de francs. En deuxième position avec << **quelques millions** >>, viennent certaines

⁹¹ *Le Lorrain*, 13 novembre 1935, "La journée de la Saint Martin est passée. Les paysans mosellans réclament leur argent pour les livraisons en Sarre", Archives Départementales de la Moselle, Carton n° 308M19.

industries et notamment des grossistes pour des fournitures de graisse et de savon. << **Et tous ceux-là ont été trompés dans leur bonne foi** >>. Les livraisons n'auraient plus été assurées si les fournisseurs s'étaient doutés de la suppression subite du compte spécial franco-sarrois et des désagréments qui en découleraient.

Ce n'est donc pas un défaut de paiement des acheteurs sarrois, mais un déficit des achats français en Allemagne qui provoque ces retards. C'est au gouvernement de prendre en charge ce problème, d'autant plus que, toujours d'après le quotidien de la rue des Clercs, ce sont des commerçants et des industriels qui ont des créances à la suite du système général de clearing franco-allemand qui ont été payés en premier, au détriment des petits agriculteurs alsaciens-lorrains.

Le nombre des mécontents grandit en Moselle et ce mécontentement est justifié. Ils se sentent floués, mis de côté, oubliés volontairement par les responsables politiques nationaux. Ces critiques, des agriculteurs, contre le fonctionnement du "Clearing" qui lèse leurs intérêts, sont d'ailleurs reprises dans un rapport de la préfecture de la Moselle du 25 septembre 1935⁹²

Leur "grogne" est parfaitement bien ressentie et relatée par la presse messine qui prend fait et cause pour leurs revendications. Le Conseil général estime à 8 824 000 francs la somme totale due aux agriculteurs et que les pouvoirs publics doivent avancer (par le biais des caisses agricoles)⁹³. Ce qui sera réalisé dans le courant de l'année 1936.

Ce n'est donc qu'après les réactions et la mobilisation de la presse, du Conseil général et, nous allons le voir, de la Chambre d'Agriculture, que l'État français négocie et tente de trouver une solution au problème des exportations agricoles en Sarre.

⁹² Archives Nationales, Carton F7 13038, Rapport mensuel de la Préfecture de la Moselle sur la situation politique et morale du département, 25 septembre 1935.

⁹³ Archives Départementales de la Moselle, Carton n° 308M19, vœu n° 26 du 14 mai 1936.

Cette affaire semble être la première préoccupation économique du département dans les années 1934 à 1937. Sensibilisés par les associations d'agriculteurs, les pouvoirs locaux se sont organisés pour la défense de la paysannerie jusqu'à finir par dénoncer les avantages donnés aux grands industriels (même *Le Lorrain*) alors que les agriculteurs n'en ont plus.

Début 1937, les échanges commerciaux entre la France et l'Allemagne se sont sensiblement améliorés, notamment pour les produits métallurgiques et le charbon. Or, l'entente sur les échanges agricoles, qui n'ont plus lieu depuis longtemps, se fait attendre⁹⁴. À quand la réouverture du marché sarrois ? Les producteurs ont bien songé à s'orienter vers le Palatinat, mais, là aussi, les frontières agricoles sont fermées⁹⁵.

4. L'exportation de bovins, de produits porcins et laitiers vers la Sarre.

Peu de renseignements sont fournis à ce sujet. Seul un document du cabinet du préfet peut nous aider à comprendre l'attitude des Mosellans dans ce domaine.

En 1933, la France a exporté en Sarre pour 84 millions de francs de produits intéressant les services vétérinaires : bétail de vente et d'élevage, bétail de boucherie, viande fraîche et préparée, boyaux pour charcuterie, graisse et margarine. L'année 1934 a été encore plus forte pour cette exportation⁹⁶. Elle peut être fixée à environ 100 millions de francs et en 1935 elle devrait encore augmenter du fait de la peste porcine en Sarre.

⁹⁴ Archives Départementales de la Moselle, Carton n° 308M16, voeu n° 32 du 13 mai 1937 du conseil général.

⁹⁵ Archives Départementales de la Moselle, Carton n° 308M19, voeu n° 5 du 14 mai 1936.

⁹⁶ Archives Départementales de la Moselle, Carton n° 308M17, lettre de l'inspecteur général, chef des services vétérinaires d'Alsace et de Lorraine au préfet de la Moselle, 4 février 1935.

La valeur des produits de laiterie (lait, beurre, lait condensé, fromage) a atteint 120 millions de francs en 1933 et est restée à ce niveau en 1934.

Ces bons résultats risquent de s'amenuiser rapidement. Désormais, en Sarre, ce sont les services vétérinaires allemands qui veillent à la bonne qualité des produits importés. De sources sûres (docteur Schuller, nouveau chef du service vétérinaire de la Sarre), un contrôle du lait importé de France serait établi au travers de postes ambulants. L'expérience a prouvé depuis 1918 que sur toute la frontière allemande ce lait risque d'attendre des heures à la douane et de s'avarier, ce qui permettra aux contrôleurs de le refuser. L'exportation du lait mosellan est compromise et il en est de même pour le bétail et les viandes. Tous les prétextes seront bons, un signalement incomplet, un cas de maladie contagieuse détecté à une grande distance du lieu de provenance de l'animal, l'existence de la tuberculose dans les cantons d'origine et il y en a partout, tout servira pour renvoyer les animaux ou pour les faire abattre sur place au détriment de l'exportateur.

Le contrôle de l'importation des animaux et des produits de provenance animale était exercé jusqu'en 1935 par des fonctionnaires de la commission de gouvernement de la Sarre, donc d'un organisme international relevant de la SDN. Dorénavant, ce contrôle sera exercé par des fonctionnaires allemands qui n'auront à tenir compte que des instructions de l'administration allemande.

Les agriculteurs allemands, fait remarquer le chef des services vétérinaires d'Alsace-Lorraine, en particulier ceux des régions avoisinant la Sarre, qui n'ont pas pu conquérir le marché sarrois des produits agricoles tant que la Sarre était territoire douanier français, se vantent de pouvoir dès mars 1935, subvenir à tous les besoins de la Sarre⁹⁷. La situation sera peu aisée en raison de la concurrence allemande, mais elle sera intenable si les fonctionnaires allemands, qui auront à

⁹⁷ Archives Départementales de la Moselle, Carton n° 308M17, lettre de l'inspecteur général, chef des services vétérinaires d'Alsace et de Lorraine au préfet de la Moselle, 4 février 1935.

appliquer les lois et règlements sanitaires allemands, y mettent du zèle, empêchant ainsi les importations par devoir patriotique. Étant donné cette mentalité, avertit le vétérinaire, il faut s'attendre à ce que les éventuels nouveaux accords deviennent bien vite de simples chiffons de papier.

En conséquence, pour éviter les frictions qui se produiront inévitablement, il a d'ores et déjà proposé au ministre de l'Agriculture d'insérer dans l'accord à établir, soit le maintien pour quelques années au moins de l'organisation et des procédés de contrôle en vigueur en Sarre avant le plébiscite, soit, la nomination, par les deux pays, d'experts vétérinaires qui résoudraient les conflits et le cas échéant s'en remettraient à un expert d'un pays neutre comme le Luxembourg par exemple. C'est avec beaucoup de circonspection et de méfiance que le chef des services vétérinaires d'Alsace-Lorraine envisage les exportations animales et laitières vers la Sarre après le 13 janvier 1935. Même avec des accords douaniers, l'Allemagne peut avec des contrôles sanitaires habilement menés, faire obstacle aux produits mosellans. C'est sur une vision pessimiste mais réaliste que s'achève cette courte étude adressée au préfet. Le but du Reich sera de limiter ses importations en Sarre et il fera appel à tous les moyens pour y parvenir.

L'avenir lui a donné parfaitement raison.

Le Lorrain du 6 octobre 1937 titre de manière spectaculaire : << **L'exportation du lait en Sarre est interdite** >>. Cette mesure prise par le Reich est simplement justifiée par des analyses faites en Sarre et dévoilant la présence de microbes de fièvre aphteuse. La pasteurisation à 100°c ne tue pas, semble-t-il, tous les bacilles, s'étonne le journaliste ! C'est donc environ 25 000 à 30 000 litres de lait qui vont rester quotidiennement chez les producteurs mosellans. C'est une désillusion de plus avec la Sarre alors que le lait pasteurisé mosellan est moins coûteux que la production sarroise.

5. Les exportations agricoles en Sarre défendues par les professionnels du métier.

L'incertitude envahit progressivement les agriculteurs. Après le 13 janvier 1935 le marché sarrois demeure un débouché de toute première importance pour l'agriculture des régions limitrophes françaises. L'écoulement du lait et de ses dérivés, des fruits et de la viande occupe la première place dans les exportations agricoles. Le maintien de l'exportation de ces produits après le retour de la Sarre au Reich a permis d'empêcher l'effondrement des prix évitant ainsi une catastrophe économique et sociale dans les campagnes lorraines. En conséquence, les agriculteurs mosellans ne cesseront en 1935 et 1936 de réclamer l'établissement d'accords commerciaux franco-allemands portant sur le marché sarrois et favorisant les exportations agricoles⁹⁸.

Autre préoccupation des représentants agricoles, le non-paiement de certaines exportations. D'après le Président des Commissions de contrôle agricoles, Thisse, les exportations jusqu'au 30 juin 1935 se sont effectuées à une cadence normale et dans les conditions prévues aux contrats. Il en est de même des paiements qui généralement s'effectuaient environ quatre à cinq semaines après présentation des factures. Au 30 juin, les contingents sont épuisés (excepté pour le beurre et la viande de porc), les accords ont donc été respectés⁹⁹. Cette situation, qui faisait pourtant la satisfaction des agriculteurs, ne durera pas. Comme nous l'avons déjà vu, un déficit des paiements va apparaître au grand désappointement des producteurs mosellans. Désormais, tout comme le Conseil général de Moselle, les agriculteurs réclament, en plus du maintien des exportations, le paiement en bonne et due forme des livraisons¹⁰⁰.

⁹⁸ Archives Départementales de la Moselle, Carton n° 308M19, Chambre d'Agriculture de la Moselle, session du 5 mai 1935, vœu complémentaire du 8 août 1935.

⁹⁹ Archives Départementales de la Moselle, Carton n° 308M19, Chambre d'Agriculture de la Moselle, session du 18 novembre 1935.

¹⁰⁰ Archives Départementales de la Moselle, Carton n° 308M19, Chambre d'Agriculture de la Moselle, session du 6 mai 1936.

Dans ce combat mené par les paysans pour leur survie, remarquons la lutte active engagée contre l'industrie et le commerce. Il apparaît, après étude des documents fournis par la Chambre d'Agriculture, que le principal obstacle, aux yeux des agriculteurs, réside dans l'opposition des commerçants et de la grosse industrie lorraine (et non pas de Paris ou d'Allemagne) aux accords spéciaux conclus après le suffrage¹⁰¹.

Il arrive qu'au travers de protestations ou de voeux, la Chambre de Commerce de la Moselle, la Chambre des Métiers et la Chambre d'Agriculture engagent une lutte d'influence davantage politique et sectaire qu'objective et efficace.

Un exemple flagrant nous est proposé lors de la séance du 18 novembre 1935 à la Chambre d'Agriculture. L'affaire est engagée par une protestation de la Conférence interdépartementale des Chambres des Métiers d'Alsace et de Moselle contre le régime douanier de la Sarre. Réunie à Strasbourg, cette 13^e Conférence interdépartementale a eu lieu le 4 novembre 1935, sous la présidence de Fernand Peter, membre du Conseil national économique et Président de la Chambre des Métiers d'Alsace. Les Chambres des Métiers expriment leur désaccord portant sur les ententes économiques franco-sarroises de février 1935 et prorogées à plusieurs reprises. Ces accords sont jugés << funestes >> pour l'artisanat des deux régions¹⁰². En outre, l'expérience pratique a prouvé que ces accords ne procurent pas à l'agriculture les avantages qu'elle escomptait (probablement du fait des retards de paiement).

Or, l'Allemagne économique s'en sort à son avantage. Elle a demandé et obtenu d'importants contingents d'exportations pour de nombreux produits industriels et artisanaux. La Sarre a donc pu, en vertu de ce régime, placer 85 % de sa production en meubles par exemple, dans l'Est de la France, alors que les métiers du meuble de ces régions traversent une crise sans précédent, entraînant des faillites en grand

¹⁰¹ Archives Départementales de la Moselle, Carton n° 308M19, Chambre d'Agriculture de la Moselle, session du 18 novembre 1935.

¹⁰² Archives Départementales de la Moselle, Carton n° 308M19, Chambre d'Agriculture de la Moselle, session du 18 novembre 1935.

nombre et un chômage massif. Ce régime douanier livre à la concurrence étrangère une industrie nationale déjà gravement frappée par la crise. Le grand public est invité à ne pas acheter de marchandises étrangères afin de ne pas contribuer à la ruine de l'industrie du meuble français. Enfin, les Chambres des Métiers précitées protestent contre << **toute nouvelle prorogation des accords sarrois qui constituent un véritable désastre pour de nombreuses branches de notre activité économique** >>.

Cette protestation est signée par Fernand Peter et Joseph Marlier, Président de la Chambre des Métiers de Moselle.

La commission permanente de la Chambre d'Agriculture ne peut demeurer sans réaction face à un tel texte, une réponse a été rédigée et transmise à la presse régionale¹⁰³. La Chambre d'Agriculture, est-il précisé, a toujours eu à coeur de respecter le principe d'après lequel les représentations officielles des diverses professions ont le droit et le devoir de défendre les intérêts de leurs commettants. La conférence interdépartementale des Chambres des Métiers d'Alsace et de la Moselle est donc dans son rôle en défendant les intérêts des artisans. Par contre, elle n'est pas qualifiée pour parler au nom des agriculteurs. L'attitude adoptée par les artisans donne une idée complètement fausse, du point de vue agricole, des exportations en Sarre et est << **de nature à compromettre gravement les intérêts de l'agriculture de nos régions frontalières** >>.

Dans un premier temps, la Chambre d'Agriculture résume la situation. L'agriculture mosellane possédait en Sarre un débouché extrêmement important. Aussi, malgré la restriction dans les accords de l'exportation à quelques produits seulement, elle a été satisfaite de ceux-ci, car ils lui ont permis de conserver durant six mois sa place toute indiquée sur le marché sarrois. Surmontant toutes les difficultés, obstructions et manoeuvres de toutes natures, elle a réussi à utiliser en totalité les contingents d'exportation des principaux produits agricoles, lait, viande et saindoux, et la presque totalité du contingent de beurre. Son seul désir est d'obtenir le maintien de ces exportations dans les conditions fixées dans les

¹⁰³ Archives Départementales de la Moselle, Carton n° 308M19, Chambre d'Agriculture de la Moselle, session du 18 novembre 1935.

accords primitifs. La Chambre d'Agriculture estime que c'est à elle, et à elle seule, qu'il appartient de juger au point de vue professionnel, si les accords en question sont favorables ou non à l'agriculture.

L'importation de produits industriels de provenance sarroise, indique la commission, a presque complètement cessé. Avant le référendum, la France importait pour une valeur de 1,2 milliards de francs de produits industriels. Elle exportait en Sarre pour une valeur de près de 2 milliards de francs, dont 800 à 900 millions de produits agricoles. Le commerce et l'industrie ont par conséquent retrouvé sur le marché français, les produits perdus en Allemagne, tandis que l'agriculture s'est vu supprimer un de ses principaux commerce. Et ce, sans aucune compensation¹⁰⁴, sans trouver à se réorienter sur le marché national.

Quant au reproche que l'accord est de nature à compromettre de nombreuses branches de l'activité mosellane, il suffit à la Chambre d'Agriculture de rappeler que l'importation de produits industriels et artisanaux s'est élevée pour les 4 premiers mois de la mise en application des accords, en tout et pour tout, à 7 millions de francs seulement sur les 22 millions convenus en contrepartie de l'exportation agricole, et sur ces 7 millions, aucune branche n'atteint la somme de 1 million. Les récriminations de la Chambre des Métiers de la Moselle sont donc, du point de vue agricole, sans fondement.

L'industrie et le commerce mosellan ont retrouvé dans le département un débouché dû à l'arrêt quasi total des importations de Sarre. Ils n'y ont rien perdu. Par contre, ce n'est pas le cas de la production agricole qui perd son plus grand débouché sans pouvoir s'orienter vers un autre marché. Il est par conséquent important et vital de voir les souhaits des représentants agricoles obtenir satisfaction.

L'agriculture mosellane, après le 13 janvier 1935 et le rattachement politique et économique de la Sarre au Reich hitlérien, ne sera plus jamais comme avant. C'est un marasme économique et social qui

¹⁰⁴ Archives Départementales de la Moselle, Carton n° 308M19, Chambre d'Agriculture de la Moselle, session du 18 novembre 1935.

menace la paysannerie. Progressivement, durant l'année 1935, les agriculteurs du département lorrain voient leur principal marché se fermer à leurs produits qu'ils considéraient pourtant comme indispensables à la Sarre. L'Allemagne nazie préfère acheter ses produits ailleurs qu'à son "ennemi héréditaire", et consomme davantage "d'Ersatz" que de bons aliments frais de la ferme.

Au grand dam des journalistes messins de langue française, les Mosellans se divisent entre le monde industriel et commercial et le monde agricole. C'est dans la désunion et l'absence de solidarité et de complémentarité que les représentants socio-économiques du département veulent faire face à la situation de crise pourtant prévisible et si peu sérieusement envisagée avant 1935. Sans prendre parti pour les uns ou les autres, nous pouvons tout au moins en conclure que le résultat de ces litiges se fait ressentir dès la fin de l'année 1935 et l'échec des négociations franco-allemandes.

II. Les grands industriels et commerçants face à la crise de janvier 1935.

Les relations commerciales et industrielles entre la Moselle et la Sarre étaient avant 1935, très denses, les deux régions étant fortement industrialisées. Le résultat du référendum du 13 janvier va apporter des bouleversements dans les échanges, mais comme nous allons le constater, les commerçants et industriels mosellans n'abordent pas du tout le problème de la même manière que les agriculteurs. Leurs intérêts ne sont pas similaires.

Auparavant, il faut signaler que dès 1934 des difficultés de paiement sont apparues. Les industriels français sont placés dans l'impossibilité d'obtenir de l'office de compensation franco-allemand le règlement de leurs exportations¹⁰⁵.

¹⁰⁵ Archives Départementales de la Moselle, Carton n° 308M19, rapport du sous-préfet de Thionville au préfet de la Moselle, 7 novembre 1934.

D'une manière générale, la situation des sociétés exportatrices en Allemagne s'est très fâcheusement ressentie de l'accord de compensation de l'été 1934 (accord de clearing). Jusqu'à cette date, ces sociétés (principalement métallurgiques) qui achetaient en Allemagne la majeure partie du coke métallurgique qui leur était nécessaire et qui y vendaient leurs productions, effectuaient elles-mêmes la compensation de leurs créances et de leurs dettes, qui ne laissait qu'un solde assez faible.

Ce régime a disparu, les sociétés métallurgiques lorraines ont été mises dans l'obligation de payer leurs fournisseurs allemands en versant les fonds à la SICAP, organisme constitué pour débloquer les créances des banques françaises en Allemagne, et doivent s'adresser à l'office de compensation de Paris pour obtenir le règlement de leurs créances. Or, par suite des lenteurs de cet organisme, et surtout du renversement de l'équilibre des échanges commerciaux dont nous avons parlé (page 91), les sociétés exportatrices attendent encore le règlement de leurs créances du mois de juillet 1934¹⁰⁶.

Plusieurs sociétés se trouvent de la sorte avoir un découvert considérable qui pèse sur leur trésorerie¹⁰⁷. C'est ainsi que des chiffres officieux et donc non vérifiables sont annoncés. Par exemple, la Société Nord et Lorraine aurait un découvert de 27 millions de francs et la Société Métallurgique de Knutange, d'une dizaine de millions. Ces entreprises craignent même de ne pouvoir recouvrer intégralement leurs créances, étant donné que l'office de compensation serait fin 1934, en déficit de plus de 300 millions de francs.

Malgré cela, toutes ces entreprises hésitent à ralentir ou à cesser leurs exportations vers l'Allemagne, parce qu'elles redoutent que du jour où elles n'utiliseront plus le contingent que leur assure la convention franco-allemande de 1923 (3,75 % de la consommation intérieure allemande), cet accord ne devienne caduc. Elles se trouvent donc dans une

¹⁰⁶ Cette information contredit les écrits du *Lorrain* du 13 novembre 1935, qui stipulaient que le système de Clearing favorisait les remboursements aux industriels (voir page 92). Une année sépare tout de même les deux affirmations.

¹⁰⁷ Archives Départementales de la Moselle, Carton n° 308M19, rapport du sous-préfet de Thionville au préfet de la Moselle, 7 novembre 1934.

situation très difficile, obligées de livrer des produits qui ne seront pas payés avant des mois et peut-être pas dans leur totalité.

Certaines firmes, cependant, ont pu échapper aux inconvénients de cette situation.

Grâce à une clause de l'accord de compensation, la société de Wendel, qui possède en Allemagne des sociétés filiales (mines de charbon) a pu aménager un service interne de compensation qui évite tout règlement international. Ses clients allemands s'acquittent directement auprès de ses filiales. La Société Lorraine Minière et Métallurgique, gérée par les Aciéries de Longwy, et qui souffre d'un gros découvert, cherche à s'engager dans la même voie, grâce au fait qu'elles possèdent en Allemagne la mine Karl Alexander.

Le vote de 1935 a lieu alors que les relations commerciales et industrielles entre les deux pays sont importantes mais difficiles. Le résultat de la consultation en Sarre ne reste pas sans effet et immédiatement les industriels, commerçants et artisans mosellans vont élaborer une nouvelle stratégie en fonction de leurs intérêts propres.

1. Les sidérurgistes et le vote du 13 janvier 1935.

Les sidérurgistes se montrent très émus au lendemain du vote par une sorte de propagande, qui se fait jour dans la presse et dans les sphères gouvernementales, demandant qu'après le retour du territoire de la Sarre au Reich, les produits sarrois continuent à jouir du statut précédent, leur permettant de pénétrer en France sans payer de droits de douane.

Cette politique est qualifiée par le Groupement Mosellan des Marchands de Fer, de politique << **intéressée et criminelle** >>¹⁰⁸. Depuis l'armistice, les trois départements recouvrés, et en particulier la

¹⁰⁸ Archives Départementales de la Moselle, Carton n° 308M19, coupure de presse du 22 janvier 1935, "Une lettre du groupement des Marchands de Fer au Président du Conseil".

Moselle, ont souffert de la proximité de la trouée de la Sarre, qui favorisait les infiltrations de marchandises allemandes dans toute la région.

Les Sarrois ont demandé par patriotisme leur rattachement au Reich, il faut maintenant qu'ils en subissent les conséquences. Il n'y a plus aucune raison de leur accorder des faveurs qui léseraient au plus haut point les intérêts des populations françaises. Il faut être vigilant. La crise se fait sentir avec acuité et le chômage s'accroît, réduisant nombre de salariés à la misère. << **Nous ne pouvons admettre que notre main-d'oeuvre nationale soit sacrifiée à celle des Sarrois** >>.

Le groupement mosellan demande à ce que la frontière économique coïncide avec la frontière politique et qu'en conséquence les produits rentrant en France par la Sarre, acquittent, comme les autres produits en provenance d'Allemagne, les taxes douanières françaises. Cette barrière, est-il encore précisé, n'empêchera pas les échanges, mais permettrait, tout au contraire, de faire aboutir des négociations profitables à l'économie nationale.

La question sarroise soulève un autre problème : l'établissement de sociétés sarroises et allemandes dans la région mosellane.

La fixation de ces éléments << **douteux** >>¹⁰⁹ dans la région frontière entraînerait de multiples inconvénients, tant au point de vue économique que sécuritaire. Un tri très sérieux devrait être effectué et il serait souhaitable d'interdire à des entreprises sarroises et allemandes, ainsi qu'à des maisons dont le capital est en grande partie étranger, de se fixer à moins de 100 kilomètres de la région fortifiée.

Les industriels mosellans réagissent avec vigueur et tentent de profiter des événements politiques et des modifications territoriales pour évincer la concurrence industrielle sarroise et allemande. Fort habilement et arguments à l'appui, les métallurgistes lorrains veulent sortir renforcés

¹⁰⁹ Archives Départementales de la Moselle, Carton n° 308M19, coupure de presse du 22 janvier 1935, "Une lettre du groupement des Marchands de Fer au Président du Conseil".

de la crise. La "trouée de la Sarre", si pratique pour introduire des produits allemands, doit disparaître. Les intérêts des agriculteurs ne sont nullement évoqués ou pris en compte. C'est une vision corporatiste, bien sûr, mais pouvait-il en être autrement dans cette période de récession économique, de chômage, de pauvreté ? Les professionnels du fer ne voient pas la question dans sa globalité, mais en fonction seulement de leurs intérêts financiers et commerciaux, ce qui reste bien sûr compréhensible.

2. Les difficultés des commerçants mosellans en 1935.

La concurrence sarroise touche également les petits commerçants. Le 24 juin 1934, 75 à 80 délégués de diverses associations de commerçants de l'Est et du Nord-Est du département, tous affiliés à la Chambre de Commerce de la Moselle, ont tenu sous la présidence de Paul Muller (secrétaire de la section de Sarreguemines de la Chambre de Commerce), une réunion pour protester contre la concurrence du commerce sarrois¹¹⁰. D'autre part, des résolutions ont été prises pour dénoncer le << **favoritisme fait au profit de la Sarre, au détriment de l'économie nationale, du commerce et de la moyenne industrie mosellane** >>. Des vœux sont émis, comportant trois objectifs. Les commerçants souhaitent que les nouveaux accords franco-allemands en cours de discussion, soient conclus au mieux des intérêts des commerçants frontaliers français. De plus, la frontière politique qui suivra le 13 janvier 1935 devrait représenter la nouvelle frontière douanière. Quant à la période de transition économique, elle ne devrait pas durer plus d'un an¹¹¹. Il est clair que les commerçants veulent voir au plus vite, s'instaurer une frontière économique et douanière entre la Sarre et la Moselle. Ceci limiterait l'entrée massive de produits sarrois et allemands dans le département. En outre, les milieux commerciaux de la frontière redoutent, après le plébiscite, une véritable << **invasion de réfugiés**

¹¹⁰ Archives Nationales, Carton n° F7 13038, rapport de police du Commissaire spécial de Sarreguemines au Directeur de la Sûreté générale, 2 juillet 1934.

¹¹¹ Archives Nationales, Carton n° F7 13038, rapport de police du Commissaire spécial de Sarreguemines au Directeur de la Sûreté générale, 2 juillet 1934.

sarrois, qui viendraient grossir l'affluence des exilés politiques allemands et créer une concurrence périlleuse pour les industries et commerces locaux >>¹¹². De manière plus générale, l'opinion publique mosellane réclame un contrôle rigoureux des permis de séjour des étrangers, et proteste contre les naturalisations qu'elle estime trop nombreuses, des Sarrois en particulier¹¹³.

Un des principaux problèmes relève de la présence d'environ 5 000 Sarrois, habitant la Sarre et venant travailler quotidiennement en France ! L'argent qu'ils gagnent est dépensé en Sarre ; en outre, ils ne paient pas d'impôts en France. La solution résiderait dans l'interdiction à cette tranche de population, de travailler dans le pays¹¹⁴. Les commerçants portent lourdement les conséquences du fait que ces ouvriers achètent uniquement en Allemagne. De plus, il leur serait profitable de voir les Sarrois naturalisés Français (environ 1 500) embauchés par les sociétés houillères de Sarre et Moselle, de Wendel et de la Houve. Ceci permettrait une nouvelle recette, non seulement pour les communes qui profiteraient des impôts payés par ces ouvriers, mais aussi aux commerçants locaux qui verraient leurs ventes en profiter. **<< Il serait inadmissible d'envoyer ces Français dans d'autres bassins houillers, ou en Bretagne >>**, déclare le député Victor Doebélé. Ces Français donnent toutes garanties au point de vue national, car ils ont lutté désespérément en Sarre durant des années pour la cause française, alors que les Sarrois venant travailler en France, ont commencé une propagande anti-française [par tracts et verbalement] en réclamant pour l'Alsace-Lorraine, un référendum. Il s'agit d'une propagande hitlérienne dangereuse, met en garde l'élu mosellan.

C'est à la fois dans un but économique et de sécurité nationale qu'intervient le député Doebélé. Le licenciement de 5 000 Sarrois travaillant en France aiderait les commerçants et donnerait plus d'assurance et de garantie à la sécurité du territoire.

¹¹² Archives Nationales, carton n° F7 13027, rapport de la Préfecture de la Moselle à la Direction Générale de la Sûreté Nationale, 4 juin 1934.

¹¹³ Archives Nationales, carton n° F7 13027, rapport de la Préfecture de la Moselle à la Direction Générale de la Sûreté Nationale, 4 juin 1934.

¹¹⁴ Archives Départementales de la Moselle, Carton n° 308M19, lettre du député de la Moselle V. Doebélé, 28 janvier 1935.

Le 22 janvier 1935, les représentants des associations de commerçants des villes frontières (Sarreguemines, Saint-Avold, Creutzwald, Boulay, Bouzonville, Sarralbe, Merlebach, Freyding, Carling...), sont réunis à Forbach en présence d'un membre de la Chambre de Commerce de la Moselle, Marcel Kahn, et d'un membre de la Chambre des Métiers, Eugène Bach. Au cours de cette réunion, avalisée par les Chambres professionnelles, est votée à l'unanimité une résolution demandant diverses mesures à l'encontre du commerce sarrois.

Le petit trafic frontalier doit être réglé sur la nouvelle frontière franco-allemande, les créances des petits commerçants français sur des sarrois devraient être réglées avant le retour de la Sarre à l'Allemagne (date officielle : 1^{er} mars 1935).

Rejoignant l'opinion du député Doebblé, les commerçants réclament l'embauche de chômeurs français au détriment des Allemands même possesseurs de cartes frontalières. La durée maximale de séjour en France de ces derniers serait réduite à une journée, probablement afin d'éviter la venue de commerçants ou négociants. D'ailleurs, allant encore plus loin dans ce domaine, il est demandé aux pouvoirs publics de ne pas délivrer de permis de séjour aux commerçants, artisans et colporteurs allemands dans les trois départements recouverts.

Enfin, toujours pour éviter la concurrence sarroise, les commerçants frontaliers souhaitent éviter l'établissement d'un accord douanier spécial pour les produits sarrois. Les négociations en cours en vue des accords économiques franco-allemands ne devront pas permettre l'entrée en France de produits artisanaux et commerciaux allemands et sarrois. Les commerçants sont, avec cette revendication, en pleine entente avec les grands industriels mosellans. Il s'est constitué, dès après le 13 janvier, un front industriel et commerçant dont les intérêts économiques communs vont à l'encontre des intérêts agricoles. D'où la lutte engagée entre les différentes professions.

3. L'action de la Chambre de Commerce de la Moselle.

Suite aux accords franco-allemands de février 1935, relatifs aux échanges commerciaux franco-sarrois, introduisant un contingentement pour les produits industriels et artisanaux sarrois entrant en France, la Chambre de Commerce de Metz a effectué une étude auprès des industries mosellanes qui s'estiment lésées par ces accords.

La Chambre de Commerce, en prévision des négociations envisagées, s'était prononcé contre l'octroi de tout contingent en faveur des produits industriels sarrois, ainsi que de toute réduction tarifaire qui n'aurait pas pour compensation des avantages équivalents pour les produits industriels français des industries similaires.

Sur ces deux points essentiels, les accords de février 1935 n'apportent aucune satisfaction. De plus, pour certains produits sarrois, notamment la verrerie, le contingent consenti par la France représente plus de la moitié de la production sarroise. Quel cadeau¹¹⁵!

Cette remarque nous oblige à étudier plus en détail les résultats d'une enquête, publiés dans un rapport soumis aux membres de la Chambre de Commerce en mars 1935.

Quelles répercussions les accords de février ont-ils eu sur le commerce et l'industrie de la Moselle ?

Sur les 100 positions du tarif douanier français pour lesquelles des contingents avec abattements sur les droits du tarif minimum ont été accordés à l'Allemagne pour la période transitoire expirant le 30 juin 1935, une soixantaine intéressent directement la production du département¹¹⁶.

¹¹⁵ Archives Départementales de la Moselle, Carton n° 308M19, Chambre de Commerce de Metz, 16 mars 1935, résumé des délibérations de la séance plénière.

¹¹⁶ Archives Départementales de la Moselle, BA2641, Chambre de Commerce de Metz, les accords économiques franco-allemands des 14 et 21 février 1935, relatifs à la Sarre, et leurs répercussions sur le commerce et l'industrie de la Moselle.

Les renseignements obtenus sont jugés suffisants pour établir la liste des articles dont l'importation ne soulève pas d'objections et celle, bien plus longue, des produits sarrois dont l'importation, grâce à un régime de faveur, a soulevé les protestations des producteurs mosellans qui s'élèvent donc contre une prorogation des accords de février au-delà du 30 juin.

En résumé, il est à remarquer que les contingents accordés à l'importation des produits indiqués ne donnent lieu à aucune réclamation : moutarde, cuirs et outils. Les avis sont partagés en ce qui concerne l'opportunité de l'octroi d'un contingent aux articles suivants : briques, serrures et verres de montres. Sont nettement indésirables les produits sarrois suivants : gobeletterie de verre ou de cristal, faïences, chaussures, cuisinières et réchauds, articles de ménage, constructions métalliques, ouvrages en fonte ou en cuivre, vis, boulons, clés, meubles, bières, confitures et confiseries, céramiques....

En ce qui concerne les relations commerciales de la zone frontalière, il est à noter que les ressortissants de la Chambre de Commerce de Metz, se plaignent amèrement des sévices exercés par les services de surveillance allemands. La convention franco-allemande du 25 avril 1929 réglant le trafic frontalier est en théorie appliqué depuis le 1^{er} mars 1935 sur l'ancienne frontière franco-sarroise. En réalité, il n'en subsiste rien. Les quelques rares frontaliers sarrois qui se risquent dans les localités françaises pour y acheter quelques menus objets de consommation courante, sont rudoyés à leur retour en territoire allemand ; les marchandises achetées en France sont confisquées et leurs porteurs frappés d'amendes très élevées. Au surplus, l'exportation de devises étant strictement réglementée et contrôlée (voir page : 71), les Sarrois sont matériellement dans l'impossibilité de se livrer à des dépenses en territoire français. Les commerçants de la région frontalière constatent avec regret qu'aucune mesure analogue n'a été prise pour restreindre les achats effectués de l'autre côté de la frontière par des habitants de la Moselle¹¹⁷.

¹¹⁷ Archives Départementales de la Moselle, BA2641, Chambre de Commerce de Metz, les accords économiques franco-allemands des 14 et 21 février 1935, relatifs à la Sarre, et leurs répercussions sur le commerce et l'industrie de la Moselle.

Considérant la question des houillères et de la métallurgie, la Chambre de Commerce clarifie la situation.

Les houillères françaises, à quelque région qu'elles appartenissent, étaient naturellement unanimes à demander que le contingent sarrois fut aussi réduit que possible, espérant que l'élimination d'une partie du tonnage sarrois permettrait de réduire le chômage dans les mines françaises¹¹⁸. Elles considéraient d'ailleurs que si l'on appliquait, pour la détermination du contingent réservé aux houillères de la Sarre, les principes ayant servi à la détermination des contingents des autres bassins miniers étrangers, il en résulterait pour la Sarre un tonnage de beaucoup inférieur au chiffre de 2 millions de tonnes envisagé par le gouvernement français. Néanmoins, c'est ce tonnage qui a été accordé comme contingent. Il place la Sarre dans une situation privilégiée par rapport à tous les autres bassins étrangers, mais malheureusement les << **négociateurs n'ont pas su tirer avantage de cette concession** >>, peut-être dans le domaine agricole, ou alors dans la métallurgie !

En ce qui concerne précisément les échanges de produits métallurgiques, il convient de souligner que la sidérurgie lorraine s'était prononcée formellement en faveur du maintien des échanges. Ses représentants se rendaient en effet parfaitement compte que la fermeture du marché français aux produits métallurgiques sarrois, entraînerait la suppression du contingent lorrain à admettre en Allemagne, en vertu d'une convention passée avec les sidérurgistes allemands en 1927 et approuvée par les deux gouvernements. Après de longues négociations entre les représentants des deux industries intéressées, le gouvernement français donne finalement son agrément à un projet de régime transitoire dont il fixe l'expiration au 31 décembre 1935. Mis au courant de cette décision les représentants des métallurgistes allemands informèrent leurs collègues français qu'un accord ainsi limité dans le temps ne représentait plus d'intérêt pour eux. (Il semble qu'il ne s'agissait que d'un prétexte).

¹¹⁸ Archives Départementales de la Moselle, Chambre de Commerce de Metz, résumé de la séance du 16 mars 1935.

C'est dans ces conditions que les échanges de produits métallurgiques entre la Lorraine et l'Allemagne et entre la Sarre et la France ont été brusquement supprimés, sans grand espoir de les voir reprendre.

La crise économique engendrée au début de l'année 1935 par le retour de la Sarre au Reich ne provoque pas les mêmes réactions dans les différentes catégories socioprofessionnelles mosellanes.

Alors que l'agriculture se doit de conserver, pour sa survie, le débouché sarrois, les grandes industries souhaitent le maintien, mais avec une limitation, des importations allemandes, notamment au travers de la mise en place de droits de douane. Les commerçants réclament, quant à eux, l'arrêt quasi total des exportations sarroises en France. C'est donc divisés, voire même opposés, que les responsables économiques et politiques mosellans tentent de défendre les intérêts du département. Le Conseil général, les Chambres d'Agriculture, de Commerce et des Métiers, et les associations de toutes sortes, rivalisent de protestations, de vœux et de déclarations contradictoires. Beaucoup de fébrilité, pas d'union, une "cacophonie" sans précédent et un sectarisme sans pareil ont mené les relations économiques franco-sarroises à une rupture presque totale à la fin de l'année 1935. Les objectifs allemands sont atteints, la recherche de l'autarcie agricole et industrielle est commencée et l'Allemagne importe les produits qui lui sont nécessaires d'autres horizons européens [Europe Centrale, Europe de l'Est].

En Moselle, ce sont les agriculteurs qui sont les plus touchés, l'industrie modifiant ses habitudes semble mieux s'adapter et les petits commerçants se félicitent de la disparition progressive de la concurrence sarroise et allemande.

La presse mosellane, quant à elle, prise entre les intérêts de chacun, a bien du mal à réaliser cette conciliation pourtant si nécessaire. Comment faire pour opérer et faciliter ce rapprochement des divers agents économiques du département ? Prenant la défense tantôt des agriculteurs, tantôt des industriels ou des commerçants, les journalistes messins prônent l'union, l'entente et un accord avec l'Allemagne ménageant les intérêts des uns et des autres. Seule la *Lothringer-Volkszeitung*, de langue

allemande et proche des intérêts agricoles dénonce unilatéralement et avec véhémence les grands industriels mosellans, soutenus par des hommes politiques influents ne défendant que leurs intérêts¹¹⁹. Finalement, la presse mosellane se déchire, elle aussi !

Les Mosellans sont directement concernés par la politique économique allemande et par le retour de la Sarre au Reich, mais ils sont également atteints par la propagande et l'espionnage nazis sur le territoire mosellan.

La propagande et l'espionnage nazis.

I. *Le Messin*, la propagande et l'espionnage allemands.

1. La propagande dans les territoires recouverts.

Le 16 mars 1933, Léonce Crabbé dans son éditorial du *Messin* << **Les autonomistes à l'université de Strasbourg** >>, dénonce l'infiltration d'agents allemands dans les universités françaises. Depuis la

¹¹⁹ *Die Lothringer-Volkszeitung* , 18 janvier 1935, "Die leiden unserer Landwirtschaft beginnen", ou encore dans le même quotidien le 24 janvier 1935, "Der Absatz unserer landwirtschaftlichen Erzeugnisse im Saargebiet".

guerre, explique-t-il, les universités allemandes se sont mises au service de la propagande politique du Reich, elles forment des étudiants qui sont envoyés ensuite à l'étranger avec des missions précises. Ces jeunes intellectuels recueillent des renseignements de tous ordres, politiques, économiques, sociaux, qui, centralisés à Stuttgart, Berlin, Marburg, Kiel et Breslau vont ensuite dans les bureaux du grand État-major. L'auteur a du mal à admettre l'accueil bienveillant, empressé voire complice que trouvent ces propagandistes auprès de certains étudiants alsaciens. Pour remédier à cet état de fait, Léonce Crabbé préconise une épuration sérieuse des facultés strasbourgeoises de manière à préserver les étudiants des contacts dangereux. Il faut rechercher et expulser tous les étudiants étrangers qui se sont signalés par leurs attitudes ou leurs propos anti-français.

D'après Paul Lévy, professeur au lycée Kléber de Strasbourg, le premier des buts du "germanisme à l'étranger" est de veiller à ce que les territoires détachés de l'Allemagne par le Traité de Versailles conservent la conviction que leur séparation du Reich n'est que provisoire¹²⁰. De nombreux exemples en Posnanie, en Silésie, dans les Sudètes et même en Alsace, montrent comment les Allemands procèdent pour faire pénétrer cette conviction dans les masses populaires. Ils utilisent la presse, le cinéma et le théâtre. Les organisations pangermanistes entretiennent un grand nombre d'agents de liaison, surtout dans les provinces cédées en 1919. Ces agents fournissent des renseignements sur la région où ils habitent et transmettent directives, encouragements et subsides aux groupements locaux qui ont à sauvegarder << l'âme germanique >> de la population.

Le Messin condamne également les journaux allemands pangermanistes qui multiplient leurs efforts de propagande pour récupérer une influence en Alsace et en Lorraine.

Le 28 juillet 1933, le journal lorrain reprend les écrits d'une feuille de propagande autonomiste, dont le nom n'est pas cité, qui cherche principalement à influencer les Lorrains : << **Nous ne nous laisserons pas égarer par le fait que c'est Bismarck qui a créé l'Alsace-Lorraine. Pour**

¹²⁰ : *Le Messin*, 7 juin 1933, 2 colonnes, "Le germanisme à l'étranger".

nous, l'Alsace-Lorraine, avec un trait d'union, signifie la région qui va de la frontière suisse à Wissembourg, là où habitent des hommes dont la langue, la pensée, les sentiments, les coutumes, les moeurs, les formes de vie, un cadre économique commun, les séparent de leurs voisins de l'Ouest [la France] >>.

Le Messin réplique que la notion de frontière marquée par la langue est une << **fantaisie autonomiste** >>. La ficelle, qui est véritablement un peu << **grosse** >>, consiste à tenter de diviser les Lorrains en Lorrains français et en Lorrains allemands. Il n'y a pas plus de Lorrains allemands que d'Alsaciens allemands. La Moselle est une, tout comme l'Alsace est une, quelle que soit sa langue, quel que soit son dialecte¹²¹. Le journaliste n'apprécie guère que les nazis se servent de l'Alsace-Lorraine et fassent croire que les trois départements sont en quelque sorte, terres d'élection hitlérienne¹²².

Un article du 3 novembre 1933, paru dans le journal berlinois *Germania* (une page entière) tente de montrer ce que la révolution nationale-socialiste pourrait apporter aux populations alsacienne et lorraine.

D'après cette propagande, visant directement les territoires recouverts, les masses populaires lorraines aspirent à être guidées par un vrai "Führer" allemand. Le collaborateur de la *Germania* écrit que le national-socialisme, en tant que mouvement allemand, a une mission à remplir en Alsace-Lorraine allemande : permettre aux milieux ouvriers et paysans ainsi qu'à la jeunesse, de remplacer << **une bourgeoisie repue, peureuse d'esprit et fortement francisée** >>. De plus, écrit-il, l'hitlérisme repose sur une base nettement chrétienne et le Chancelier Adolf Hitler a reconnu à l'Eglise, par le Concordat, plus de droits et de garanties que tout autre gouvernement, de la sorte << **en s'appuyant sur lui, la catholique**

¹²¹ : *Le Messin*, 28 juillet 1933, "Un outrage aux Lorrains", signé "G".

¹²² *Le Messin*, 9 novembre 1933, "L'Alsace-Lorraine allemande aspire au régime hitlérien", tiré d'un article de la *Germania*, 1^{re} page, 2 colonnes.

Alsace-Lorraine pourrait y puiser une force nouvelle pour organiser son existence dans le sens chrétien [...] >>¹²³.

La rédaction du *Messin* ne dramatise pas. Seuls les hitlériens lisant ces lignes risquent d'y porter crédit, c'est le principal danger que comportent ces << élucubrations >>. << **On ne peut toutefois s'empêcher de déplorer que la vérité soit ainsi violentée** >>. Elle précise, avec fermeté, qu'en Moselle personne ne veut d'Hitler, << **exception faite de quelques hurluberlus autonomistes ou autonomisants** >>¹²⁴. Elle constate qu'Adolf Hitler, dans ses discours, se désintéresse des trois départements, ce qui n'est pas le cas de son ministre de la Propagande Joseph Goebbels.

La population mosellane, dès la première année de pouvoir nazi est avertie du risque qui pèse sur le département. Avisé, *Le Messin* reste attentif à toute tentative d'incursion nazie en Moselle. Ainsi, par exemple, lorsqu'en 1935 le gouvernement du Reich entre en contact avec Paris en vue de l'installation d'un consulat allemand à Nancy, Paul Bourson réagit vivement¹²⁵.

Un consulat devient facilement un centre de propagande. Est-ce dans cet objectif que les autorités allemandes veulent l'installer à Nancy, (proche de Metz et des fortifications françaises) se demande le journaliste ? La création, dans une ville lorraine et aux portes de l'Alsace, d'un tel organisme est indésirable tant que ne se ralentira pas, entre autres, le zèle des espions qui sévissent en Moselle. Il est d'ailleurs fait grand cas de l'espionnage, dans les articles du *Messin*.

¹²³ *Le Messin*, 9 novembre 1933, "L'Alsace-Lorraine allemande aspire au régime hitlérien", tiré d'un article de la *Germania*, 1^{ère} page, 2 colonnes.

¹²⁴ *Le Messin*, 9 novembre 1933, "L'Alsace-Lorraine allemande aspire au régime hitlérien", tiré d'un article de la *Germania*, 1^{ère} page, 2 colonnes.

¹²⁵ *Le Messin*, 24 octobre 1935, "Un consulat du Reich à Nancy ?", Paul Bourson.

2. L'espionnage nazi.

Des cas d'espionnage militaire sont en effet relatés dans ses colonnes. Le 30 août 1933, par exemple, en première page (sur deux colonnes) s'étale l'histoire d'un ingénieur français livrant aux Allemands des plans de fortifications de la frontière lorraine. Le journal expose qu'il n'y a rien d'étonnant à ce que de nombreux espions se soient abattus sur toute la région étant donné le nombre important de forts construits pendant les dernières années. Ces fortifications sont conçues suivant des données nouvelles, << **c'est une ceinture qui sera d'une extraordinaire puissance** >> écrit le quotidien messin. La surveillance policière a été considérablement renforcée dans toute la région.

Le journal de la rue des Clercs indique ensuite, dans le même article, qu'en deux ans il y a eu 53 affaires d'espionnage où les espions ont été effectivement pris et jugés à huis clos. Il y aurait, d'après les sources du journal, une lutte sourde entre les services spéciaux français et les services d'espionnage allemands. Le quotidien reste cependant modéré, peut-être par souci de discrétion s'agissant de la Défense Nationale. Ceci ne l'empêche pas de réclamer davantage de moyens. En mai 1938, il indique que dans la dernière année, les affaires d'espionnage se sont multipliées¹²⁶. Il faut qu'une loi permette aux tribunaux une plus grande sévérité envers les espions. Il n'est pas admissible que les espions condamnés en France ne restent que quelques années en prison, alors que dans d'autres pays on applique des peines autrement sévères. Le nouveau gouvernement d'Édouard Daladier, préoccupé par cette recrudescence de l'espionnage, envisage de prendre un décret-loi qui aggraverait les peines punissant ce << **crime** >> et qui contiendrait même des dispositions susceptibles d'entraîner la peine de mort. Cette mesure irait dans le sens souhaité par *Le Messin*. << **Quant on en aura raccourci quelques-uns, cela donnera certainement à réfléchir à d'autres** >>¹²⁷. *Le Messin* se félicite par ailleurs de la nomination de

¹²⁶ *Le Messin*, 7 mai 1938, "Ceux qui travaillent pour le Reich", 1^{ère} page.

¹²⁷ *Le Messin*, 7 mai 1938, "Ceux qui travaillent pour le Reich", 1^{ère} page.

40 commissaires et inspecteurs dans les régions frontalières, et en appelle d'autres.

La rédaction du journal de Frédéric Certonciny craint l'espionnage allemand en Moselle. Celui-ci semble intense. Les fortifications du département sont d'un grand intérêt pour l'armée du III Reich. Les journalistes du *Messin* le savent et s'en inquiètent.

En 1935, estime Frédéric Certonciny, l'Allemagne dispose de 2 500 agents environ et de 20 000 indicateurs de la police secrète d'État. La Reichswehr possède sa propre organisation d'espionnage et le ministre Joseph Goebbels ses bureaux de propagande. De plus, le parti nazi dispose de 400 groupes locaux à l'étranger, et, toujours d'après les sources du *Messin*, le Front du Travail allemand en a 1 000¹²⁸. À cela se rajoutent de nombreuses associations qui dépendent soit de l'Office de politique extérieure d'Alfred Rosenberg, soit des organisations de mutilés de guerre.

L'importance de ces moyens à l'étranger est, pour Frédéric Certonciny, la preuve que la persécution des réfugiés allemands sur le sol français ne peut être qu'une de leurs tâches. << **Il serait ridicule** >>, affirme-t-il, << **de lancer des corps d'armée d'agents contre un petit nombre de réfugiés même s'ils manifestent une grande activité politique** >>. Les émissaires du III Reich à l'étranger, ont des missions beaucoup plus savantes. Ils doivent gagner au national-socialisme la population de langue allemande des pays étrangers et la préparer à l'annexion. Ils doivent aussi espionner les secrets de la défense des puissances étrangères et occasionner des difficultés intérieures aux adversaires présumés de l'Allemagne dans une prochaine guerre. Leur mission générale est de servir la politique extérieure du Reich dans une vaste propagande nazie.

Le directeur du *Messin* n'est pas dupe. Comme ces exemples l'ont montré, il saisit à la perfection les moyens de propagande et

¹²⁸ *Le Messin*, 15 septembre 1935, "Pendant que les délégués discutent à Genève... Goebbels intensifie sa propagande", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne ½. Photographie de Joseph Goebbels.

d'espionnage nazis. Il s'en méfie, reste vigilant et juge à sa juste valeur l'ampleur des capacités allemandes dans ces domaines.

Outre la propagande dans les universités, l'espionnage, et la recherche d'information sur les fortifications françaises, *Le Messin* s'inquiète de la propagande allemande en Afrique du Nord¹²⁹. Frédéric Certonciny développe le point de vue que toutes les grandes Nations ont depuis un siècle pour objectif l'Afrique, où la France a su acquérir des territoires splendides. Une puissance de la taille du Reich, ne peut se désintéresser du Maroc, par exemple, qui représente une si grande valeur stratégique et démographique pour un pays comme la France, dans lequel il y a une faible natalité. << **Nous avons su les coloniser, mais saurons-nous les garder avec notre politique faible et chancelante ?** >>.

3. La propagande du Reich à destination du monde colonial.

Depuis quelques temps, note Frédéric Certonciny, l'Allemagne essaie, au prix d'énormes sacrifices financiers, de prendre pied dans les îles Canaries. Ce bel archipel constitue par sa situation géographique un observatoire tout à fait remarquable. C'est sur la petite enclave espagnole d'Ifni, au pied de l'Anti-Atlas et en face des Canaries que l'Allemagne active sa propagande.

Le directeur politique du *Messin* soupçonne les Allemands de vouloir y installer une base militaire, dont le principal objectif serait l'Afrique. Ifni est au bord de l'Atlantique et en plein territoire du protectorat du Maroc méridional. La raison décisive pour laquelle les îles Canaries ont été choisies comme centre allemand d'agitation près de la Méditerranée, est que de là, on peut contrôler les déplacements et

¹²⁹ *Le Messin*, 13 décembre 1934, "La propagande allemande est trop active en Afrique du Nord", Frédéric Certonciny, Éditorial 1^{ère} et 3^{ème} pages.

transports de troupes le long de la côte africaine¹³⁰. En cas de guerre, se demande Frédéric Certonciny, ne serait-il pas facile d'empêcher le transport des troupes coloniales vers l'Europe, et, en étant en possession du système de transport, ce qui n'est qu'une hypothèse, d'équiper les tribus arabes en matériel de guerre. Les autorités allemandes envisageraient, en effet, de soulever, le cas échéant, les autochtones contre la domination française, en faisant miroiter à leurs yeux des possibilités d'indépendance.

Tout au long de la période, la propagande du Reich portant sur les colonies fait l'objet d'une attention particulière du *Messin*. Il semble que l'Allemagne ait l'intention d'exercer une pression diplomatique sur les Empires coloniaux, afin d'en retirer quelque avantage. En juin 1935, une exposition coloniale se tient à Fribourg en Brisgau. Des manifestations diverses l'accompagnent. C'est principalement ce genre d'action qui agace les Mosellans. À ces occasions, l'Allemagne fait entendre ses revendications coloniales, dénonce le "Diktat" de Versailles. Les discours se succèdent, le moment phare étant généralement l'allocution du général von Epp, ancien colonial et rallié au régime nazi¹³¹. La fibre coloniale est de la sorte maintenue parmi la population allemande.

Pour la presse messine, ce n'est pas sans raison. Paul Bourson ironise sur ces actes de propagande. Cependant, la menace qu'ils font planer sur l'Empire français est prise au sérieux. À titre d'exemple on peut reprendre le discours du général von Epp le 4 décembre 1935 à Hambourg.

L'orateur déclare que les Allemands ne doivent pas oublier leurs compatriotes restés dans les colonies¹³². En 1918, les colonies ont été perdues du fait de la faiblesse des marxistes, des pacifistes et des démocrates. << **Nous ne pouvons enlever des colonies à un autre pays. Le monde entier est confisqué. Mais nous avons un titre droit, net et**

¹³⁰ *Le Messin*, 13 décembre 1934, , "La propagande allemande est trop active en Afrique du Nord", Frédéric Certonciny, Éditorial 1^{re} et 3^{ème} pages.

¹³¹ *Le Messin*, 21 juin 1935, "L'Allemagne réclame le Tilleul colonial", Paul Bourson.

¹³² *Le Messin*, 14 décembre 1935, "Le général von Epp réclame pour le Reich toutes ses anciennes colonies", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

catégorique sur nos anciennes colonies >>, s'écrie le propagandiste colonial. Une fois les colonies récupérées, l'Allemagne aurait des matières premières non négligeables (graisses, cuivre, étain, cacao, thé, coton, café). Le mot d'ordre serait << **pain et travail pour tous les Allemands** >>, et ce serait la fin de la politique impérialiste du Reich.

Frédéric Certonciny ne s'attarde pas sur le bien fondé de ces revendications, ce qui l'intéresse c'est de savoir comment les colonialistes allemands comptent reprendre leurs anciennes possessions¹³³. Sa conclusion est que la France, tout comme l'Angleterre ne devraient pas cesser d'exercer une surveillance vigilante sur ces projets. La méfiance est la caractéristique principale à avoir dans ce domaine.

4. La question autonomiste.

Le Lorrain reste silencieux sur le problème autonomiste alsacien et mosellan. Les raisons en sont certainement l'essoufflement du mouvement autonomiste à partir du début des années 1930, ainsi qu'une certaine gêne. Peut-être par délicatesse, le journal de Charles Ritz se refuse-t-il à envenimer une situation sans gravité, mais qui, mal interprétée par les Français, serait peu glorieuse pour le département de la Moselle. Sur l'ensemble de la période, *Le Messin* réagit à peu près de la même manière, une exception est seulement à observer.

Lorsque, en juin 1935, l'origine allemande du mouvement autonomiste en Alsace-Lorraine est avouée et confirmée par un journal alsacien, *l'Elsaesser*, la rédaction du *Messin* est en émoi. Ainsi, les dirigeants du "Heimatbund" lancé en 1926 auraient été en relation avec les services officiels de la propagande allemande¹³⁴. Dans les mois qui vont suivre cette annonce spectaculaire, *Le Messin* va publier plusieurs articles portant sur l'autonomisme alsacien et mosellan.

¹³³ *Le Messin*, 14 décembre 1935, "Le général von Epp réclame pour le Reich toutes ses anciennes colonies", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne ½.

¹³⁴ *Le Messin*, 14 juin 1935, "Un aveu attendu", "L'origine allemande du mouvement autonomiste en Alsace et Lorraine", Paul Bourson, 1^{er} page.

Alors que *Le Lorrain* ne se prononce pas sur cette information, *Le Messin* prend la question au sérieux et se lance dans une campagne énergique de dénonciation, avant de s'essouffler au milieu de l'année 1936.

<< Qu'attendent les pouvoirs publics pour sévir contre les traîtres >>, s'exclame Paul Bourson le 26 juin 1935. Le correspondant du *Messin* prend exemple sur le Parquet belge qui retire la nationalité belge aux séparatistes du "Heimatbund" d'Eupen et de Malmédy. Les autorités françaises devraient s'en inspirer. La menace autonomiste est présente partout où l'Allemagne peut exercer son influence.

Paul Bourson décrit le mouvement autonomiste breton¹³⁵. Tracts, journaux réclamant l'autonomie, cartes postales, brochures en allemand, fragments de discours d'Adolf Hitler traduit en breton, revues destinées à initier les intellectuels bretons à la culture allemande, rien n'y manque. Les autonomistes bretons, avoue l'auteur, sont plus francs que leurs homologues alsaciens et lorrains. Cependant, reconnaît-il, Rickling, l'abbé Pinck, Antoni et leurs adeptes n'ont jamais été aussi loin. Pour eux, l'autonomie "dans le cadre de la France" suffisait, du moins provisoirement.

Toutefois, les **<< traîtres autonomistes >>** alsaciens, bretons et flamands doivent être traités comme tels et jugés. **<< Quant à nous Lorrains, nous ne cesserons de protester contre l'abus qui est fait de notre terre natale. Il n'y a plus d'Alsace-Lorraine ! Qu'on nous laisse donc tranquilles, une fois pour toutes, avec le trait d'union bismarckien, qui a été effacé en novembre 1918 >>**¹³⁶. D'autres éléments secouent le quotidien de la rue des Clercs. Le journal strasbourgeois l'*Elsaesser*, de tendance autonomiste, ne survit qu'avec peu de publicité et peu de lecteurs. Étant donné ses opinions, un soutien financier allemand semble évident au *Messin*¹³⁷.

¹³⁵ *Le Messin*, 26 juin 1935, "Qu'attendent les pouvoirs publics pour sévir contre les traîtres", Paul Bourson, 1^{ère} et 3^{ème} page.

¹³⁶ *Le Messin*, 26 juin 1935, "Qu'attendent les pouvoirs publics pour sévir contre les traîtres", Paul Bourson, 1^{ère} et 3^{ème} page.

¹³⁷ *Le Messin*, 22 novembre 1935, "L'Allemagne et les autonomistes", "L'argent de Berlin", 1^{ère} page.

En 1936, les journalistes mosellans ne se contentent plus de dénoncer une attitude autonomiste pro-allemande, ils ressentent une menace directe de la propagande nazie. Un centre hitlérien a été créé à Strasbourg¹³⁸. En période de crise économique, la propagande se développe plus facilement, indique Ernest Blanchard. L'exemple de la "Heimatbund" en 1926 est cité. Depuis l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler, certains journaux alsaciens mènent une campagne en faveur de l'Allemagne prospère et heureuse, et au détriment de la France qui s'enfonce dans le marasme économique. L'auteur reprend ensuite dans son intégralité un communiqué, orné de la croix gammée, qui annonce en allemand la création du Front hitlérien alsacien-lorrain. En voici un passage : << **Nous en avons assez des excitations ! Nous en avons assez de ces scènes de guerre le long du Rhin ! Nous voulons nous assurer une manière d'existence raisonnable et acceptable ! Nous voulons bénéficier de nouveau du droit et de la liberté ! Nous voulons la paix et non la guerre ! Heil Hitler ! >>.**

Le Front hitlérien accuse la France. Une France qui veut la guerre, qui oppresse les Alsaciens. Le III Reich, dans ce texte maintient son innocence, sa volonté de paix. Comme toujours, l'Allemagne agressive se montre au travers de sa propagande, pleine de bonnes intentions et pacifique.

II. *Le Lorrain face à la propagande du III Reich.*

1. **Les grandes concentrations nazies.**

Le Lorrain, s'intéresse également à la propagande idéologique à l'intérieur du Reich allemand. Les concentrations énormes se déroulant en Allemagne, sont critiquées : d'où provient l'argent pour transporter, héberger et nourrir des centaines de milliers d'hommes et de

¹³⁸ *Le Messin*, 16 juillet 1936, "Le centre hitlérien de Strasbourg", Ernest Blanchard, 1^{ère} page.

femmes à l'occasion de ces grands rassemblements, alors que l'Allemagne se plaint d'être en plein marasme économique ? De plus, l'esprit qui est insufflé par les multiples discours à la jeunesse en uniforme, inquiète au plus haut point. Prenant exemple d'un défilé de 300 000 gymnastes à Stuttgart, Charles Ritz raconte que parmi les plus applaudis, étaient les gymnastes déguisés en militaires de l'époque du soulèvement prussien contre Napoléon¹³⁹. Les suprêmes applaudissements furent réservés aux athlètes venus de l'étranger, depuis Eupen et Malmédy jusqu'à l'Argentine, en passant par ceux qui représentaient Metz et Strasbourg. En fait, il ne s'agissait que des drapeaux de Metz et Strasbourg, aucune délégation messine ou strasbourgeoise ne s'étant rendue à Stuttgart. Les autorités allemandes ont seulement voulu faire croire aux Wurtembergeois que Metz et Strasbourg ont envoyé leurs drapeaux chargés de pleurs et de regrets. << **C'est de l'histoire à la Frick** >>, écrit le directeur politique du journal, avant de préciser que s'il est un point du Traité de Versailles qui devrait être définitivement acquis, c'est bien celui du retour légitime de l'Alsace-Lorraine à la France.

2. L'Alsace et la Lorraine menacées.

Dans un autre article en date du 22 septembre 1933, Charles Ritz reprend une chronique de Frédéric Bennrath de l'*Alsace Française* portant sur une exposition à Munich consacrée à << **l'Elsass-Lothringen** >>. Le vocable général sous lequel est placée cette exposition est : << **La frontière en danger** >>. Il s'agit de prouver que l'Allemagne est menacée, à la merci de ses voisins.

Dans les documents graphiques, l'Alsace et la Lorraine sont presque toujours considérées comme une unité territoriale. Les cartes, les statistiques, avec ou sans commentaires, sont destinées à renforcer l'impression qu'il s'agit là de régions foncièrement allemandes, arrachées au Reich au mépris de la justice la plus élémentaire. Les Allemands

¹³⁹ *Le Lorrain*, 3 août 1933, "Gens heureux et riches", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page.

regrettent qu'il n'y ait plus d'écoles allemandes en Alsace-Lorraine. Dans le domaine économique, l'exposition démontre que << **l'Alsace-Lorraine a été rabaissée économiquement au rang d'une colonie d'exploitation** >>.

La conclusion que tire l'abbé Ritz est que le gouvernement français ne devrait pas laisser passer sans protester cette excitation officielle de l'opinion allemande contre la France, excitation qui est en même temps une << **insulte** >> au caractère français de la province désannexée et un << **mensonge historique** >>. Enfin, reprenant les écrits de Frédéric Benrath il fait remarquer la prédilection des Allemands pour ce genre d'exposition qui frappe l'opinion << **simpliste d'un peuple grégaire et qui croit volontiers tout ce qu'on lui propose de croire, du moment qu'il s'agit de la grandeur de la plus grande Allemagne** >>. La menace est donc d'importance.

Charles Ritz dénonce également ce que les Allemands appellent le "Deutschtum" : le germanisme à l'étranger¹⁴⁰. Cette << **philosophie** >> germanique a pour ambition de modifier la pensée, la vie, l'action des Allemands, qu'ils se trouvent à l'intérieur ou à l'extérieur du Reich. Ce n'est plus, comme avec le pangermanisme des années passées, un simple groupement des forces allemandes répandues partout, le "Deutschtum" doit rendre les Allemands totalitaires, puis nationaux-socialistes. L'objectif est de leur inculquer la notion de race afin de conquérir le monde.

L'abbé-journaliste s'inquiète encore davantage en apprenant que "l'Institut de Stuttgart pour le germanisme à l'étranger" affirme que 30 millions d'Allemands vivent en dehors des frontières du Reich. Ils comprennent les Allemands en bordure du Reich, séparés par le "Diktat" de Versailles, ceux d'Europe Centrale et Orientale, les Allemands des anciennes colonies et d'outre-mer¹⁴¹.

¹⁴⁰ *Le Lorrain*, 17 mai 1934, "30 millions d'Allemands en dehors de l'Allemagne", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

¹⁴¹ *Le Lorrain*, 17 mai 1934, "30 millions d'Allemands en dehors de l'Allemagne", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

Cette idée nazie de récupérer une population soi-disant germanique entraîne une série d'actions agressives de la part du III Reich. Le directeur du *Lorrain* s'en émeut, surtout lorsqu'elles touchent l'Alsace et la Lorraine. C'est ainsi qu'à plusieurs reprises *Le Lorrain* attaquera les agissements de "l'Association des Alsaciens-Lorrains dans le Reich", c'est-à-dire des << **Allemands d'Alsace-Lorraine rapatriés en Allemagne en 1918** >>, chargés d'entretenir la flamme souvenir pour les << **provinces perdues** >>. Leur deuxième mission est de soutenir dans << **leur lutte pour la culture allemande les frères allemands d'Alsace-Lorraine** >>¹⁴². Le Président de cette association assez active est le docteur Robert Ernst.

Charles Ritz s'inquiète du développement progressif de la propagande touchant l'Alsace et la Lorraine. Non seulement l'Allemagne réarme militairement et moralement, non seulement elle détruit le Traité de Versailles impunément, mais ses revendications territoriales se font de plus en plus pressantes, notamment en ce qui concerne les trois départements recouverts. Les philosophes et scientifiques du III Reich s'y intéressent plus particulièrement. << **Or, il est connu que les professeurs allemands sont, pour ainsi dire, les poseurs de jalons pour les réalisations militaires** >>¹⁴³. L'éditorialiste cite Otto Maul, professeur de Géographie de l'Université de Leipzig qui a publié un livre plus ou moins officiel, intitulé "Frankreich". Dans cet ouvrage, le professeur parle de l'Alsace-Lorraine comme de régions << **germaniques détachées par la force de l'Allemagne mais qui sont pour la France des pays étrangers** >>. Il indique que la situation politique des deux contrées n'est pas définitive. Et Charles Ritz de rajouter que ces idées ne sont pas isolées. << **Cet ouvrage n'est qu'un maillon dans une chaîne serrée qui compose la crise intellectuelle du III Reich** >>¹⁴⁴.

¹⁴² *Le Lorrain*, 5 juin 1934, "Les nouveaux buts de l'Association des Alsaciens-Lorrains dans le Reich", signé "YYY", Éditorial, 1^{ère} page, 2 colonnes

¹⁴³ *Le Lorrain*, 6 juin 1936, "Nos provinces frontières et la politique du nouveau ministère", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 2 colonnes.

¹⁴⁴ *Le Lorrain*, 6 juin 1936, "Nos provinces frontières et la politique du nouveau ministère", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 2 colonnes.

Enfin, une autre arme souvent utilisée par les nazis donne de grands soucis à la direction du *Lorrain*. Il s'agit de la TSF, formidable outil de propagande à la disposition de Berlin. "Fit", un collaborateur sarrois du *Lorrain*, décrit la propagande faite jusqu'à Metz et Strasbourg par le poste de TSF de Sarrebruck¹⁴⁵. Les concerts musicaux sont de qualité, tout comme les speakers et conférenciers. De nombreux "sans-filistes" d'Alsace et de Lorraine déçus par radio Strasbourg écoutent avec ferveur les productions de Sarrebruck. Seulement, de cette manière ils entendent aussi les discours d'Adolf Hitler, ainsi que la propagande selon laquelle existe une communauté de religion, d'idées, d'intérêts entre les populations des marches de la frontière. Le poste de Sarrebruck est en passe de supplanter radio Strasbourg, la propagande encore discrète risque de s'intensifier.

C'est de toutes parts que le régime nazi tente d'agir sur la population de langue allemande du département. Associations, presse, mouvements autonomistes clandestins, TSF, les moyens du III Reich sont nombreux. Passés maîtres dans l'art d'agir sur les esprits, comme cela a été le cas pour la Sarre, en Autriche, lors des campagnes électorales, les propagandistes allemands inspirent méfiance et crainte à la presse départementale. Ceci explique la fébrilité avec laquelle les journalistes mosellans traitent cette question.

3. Le Lorrain et la propagande coloniale nazie.

Charles Ritz, en septembre 1936, explique à ses lecteurs que le congrès de Nuremberg de cette année, est placé sous le signe des revendications coloniales et de la lutte contre le bolchevisme¹⁴⁶. Des colonies n'apporteraient peut-être pas au Reich les matières premières qui lui manquent, mais il lui en faut pour deux raisons principales. << **Tout d'abord,** >> écrit l'abbé-journaliste, << **pour annuler la dernière clause**

¹⁴⁵ *Le Lorrain*, 27 juin 1936, "Une nouvelle forme de la propagande allemande en Alsace et en Lorraine", signé "Fit", Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne ½.

¹⁴⁶ *Le Lorrain*, 17 septembre 1936, "Bolchevisme et colonies", "Une haine et un désir, ce fut le thème de Nuremberg", Charles Ritz, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne ½.

humiliante du Traité de Versailles >>, ensuite, même si la charge financière est lourde pour le gouvernement, le prestige national et la force récupérée l'exigent. << **Pour quelle raison renoncerait-il [le Reich] à l'achèvement de sa reconstitution nationale, au dernier fleuron de sa couronne retrouvée de grande puissance mondiale ? >>**. Le directeur politique du *Messin* n'oublie pas de faire remarquer à ses lecteurs que ce sont la France et l'Angleterre qui ont sous mandats les anciennes colonies allemandes. Des dissensions politiques entre ces deux pays, anciennement alliés, permettraient à Adolf Hitler de reprendre, au moins les colonies retenues par la France. Le gouvernement parisien étant aux mains du Front Populaire, l'Angleterre ne réagirait pas. << **Le "Führer" s'en est sorti avec des clauses autrement importantes des Traités >>**, conclut Charles Ritz.

Le problème colonial est une préoccupation constante du *Lorrain*. Périodiquement des éditoriaux signés Jean Revire ou Charles Ritz apparaissent en première page. La ligne de défense du *Lorrain* face à cette propagande colonialiste, est double. D'une part prouver l'inexactitude des arguments allemands, d'autre part, réclamer que la France défende mieux son Empire.

En 1914, il y avait en tout et pour tout, dans l'Empire colonial germanique 23 952 Allemands¹⁴⁷. 4 000 d'entre eux étaient militaires. Le retour au Reich de ses anciennes colonies n'ouvrirait donc aucun exutoire à sa "débordante" population. << **L'Allemagne y placerait beaucoup moins de monde qu'elle n'a envoyé chez nous de "réfugiés" >>**, écrit Jean Revire.

Après l'argument démographique, la propagande allemande utilise des raisons d'ordre économique. En reprenant les chiffres des exportations à partir des colonies allemandes en 1913, ils représentent peu par rapport au montant total de l'économie du Reich. De plus, comme les pays sous mandats sont placés sous le régime de la porte ouverte, rien n'empêche les Allemands de continuer à y vendre leurs marchandises

¹⁴⁷ *Le Lorrain*, 16 avril 1938, "Pour répondre à l'Anschluss, organisons l'Empire", Jean Revire, 1^{ère} page.

ou de s'y procurer les produits coloniaux dont ils ont besoin. Ainsi, pour Jean Revire, l'intérêt économique pour le Reich, de posséder des colonies, ne tient pas non plus. À tort ou à raison, il estime que le seul objectif allemand est une volonté de prestige.

La France ne peut rester passive face à ce danger potentiel. Elle doit se préparer à un éventuel coup de force dont le Chancelier-Président Adolf Hitler a fait sa spécialité. Paris, regrette Jean Revire, n'a pas assez de navires (voir 2^{ème} partie, "L'armée française face à l'Allemagne (1935-1939)", "I. La flotte française scrutée par la presse mosellane"). << **En cas de conflit avec l'Allemagne et l'Italie, notre flotte cuirassée, [...], serait incapable de nous assurer la maîtrise de la Méditerranée et la libre disposition de l'Atlantique, en cas de conflit avec une seule de ces puissances, la partie resterait douteuse** >>¹⁴⁸. Il faut à la France tenir d'immenses lignes de communication et protéger un Empire étendu sur toutes les mers du globe.

La situation maritime française est comparable à la situation militaire de la Grande-Bretagne. Les Anglais ont une petite armée de terre ; elle est insuffisante ; ils ont besoin des forces terrestres françaises pour défendre << **leur frontière du Rhin** >>. Paris a une marine ; insuffisante ; la France a donc besoin de la flotte anglaise pour défendre l'Indochine, Madagascar, l'Afrique du Nord. Cette situation de réciprocité est commode dans les périodes calmes, << **mais elle incite au sommeil, sinon à la lâcheté, et elle est infiniment dangereuse en période trouble, car la force navale ne s'improvise pas** >>.

La propagande nazie réclamant des colonies de peuplement et d'essor économique a donc un effet conséquent sur l'attitude des journalistes du *Lorrain*. La France doit refuser de céder une seule partie de ses possessions coloniales au III Reich. Par contre, une attaque brusquée germanique ou italienne n'étant pas exclue, elle doit s'y préparer. En 1938, elle ne l'est pas. Si Paris n'augmente pas sensiblement les constructions maritimes en prenant des mesures énergiques (fin de la loi des 40 heures

¹⁴⁸ *Le Lorrain*, 14 février 1938, "Un Empire colonial, cela peut se perdre ...", Jean Revire, Éditorial, 1^{ère} page, 2 colonnes.

de travail hebdomadaire dans les arsenaux militaires, par exemple), la France périra. << **Non, parce qu'elle sera assassinée, mais parce qu'elle se sera suicidée [sic] >>¹⁴⁹.**

4. **Le Lorrain et l'autonomisme alsacien-lorrain.**

Le quotidien de l'abbé Charles Ritz ne se préoccupe pas de la question autonomiste dans les années trente. Il estime cette affaire réglée, après les différents procès de 1927 et 1931.

Un seul article paraît en avril 1939 ! René Jager se félicite des mesures décidées en Conseil des ministres et qui tendent à supprimer certains groupements politiques ou culturels qui reflétaient bien plus la mentalité << **prusso-nazie** >> que l'esprit français¹⁵⁰. Il précise tout de même que la suppression des "Elsass-lothringische Jungmannschaften" du docteur Bichler, de "l'Elsässischen Volksbildungsverein" du docteur Roos, et du "Bund Erwin von Steinbach" du docteur Spieser a été, pour les lecteurs, une véritable surprise, en ce sens qu'il a fallu des décrets-lois de suppression pour qu'ils apprennent l'existence de ces groupements. Il eût donc été sage, pense René Jager, de ne pas généraliser, comme l'a fait le Journal Officiel en déclarant que ces groupements antinationaux se sont formés, et donc avaient une influence, dans les trois départements. Les lecteurs français de "l'intérieur", et la presse parisienne, pourraient en conclure << **à la légère** >> que la nazification des provinces recouvrées n'était qu'une question de temps, << **ce qui est une erreur grossière** >>¹⁵¹. Ces groupements étaient complètement inconnus en Moselle et en Alsace. << **L'Alsace est française et la Moselle également. Il faut le dire et le redire, surtout à nos amis de l'intérieur. [...]. La vérité est que la cause française et nationale n'a jamais eu plus brillant avocat et**

¹⁴⁹ *Le Lorrain*, 14 février 1938, "Un Empire colonial, cela peut se perdre ...", Jean Revire, Éditorial, 1^{ère} page, 2 colonnes.

¹⁵⁰ *Le Lorrain*, 29 avril 1939, "Une mise au point", "La dissolution des organisations antinationales dans les départements recouverts", René Jager, 7^{ème} page.

¹⁵¹ *Le Lorrain*, 29 avril 1939, "Une mise au point", "La dissolution des organisations antinationales dans les départements recouverts", René Jager, 7^{ème} page.

recruteur plus intelligent que... Mr Hitler lui-même. Nos gens savent de quoi il retourne dans le III Reich et ne manquent pas de faire la comparaison >>.

III. La presse messine et les congrès nazis de Nuremberg.

L'attitude des journalistes à l'encontre de ces immenses manifestations annuelles à la gloire du national-socialisme, est irrégulière. Tantôt aucune attention particulière n'y est portée, tantôt, au contraire, les démonstrations nazies sont commentées et les analystes politiques tentent d'y trouver des messages, des orientations, des convictions nouvelles de la part du Chancelier-Président Adolf Hitler. Ces grandes "messes", destinées à impressionner les Allemands et aussi les puissances européennes, n'ont peut-être pas dans les colonnes des quotidiens mosellans l'importance qu'elles mériteraient, tant les déclarations et démonstrations de force sont significatives. Les congrès de 1935 à 1937 sont tout de même intéressants, du fait des réactions parfois surprenantes du *Lorrain* et du *Messin*.

Au congrès de 1935, Charles Ritz dans un premier temps, informe des déclarations hitlériennes critiques contre la France, la Russie, les catholiques et les juifs. Le Chancelier a cédé, écrit le directeur clérical, à l'aile radicale de son parti¹⁵². Il a déclaré la guerre à ses adversaires, en annonçant une reprise de la révolution. Il a en quelque sorte donné des gages à l'extrême gauche du nazisme, << **parce que cet extrême gauche constitue la masse de ses adhérents** >>.

Le 17 septembre, un collaborateur de l'abbé-journaliste commente le discours d'Adolf Hitler lors d'une séance du Reichstag. Le maître du Reich a vociféré contre les juifs, les soviétiques, la Lituanie, la

¹⁵² *Le Lorrain*, 12 septembre 1935, "La déclaration de Mr Hitler à Nuremberg annonce une recrudescence de la dictature nazie", Charles Ritz, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne.

presse internationale qui l'accuse de vouloir la guerre¹⁵³. << **A les écouter, on pouvait se demander, très sérieusement, s'il s'agissait d'une réunion d'une assemblée législative, consciente de son rôle envers la Nation, ou d'une de ces séances carnavalesques, telles qu'elles sont organisées dans la période entre le Nouvel-an et la mi-carême dans toute ville allemande qui se respecte** >>. Puis l'auteur précise, non sans une pointe d'ironie, qu'il n'existe plus de règlement législatif en Allemagne. << **Le Reichstag décide à l'unanimité** >>. Par conséquent, il n'y a pas de renvoi des projets à une commission, pas de discussion en séance plénière, pas d'amendement, pas de vote¹⁵⁴.

Le Messin aboutit à la même conclusion. Adolf Hitler a accordé au parlementarisme la place qu'il lui reconnaît : << **quelques minutes de discours, trois lois en peu d'articles, et ce fut tout. Le Reichstag a tout juste le droit de dire Ja** >>¹⁵⁵. Le rédacteur est réaliste, il prend d'ailleurs cet état de fait avec humour et philosophie. << **Un député allemand n'a pas besoin d'user les talons à courir les bureaux et les ministères, où il n'y a pas de "mercredis" réservés aux parlementaires. Un député allemand est libéré du souci d'apprendre des discours par coeur et d'avoir le trac avant de les prononcer. Un député allemand ignore tout du jeu des combinaisons** >>. Le journaliste, en énumérant les "caractéristiques" du parlementarisme allemand, décrit par la même occasion la vie d'un parlementaire français. Le résultat n'est pas vraiment positif !

Enfin, il termine : << **On pense pour lui [le fameux député allemand]. On écrit pour lui. On combine pour lui. Il touche ses émoluments ; il répond aux convocations comme une recrue à la**

¹⁵³ *Le Lorrain*, 17 septembre 1935, "A Nuremberg", "Après la mémorable séance du Reichstag. Diète d'Empire ou séance carnavalesque ?", signé "X".

¹⁵⁴ *Le Lorrain*, 17 septembre 1935, "A Nuremberg", "Après la mémorable séance du Reichstag. Diète d'Empire ou séance carnavalesque ?", signé "X".

¹⁵⁵ *Le Messin*, 18 septembre 1935, "Après Nuremberg", "La formule allemande Foi - Volonté - liberté !".

feuille de route, il se met au port fixe, salue, dit Ja et chante ensuite le "Horst Wessel-lied" >>¹⁵⁶.

Le congrès de 1936 est marqué par une attaque en règle des nazis contre le bolchevisme. Charles Ritz et Frédéric Certonciny, après la victoire du Front Populaire en France, ne manquent pas l'occasion de s'exprimer.

L'abbé Charles Ritz, dans un éditorial, décèle deux buts dans les attaques contre le communisme. D'une part montrer la nocivité et le danger qu'il représente pour les pays d'Europe, d'autre part, que l'Allemagne ne pourra jamais collaborer avec une France qu'elle considère **<< comme un jouet, comme une proie entre les mains de la propagande russe >>¹⁵⁷**. Selon le Reich, il faut constituer un bloc des Nations **<< d'ordre, d'autorité et de volonté >>**, des Nations décidées à résister par la force à l'invasion soviétique. L'Italie est concernée, les pays d'Europe Centrale et de la Petite-Entente également. Seule la France est laissée de côté. Pour *Le Lorrain*, Paris doit avoir une politique forte, marquée, et surtout indépendante vis à vis du bolchevisme et de la propagande de Moscou, **<< car le communisme, c'est la France divisée, c'est la France affaiblie, c'est la France attaquée demain dans ses colonies, c'est la guerre >>¹⁵⁸**.

Frédéric Certonciny décrit également les idées d'Adolf Hitler contre le bolchevisme. L'Espagne et la France sont d'ailleurs visées. Le directeur du *Messin* se demande ironiquement ce que va devenir la paix promise par le Président du Conseil Léon Blum. À noter qu'un seul éditorial est consacré, au *Messin*, au congrès de 1936. Peu d'articles, quelques photographies, sans plus¹⁵⁹.

¹⁵⁶ *Le Messin*, 18 septembre 1935, "Après Nuremberg", "La formule allemande Foi - Volonté - liberté !".

¹⁵⁷ *Le Lorrain*, 17 septembre 1936, "Bolchevisme et colonies", "Une haine et un désir, ce fut le thème de Nuremberg", Charles Ritz; Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

¹⁵⁸ *Le Lorrain*, 17 septembre 1936, "Bolchevisme et colonies", "Une haine et un désir, ce fut le thème de Nuremberg", Charles Ritz; Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

¹⁵⁹ *Le Messin*, 15 septembre 1936, "Le déplacement de Mr Marcel Peyrouton est une mesure inacceptable car le gâchis augmente et Hitler devient menaçant", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 2 colonnes.

Le congrès de 1937 est traité différemment, Charles Ritz soulève une polémique. D'après les sources du directeur du *Lorrain*, ce nouveau rassemblement nazi devait se faire sur le thème de l'unité du pays et de la lutte contre l'Église catholique, une des rares institutions à résister quelque peu à l'emprise hitlérienne. Or, au dernier moment, les dirigeants du Reich auraient finalement opté pour le sujet du travail. Pourquoi ce revirement, demande l'abbé-journaliste¹⁶⁰? Deux raisons lui semblent valables.

Les puissants du III Reich n'ont pas voulu attaquer de front les Églises allemandes, l'Église catholique en particulier. En effet, la réunion des évêques à Fulda s'est terminée sur la décision d'envoyer une délégation d'évêques au Vatican afin de mettre le Saint-Père au courant de la situation religieuse en Allemagne et lui demander d'entériner le plan de résistance arrêté dans le petit concile de Fulda. << **Les fidèles du Reich font bloc, l'ensemble des catholiques est plus solidement uni que jamais. Et cela donne à réfléchir** >>, conclut Charles Ritz. Ce dernier exagère tout de même la capacité de résistance du clergé catholique et de ses fidèles.

De plus, pour la première fois, le corps diplomatique assistera au congrès. Les ambassadeurs de France, d'Angleterre, des États-Unis, des moyennes et petites puissances seront présents à la manifestation nurembergeoise¹⁶¹. Ces circonstances ne fournissaient guère le cadre rêvé pour des sorties violentes et des résolutions décisives contre les Églises, sous le prétexte de conserver ou de développer encore l'unité allemande.

Dans l'ensemble, le sujet du congrès annuel de Nuremberg est peu exploité par les journaux mosellans. Souvent, les commentaires sont ironiques, moqueurs. Il apparaît que la presse considère essentiellement ces défilés, discours et déclarations tonitruantes comme

¹⁶⁰ *Le Lorrain*, 30 août 1937, "Ce sera le congrès du travail", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

¹⁶¹ *Le Lorrain*, 30 août 1937, "Ce sera le congrès du travail", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

des événements touchant à la politique intérieure du Reich. Ce ne sont que des actes de propagande comme le parti nazi en faisait déjà avant son accession au pouvoir. Démonstration de force, grands drapeaux, rassemblements immenses, paroles agressives contre les juifs, les communistes, les démocraties, la presse..., volonté expansionniste, tous ces éléments sont connus depuis des années en Moselle. La presse écrite s'en est faite si souvent l'écho. Ces congrès ne devraient être ni surprenants ni alarmants.

Une autre raison peut expliquer cette discrétion de la presse. D'après la préfecture de la Moselle, l'opinion publique mosellane demeure fortement impressionnée par les échos du congrès national-socialiste de Nuremberg de 1935. Les convoitises menaçantes dirigées vers Memel, la recrudescence de la campagne antisémite et de la lutte contre le catholicisme en Allemagne, inquiètent la population du département¹⁶². Les journaux messins tentent peut-être de minimiser l'importance de l'événement pour amoindrir les craintes des Mosellans. Ces derniers, paradoxalement, éprouvent une totale indifférence à l'égard des fêtes militaires de Sarrebruck où se cristallisent pourtant les aspirations du militarisme prussien¹⁶³. La presse mosellane aurait-elle, dans ce cas, atteint son objectif ?

IV. Les autorités françaises face aux activités allemandes.

Outre la presse locale, les services de police nous fournissent des indications sur les menées allemandes. La Préfecture de police de Moselle, d'après les documents conservés et consultables, ne semble pas avoir d'informations permettant de conclure que la propagande allemande porte ses fruits dans le département. Bien au contraire, les

¹⁶² Archives Nationales, carton F7 13038, Préfecture de la Moselle, Rapport mensuel du 25 septembre 1935.

¹⁶³ Archives Nationales, carton F7 13038, Préfecture de la Moselle, Rapport mensuel du 25 septembre 1935.

résultats semblent minimes, même s'il est à noter quelques agissements anti-français et pro-germaniques. C'est ainsi que, dans un rapport du 13 mars 1933, du commissariat central de la ville de Metz, les autorités font état de propos anti-français exprimés par le tenancier d'un café messin. Ce dernier avait d'ailleurs menacé physiquement un de ses clients, outragé par ses paroles. Pendant l'enquête de police, suite à la plainte déposée par le client patriote, le cafetier aurait déclaré << **Je suis un Allemand et je soutiens les Allemands** >>¹⁶⁴.

Ce type d'incident, apparaissant de manière isolée, ne peut permettre de conclure qu'il s'agit du résultat d'une propagande active de Berlin, dans le département. Cependant, les autorités françaises restent vigilantes en présence des activités nazies.

En avril 1934, le préfet de la Moselle, par circulaire aux sous-préfets, commissaires centraux et commissaires spéciaux, attire l'attention sur certains articles du journal *l'Elsaesser Kurier*, destinés à prouver que l'Allemagne nazie respecte les croyances religieuses catholiques¹⁶⁵.

De plus, le journal reconnu comme autonomisant a deux correspondants en Allemagne, originaires d'Alsace. Son influence en Moselle, si elle grandissait, pourrait devenir néfaste. Le préfet, craignant une recrudescence de la propagande allemande, préconise de redoubler de vigilance.

Le 4 mai, le commissaire spécial de Thionville confirme les écrits du préfet. Il remarque un accroissement de la propagande livresque. En effet, outre les tracts émanant du Fichte-Bund de Hambourg ayant pour but l'abolition du Traité de Versailles et entrant en Moselle par le Luxembourg, les librairies de Leipzig, Dresde, Berlin envoient leurs ouvrages en Moselle. Esch sur Alzette au Luxembourg, est le centre de distribution de ces publications qui ont toutes un caractère pangermain

¹⁶⁴ Archives Départementales de la Moselle, cote 301M70, rapport de police du 13 mars 1933.

¹⁶⁵ Archives Départementales de la Moselle, cote 301M70, circulaire du 7 avril 1934.

affirmé. L'objectif est d'entretenir un état d'esprit favorable à la langue et à la culture allemande¹⁶⁶. Pour l'arrondissement de Thionville le commissaire spécial a dénombré 400 exemplaires de ces ouvrages destinés chaque semaine à des abonnés, ce qui, en somme, ne représente qu'une faible partie de la population.

Pendant l'année 1935, la surveillance policière ne faiblit pas. Le préfet de la Moselle dénonce les Allemands venant en France pour régler des affaires commerciales et qui en profitent pour lier des contacts avec des personnalités ou des groupements politiques français¹⁶⁷.

Les échanges sportifs franco-allemands procurent également des craintes aux services de la préfecture. En effet, les autorités allemandes s'efforcent de leur donner un caractère particulier. Entre autres, les manifestations sportives entre Allemands et population des territoires recouverts **<< perdent facilement le caractère de matches franco-allemands pour celui de rencontres entre deux équipes régionales de langue allemande où le caractère sportif de la réunion ne joue plus qu'un rôle accessoire >>**¹⁶⁸. Le préfet de la Moselle en conclut qu'il ne faut pas favoriser ces compétitions sauf s'il s'agit de rencontres entre équipes nationales française et allemande. Il en est de même des réunions ou camps scouts réalisés en commun avec la "Hitlerjugend". Les jeunes Allemands sont formés au prosélytisme germanique et auraient une mauvaise influence sur leurs "frères de sang mosellans"¹⁶⁹.

Tout comme le commissaire spécial de Thionville, le préfet s'intéresse à la propagande allemande par les livres, brochures et tracts.

Le 15 juin 1935, dans une correspondance au ministre de l'Intérieur, il dénonce la revue *Heimat Briefe Nachrichten Blatt für die Deutschen in aller Welt*, régulièrement introduite dans le département¹⁷⁰. Cette brochure mensuelle de 32 pages, décrit la vie en Allemagne, donne

¹⁶⁶ Archives Départementales de la Moselle, cote 301M70, rapport du 4 mai 1934.

¹⁶⁷ Archives Départementales de la Moselle, cote 301M70, 22 mars 1935.

¹⁶⁸ Archives Départementales de la Moselle, cote 301M70, 22 mars 1935.

¹⁶⁹ Archives Départementales de la Moselle, cote 301M70, 10 mai 1935.

¹⁷⁰ Archives Départementales de la Moselle, cote 301M70.

des nouvelles sur l'art, l'économie, les radios du Reich. Enfin, elle indique comment voyager en Allemagne.

Le 26 juin, les services de la préfecture annoncent au ministre de l'Intérieur, la diffusion via Hambourg et le Luxembourg, d'une brochure de 48 pages, en langue française, destinée à prouver que le désarmement est allemand tandis que le réarmement est français. Y est joint un discours d'Adolf Hitler¹⁷¹. Le nombre de brochures distribuées n'est pas connu, ni la zone de diffusion.

En conclusion pour cette année 1935, il apparaît que la propagande allemande s'est intensifiée et organisée. Les indications précédentes ainsi que la demande faite par le préfet à ses adjoints, d'accroître la surveillance des colis, des voyageurs et démarcheurs allemands, ainsi que des acheteurs mosellans d'ouvrages ou de produits allemands, sont les preuves de la fébrilité des autorités françaises en ce domaine. La pression nationale-socialiste semble s'abattre sur le département.

Quel impact a eu cette recrudescence de la propagande nazie ? Il est faible. En effet, que ce soit au travers de la presse locale ou des rapports de police sur le moral de la population mosellane, il apparaît clairement que les Mosellans, dans leur très grande majorité, se sentent français, sont patriotes et ne souhaitent nullement abandonner la République française pour le III Reich hitlérien.

Enfin, le 16 juillet 1937, le préfet de la Moselle porte son attention sur le "Deutsche Arbeitsfront" (Front du travail allemand) et son émanation en Moselle. Sa mission est de grouper tous les travailleurs du Reich à l'étranger sous le contrôle des autorités diplomatiques¹⁷². En Moselle, la présence la plus importante de cette organisation se situe aux Charbonnages de Faulquemont, où 200 ouvriers allemands sont occupés à des travaux pour le compte des prestations en

¹⁷¹ Archives Départementales de la Moselle, cote 301M70.

¹⁷² Archives Départementales de la Moselle, cote 301M70, correspondance du préfet de la Moselle avec le ministre de l'Intérieur, 16 juillet 1937.

nature. Ils y sont tous affiliés, c'est obligatoire. De plus, ils reçoivent mensuellement la revue *Der Deutsche im Ausland*. Aucune activité suspecte n'a été remarquée par les services de police, mais ils restent attentifs. Malgré le peu d'influence de l'ensemble des activités nationales-socialistes en Moselle, le danger est bien présent, l'exemple autrichien est là pour le rappeler.

Un autre acte de propagande de portée mondiale cette fois-ci, intéresse les Mosellans. Il s'agit des Jeux Olympiques de 1936 qui se déroulent en Allemagne. Transformés par les nazis en une gigantesque opération de propagande, la presse messine reste étrangement sereine.

V. Les Jeux Olympiques de 1936.

Le III Reich a fait des Jeux une victoire du national-socialisme. Ce sont des Jeux politisés et propagandistes. Frédéric Certonciny se place de ce point de vue pour commenter la compétition d'hiver qui a lieu du 6 au 11 février à Garmisch-Partenkirchen. Sa première idée est d'inciter vivement les spectateurs et journalistes français à ne pas se rendre en Allemagne à cette occasion. Ils ne feraient que remplir les caisses nationales-socialistes qui serviront à construire canons, mitrailleuses et autres matériels de guerre¹⁷³ (il s'agit du même reproche que celui fait en 1934). Le directeur du *Messin* insiste sur le fait que le Comité International de Défense de l'Idée Olympique installé à Bruxelles, tente de faire annuler les Jeux de Berlin. Cet organisme a nettement pris parti contre le Comité Olympique International. Frédéric Certonciny le soutient ouvertement dans son action et s'offusque de la visite du comte de Baillet-Latour, Président du Comité Olympique International, au docteur Lewald, Président du Comité Olympique allemand et au "Führer" en personne. Il en est revenu très satisfait et défendant le

¹⁷³ *Le Messin*, 5 février 1936, "Français, n'allez pas au Jeux Olympiques allemands", "Votre argent doit rester en France", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

déroulement des Jeux Olympiques à Berlin¹⁷⁴. C'est principalement ce que dénonce *Le Messin*, qu'une telle manifestation sportive se déroule dans une Allemagne nazifiée. C'est la plus grande compétition sportive mondiale, imprégnée jusque là d'un esprit d'équité et d'égalitarisme. Or les thèses raciales du NSDAP vont à l'encontre des principes de base de l'olympisme. Frédéric Certonciny cite dans un éditorial, Bruno Malitz, directeur des sports des troupes d'assaut (SA) de Berlin. Ce dernier a publié un ouvrage intitulé : "L'esprit des sports dans le III Reich" (1934).

Le directeur du *Messin* a extrait certains passages significatifs. << **Nous ne pourrons jamais oublier que notre activité sportive est basée sur la haine. Des Français, de sales Polonais, des Nègres et des Juifs prennent part à des compétitions sportives sur des terrains allemands, nagent dans des bassins de natation allemand ! Les pacifistes, les catholiques et leurs semblables n'ont pas de place dans notre Patrie allemande. Ils sont pires que le choléra et la syphilis, pires que la faim, la sécheresse et les gaz asphyxiants** >>¹⁷⁵. Pour décourager ses lecteurs de se rendre en Allemagne, l'éditorialiste ne pouvait trouver meilleur exemple ! L'idéologie raciste s'applique même aux activités sportives dans le Reich d'Adolf Hitler.

Frédéric Certonciny donne une preuve supplémentaire, comme si c'était encore nécessaire ; la persécution des catholiques. Ils sont traités, estime-t-il, du point de vue sportif, de la même manière que les juifs. Le directeur rappelle la série de lois allemandes de 1934 et 1935, interdisant aux associations de jeunesse catholique de porter uniformes et insignes, de faire du sport, de camper, ou encore obligeant les fonctionnaires à mettre leurs enfants aux jeunesses hitlériennes¹⁷⁶. L'auteur

¹⁷⁴ *Le Messin*, 5 février 1936, "Français, n'allez pas au Jeux Olympiques allemands", "Votre argent doit rester en France", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne ½.

¹⁷⁵ *Le Messin*, 6 février 1936, "Les catholiques et les juifs ont été exclus en Allemagne de la préparation olympique", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne.

¹⁷⁶ *Le Messin*, 6 février 1936, "Les catholiques et les juifs ont été exclus en Allemagne de la préparation olympique", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne.

touche ici à la fibre religieuse, catholique de la population mosellane, restée sensible aux questions confessionnelles.

Le 7 février, dans un nouvel éditorial, il revient sur les Jeux Olympiques et dénonce une fois de plus le tourisme français en Allemagne. Cette fois-ci, il pose le problème différemment. << **Pourquoi les touristes étrangers deviennent-ils si rares en France ?** >>. Les Allemands, aux Jeux Olympiques vont réussir à donner à chaque spectateur une impression de la puissance nazie ainsi que l'agrément du tourisme en Allemagne. Tous les visiteurs des Jeux deviendront, si peu que ce soit, propagandistes de la cause nazie et c'est bien l'objectif des hitlériens. Les touristes étrangers alléchés par les récits sur l'accueil allemand des Jeux Olympiques se précipiteront en Allemagne pour y dépenser leurs économies. << **Voilà pourquoi l'Allemagne est un gouffre dangereux pour l'économie des pays voisins** >>. Cette lutte contre les devises étrangères entrant dans le Reich par le biais du tourisme, est une constante au *Messin*.

A côté de ces analyses d'ordres politique ou économique, *Le Messin* parle peu des Jeux Olympiques d'hiver ou d'été, seuls les résultats sont donnés, quelques photographies apparaissent, mais il n'y a vraiment aucun engouement pour cette compétition. Il s'agit pourtant d'une période où la presse se fait de plus en plus l'écho des compétitions sportives (football, athlétisme, cyclisme).

Il en est de même au *Lorrain* où Charles Ritz expose toutefois une analyse différente. Les Jeux Olympiques sont pour l'Allemagne, reconnaît-il, l'occasion d'une immense propagande pour << **la paix mondiale** >>¹⁷⁷.

Le Reich hitlérien en profite pour manifester aux Nations du monde entier, représentées par leurs élites sportives sinon politiques, son amour de la paix, son désir de la paix, << **sa mystique de la paix** >>. L'abbé donne plusieurs exemples de discours et de manifestations

¹⁷⁷ *Le Lorrain*, 8 août 1936, "La foi olympique et la paix mondiale", Charles Ritz, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne ½.

officielles du III Reich en faveur de la paix et du rapprochement franco-allemand. Il semble d'ailleurs y porter crédit et une très grande attention. L'idée développée est constamment la même. Si l'Allemagne a réussi une si bonne préparation pour la XI Olympiade, ce n'est pas du tout dans un esprit de lucre, mais parce que l'idéal sportif olympique correspond totalement à l'idéal sportif du national-socialisme, tel que l'a voulu Adolf Hitler ! Or, comme l'esprit olympique est un esprit de paix, l'esprit du Reich est également un esprit de paix. << **Donc, que chacune des 53 délégations accourues à Berlin s'en retourne dans son pays avec cette conviction : le III Reich veut la paix, le "Führer" veut la paix** >>¹⁷⁸. Charles Ritz semble succomber à la propagande allemande. Le journaliste averti, qui se méfie pourtant sans cesse des agissements nazis les plus anodins, baisse sa garde au moment des Jeux Olympiques de Berlin. Peut-être est-ce l'effet de la "trêve olympique" ! Il adopte une attitude conciliante envers le Reich et rend crédible aux yeux de ses lecteurs, la propagande de paix exercée par les organisateurs des Jeux. Son "laisser-aller" tranche avec l'opinion ferme et hostile de Frédéric Certonciny. Ce dernier ne se hasarde d'ailleurs à aucun commentaire pendant les Jeux d'été. Il les ignore, n'y accorde aucune attention. Parallèlement, l'abbé Ritz oublie le réarmement, les persécutions antisémites et anti-catholiques, les lois ségrégationnistes, les violences nazies. Il se laisse bercer par la colombe de la paix germanique.

L'envoyé spécial du *Lorrain* aux Jeux Olympiques, "EDBOR" corrige quelque peu l'attitude de son directeur en faisant allusion au racisme nazi. Il note la série de succès noirs américains dans les courses de vitesse, remettant ainsi en cause les théories raciales nazies¹⁷⁹. Les noirs sont les plus rapides dans ces Jeux, avec le phénomène Owens, gagnant les 100 et 200 mètres, avec Williams vainqueur du 400 mètres et enfin, le << **volant** >> Woodcraft qui enleva le 800 mètres. Ceci dit, le reporter sportif admire également l'organisation de ces Jeux, qui l'a grandement surpris. Les XI Jeux Olympiques sont une réussite incontestable, le succès

¹⁷⁸ *Le Lorrain*, 8 août 1936, "La foi olympique et la paix mondiale", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

¹⁷⁹ *Le Lorrain*, 9 août 1936, "Lettre d'Olympie", "Impressions berlinoises", EDBOR, 5^{ème} page, 2 colonnes.

populaire qu'ils ont rencontré l'atteste¹⁸⁰. << [...] **Il faut reconnaître que ces Jeux sont un coup de maître** >>, écrit-il. C'est l'émerveillement au *Lorrain*, comme dans de nombreux pays européens.

Son concurrent *Le Messin*, ne le suit pas (toujours) dans ce sens. Le 4 novembre 1936, ayant laissé retomber la fièvre olympique et pris du recul par rapport aux événements, Frédéric Certonciny revient sur le sujet. Il porte à nouveau un jugement critique sur l'organisation allemande. Pour ce faire, il s'appuie sur un article d'André Géo dans la revue *Amis des sports*.

Il existait pendant toute la durée des Jeux une confusion permanente entre l'organisation technique et la politique¹⁸¹. Les Jeux sont devenus un instrument de propagande politique. << **La propagande était, en effet, faite d'une manière remarquable. Le stade était toujours comble. Mais la vérité est que les sections nazies étaient constamment prêtes à sauter dans les camions pour aller boucher les vides qui auraient été causés par l'absence de spectateurs** >>. Après chaque épreuve étaient joués le "Deutschland über alles" et le "Horst Wessel-lied", ce qui fait que chaque épreuve des Jeux constituait pour les Allemands un << **Ersatz de perpétuelle victoire** >>. Ces Jeux étaient << **le plus grand truc publicitaire de l'histoire moderne** >>. Pour ce qui concerne la notion de paix, qui rassurait Charles Ritz au *Lorrain*, André Géo écrit que << **la paix, on en parlait tout le temps. Mais on était entouré de soldats du matin au soir** >>.

De même, les nazis avaient promis de ne pas faire de distinction entre les races. Or, note le journaliste, toutes les fois que le noir Owens gagnait une course et s'apprêtait à recevoir son chêne, Adolf Hitler s'éclipsait sans attendre. << **Il y a ainsi des hasards qui, quand ils sont systématiquement répétés, prennent une autre tournure** >>¹⁸². Quant

¹⁸⁰ *Le Lorrain*, 12 août 1936, "Lettre d'Olympie", "Impressions berlinoises", EDBOR, 5^{ème} page, 2 colonnes.

¹⁸¹ *Le Messin*, 4 novembre 1936, "En revenant des jeux ...", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

¹⁸² *Le Messin*, 4 novembre 1936, "En revenant des jeux ...", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

au Comité Olympique International, qui est en principe le directeur et le maître des Jeux, il n'a été vu nulle part, tout comme le comte de Baillet-Latour.

Dans un autre domaine, *Le Messin* indique que les équipes étaient reçues, non par le Comité Olympique, mais par des officiers de l'armée. << **Nous vous saluons au nom de la nouvelle Allemagne** >>, disaient-ils. Les maisons du village olympique portaient des noms tels que la "Marne", la "Somme", les "Ardennes". Le bâtiment "Hindenburg " du village comportait des bas-reliefs militaires. Enfin les athlètes ont été invités à la présentation d'un film "Le sport et l'armée", apologie du sport en tant que préparation à la guerre. << **En résumé, il y a eu un grand vainqueur, c'est Hitler, qui, tous les jours recevait sa médaille d'or** >>¹⁸³.

Cette vision, plus juste, des événements est bien différente de l'aveuglement, volontaire ou pas, de Charles Ritz. L'organisation des Jeux Olympiques de Berlin était bien destinée à une intense propagande nationale-socialiste à destination de l'étranger. Les Jeux ne représentent cependant pas le vrai visage des nazis, en y regardant plus précisément, il n'était pas difficile de déceler leur caractère raciste, autoritaire et militaire. Frédéric Certonciny ne s'est pas laissé tromper.

Après avoir étudié la politique économique et la propagande du Reich, ainsi que leurs conséquences en Moselle, nous allons aborder l'opinion des Mosellans par rapport à la politique strictement intérieure à l'Allemagne. Même si le département n'est pas directement la cible des agissements nazis dans ce domaine, la presse locale observe avec attention la révolution puis l'évolution nazie.

¹⁸³ *Le Messin*, 4 novembre 1936, "En revenant des jeux ...", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

2^{ème} PARTIE.
La politique intérieure allemande.

La prise de pouvoir par les nazis et la mise en place du nouveau régime.

Le 30 janvier 1933, Adolf Hitler, suite aux manipulations politiques de von Papen, est nommé Chancelier par le Maréchal-Président Hindenburg. L'Allemagne se trouve à la veille de la mise en place d'une dictature raciste qui, dès qu'elle le pourra, éliminera non seulement ses ennemis mais également les alliés qui ont amené le parti national-socialiste au pouvoir¹⁸⁴. Sans scrupules, les quelques représentants nazis de ce nouveau gouvernement¹⁸⁵ vont, par la violence, mettre fin aux principes sacrés des droits de l'homme, repris par les législateurs de la République de Weimar¹⁸⁶. La liberté individuelle, l'égalité des citoyens, l'inviolabilité du domicile, la liberté de presse et d'opinion, l'indépendance de la magistrature..., toutes ces conceptions paraissent démodées, voire dangereuses, pour les hommes du parti nazi. Ainsi l'Allemagne de Weimar va disparaître pour laisser place au III Reich hitlérien.

C'est cette révolution nationale (socialiste ?) que nous allons étudier en utilisant les deux principaux journaux de langue française de l'époque : *Le Lorrain* et *Le Messin*, ainsi que la *Lothringer-Volkszeitung*, quotidien de langue allemande.

¹⁸⁴ *Le Lorrain*, 17 février 1933, "Le III° Reich", "En marche vers la dictature raciste", 2^{ème} page.

¹⁸⁵ Hitler, Frick comme ministre de l'intérieur et Goering en tant que commissaire de l'Air et de l'intérieur de Prusse.

¹⁸⁶ *Le Lorrain*, 10 avril 1933, "Autour d'une histoire de pendu", signé LO, Éditorial, 1^{ère} page.

Les Mosellans, toujours sensibles aux événements venus d'outre-Rhin, vivent intensivement au travers de leur presse quotidienne les changements politiques et sociaux allemands. Observateurs tantôt indifférents, tantôt angoissés, ils tentent de comprendre "l'évolution" allemande et ses conséquences aussi bien pour le Reich que pour l'Europe. La presse messine fournit de nombreux articles, détaillés, précis, qui sont précieux pour la recherche et marquent l'intérêt porté au parti nazi.

Ce chapitre se décompose en deux thèmes principaux. Dans un premier temps, l'opinion des journaux mosellans sur les différentes étapes de l'installation au pouvoir du NSDAP jusqu'à la mort du Président Hindenburg en août 1934. Ensuite, l'analyse par les journalistes politiques, du régime mis en place et de son fonctionnement sur l'ensemble de la période.

I. La prise du pouvoir par les nazis. La révolution puis l'évolution. Les Mosellans observateurs attentifs.

1. L'arrivée du nouveau Chancelier.

Adolf Hitler, chef du parti national-socialiste, a accepté le pouvoir le 30 janvier 1933, sinon, il risquait de tout perdre (son parti, son électorat, ses finances)¹⁸⁷. Ses troupes faiblissaient, les succès se raréfiaient. Le nouveau Chancelier n'a fait, selon *Le Lorrain*, qu'accepter ce que von Papen lui a préparé et arrangé. << **C'est le désordre des esprits, de la politique, de la conception de l'État et de toutes les valeurs** >>, qui a amené l'Allemagne et son Maréchal-Président à cette nomination.

¹⁸⁷ *Le Lorrain*, 31 janvier 1933, "Mr Adolf Hitler a formé son cabinet", "Le chaos allemand", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

Selon *Le Messin*, son arrivée au poste de Chancelier constitue pour Adolf Hitler un très grand succès et justifie à la fois sa tactique et son refus opiniâtre de faire partie d'un gouvernement dont il n'aurait pas été le chef. Il fait également remarquer que l'influence nazie en Prusse se trouve assurée par la présence du capitaine Hermann Goering, ministre de l'Intérieur prussien¹⁸⁸. Quant à la dissolution du Reichstag, c'est une << **conséquence logique** >> de la constitution du nouveau cabinet << **Hitler-von Papen-Hugenberg** >>. Le Chancelier est persuadé que de nouvelles élections seront, pour son parti, un succès plus important que ne le fut le résultat du 6 novembre 1932. << **Il bénéficiera du prestige officiel, des avantages que donne à tout parti la possession du pouvoir** >>¹⁸⁹. Le journaliste du *Messin* ne pouvait pas mieux dire. Mais, constatation du quotidien, l'ancien peintre autrichien, naturalisé de fraîche date, ne détient pas de façon réelle et effective les grands leviers de commande : finances, armée, politique extérieure... Il qualifie le poste de Chancelier << **d'honorifique** >> et celui du commissariat de l'Air de << **vague** >>¹⁹⁰. Adolf Hitler est bien encadré et surveillé. << **Tout moyen d'action lui est en somme interdit. C'est le Chancelier carton aux mains de von Papen qui n'a surtout vu dans cette combinaison qu'un moyen d'assouvir sa rancune contre von Schleicher et Hugenberg, le chef des hobereaux, le véritable triomphateur de l'heure** >>. C'est effectivement l'impression que peut donner la constitution du gouvernement, mais *Le Messin* se trompe en tirant ses conclusions. Il est vrai qu'il est difficile de juger la détermination d'Adolf Hitler à sa vraie valeur en février 1933.

En ce qui concerne l'avenir, *Le Lorrain* affirme qu'il est encore trop tôt pour définir avec certitude ce que fera le gouvernement d'Adolf Hitler¹⁹¹. Sa tâche ne sera assurément pas des plus aisées. Dans le domaine économique et social le nouveau gouvernement rencontrera les

¹⁸⁸ *Le Messin*, 31 janvier 1933, "Hitler, chancelier du Reich", 1^{ère} page, 2 colonnes.

¹⁸⁹ *Le Messin*, 2 février 1933, "Hitler a demandé et obtenu la dissolution du Reichstag", 1^{ère} page, 3 colonnes, photographie de Mgr Kaas et de von Schleicher.

¹⁹⁰ *Le Messin*, 30 février 1933, "Le curieux ministère d'Hitler", Éditorial, 1^{er} page.

¹⁹¹ *Le Lorrain*, 1^{er} février 1933, "La succession de Bismarck", "Le ministère d'Hitler s'installe", 1^{ère} page, 2 colonnes.

mêmes difficultés que les gouvernements précédents. D'autre part, la collaboration entre les nationaux-socialistes et les nationaux-allemands n'ira pas toujours sans heurts. Par ailleurs, la question de l'intégration des troupes d'assaut (SA) dans le cadre de l'État, jouera un rôle important dans les rapports entre les deux partis. Il en sera vraisemblablement de même de la question prussienne.

Dans le domaine de la politique extérieure les vues des "alliés de Harzburg" sont assez concordantes. Le maintien aux Affaires Étrangères de von Neurath autorise *Le Lorrain* à penser que rien ne sera changé, provisoirement du moins, au cours de la politique inaugurée en 1932¹⁹².

Au *Messin*, c'est l'inquiétude qui l'emporte. Adolf Hitler est bien celui qui a dit : << **Le premier but à atteindre, est l'anéantissement de la France. Nous disposons pour cette guerre des effectifs de nos compagnies d'assaut et de ceux des casques d'Acier** >>¹⁹³. Ce personnage << **mystérieux** >>, qui a été porté si rapidement de ses origines modestes au sommet de l'édifice politique, a-t-il une volonté, ou est-il un instrument entre les mains de << **puissances occultes** >> (militaires, économiques), qui utilisent sa popularité pour atteindre leurs fins ? "G." penche plutôt pour la seconde hypothèse. Le journaliste admet tout de même, qu'en vérité, personne ne sait ce qui se passera en Allemagne dans les mois à venir. Quelques semaines avant la nomination d'Adolf Hitler, tous les prophètes annonçaient sa fin prochaine. L'homme était à son déclin, son parti en pleine dissolution. << **Et le voilà tout puissant !** >>¹⁹⁴.

Il est vrai que personne ou presque, n'imaginait ce qui allait se passer dans le Reich : l'incendie du Reichstag, les élections législatives du 5 mars 1933, suivies de la Gleichschaltung dans tous les domaines, pour aboutir à la "nuit des longs couteaux" le 30 juin 1934 et à

¹⁹² *Le Lorrain*, 1^o février 1933, "La succession de Bismarck", "Le ministère d'Hitler s'installe", 1^o page, 2 colonnes.

¹⁹³ *Le Messin*, 5 février 1933, "Sous le signe d'Hitler où va l'Allemagne ?", signé "G.", Éditorial, 1^{er} page, 2 colonnes. Photographie de von Schwerin-Krossigk.

¹⁹⁴ *Le Messin*, 5 février 1933, "Sous le signe d'Hitler où va l'Allemagne ?", signé "G.", Éditorial, 1^{er} page, 2 colonnes. Photographie de von Schwerin-Krossigk.

la mort naturelle du Maréchal Hindenburg consacrant la prise définitive et complète du pouvoir par Adolf Hitler. Pendant cette période, les violences sont nombreuses et c'est par la force, la menace et la dissuasion que les nazis vont asseoir leur pouvoir. La presse messine s'en fait quotidiennement l'écho. Les événements s'enchaînent à grande vitesse.

Notre souhait est de déterminer l'opinion générale des journalistes. Cependant, il est patent qu'afin d'éviter lourdeurs et complexités ainsi que d'assurer une lisibilité agréable et cohérente, nous ne restituerons pas tous les événements. Seront seulement traités les incidents et les affaires qui nous permettent de déterminer au mieux les tendances et avis de la presse mosellane. De cette manière, nous aurons atteint notre finalité.

2. Les élections du 5 mars 1933

Adolf Hitler voulait obtenir une majorité absolue pour le NSDAP et le DNVP. À dessein, les SA font régner la violence pendant la campagne, interdisant ainsi toute action ou toute publicité des partis d'opposition de gauche. Cette opposition est réduite à l'impuissance et au silence indique *Le Lorrain*¹⁹⁵. Sa presse n'existe plus, ses chefs de file n'ont aucune occasion d'exposer leurs programmes, tous les moyens de propagande - y compris la TSF - sont monopolisés par le gouvernement en place. Du reste cette opposition est privée de ses chefs principaux qui ont dû fuir à l'étranger. << **Leur dérobade a été franchement lamentable et dans le nombre il n'en est pas un qui se fût senti l'étoffe d'un martyr** >> écrit le journaliste, bien sévère envers les dirigeants de la gauche allemande dont nombreux sont ceux qui sont emprisonnés, maltraités et spoliés.

Une fois les résultats du vote divulgués, *Le Messin* s'insurge. Comme il fallait s'y attendre, la coalition nationale-socialiste et nationale-allemande, a obtenu la majorité. Le Reich reste dominé par des

¹⁹⁵ *Le Lorrain*, 4 mars 1933, "A la veille des élections allemandes", LO, Éditorial, 1^{ère} page.

<< hommes sans scrupules, dont les méthodes se rapprochent de celles des bolcheviques, et qui, de plus, sont un danger pour la paix de l'Europe >>¹⁹⁶. La terreur qui règne en Allemagne a déterminé de nombreux électeurs à voter pour Adolf Hitler, dont la conquête de la majorité a été d'autant plus facile qu'il n'avait pas à tenir compte d'une résistance éventuelle du peuple. Toute liberté de discussion avait été supprimée, les droits élémentaires et naturels des individus complètement abolis, et les partis, même les plus modérés, placés dans l'impossibilité de tenir des réunions électorales et d'organiser leur propagande¹⁹⁷. Adolf Hitler est désormais maître du Reich¹⁹⁸. Il peut prétendre gouverner cette fois non plus par la volonté présidentielle seule, mais par la volonté de la moitié des votants allemands. Il semble clair au *Messin* que les alliés nationaux-allemands du mouvement raciste dans le gouvernement du Reich, Franz von Papen en tête, seront dorénavant réduits au rôle de **<< brillants seconds >>**¹⁹⁹. Ces élections ne sont que **<< comédie >>** et **<< farce >>** puisque, de toute manière, le trio Hitler-Papen-Hugenberg était bien décidé à ne pas en tenir compte au cas où l'opinion du pays leur aurait été défavorable, et à continuer leur politique de terreur qui, selon *Le Messin*, doit conduire l'Allemagne à une restauration monarchique²⁰⁰. Charles Ritz estime, pour sa part, la victoire hitlérienne normale.

Depuis une douzaine d'années, *Le Lorrain* ne cesse de répéter que la politique voulue par **<< l'ensemble du peuple allemand >>** doit fatalement aboutir à une manifestation excessive du nationalisme allemand. Celle-ci a trouvé en Adolf Hitler son expression brutale²⁰¹. Les Allemands, en général, n'ont jamais reconnu leur défaite de la guerre de 1914-1918 et ne veulent plus accepter le Traité de Versailles. Il leur faut

¹⁹⁶ *Le Messin*, 6 mars 1933, "Sous la tyrannie hitlérienne", "L'Allemagne a voté", 1^{ère} page sur 4 colonnes.

¹⁹⁷ *Le Messin*, 6 mars 1933, "Sous la tyrannie hitlérienne", "L'Allemagne a voté", 1^{ère} page sur 4 colonnes.

¹⁹⁸ *Le Messin*, 7 mars 1933, "Après les élections allemandes", 1^{ère} page, 2 colonnes.

¹⁹⁹ *Le Messin*, 7 mars 1933, "Après les élections allemandes", 1^{ère} page, 2 colonnes.

²⁰⁰ *Le Messin*, 7 mars 1933, "Un Français résidant à Trèves nous dit...", 1^{ère} page, en bas, sur 3 colonnes.

²⁰¹ *Le Lorrain*, 6 mars 1933, "Ils l'ont voulu", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

donc le détruire (*Le Messin* est du même avis). << **Les cinq sixièmes du peuple allemand n'avaient plus qu'une idée politique : la revanche** >>. En conséquence, pense Charles Ritz, il est mieux pour beaucoup de Français, que les choses soient ainsi, car la majorité officialisée en mars 1933 existait auparavant. Elle était latente, implicite mais réelle. << **Hitler est le maître de l'heure** >>²⁰². Décidément, le mot "maître" revient souvent dans les écrits journalistiques. Mais le Chancelier, en plus d'avoir la force brutale, y a ajouté celle du bulletin de vote de sorte que, dorénavant, c'est au nom du suffrage universel que les nazis << **pourront pratiquer la dictature** >>²⁰³.

Pour sa part "G" du *Messin*, prédit que des opérations de << **nettoyage** >> intérieur vont être menées rapidement. Après quoi, il faudra nécessairement aborder les problèmes extérieurs, afin de tenir le peuple allemand en haleine²⁰⁴. Les militants qui ont préparé le succès du parti vont certainement se montrer très exigeant à ce point de vue, et il sera impossible au chef, en eut-il l'intention, de résister à la poussée de ses partisans. Et c'est là précisément, que réside l'imprévu. Le peuple allemand risque de se trouver entraîné à la même aventure qu'en 1914²⁰⁵. L'Allemagne aux mains des hitlériens, entend reprendre la situation qu'elle avait << **momentanément** >> perdue²⁰⁶. Elle entend transformer sa défaite en victoire. << **Hitler, c'est peut-être la cause principale de la popularité dont il jouit, a compris le tempérament, si fortement incliné vers le mysticisme, du peuple allemand. L'instinct de domination reparaît aujourd'hui avec une force qui doit nous faire réfléchir** >>.

Pourquoi ce succès nazi ? Quelles explications apporter ? Pour *Le Messin*, la réponse est simple. Cela ne tient pas seulement au

²⁰² *Le Lorrain*, 6 mars 1933, "Ils l'ont voulu", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

²⁰³ *Le Lorrain*, 7 mars 1933, "Désormais la dictature hitlérienne pourra librement s'étaler", 1^{ère} page.

²⁰⁴ *Le Messin*, 9 mars 1933 "Hitler et nous", signé "G", Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

²⁰⁵ *Le Messin*, 9 mars 1933 "Hitler et nous", signé "G", Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

²⁰⁶ *Le Messin*, 23 mars 1933, "Pendant que la République agonise", "Le nouveau Reich", Éditorial, 1^{ère} page, photographie d'Hitler.

malaise économique qui a si fortement accru le nombre de chômeurs (plus de 6 millions)²⁰⁷. Cette victoire s'explique aussi par la disgrâce de la constitution républicaine, du parlementarisme et de la démocratie devant le peuple allemand. Le Chancelier est surtout applaudi quand il attaque la politique << **néfaste** >> suivie depuis 1918 par les gouvernants successifs : << **La race germanique a grandi par la force. Comment aurait-elle pu se relever avec une politique de faiblesse !** >>, conclut le journaliste.

Vu par les quotidiens messins, l'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir n'est rien d'autre qu'un sursaut national allemand, un retour aux sources, à l'Empire, à Bismarck et Guillaume II. C'est l'ancienne Allemagne qui réapparaît après un intermède de 14 années démocratiques. Cette période de "faiblesse" est terminée, place est faite à la force et à l'autoritarisme.

3. La mise au pas ou "Gleichschaltung".

Les Mosellans sont les spectateurs attentifs de la mise au pas sauvage menée en Allemagne.

De manière générale, la population mosellane accueille avec inquiétude l'arrivée d'Adolf Hitler en tant que Chancelier allemand. Le commissaire spécial de Metz estime la population << **impressionnée** >>, << **inquiète** >>²⁰⁸. Les craintes sont multiples : nouvelle guerre contre la France, coups de force hitlérien, volonté de revanche des Allemands.

En conséquence, les Mosellans souhaitent que le gouvernement français reste prudent, vigilant, dans le domaine de la sécurité. De plus, les autorités françaises ne peuvent s'en remettre à des promesses allemandes, qui placeraient le pays sous la seule bonne volonté des maîtres de l'Allemagne. Les hitlériens ont une attitude provocante, la

²⁰⁷ *Le Messin*, 23 mars 1933, " Pendant que la République agonise", "Le nouveau Reich", Éditorial, 1^{er} page, photographie d'Hitler.

²⁰⁸ Archives Nationales, cote F7/13038, rapports mensuels de février 1933 à janvier 1934.

réponse doit être le maintien de la force militaire française, en quelques mots : pas de désarmement²⁰⁹.

Certains Mosellans s'expriment ainsi : << **L'Allemand ne respecte que la force, et toute concession de notre part serait considérée, par lui, comme un signe de faiblesse** >>.

Ainsi, la propagande nationale-socialiste, les violences dont vont faire preuve les nazis pendant la "Gleichschaltung", ne vont pas entraîner les Mosellans à se départir de leur calme et de leur sang-froid. De réelles inquiétudes vont quand même apparaître, en ce qui concerne la nature du régime allemand et la volonté de revanche des hitlériens envers la France et le Traité de Versailles. Le pays ne peut désarmer et se doit de conserver une armée puissante.

Dès son arrivée au pouvoir, Adolf Hitler et les SA s'attaquent à leurs opposants politiques (KPD, SPD). Les nazis inaugurent une succession de mesures destinées à installer la centralisation et à éliminer progressivement et successivement les structures, les organisations et les partis existants. Ceci dans un seul but, amener le NSDAP à être le parti unique de l'État allemand et y concentrer tous les pouvoirs.

a. La presse.

Dès le 7 février 1933, *Le Lorrain* dénonce le musellement de la presse de gauche et démocratique. Pour étouffer toute réaction de l'opinion publique contre la suppression de la Diète de Prusse, Adolf Hitler a signé une ordonnance sur la presse, ainsi qu'une autre sur les réunions. La moindre critique un peu sérieuse va exposer désormais les organes de presse allemands à une suppression de leur publication²¹⁰. Le titre même de l'ordonnance, insiste le rédacteur, << **Ordonnance pour la protection du peuple allemand** >>, indique clairement que les adversaires politiques

²⁰⁹ Archives Nationales, cote F7/13038, rapports mensuels de février 1933 à janvier 1934.

²¹⁰ *Le Lorrain*, 7 février 1933, "Hitler et son cabinet prennent en main tous les pouvoirs de l'État prussien", 1^{ère} page, 1 colonne.

du gouvernement sont par avance considérés comme des ennemis du peuple.

Le Messin décrit les conséquences de cette ordonnance. Dans tous les États allemands, de nombreux journaux sociaux-démocrates et syndicalistes sont suspendus ; des revues appartenant aux organisations ouvrières ou publiées par leurs soins, sont interdites²¹¹. Les journaux berlinois de l'opposition gouvernementale se surveillent et mesurent les appréciations portées sur les initiatives du gouvernement du Reich. Certaines feuilles, dont on vantait il y a quelques temps encore le caractère libéral, s'adaptent à la situation nouvelle avec une souplesse qui produit une vive déception dans les milieux politiques de gauche.

La presse d'opposition au nouveau régime disparaît, elle est écrasée par la prise en main nazie.

b. La fin des libertés individuelles, politiques, d'expression et religieuses.

Le Chancelier Hitler organise le III Reich avec une méthode et une rapidité qui déconcertent la rédaction du *Messin*. Les réformes fondamentales sont appliquées automatiquement au moment voulu ; elles se succèdent à une cadence calculée, venant se superposer les unes aux autres avec précision et sans à-coup²¹². << **La vieille Allemagne de Goethe et des philosophes s'efface devant la poussée raciste. [...]. Le fédéralisme, qui avait donné une figure séculaire du Reich est supprimé d'un trait de plume. [...]. L'autonomisme a vécu de l'autre côté du Rhin** >>. La liberté d'opinion et de travail disparaît. La liberté de mouvement également.

Dans le domaine culturel, de grands changements s'annoncent également. Le 10 mai 1933, à Berlin, est organisé, de nuit, un autodafé selon un rituel étudiant ancien. 20 000 livres et revues

²¹¹ *Le Messin*, 16 février 1933, "Le gouvernement multiplie les actes de force", 1^{re} page, 2 colonnes.

²¹² *Le Messin*, 11 avril 1933, "L'unification de l'Allemagne est un nouveau facteur de sa puissance militaire", Éditorial, 1^{re} page.

disparaissent dans les flammes. Il s'agit surtout, écrit "G", d'une guerre déclarée à la libre diffusion des idées, entrave à la création d'un esprit national unifié²¹³. Le but est de concentrer la volonté de tout un peuple, de lui procurer un idéal, afin de permettre à ceux qui le dirigent, de l'orienter et de le galvaniser plus facilement. Le jour venu on le lancera à la conquête d'un objectif déterminé par avance. C'est la méthode qui a déjà été adoptée à Moscou avec succès : éteindre les "lumières" qui pourraient gêner l'oeuvre entreprise par les dictateurs. Ceux-ci se dotent de moyens de domination en supprimant toute tendance << **subversive** >>²¹⁴. De nouvelles conceptions vont s'imposer. Elles ressemblent fort à celles du bolchevisme, nous dit *Le Messin*. L'individu est sacrifié à l'État, << **divinité abstraite** >>, qui absorbe toutes les énergies. L'enfant doit échapper aux parents, afin que l'État puisse façonner son cerveau. << **La tyrannie pourra ainsi s'exercer sans contrepoids et sans contrôle** >>. Mais, s'inquiète le journaliste, << **dans quelle direction sera entraîné un esprit populaire ainsi préparé ?** >>.

Le Lorrain quant à lui, s'insurge. << **C'est vraiment de l'hystérie nationale-socialiste qui secoue le III Reich** >>²¹⁵. Une recrudescence de persécutions et d'incarcérations se déchaîne sur toutes les organisations non hitlériennes. C'est l'extermination totale des partis et organismes qui ne sont pas marqués du sceau de la croix gammée. *Le Lorrain* en a conscience et tente de transmettre le message à ses lecteurs. << **Le "Kulturkampf" se déchaîne peu à peu, inofficiellement, mais sûrement** >>.

Les évêques allemands, à leur tour, ne tarderont pas à entrer en conflit ouvert avec Adolf Hitler. *Le Lorrain*, pour étayer son affirmation, s'appuie sur une note rédigée par l'épiscopat allemand réuni à Fulda et publiée dans la presse. Le quotidien clérical passe sur l'appel des évêques au soutien au nouvel ordre (28 mars). Par contre, il retient le

²¹³ *Le Messin*, 14 mai 1933, "Excentricités allemandes", signé "G.", Éditorial, 1^{ère} page.

²¹⁴ *Le Messin*, 14 mai 1933, "Excentricités allemandes", signé "G.", Éditorial, 1^{ère} page.

²¹⁵ *Le Lorrain*, 25 juin 1933, "Un nouveau déchaînement de l'hystérie naziste", 1^{ère} page.

souhait émis, contrairement aux principes hitlériens, de maintenir pour l'Eglise le droit et le devoir de s'occuper de la formation morale, intellectuelle et physique de la jeunesse. De cette façon, le clergé allemand tente d'établir et de conserver le droit de vivre pour les organisations de gymnastique et autres de la jeunesse allemande²¹⁶.

Ceci nous amène à traiter du problème du parti du Centre, le "Zentrum". Charles Ritz se penche sur l'attitude du parti catholique allemand. Le 5 juillet, alors que Mgr Kaas est parti négocier le Concordat à Rome, Brüning (ancien Chancelier) se résout à dissoudre le parti. Si le Centre est le parti à avoir survécu le plus longtemps à la violence nazie, c'est qu'il est pratiquement l'expression politique du catholicisme, avec en toile de fond : Rome. L'affaire était donc plus délicate pour Adolf Hitler et ses lieutenants²¹⁷.

L'attitude du Vatican est particulière. Que le Centre soit dissout, explique l'abbé Ritz, que les prêtres députés déposent leurs mandats, qu'aux prêtres soit interdit de faire de la politique, ce ne sont pas des incompatibilités de principe avec le dogme et la vie de l'Eglise. Mais que des organisations comme celles de l'Action Catholique et des Associations de Jeunesse catholiques soient "hitlérisées" ou interdites, cela le Saint-Siège ne peut pas l'accepter. Ces organisations d'Actions Catholiques seront ce qu'elles doivent être ou elles ne seront pas, finit par dire Charles Ritz. Effectivement, elles ne seront plus. Mais cela s'appelle de la << persécution religieuse officiellement déclarée >>²¹⁸. De plus, se pose le problème de l'école et de la place laissée à la religion. Sur ce point, l'abbé-journaliste pense qu'une solution est plus facilement envisageable. Il n'en dit pas plus. Parallèlement à ces commentaires, *Le Lorrain* décrit autant que possible les exactions commises par le pouvoir à l'encontre du clergé catholique allemand. Arrestations, confiscation de biens et avoirs, emprisonnement dans des camps, obligation de démission sous la

²¹⁶ *Le Lorrain*, 25 juin 1933, "Un nouveau déchaînement de l'hystérie naziste", 1^{er} page.

²¹⁷ *Le Lorrain*, 5 juillet 1933, "L'effondrement du Centre et le Concordat de Rome", Charles Ritz, Éditorial, 1^{er} page, 2 colonnes.

²¹⁸ *Le Lorrain*, 5 juillet 1933, "L'effondrement du Centre et le Concordat de Rome", Charles Ritz, Éditorial, 1^{er} page, 2 colonnes.

menace... La sensibilité du journal catholique mosellan face à ces problèmes religieux est remarquable. Charles Ritz n'est pas favorable au catholicisme politique qui lui paraît dévier des principes de base de l'Eglise. Sa disparition ne l'offusque pas (bien qu'elle permette de donner les pleins pouvoirs au NSDAP). Par contre, "l'action catholique" au sens large, éducatrice et morale, lui semble d'une grande importance. Y porter atteinte est gravissime. Son seul espoir réside dans une intervention vaticane dans ce sens. Un Concordat est nécessaire.

c. La mise au pas de l'armée et de l'industrie.

La mise au pas touche tous les domaines, l'armée et l'industrie, deux institutions pourtant puissantes, n'y échappent pas. À l'occasion de la démission du général von Hammerstein, chef de la Reichswehr, *Le Lorrain* commente l'événement²¹⁹.

D'après les sources du quotidien, le général démissionnaire, ami intime de von Schleicher, ne manifestait pas de sympathie pour le nouveau régime. La Reichswehr était donc susceptible de marquer une certaine opposition aux volontés du gouvernement. Les dirigeants ont sans doute préféré prendre les devants et mettre à la tête de l'armée une personnalité dont ils puissent être sûrs en toutes circonstances. *Le Lorrain* appelle cela de la << **centralisation sur le terrain militaire** >>. En outre, le journal de la rue des Clercs remarque que le gouvernement étatisait certains commerces ou industries ou encore, crée des consortiums en regroupant des organismes jusque là séparés, afin de mieux leur imposer ses directives²²⁰. << **Quelle que soit l'opinion que l'on puisse avoir sur son action, il n'en demeure pas moins que ces réformes, devant lesquelles Bismarck lui-même avait reculé, renforcent singulièrement la cohésion du Reich et augmentent par cela même, dans une importante mesure, sa puissance extérieure** >>.

²¹⁹ *Le Lorrain*, 3 janvier 1934, "Sous le signe de la Croix gammée", "Vers la centralisation totale", 1^{ère} page, 1 colonne, la démission du général von Hammerstein est effective au 1^{er} février 1934.

²²⁰ *Le Lorrain*, 3 janvier 1934, "Sous le signe de la Croix gammée", "Vers la centralisation totale", 1^{ère} page, 1 colonne.

Enfin, dernier point significatif, la disparition des "Länder". Le 30 janvier 1934, le Reichstag vote une loi en 6 articles, destinée à éliminer définitivement les États particuliers ("Länder"). Cette réforme constitue un véritable bouleversement dans le Reich²²¹. Elle est la résultante du centralisme excessif du Chancelier Hitler. Ce qui est frappant, pour *Le Lorrain*, c'est moins la rapidité avec laquelle le Reichstag a voté ce projet révolutionnaire, que l'apathie du Président von Hindenburg qui, après avoir assisté en 1871 comme jeune lieutenant à la naissance de l'Empire bismarckien, après avoir prêté serment de fidélité à la Constitution de Weimar, se résigne à consacrer la disparition de la Prusse en signant ce projet de loi. << **Décidément, dans le III Reich, il n'y a plus qu'une puissance, mais celle-ci, par contre, est sans limites : c'est celle du "Führer"** >>²²². Cette citation reproduit bien la conclusion de l'analyse de la presse messine sur l'évolution allemande de janvier 1933 au début 1934.

Par la force, la violence, la persécution, le parti du NSDAP avec Adolf Hitler à sa tête a procédé à l'élimination programmée et progressive de toutes les organisations qui "ne pensent pas nazi". Partis politiques, syndicats, presse, organismes de jeunesse ou culturels, "Länder", sont touchés. Parallèlement, mondes industriel, économique, financier ou encore culturel sont "mis au pas". Les confessions juives et catholiques sont attaquées, la population est apeurée. Les journalistes mosellans transmettent avec facilité à leurs lecteurs la "folie meurtrière" qui caractérise l'Allemagne d'Adolf Hitler. La vraie et unique valeur qui prévaut dans le Reich est la force brutale. Le seul objectif du gouvernement est de donner tous les pouvoirs aux membres du parti nazi et par conséquent, d'éliminer toute possibilité d'opposition.

Cependant, les Mosellans, face à cette tourmente, ne discernent pas dans leur intégralité les concessions qu'Adolf Hitler doit tout de même accepter. Les industriels sont concernés, mais également la Reichswehr, outil principal de la future politique de conquête du "Führer".

²²¹ *Le Lorrain*, 1^{er} février 1934, "La réforme du Reich réalisée en un tour de main", signé LO.

²²² *Le Lorrain*, 1^{er} février 1934, "La réforme du Reich réalisée en un tour de main", signé LO.

La "Nuit des longs couteaux" du 30 juin 1934 en sera peut-être la révélation.

4. La "Nuit des longs couteaux".

Les assassinats du 30 juin, d'une grande sauvagerie et d'une sanglante brutalité, ont été largement retranscrits et commentés dans les colonnes des journaux mosellans. Il est vrai que les événements le méritaient. Quelles impressions les journaux messins allaient-ils retirer de ces mises à mort orchestrées par le pouvoir en place ? Quelles attitudes allaient-ils avoir à l'égard de l'Allemagne ? Quel avenir envisageaient-ils pour le Reich allemand ? Ce sont les questions auxquelles nous allons tenter de répondre à présent au travers de leurs écrits.

a. L'opinion du Lorrain sur la journée du 30 juin 1934.

Le dimanche 1^{er} juillet 1934, en première page sur 4 colonnes, *Le Lorrain* décrit les événements de la veille sous le titre << **De graves événements se déroulent en Allemagne** >>. La première de ces colonnes est réservée à un éditorial de Charles Ritz, directeur du quotidien, qui présente aux lecteurs une synthèse des événements et l'opinion du journal sur cette Allemagne si violente²²³.

D'après l'auteur, deux tendances se sont manifestées en Allemagne ces derniers mois. La tendance extrémiste du capitaine Röhm, ministre du Reich et chef des détachements d'assaut (SA). La tendance dite << **réactionnaire** >>, qui s'est surtout manifestée depuis le fameux discours de Franz von Papen à Marburg. Les événements allaient se dérouler très vite, explique-t-il. Se trouvant à Bonn le vendredi 29 juin au soir, Adolf Hitler apprit que le capitaine Röhm préparait -<< **dit-on** >>- un coup d'État avec les extrémistes des troupes d'assaut. Le "Führer" monte en avion, arrive à Munich où il surprend Röhm, << **qui du reste était en congé** >>, discutant avec ses fidèles. Il attaque Röhm, le met en prison

²²³ *Le Lorrain*, 1^{er} juillet 1934, "Une révolution de palais", "Hitler suit son étoile", Éditorial Charles Ritz, 2 photographies : Hitler, von Schleicher.

- << où il fut vite suicidé >>- ainsi que ses lieutenants, fait publier un communiqué où non seulement la trahison de Röhm, mais aussi ses moeurs spéciales sont critiquées (homosexualité).

De Munich, le "Führer" donne les ordres à Berlin, d'arrêter von Schleicher qui résiste, il est abattu, et d'arrêter von Papen, dont le bureau avait été fracturé et la demeure perquisitionnée trois fois dans le courant de la semaine.

Ajoutez à cela, écrit-il, qu'une série de chefs supérieurs des milices ont été passés par les armes à Munich, que les moeurs spéciales des amis de Röhm ont été publiquement dévoilées par le "Führer", qu'une série d'autres chefs se sont suicidés, << et vous aurez un aperçu, très approximatif du reste, de ce que fut cette journée historique de la révolution d'hier dans le cadre de la révolution hitlérienne >>.

Quelles considérations avoir sur ces événements ? À première vue, pour *Le Lorrain*, il semble bien que ce soit une affaire d'ordre purement intérieur. Le soi-disant putsch des extrémistes de Röhm a été écrasé, << l'ordre règne dans les troupes d'assaut >>.

Mais Charles Ritz élargit son analyse : << C'est vraiment un beau monde que ces individus tarés, ces anormaux, ces suicidéurs et ces suicidés, grands hommes qui conduisaient et conduisent encore l'Allemagne vers ses destinées infinies ! Vraiment une belle équipe, de beaux porteurs de culture qui veulent en imposer à l'univers >>.

<< Dernière remarque : Nous ne serions pas étonnés que M. Hitler, voyant l'Allemagne isolée tous les jours davantage, sans crédit moral et sans argent, ait profité de ces événements pour risquer un grand coup afin de replacer le Reich dans le cadre des Nations européennes et lui regagner une place qu'il n'a jamais su occuper depuis sa défaite. En écrasant dans l'oeuf la tentative de Munich, il a voulu réaliser un gain sur le terrain de la politique extérieure >>.

[...]

<< Vraiment, l'Allemagne traverse en ce moment des heures tragiques. Adolf Hitler arrivera-t-il à dominer la situation ? Nous croyons que l'étoile, qu'il vient de retrouver, est en train de baisser. Un prochain avenir nous fixera bientôt >>.

Le directeur du *Lorrain* se trompe quelque peu dans ses calculs. Les buts d'Adolf Hitler sont exclusivement intérieurs et n'ont rien à voir avec la politique extérieure du Reich. De plus, l'auteur sous-entend qu'Adolf Hitler pourrait bien perdre le pouvoir dans un proche avenir. Nous savons qu'il en sera totalement autrement.

Une autre remarque dans les colonnes du *Lorrain* du 2 juillet nous éclaire sur l'opinion de la rédaction du quotidien envers l'Allemagne ²²⁴. Elle explique qu'après plus d'une année de régime hitlérien, **<< ce n'est pas fameux comme résultat que cet amas de sang, de pourriture, de révoltes et d'arrestations >>**. La politique française n'a seulement qu'à attendre la chute naturelle du régime hitlérien. **<< Le régime de M. Hitler n'est pas fameux pour nous, un autre ne serait guère meilleur. Nous avons fait, depuis 1918, des expériences multiples, elles se valent toutes >>**.

Pour *Le Lorrain*, il semble clair que désormais, la dictature militaire remplacera la dictature des milices qui viennent d'être décapitées ²²⁵.

Charles Ritz explique que la fidélité de l'armée allemande au régime établi, quel qu'il soit, ne peut faire aucun doute. L'armée **<< prusso-allemande >>** ne connaît que son devoir vis-à-vis du régime et ne veut connaître que ce devoir. La discipline et le loyalisme sont les deux caractéristiques de ces hommes qui, cependant, n'ont pas toujours eu à se louer de l'attitude des milices hitlériennes. Le conflit était latent entre les deux groupements. Les soldats de carrière ne pouvaient digérer la jactance et l'absence de discipline, l'indépendance vis-à-vis de la Patrie de la part de ces jeunes gens. Aussi, pour *Le Lorrain*, la Reichswehr vient de prendre sa

²²⁴ *Le Lorrain*, 2 juillet 1934, "La situation", 2 colonnes.

²²⁵ *Le Lorrain*, 4 juillet 1934, "Le mystère est éclairci en Allemagne", 1^{ère} page, 3^{ème} à 5^{ème} colonne.

revanche en écrasant ses adversaires : les extrémistes de Röhm et de Heines. La conséquence de ce geste énergique est que la Reichswehr ayant constitué le seul point d'appui sûr de l'action contre les milices, elle a en conséquence été appelée -<< **si elle ne s'est imposée d'elle-même** >>- à demeurer pour l'avenir l'armature du régime hitlérien.

Certes, << **Hitler est son chef suprême** >>, mais il l'est non pas à titre révolutionnaire, mais parce que Chancelier du Reich. << **On ne peut dire qu'il est prisonnier de la Reichswehr, l'armée allemande, [...], a trop de loyalisme pour n'être pas l'expression obéissante du pouvoir, mais Hitler disparaît derrière elle** >>.

C'est la Reichswehr qui passe au premier plan, avec ses cadres, ses traditions, ses chefs directs, ses méthodes. << **En un mot, c'est la vieille Prusse qui a pris sa revanche sur cet amalgame naziste, c'est elle qui survit à cette série interminable de chocs entre tendances antagonistes de l'Allemagne du III Reich. En se servant de Hitler lui-même comme fossoyeur, la vieille Prusse rentre dans le cours de ses destinées un instant interrompues** >>²²⁶. La rédaction du *Lorrain* résume la situation ainsi, dictature nationale-socialiste ou dictature militaire. À partir de juillet 1934, c'est l'armée qui détient le pouvoir réel. Adolf Hitler l'exercera en son nom. Le régime de l'Allemagne pourrait presque désormais être considéré comme une dictature militaire.

Le quotidien messin sous-estime grandement, à la fois la personnalité d'Adolf Hitler, et son impact sur les chefs de l'armée, von Blomberg et von Reichenau. En réalité, la dictature reste une dictature nationale-socialiste, mais désormais, les SA joueront un rôle secondaire et seront remplacées par les SS comme organe militaire du parti. *Le Lorrain* persiste cependant dans cette idée et affirme qu'Adolf Hitler se trouve maintenant vis-à-vis de l'armée, dans la même dépendance que l'était la République de Weimar.

En ce qui concerne l'avenir politique du Chancelier du Reich, *Le Lorrain* estime que si l'opération du 30 juin a réussi, la révolution

²²⁶ *Le Lorrain*, 4 juillet 1934, "Le mystère est éclairci en Allemagne", 1^{ère} page, 3^{ème} à 5^{ème} colonne.

nationale-socialiste, elle, est définitivement terminée. Cette journée sanglante fut, en ce sens, une véritable contre-révolution²²⁷. Encore une fois, les journalistes du *Lorrain* se trompent. L'anéantissement de la SA ne rime pas avec l'anéantissement du NSDAP, ni de la SS qui va, au contraire, se développer. Cependant, le quotidien de la rue des Clercs précise que bien des questions essentielles restent encore obscures.

La dictature d'Adolf Hitler, pour durer, devra désormais s'appuyer, dans l'opinion des masses, sur une popularité en partie passée et sur le souvenir de beaucoup d'espérances déçues. Elle sera obligée d'obtenir le soutien de la police et de l'armée. << **On ne voit plus ce qui reste de la formule de Joseph Goebbels : "Le national-socialisme est une forme perfectionnée de la démocratie"** >>²²⁸ écrit *Le Lorrain*, avant de se demander comment s'exprimera politiquement l'influence, dorénavant sans doute déterminante, de la Reichswehr, sur la politique allemande ? << **La Reichswehr ne se mêle pas aux luttes de politique intérieure** >> a proclamé le général von Blomberg, c'est donc Franz von Papen, le vice-Chancelier qui pourrait être l'élément représentatif de cette nouvelle tendance politique.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les journalistes du *Lorrain* s'égarèrent complètement en imaginant l'avenir du régime hitlérien. Tout d'abord, Adolf Hitler garde toujours le pouvoir et va désormais s'appuyer sur son parti le NSDAP, sur la police et sur la SS. D'autre part, le Maréchal-Président Hindenburg est âgé et malade, donc trop faible et trop influençable pour contenir les brutalités nazies ; quant à von Papen, Blomberg ou Reichenau, ils n'ont pas suffisamment d'assurance et de charisme pour contrecarrer les projets du "Führer". Seule la SA pouvait menacer Adolf Hitler et ses acolytes, la deuxième révolution n'aura finalement pas lieu, le Chancelier allemand vient au contraire de fortifier sa position.

²²⁷ *Le Lorrain*, 5 juillet 1934, "De quoi demain sera-t-il fait ? ", 1^{ère} page.

²²⁸ *Le Lorrain*, 5 juillet 1934, "De quoi demain sera-t-il fait ? ", 1^{ère} page .

b. Après le discours justificatif d'Adolf Hitler le 13 juillet 1934.

La réponse du *Lorrain* au discours d'Adolf Hitler du 13 juillet 1934 est sans ambiguïté. Dès le 18 juillet, Paul Durand, rédacteur en chef et gérant du journal, fait paraître un éditorial d'une colonne entière consacrée aux déclarations du chef de la politique allemande²²⁹. L'éditorialiste commence en se posant cette question, la cause est-elle entendue ? Les << vociférations >> du "Führer" ont-elles apaisé les consciences de ses compatriotes ? << Au contraire >>, répond-il, << c'est le chaos dans lequel se débat le III Reich qui a été souligné >>. Ce III Reich que l'on dit << régénéré >>.

Confusion dans les esprits, anarchie dans une équipe qui a la prétention de représenter l'unanimité d'un peuple et d'en traduire les aspirations. Des mots et des ordres, sonores et souvent contradictoires, voilà ce que révèle à Paul Durand l'activité officielle de l'hitlérisme. C'est là le fait, selon lui, de velléitaires mais non pas d'hommes qui, ayant un plan d'ensemble, savent ensuite ce qu'ils veulent.

Pour étayer son propos, le rédacteur en chef du *Lorrain* fait référence à trois discours qu'il juge révélateurs.

Le 8 juillet, à Koenigsberg, le représentant qualifié du Chancelier, Rudolf Hess, prononce un discours qui fait sensation. Il y a, bien sûr, l'inévitable petite pointe contre une mystérieuse Nation qui jalouse l'Allemagne (probablement la France, peut-être l'Angleterre), mais le morceau de résistance, isolé du reste du discours, est de réelle portée.

Il s'agit d'un appel aux Anciens Combattants, à tous ceux qui haïssent la guerre pour l'avoir subie dans leur chair. Ces paroles ne manquent << pas de grandeur, et plus d'un voisin prêche une oreille attentive >>. Ce fut un discours << académique >>, mais seulement 48 heures après, << sur un ton de roquet >>, Joseph Goebbels se chargeait de renverser la situation. Le ministre de la Propagande,

²²⁹ *Le Lorrain*, 18 juillet 1934, "Apparence et réalité", "L'imbroglio germanique", Paul Durand, Éditorial, 1^{er} page.

<< **qui a dû être sous-officier** >>, d'après l'expression même de Paul Durand, n'a pas hésité à employer le langage de caserne pour rabrouer les représentants de la presse étrangère et leurs pays respectifs. Franchise ? Non, grossièreté révélatrice conclut le rédacteur.

Chapitre troisième, le vendredi 13 juillet au soir, le "Führer" s'est adressé à la Nation allemande et au monde entier pour justifier sa sanglante gestion de Chancelier << **omnipotent** >>. Curiosité partout, comment le dictateur allait-il expliquer l'hécatombe du 30 juin, et surtout, quel mode de collaboration allait-il proposer aux diplomates d'Europe, questionne le journaliste ? Adolf Hitler a parlé pendant près de deux heures et cependant, << **il s'est tu** >>. Ses explications concernant les convulsions de son parti n'ont été approuvées que par des convertis. Dans cette histoire de complot, << **il a tout affirmé, mais rien prouvé** >>. En outre, la politique extérieure a été mise sous le boisseau.

Rudolf Hess fait un geste pacifique, Joseph Goebbels voudrait avoir toutes les puissances << **au garde-à-vous** >>, et Adolf Hitler ne tranche rien. Que veut au fond l'Allemagne ? Telle est l'interrogation de Paul Durand.

Selon lui, le troisième Reich est victime de sa doctrine, et c'est à tort que l'on compare l'hitlérisme avec le fascisme italien. Deux points de départ différents, deux méthodes opposées, en dépit des apparences. Mussolini, << **avec la clairvoyance que confère l'esprit latin** >>, a su enrober le temporel dans des formes peut-être << **hardies** >> mais nouvelles, et sa dictature n'a pas commis l'erreur d'aligner les forces spirituelles au commandement des "Chemises noires". Certes, il y a eu des points de friction et des accrocs, mais le chef de la Rome nouvelle a voulu réconcilier la Nation italienne avec le chef de la chrétienté. << **Travail gigantesque qui révèle un grand politique** >>²³⁰ (quelle tolérance de la part de l'auteur envers un régime totalitaire !).

Dans le troisième Reich, au contraire, on a cru faire du neuf en reconstruisant sur << **de vieilles fondations** >>. Sur le terrain

²³⁰ *Le Lorrain*, 18 juillet 1934, "Apparence et réalité", "L'imbroglie germanique", Paul Durand, Éditorial, 1^{re} page.

social, rien n'a été innové, et l'on se contente de "gleichshalten", de mettre au pas les puissantes organisations syndicales existantes. Pour le rédacteur en chef du *Lorrain*, il n'y a rien de nouveau non plus sur le plan des valeurs spirituelles, si ce n'est << **un retour à plusieurs siècles en arrière** >>. L'Allemagne a cru pouvoir négliger les âmes. Il s'agit pour le moins, d'après l'auteur, d'un manque de psychologie que vient encore aggraver un culte idolâtre de la race.

Le fascisme, lui aussi, a sa fierté et son orgueil explique Paul Durand. Mais son "über alles" s'applique à sa doctrine qu'il préfère à toutes les autres, qu'il dit supérieure à tous les systèmes existants. Chez les nazis, c'est le fol orgueil de la race qui prévaut, d'une race de choix dont le sang doit régénérer le monde. Non seulement Adolf Hitler a voulu s'occuper des rapports des hommes entre eux, mais il a prétendu canaliser jusqu'aux aspirations des croyants. Cette égalité des droits, qui a tant taquiné les échos de Genève et du monde, la nouvelle Allemagne la réclame pour elle, sans que la doctrine hitlérienne la reconnaisse aux voisins. << **Races bâtardes et déchues, voilà ce qui entoure les frontières du Reich raciste** >> conclut l'éditorialiste messin.

Puis il termine : << **Hitler n'est pas chef d'école et sa doctrine est sans horizon. Le mysticisme de ses adeptes relève de l'engouement et ne comporte aucune générosité créatrice. C'est dans ce cadre étriqué que l'Allemagne prétend se mouvoir. Comment s'étonner de ses contradictions, de ses échecs, de ses révoltes ? Le "Führer" et ses acolytes se trompent quand ils racontent que le monde entier les accable. Qu'ils cherchent plus près : ils sont leurs propres ennemis** >>²³¹.

Le regard que porte Paul Durand sur le nazisme et le fascisme italien est contradictoire. D'un côté le régime hitlérien est dénoncé au travers de la "Gleichschaltung" des syndicats, des Églises ainsi que du culte de la race germanique et de l'autre, c'est tout juste si le fascisme italien n'est pas glorifié. Même si ce dernier régime présente en 1934 un

²³¹ *Le Lorrain*, 18 juillet 1934, "Apparence et réalité", "L'imbroglie germanique", 1^{ère} page.

caractère non antisémite et non raciste²³², il reste tout de même un État totalitaire : culte de la personnalité du "Duce", rêve de créer un véritable Empire, endoctrinement de la jeunesse et des masses, propagande continue du parti, militarisme exacerbé. Cette compréhension du Lorrain envers le régime italien est probablement due, en 1934, au respect que le fascisme mussolinien montre à l'Eglise catholique, ce qui n'est pas le cas en Allemagne.

c. *L'opinion du Messin sur la "Nuit des longs couteaux".*

Dès le 2 juillet, la rédaction du *Messin* affirme qu'incontestablement Adolf Hitler apparaît comme le vainqueur de la journée du 30 juin, mais qu'il n'est pas le seul et sans doute pas le plus grand, car cette journée marque en fait le triomphe de la Reichswehr²³³. C'est elle qui a permis au Chancelier de s'attaquer aussi vigoureusement et efficacement aux dangereux éléments extrémistes des SA.

Au lendemain d'une telle victoire, celle-ci se laissera-t-elle reléguer au second plan ? demande *Le Messin*. << **C'est douteux** >>, répond-il, << **ayant bénéficié de sa force, le Chancelier ne sera-t-il pas un peu son prisonnier?** >>.

Ce serait donc la vieille Allemagne des Hohenzollern qui l'emporterait et Adolf Hitler serait en passe de devenir plus national que socialiste. Mais, *Le Messin* s'interroge. Alors que le Président Hindenburg est malade dans son château lointain, quelles perspectives a-t-on pu faire miroiter aux yeux d'Adolf Hitler ? A-t-il été manoeuvré ou est-il d'accord ?

Manoeuvré ou consentant, << **le Chancelier-peintre** >>, comme il est appelé ici, n'en a pas moins rompu avec une partie importante

²³² L'antisémitisme et le culte de la race n'interviendront qu'à partir des années 1936-1938 et sous l'influence allemande. Leur portée sera d'ailleurs plus faible qu'en Allemagne.

²³³ *Le Messin*, 2 juillet 1934, "Le rôle décisif joué par la Reichswehr marquera-t-il l'acheminement vers une dictature militaire ?", 1^{re} page.

des nazis. Que feront ces SA, militants chevronnés de la première heure dont on a fusillé les chefs ?

Adolf Hitler a su être impitoyable envers les révoltés. Mais les révoltés sont toujours des mécontents, estime le journal messin, les mécontents ont disparu, mais les sujets de mécontentement subsistent. Et la journée du samedi 30 en a peut-être créé davantage de nouveaux qu'elle n'en a éliminé d'anciens. Frédéric Certonciny, directeur et éditorialiste, s'exprime ainsi sur les événements : **<< Voici Hitler qui a pris le mors aux dents et, parce qu'il a grincé des dents, a fait des morts. Il a cru avoir vent d'un sombre complot tramé contre lui. Aussitôt, pour rétablir son autorité menacée, il n'a pas hésité à rétablir sa situation par une répression sévère et des sanctions impitoyables >>**.

<< Le métier de dictateur a ses dangers, du moins pour les amis. Il est plus facile de se défaire sous le premier prétexte venu, de ceux qui nous admirent que de ceux qui nous haïssent ! >> ²³⁴.

Selon lui, Adolf Hitler a voulu, sans témoins, faire sa **<< petite révolution personnelle >>**. Et tout cela sous le couvert d'un **<< prétendu complot ! >>**.

<< Quelle histoire invraisemblable ! Ce complot n'a dû exister que dans des imaginations surexcitées >>.

Puis il rajoute : **<< Le ministre de la Reichswehr, le général von Blomberg, un parfait gentilhomme, nous dit-on, et en tout cas un de ceux qui attendent leur heure pour jeter Adolf Hitler dans un cachot et proclamer la dictature militaire, von Blomberg lance une proclamation approuvant le "courage" du "Führer" et interdisant, sous peine de mort, toute critique de cette petite Saint-Barthélémy de patriotes... >>**.

²³⁴ *Le Messin*, 3 juillet 1934, "Au pays du bluff éhonté", "Le complot contre Hitler nous semble invraisemblable", "Il n'y a eu sans doute que des assassinats...", Frédéric Certonciny, 1^{ère} page, 2 premières colonnes.

Pour ce qui concerne la "deuxième révolution", *Le Messin* pense qu'il est incontestable que depuis l'avènement du régime national-socialiste, les sections d'assaut, l'aile marchante du parti, attendaient la révolution socialiste. La crise grandissante, les mesures de contrainte employées à l'égard des chômeurs ont éveillé le doute dans l'esprit de beaucoup de partisans sincères du "Führer"²³⁵. Les sections d'assaut, grossies << depuis le 31 janvier 1933 >>, de nombreux éléments naguère socialistes et communistes, voulaient et veulent peut-être encore la révolution sociale. Dans l'atmosphère générale de mécontentement que la campagne, menée par les amis du Chancelier, contre les dénigreur et les critiques n'avait fait qu'accroître, un orage s'est formé lentement. Adolf Hitler risquait de se voir imposer la volonté du mouvement national-socialiste, qui n'était encore qu'à un an et demi de son passé << d'opposition démagogique >>.

Ce qui semble en fait certain pour *Le Messin*, c'est que la "deuxième révolution" est bien loin d'être terminée²³⁶. Les violences provoqueront toujours des représailles. À Munich, d'après les sources du journal, un bloc contre-révolutionnaire vient de se former, composé des amis de von Kahr et de von Bredow, avec l'intention arrêtée de contrecarrer les projets hitlériens. De plus, un attentat aurait été commis ces derniers jours contre Heinrich Himmler, chef de la Gestapo. Dans les grandes cités industrielles de Westphalie, de la Rhénanie et de la Ruhr, des millions de journaux et de tracts imprimés à la "ronéo" sont distribués pendant la nuit par les fidèles du mouvement anti-hitlérien. Quelquefois sont opérées des arrestations, mais, nous dit *Le Messin*, l'énergie des conjurés ne fait que croître et embellir. Le mouvement gagne du terrain. Il n'y avait pas de complot le 30 juin. Il y en a un à présent et bientôt, << le bel Adolf pourrait bien en avoir des preuves tout à fait définitives >>.

Le journal messin de langue française semble, par ces propos, surestimer les capacités de résistance du peuple allemand, des SA

²³⁵ *Le Messin*, 4 juillet 1934, "Chez les bourreaux d'outre-Rhin", "Hitler le Pacifique poursuit ses sombres exploits", 1^{re} page, 2 colonnes.

²³⁶ *Le Messin*, 8 juillet 1934, "La révolution chez les sauvages", "Il n'y avait pas de complot contre Hitler", "Il y en a un, maintenant", 1^{re} page, 2 colonnes.

et de von Blomberg. Il semble qu'il s'agisse plus d'un souhait qu'Adolf Hitler soit renversé que d'une réalité. En outre, il est remarquable que comme *Le Lorrain*, *Le Messin* exagère le rôle à venir de l'armée et sous-évalue la volonté inflexible d'Adolf Hitler.

Pour la France, *Le Messin* écrit que rien n'est changé, elle a seulement perdu quelques ennemis, car ceux qui sont tombés n'étaient pas les moins acharnés contre l'État français. << **Les Français sont bêtes, à force de sensibilité. Nous étions, hier encore, indignés de la sauvagerie déployée, mais si elle fait partie intégrante des moeurs germaniques, contentons nous de penser que si le général von Schleicher ou le capitaine Röhm avaient tenu l'un ou l'autre d'entre nous au bout de leurs revolvers, nous aurions sans doute passé immédiatement le mauvais quart d'heure qui leur fut réservé** >>²³⁷.

d. Comment Le Messin voit-il l'avenir du régime hitlérien ?

La situation du gouvernement hitlérien apparaît ébranlée par les récents événements peut-on lire en deuxième page de l'édition du *Messin* du 8 juillet. Dans les milieux politiques, on se demande sur quelle base la dictature nationale-socialiste s'exercera dorénavant, explique le quotidien. Depuis plusieurs jours, les officiels et les dirigeants du parti national-socialiste s'efforcent de regagner la confiance des sections d'assaut, parmi lesquelles l'exécution des chefs a causé, bien évidemment, un malaise profond. La personnalité du successeur de Röhm, von Lutze était inconnue jusqu'ici. Il semble que ce soit à dessein qu'on ait choisi un homme de second plan pour bien marquer que le rôle des sections est considérablement diminué. Parlant de Rudolf Hess, la rédaction du *Messin* déclare que le lieutenant-général du "Führer" et ministre d'Empire, a fait, sur le sort des milices brunes, des déclarations apaisantes que toute la presse allemande reproduit. Il assure entre autres qu'Adolf Hitler a gardé toute sa confiance en ses miliciens.

²³⁷ *Le Messin*, 5 juillet 1934, "Les violences d'Hitler sont approuvées par son gouvernement", Éditorial de Frédéric Certonciny, 1^{er} page, 2 colonnes.

Cependant, le journal tire la conclusion que le gouvernement d'Adolf Hitler, depuis la crise du 30 juin, ne pourra plus agir en s'appuyant sur l'élan révolutionnaire des masses qui paraît maintenant bien brisé, mais qu'il sera obligé de tenir compte dorénavant beaucoup plus largement que par le passé, des forces politiques << réelles >> et traditionnelles qui existent en Allemagne. << Ceci met en cause le problème de la dictature et de la révolution nationale-socialiste elle-même >>, conclut *Le Messin*.

Nous le savons, l'avenir sera en réalité tout autre.

La purge du 30 juin a permis à Adolf Hitler de conforter son pouvoir. Les journaux messins ne semblent pas s'en être rendus compte et espèrent une chute du régime nazi en Allemagne.

Au total, probablement plusieurs centaines de victimes peuvent être dénombrées. La façon expéditive dont le Reichsführer a réglé la crise de l'été 1934 marque à coup sûr une rupture avec le premier fascisme ainsi que la volonté d'Adolf Hitler de resserrer l'alliance avec les classes dirigeantes traditionnelles, tout en signifiant à celles-ci les intentions hégémoniques du nazisme. Il n'est pas évident que les journaux mosellans aient apprécié la situation de cette manière.

5. La *Lothringer-Volkszeitung* et la prise de pouvoir nazie.

a. *La prise de pouvoir par Adolf Hitler le 30 janvier 1933.*

Le journal de langue allemande titre le 31 janvier 1933 << Hitler est devenu Chancelier du Reich >>, << Enfin il a réussi >>. (Hitler ist Reichskanzler. Endlich hat er's geschafft). Ces deux phrases, bien que concises, peuvent nous autoriser à penser que la *Lothringer-Volkszeitung* attendait l'arrivée au pouvoir du Président du NSDAP. Était-ce un souhait du quotidien ou le résultat d'une analyse de l'évolution de la politique de Weimar qui faisait à l'évidence d'Adolf Hitler

un futur Chancelier, peut-on se demander ? La date du 30 janvier remplit-elle la rédaction du journal de joie ou de méfiance ?

Il apparaît qu'en réalité les journalistes de langue allemande adoptent une attitude plus pragmatique, en commentant les événements politiques allemands. Franz von Papen, est-il écrit le 1^{er} février, a observé la situation politique de son pays. Il en a conclu que deux partis étaient forts : le parti des nationaux-allemands et celui du national-socialisme²³⁸. Normalement, fait remarquer avec raison le journaliste, le chef d'un État de type parlementaire donne directement mandat à la personne à laquelle il souhaite confier la formation d'un gouvernement ainsi que la direction des affaires de l'État. Ici, il en a été différemment. C'est sur la proposition de Franz von Papen qu'Adolf Hitler a été appelé à la Chancellerie.

Le rôle particulier et important qu'a joué le baron dans la nomination d'Adolf Hitler est bien pris en compte et apprécié à sa juste valeur. Par ailleurs, le Junker von Papen est nommé vice-Chancelier et commissaire du Reich pour la Prusse. Or, explique l'auteur, celui qui a le pouvoir en Prusse, le détient pour l'ensemble de l'Allemagne. Il en déduit, un peu hâtivement mais c'est compréhensible, que c'est Franz von Papen qui est l'homme fort du nouveau gouvernement²³⁹. Sa puissance provient avant tout de la confiance personnelle du Président du Reich Hindenburg, de plus, il est politiquement plus capable qu'Adolf Hitler, affirme la *Lothringer-Volkszeitung*.

Franz von Papen craignait à plus ou moins long terme la prise totale du pouvoir par les nazis. Il pensait éviter ce dénouement en anticipant et en nommant Adolf Hitler dans un Cabinet dominé par la droite traditionnelle. S'appuyant sur la confiance du Maréchal-Président Hindenburg, l'objectif est d'user, d'épuiser Adolf Hitler et son parti. De la sorte, toute l'attraction nazie disparaîtrait.

²³⁸ *Die Lothringer-Volkszeitung*, 1^{er} février 1933, "Triumvirat Hitler-Hugenberg-Papen", 1^{ère} page.

²³⁹ *Die Lothringer-Volkszeitung*, 1^{er} février 1933, "Triumvirat Hitler-Hugenberg-Papen", 1^{ère} page.

D'après le quotidien, von Papen, Hindenburg et leurs soutiens veulent conserver le monopole des intérêts et de la destinée allemande. Adolf Hitler se trouve sur leur chemin, comment l'éliminer politiquement, sinon par sa nomination à la Chancellerie²⁴⁰? En tant que Chancelier du Reich, il devra modérer ses opinions et ses actes en tenant compte de la réalité des faits politiques. Le programme nazi va devenir de moins en moins démagogique. Il s'agit en fait d'un stratagème de la droite des financiers et des Junkers, destiné à neutraliser Adolf Hitler sans aucune expérience du pouvoir politique. Tous les empêchements à une participation des nationaux-socialistes à un gouvernement ont été levés, afin qu'Adolf Hitler, considéré comme << **totalitaire** >> et ayant des << **visées de puissance** >>, ne puisse pas réaliser ses projets. Adolf Hitler participe à la direction du gouvernement, mais n'a pas tous les pouvoirs. Ce n'est pas une prise de pouvoir absolu mais un partage de ministères entre les partis du << **Front de Harzburg** >> avec comme volonté claire de la part des hommes du Président du Reich << **d'apprivoiser l'opposant** >>²⁴¹. Le Chancelier Adolf Hitler, dans l'édition du 1^{er} février 1933, semble être manipulé, piégé par une coalition Hindenburg-Papen-Hugenberg qui souhaite l'écarter définitivement du monde politique allemand.

Finalement, le vice-Chancelier von Papen est jugé, par la *Lothringer-Volkszeitung*, plus dangereux qu'Adolf Hitler. Le baron est calculateur, ne recherche que son profit et le pouvoir. Lui et ses amis politiques ne souhaitent que garder leur force politique et économique. La rédaction de *La Libre Lorraine* n'est ni craintive, ni méfiante devant l'entrée des nazis dans le gouvernement allemand. La droite conserve la maîtrise des destinées du Reich. Les Mosellans n'ont pas à s'inquiéter.

²⁴⁰ *Die Lothringer-Volkszeitung*, 1^{er} février 1933, "Triumvirat Hitler-Hugenberg-Papen", 1^{ère} page.

²⁴¹ *Die Lothringer-Volkszeitung*, 1^{er} février 1933, "Triumvirat Hitler-Hugenberg-Papen", 1^{ère} page.

b. La nuit du 30 juin 1934.

La *Lothringer-Volkszeitung* considère l'attaque contre les SA comme un arrêt brutal de la deuxième révolution qui aurait dû être socialiste²⁴². En accord avec les nationaux-allemands, Adolf Hitler a pris la résolution de réaliser partiellement et sans violence la révolution nationale.

Le quotidien, manquant totalement d'objectivité, annonce à ses lecteurs que, << **sauf quelques rares cas particuliers, le changement révolutionnaire s'est entièrement déroulé sans effusion de sang** >>. Il s'agit, en occultant et en cachant la terreur que font régner les membres du NSDAP dans tout le pays depuis plus d'une année, d'un mensonge éhonté et d'une prise de position nette de la *Lothringer-Volkszeitung*. Les violences, vols, arrestations, actes antisémites sont éludés par les journalistes messins de langue allemande. Comment les lecteurs germanophones pourraient-ils alors savoir ce qui se déroule en Allemagne ?

En lisant la *Lothringer-Volkszeitung*, nous apprenons que cette situation "paisible" ne plaisait pas aux SA, qu'ils étaient grandement mécontents. Cette insatisfaction et les incidents qui l'ont suivie n'ont pas été relatés par la presse et les milieux officiels mondiaux, indique le quotidien²⁴³. Adolf Hitler a gagné en s'opposant par la force aux éléments SA perturbateurs. Le journaliste ne pense pas impossible qu'en s'appuyant sur l'ensemble de la Reichswehr et sur les nazis modérés, << **sains** >>, il ne puisse finalement rester au pouvoir. Il lui faudra seulement éviter tout extrémisme.

C'est tout juste si la *Lothringer-Volkszeitung* ne se réjouit pas ouvertement du maintien au gouvernement du parti nazi ! Pour faire apprécier et accepter le régime hitlérien à leurs lecteurs, les journalistes font volontiers usage de l'omission et transforment la vérité.

Le processus d'établissement de la dictature hitlérienne est très particulier. Il s'appuie sur des bases légales (pouvoir constitutionnel,

²⁴² *Die Lothringer-Volkszeitung*, 3 juillet 1934, "Die Abdrosselung der zweiten Révolution", non signé, Éditorial, 1^{ère} page,

²⁴³ *Die Lothringer-Volkszeitung*, 3 juillet 1934, "Die Abdrosselung der zweiten Révolution", non signé, Éditorial, 1^{ère} page,

plébiscites, accord du Chancelier et du Président), Adolf Hitler n'oublie jamais la nécessité de l'alliance avec les institutions établies et les classes dominantes. Mais ce processus emploie aussi comme élément moteur de l'action politique, la violence physique, la contrainte morale, la mise en condition du peuple. Instruments de conquête du pouvoir, la violence et la subversion sont aussi pour Adolf Hitler moyens de gouvernement. Les traits de la dictature nazie, tels qu'ils sont fixés en 1934, ne se modifieront plus jusqu'en 1945. Ils auront seulement tendance à s'accroître.

La presse mosellane envisageait-elle une évolution semblable ? Il est fort probable que non.

Quoi qu'il en soit, le "Führer" "a encore accentué sa prise du pouvoir total. Lors du décès du Maréchal-Président Hindenburg, c'est l'apothéose.

6. << La fin d'un grand soldat. Le Maréchal Hindenburg est mort >>.

Le Messin, vendredi 3 août 1934, titre de la "une".

Le Cabinet du Reich a promulgué une loi, qui ne peut pas passer inaperçue en Moselle, établissant une union personnelle entre les fonctions de Président du Reich et celles de Chancelier d'Empire dès le décès du Président von Hindenburg. Ainsi, Adolf Hitler, "Führer" du parti national-socialiste, Chancelier du Reich, détient désormais le pouvoir absolu, << qu'aucun Empereur ou Roi n'a jamais eu dans toute l'Histoire de l'Allemagne >>²⁴⁴. Le régime national-socialiste a donc achevé la conquête totale du pouvoir, pense-t-on au *Messin*. La mort a fait disparaître le seul homme dont l'autorité morale dominait encore, aux yeux du peuple allemand et du journaliste messin, la personne du "Führer" (bien que le Maréchal eût signé tous les textes voulus par Adolf Hitler afin de prendre tous les pouvoirs, cet aspect n'apparaît pas dans *Le Messin*).

²⁴⁴ *Le Messin*, 3 août 1934, "La fin d'un grand soldat" 1^{ère} et 3^{ème} page sur 3 colonnes. Plusieurs photographies du Maréchal Hindenburg.

Plus rien ne peut empêcher le "peintre autrichien", d'exécuter intégralement son programme du 24 février 1920. << **L'idée primitive du national-socialisme, telle qu'elle fut proclamée à l'origine du mouvement, va entrer dans une phase décisive de réalisation** >>²⁴⁵. Toutefois, le Chancelier "Président" a pris certaines précautions²⁴⁶. Il a annoncé la tenue d'un plébiscite le 19 août afin de conserver sa nouvelle fonction, mais non seulement il n'a pas attendu que le corps du Maréchal-Président soit descendu dans la tombe pour s'arroger les pouvoirs que détenait l'illustre défunt, mais il n'invite même pas le peuple à choisir le successeur du Président Hindenburg. << **Il s'est d'abord adjugé la succession, puis, se tournant vers la foule, il lui demande de ratifier la décision, mettant ainsi le peuple allemand en présence du fait accompli** >>. De plus, *Le Messin* conçoit que ce plébiscite, qui se fera dans les mêmes conditions que celui de novembre 1933, donnera au "Führer" une grande majorité, qui approchera de l'unanimité. La rédaction du quotidien messin considère que sans l'accord de la Reichswehr, dont les soldats ont prêté serment de fidélité à Adolf Hitler, ce pseudo coup de force n'aurait pu avoir lieu. En même temps, il est dit que grâce à ce serment de l'armée, le nouveau maître de l'Allemagne a planté son étendard sur la dernière forteresse de l'État²⁴⁷.

Quelle pourra être la réaction du peuple allemand mis en présence de ce coup de force ? se demande "G"²⁴⁸. Vraisemblablement, répond-il, il n'y en aura aucune. << **Il faut, en effet, tenir compte du tempérament germanique, enclin à rechercher l'autorité et la discipline, et toujours prêt à se soumettre à une volonté énergique** >>. Le culte de la force devient un besoin. Si Adolf Hitler donne l'impression d'être fort, il sera suivi.

²⁴⁵ *Le Messin*, 3 août 1934, "La fin d'un grand soldat" 1^{ère} et 3^{ème} page sur 3 colonnes. Plusieurs photographies du Maréchal Hindenburg.

²⁴⁶ *Le Messin*, 4 août 1934, "L'Allemagne se prépare à faire au Maréchal Hindenburg d'imposantes funérailles", 1^{ère} page, 2 colonnes, photographie de H. Schacht.

²⁴⁷ *Le Messin*, 4 août 1934, "L'Allemagne se prépare à faire au Maréchal Hindenburg d'imposantes funérailles", 1^{ère} page, 2 colonnes, photographie de H. Schacht.

²⁴⁸ *Le Messin*, 5 août 1934, "Hitler maître du Reich", signé G., 1^{ère} page.

Cependant, cette théorie appliquée à merveille par le "Führer" qui connaît la psychologie de son peuple, représente un grand danger. Un dictateur dont l'autorité n'est point recouverte d'un acquiescement plus ou moins sincère de la volonté populaire, qui constitue le fondement des régimes parlementaires, est forcément obligé d'entretenir un prestige qui tend continuellement à décliner. Un dictateur ne peut tenir les promesses à l'aide desquelles il a pu capter l'enthousiasme des foules. **<< Alors, il faut qu'il donne l'impression de faire quelque chose, et les aventures sont pour lui tentantes >>**²⁴⁹.

Le résultat du plébiscite ne fait aucun doute. Le 20 août 1934, Frédéric Certonciny écrivait que par contrainte ou non, **<< par foi ou par poltronnerie, les Allemands ont voté "Ja" >>**²⁵⁰. Le **<< jeune arriviste >>** Adolf Hitler a atteint ses objectifs. **<< Il a été courageux, plein d'allant et dénué de scrupules. Il a gagné la partie. [...]. Il a tablé sur la lâcheté des puissances européennes et rien n'est venu décevoir ses calculs >>**, regrette le directeur politique du *Messin*.

Une question embarrasse les Mosellans. La guerre est-elle pour bientôt ? Frédéric Certonciny répond précisément. Le Chancelier-Président s'est montré **<< courageux et ferme >>** (on note ici que le directeur politique du *Messin* n'hésite pas à complimenter Adolf Hitler) et **<< assis sur un volcan >>** va songer désormais à la paix de l'Europe, parce qu'il a dorénavant quelque chose à perdre²⁵¹.

Avec intérêt et souci du détail, la presse messine accueille en se résignant la venue d'Adolf Hitler au poste de Chancelier du Reich le 30 janvier 1933. Une période de révolution puis "d'évolution" s'ouvre en Allemagne. Elle est suivie et décrite quotidiennement par les journalistes

²⁴⁹ *Le Messin*, 5 août 1934, "Hitler maître du Reich", signé G., 1^{ère} page.

²⁵⁰ *Le Messin*, 20 août 1934, "L'Allemagne a fait bloc sur le nom d'Hitler", "L'arriviste a fini, mais l'homme d'État commence...", Frédéric Certonciny, Éditorial, 2 colonnes, 2 photographies d'Hitler.

²⁵¹ *Le Messin*, 20 août 1934, "L'Allemagne a fait bloc sur le nom d'Hitler", "L'arriviste a fini, mais l'homme d'État commence...", Frédéric Certonciny, Éditorial, 2 colonnes, 2 photographies d'Hitler.

mosellans. Les méthodes sanguinaires utilisées par les nazis au pouvoir sont continuellement dénoncées, la disparition de la République de Weimar et de la démocratie apporte des craintes dans la population mosellane. Seule la *Lothringer-Volkszeitung* ne semble pas, dans un premier temps, dénoncer le nouveau régime.

L'Allemagne se transforme, se centralise, se soude. Pour les journalistes, il est évident que de la sorte, elle se renforce. Quel but va poursuivre Adolf Hitler ? Il y a son programme de 1920, ses discours, ceux de ses lieutenants. Il est difficile pour les Mosellans de s'y retrouver et d'appréhender avec exactitude la portée internationale de ces changements si soudains. Ils ne font qu'observer, sans vraiment juger ou analyser en profondeur la nature du bouleversement engagé. Après tout, les Allemands ont toujours été vus comme violents et sanguinaires, ce n'est qu'un retour à leur vraie nature. Luther, Bismarck, Guillaume II, Hitler ; l'Histoire allemande s'inscrit dans la continuité. Tout n'est que force, brutalité et guerre.

II. La vision mosellane du régime hitlérien de 1933 à 1939.

1. L'analyse politique.

a. Le réveil des nationalismes.

Le Messin s'étonne. Sur les écrans de cinéma, les actualités présentent sans cesse les images de manifestations exaltées d'un patriotisme intransigeant, souvent avide d'impérialisme²⁵². À Berlin, à Rome, à Moscou, se succèdent défilés et discours agressifs. << **Tous, grisés par un enthousiasme martial, avides de conquête et de domination. Et**

²⁵² *Le Messin*, 12 septembre 1933, "Le réveil des nationalismes", signé G., 1^{ère} page, 1 colonne.

ces foules immenses soulevées par un idéal irrésistible, sont composées de jeunes. C'est l'avenir >> !

Or, s'inquiète le journaliste, la France continue sa politique d'abandon, de renoncement, soi-disant gage d'une paix perpétuelle. Partout en Europe se développe une renaissance spirituelle de l'idéal, une jeunesse assoiffée d'expansion énergétique, tendue vers un effort militaire. **<< Le nationalisme devient une religion féroce. On lui dresse des autels. Il a ses hymnes. Il a sa liturgie, ses rites. Ses dieux bénissent les foules en délire >>²⁵³. Que peut y opposer la France ?**

Le journaliste insiste sur le fait que les Français sont fatigués du **<< scepticisme et du matérialisme, de l'avidité et de l'utilitarisme des hommes politiques >>**. La Nation s'éveille, explique-t-il. Elle cherche d'instinct de nouveaux repères pour retrouver sa sécurité. Elle essaie de retrouver sa foi religieuse, en arrêtant le relâchement des mœurs, en revenant à la conscience, à l'honnêteté scrupuleuse d'autrefois. C'est une sorte de retour aux valeurs du passé et qui s'effritaient progressivement.

Le Messin, avec l'arrivée des nazis au pouvoir en Allemagne se rend compte de l'isolement progressif des démocraties en Europe. Face à des États qui se renforcent idéologiquement et militairement, la France ne peut plus rester inactive et se laisser affaiblir par des luttes incessantes de "politiciens doctrinaires". Le développement des nationalismes apparaît faire naître des craintes au sein de la rédaction du *Messin*. C'est à la "Nation française" de réagir et de se prendre en main. D'ailleurs, la presse messine oppose souvent les concepts de Nation et de race.

b. Nation et race.

Arthur de Gobineau et Adolf Hitler prétendent que la Nation n'existe que par la race pure qui en forme le fond et qu'elle doit tendre, non à absorber les éléments étrangers à cette race, mais à les détruire, de

²⁵³ *Le Messin*, 12 septembre 1933, "Le réveil des nationalismes", signé G., 1^{ère} page, 1 colonne.

manière à reformer la << **race pure** >>²⁵⁴. Adolf Hitler prétend ramener la race allemande au type aryen pur. En posant comme axiome fondamental que la race allemande doit redevenir une race pure, il justifie sa volonté d'unifier la race allemande et donc de créer la grande Allemagne par des conquêtes territoriales.

Le journaliste du *Messin* ne croit pas en la théorie purement raciste du parti nazi. Selon lui, cette notion de race pure, aryenne et dominante, n'est qu'une propagande destinée à faire accepter par la population les volontés hégémoniques hitlériennes. Ce n'est pas le fondement propre de la politique intérieure ou extérieure allemande. Il ne déplaît pas à Adolf Hitler << **d'avoir l'air d'appuyer sa campagne sur une théorie soi-disant scientifique. Elle semble justifier ses actions cruelles contre les juifs** >>²⁵⁵. *Le Messin* sous-estime l'importance et l'influence des théories racistes nazies dans les pratiques politiques du gouvernement allemand.

Il n'en est pas de même au *Lorrain*. Marcel Grosdidier de Mâtons oppose non seulement les concepts de Nation et de race, mais également ceux d'Empire et d'impérialisme²⁵⁶.

Une Nation n'est autre chose qu'une limite géographique dans laquelle les races venues de tous les continents se fondent pour qu'elles oublient qu'elles sont des races. Il est impossible de se fermer, de se replier sur soi-même. La France est le modèle même de ce que doit être une Nation.

L'Allemagne est une race. Une race peut-être restée pure (bien que le journaliste pense que ce soit impossible) et qui doit dominer les autres car elle est supérieure. En aucun cas, elle ne peut se mêler avec elles.

²⁵⁴ *Le Messin*, 14 janvier 1934, "Une nation et non une race", De Cazernal, 1^{ère} page.

²⁵⁵ *Le Messin*, 14 janvier 1934, "Une nation et non une race", De Cazernal, 1^{ère} page.

²⁵⁶ *Le Lorrain*, 28 mai 1936, "Les grandes erreurs", "Le racisme", Marcel Grosdidier de Mâtons, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

De cette notion découle l'impérialisme, << **qui est l'esprit de domination et qui s'oppose au sens de l'Empire, lequel réside dans l'espoir de fusionner les peuples dans une même collaboration pour le progrès civilisateur** >>²⁵⁷. Si la Nation a des limites géographiques, la race n'en a aucune. Ce qui permet à cette dernière toutes les conquêtes. Une race peut se fixer n'importe où, elle reste race, elle garde son essence. En ce sens, l'impérialisme n'est rien d'autre que la domination par une race supérieure de races maintenues inférieures. C'est la théorie allemande et anglo-saxonne. L'Empire, pour sa part, englobe des peuples de couleurs ou d'âmes primitivement différentes, pour la défense d'une même Patrie. << **Il y a maintenant dix millions d'Italiens noirs [en Éthiopie]** >> a dit Benito Mussolini ; << **la France** >>, dit André Tardieu, << **est une Nation de cent millions d'habitants** >>²⁵⁸. Ainsi, l'Allemagne nazie et raciste se fera un jour conquérante dans le but de regrouper les Allemands de même race et de dominer les autres dites inférieures. Marcel Grosdidier de Mâtons appréhende avec plus de justesse le racisme hitlérien que la rédaction du *Messin*. L'Allemagne, ou plutôt, la race allemande représente désormais un grand danger. Il ne s'agit plus seulement d'une volonté germanique de conquête territoriale à but politique - comme en 1870 ou 1914 - mais également d'une expansion raciale.

Paradoxalement, *Le Messin* et *Le Lorrain* qui, plus ou moins bien, interprètent la politique raciale et raciste allemande, voient de nombreux points communs entre les régimes communiste et nazi. Et ce, bien que l'URSS ne vise pas une expansion raciale mais idéologique. Ces points communs se rencontrent en comparant les méthodes de gouvernement et de fonctionnement des deux régimes totalitaires.

²⁵⁷ *Le Lorrain*, 28 mai 1936, "Les grandes erreurs", "Le racisme", Marcel Grosdidier de Mâtons, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

²⁵⁸ *Le Lorrain*, 28 mai 1936, "Les grandes erreurs", "Le racisme", Marcel Grosdidier de Mâtons, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

c. *Communisme et hitlérisme.*

Frédéric Certonciny estime qu'Adolf Hitler s'inspire de plus en plus du communisme et que Staline utilise les méthodes du "Führer"²⁵⁹. Bien qu'étant opposées à l'origine, ces dictatures exacerbées, à force de violences outrancières finissent par se rencontrer. Le journaliste donne plusieurs exemples.

L'Allemagne ignore de plus en plus la liberté individuelle. La justice est assujettie au chef de l'État. La plus grande partie de l'industrie et des travaux publics a été organisée suivant une formule militarisée. Cette politique intransigeante est nouvelle en Allemagne, mais c'est le programme qui a été appliqué en Russie depuis Lénine et Trotski, indique le directeur du *Messin*. En ce qui concerne les polices internes, qu'on les dénomme Guépéou ou Gestapo, ces organisations aux directives similaires ont été créées pour lutter contre << **tous les citoyens dont les opinions seraient, même si peu que ce soit, contraires à la volonté du chef de l'État** >>. Quant aux << **camps de représailles** >>, ils se valent en Allemagne comme en Russie. Le travail forcé est commun aux deux peuples.

Enfin, pour les deux régimes dictatoriaux, l'existence de l'individu compte peu pour le maître du pays qui désire avant tout son profit personnel et tient davantage à la sauvegarde de sa puissance et de sa vie²⁶⁰. Des similitudes existent donc entre Berlin et Moscou, tout ne les oppose pas forcément.

Charles Ritz va plus loin que son homologue du *Messin*. Si Adolf Hitler avait été communiste il aurait eu le même succès en Allemagne, tout comme Lénine à Moscou s'il eût été fasciste²⁶¹. C'est la même << **domination d'un seul ou d'une caste, mais ici l'uniforme est brun, là-bas il est rouge. Un point c'est tout** >>. De plus, le nazisme et le

²⁵⁹ *Le Messin*, 13 août 1935, "Au pays des dictatures", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 2 colonnes.

²⁶⁰ *Le Messin*, 13 août 1935, "Au pays des dictatures", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 2 colonnes.

²⁶¹ *Le Lorrain*, 17 août 1935, "Communisme et Hitlérisme", "Des augures qui se regardent sans rire !!", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

communisme se rencontrent encore sur un autre domaine : la lutte anti-catholique. *Le Lorrain* et *Le Messin* sont sensibles à cette question. << **Pour Staline comme pour Hitler, il s'agit d'abattre les croyances positives** >>, écrit Charles Ritz²⁶². Il considère d'autre part que les pensées bolchevique et nazie sont apparentées, se compénètrent à un tel point, qu'il y aura un jour alliance entre les deux pays²⁶³. Aucun Traité avec l'un de ces deux pays n'est donc valable (le Pacte franco-soviétique par exemple). Malgré l'alliance pour 10 ans, signée en 1934 par l'Allemagne et la Pologne, Berlin se retrouvera avec la Russie contre la Pologne, prédit avec raison l'abbé-journaliste !

En outre, dans les deux idéologies domine le "mysticisme", la croyance aveugle en un mythe. Dès lors que l'on croit au mythe, c'est toute la personnalité humaine qui est engagée, accaparée, confisquée, qui marche avec une foi aveugle, avec un enthousiasme que rien n'arrête, surtout pas l'impossibilité et l'irréalité du but à atteindre, qui ne font que centupler la violence et le dynamisme brutal. Le national-socialisme a pour mythe la race, le sang, le parti, le travail, qui mène à la diminution intellectuelle et morale, la suppression totale de l'individu en vue de servir par tous les moyens, le mythe hitlérien. Le bolchevisme a comme mythe la machine, le travail, le parti, puis la même méthode de carence intellectuelle et de l'individu pour le service du mythe bolchevique²⁶⁴. Dans les deux cas, la personnalité humaine est niée, dégradée, vidée de son contenu ; son idéal doit être de faire masse, de constituer un bloc au service du mythe. Pour ces raisons, l'abbé Charles Ritz pense que l'Allemagne et la Russie se rejoindront tôt ou tard. Des analogies apparaissent dans leurs idéologies, dans leur mode de pensée, le fonctionnement des deux régimes. Berlin et Moscou ne sont pas si éloignés que cela.

Charles Ritz fait preuve de clairvoyance en envisageant une entente possible des deux dictateurs Hitler et Staline. Non pas que

²⁶² *Le Lorrain*, 17 août 1935, "Communisme et Hitlérisme", "Des augures qui se regardent sans rire !!", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

²⁶³ *Le Lorrain*, 19 février 1936, "Le Bolchevisme pour nous se confond avec le Nazisme", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

²⁶⁴ *Le Lorrain*, 19 février 1936, "Le Bolchevisme pour nous se confond avec le Nazisme", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

idéologiquement les deux hommes se sentent proches comme le sous-entend le journaliste, mais leurs intérêts communs, à un moment donné, les rapprochera, tous deux souhaitant éviter un affrontement direct en attendant de meilleures dispositions.

d. La doctrine nationale-socialiste.

La presse messine, surtout dans les mois qui précèdent le déclenchement du deuxième conflit mondial, s'intéresse à l'idéologie nationale-socialiste et la commente.

René Jager profite de la parution d'un ouvrage de Hermann Rauschning, ancien Président du Sénat de Dantzig et proche d'Adolf Hitler, intitulé : *Révolution du nihilisme*. Il y est expliqué que la lutte des classes continue dans le Reich, elle est transposée du domaine intérieur sur le plan extérieur. Les revendications d'espace vital, le "Drang nach Osten", les attaques contre l'Empire anglais..., ne sont autre chose que la lutte d'un pays qui se donne comme prolétarien contre des États soi-disant nantis, repus²⁶⁵. Contrairement à ce que l'on croit, le national-socialisme n'a pas de doctrine, justement en raison de ces revendications, de cet appétit (c'est l'opinion de Rauschning). **<< L'hitlérisme, c'est le parti de l'organisation du coup de force >>**. L'État, les collectivités, les individus, l'armée concourent à une **<< tactique insurrectionnelle >>** où il ne faut pas chercher de doctrine. C'est précisément l'absence de doctrine, écrit l'auteur, qui a permis à Adolf Hitler de se hisser au pouvoir. Le peintre-Chancelier a roulé les uns après les autres, von Hindenburg, Hugenberg, Schleicher, les partis politiques, les organisations syndicales, culturelles et religieuses, ainsi que l'armée.

Qu'est-ce que le national-socialisme ? C'est essentiellement une **<< révolution en marche >>**, qui trouve dans le mouvement **<< sa seule raison d'être et son unique possibilité de vivre >>**. Il détruit tout ce qu'il rencontre sur son chemin. Il ne doit rester ni doctrine, ni aucune

²⁶⁵ *Le Lorrain*, 5 août 1939, "Qu'est-ce que le national-socialisme ?", René Jager; Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

conception philosophique de la vie²⁶⁶. Le nazisme, dans tous les domaines, dévalorise la moindre qualité, << **c'est le règne de la croyance forcée ; règne qui consiste sans cesse à inventer pour détruire** >>, précise Hermann Rauschning. La vie n'a de sens, pour un nazi, que dans le danger. L'hitlérisme ne s'impose qu'un devoir, qu'un but, << **la suprématie du monde** >>. Tout est accaparé en vue de cette conquête. L'État, l'armée, la masse populaire ne sont considérés que comme << **de puissantes machines qui broient sur leur chemin tout ce qu'elles peuvent rencontrer. L'homme n'est qu'un type-standard qui n'a de valeur qu'en se sacrifiant** >>. Pour terminer, l'auteur de *Révolution du nihilisme* prédit à l'Allemagne une course à la mort, << **une course au néant** >>. Rien n'arrêtera le Reich, si des adversaires courageux ne s'élèvent pas pour dire franchement non²⁶⁷.

Ce n'est pas par hasard si René Jager reprend tout ce descriptif de l'ancien Président du Sénat dantzicois. Son objectif est probablement de montrer à ses lecteurs une autre nature, plus proche de la réalité, du nazisme, ainsi que ses buts inavoués. Il n'est pas nécessaire de chercher dans le national-socialisme une doctrine, une logique, une tactique politique. Il n'y en a pas. Le nazisme est un "rouleau compresseur" qui détruit toutes les valeurs, et ce dans un unique objectif : la conquête continuelle. Ce livre est << **prodigieusement intéressant** >>, respecte une << **logique implacable et un rare sens de l'observation** >>. La philosophie du nazisme est << **décortiquée à fond** >>²⁶⁸. En présence de pareilles données, conclut René Jager, il faut se réjouir que les pays libres aient pris pour seul mot d'ordre : << **la force** >>. Car, seule la puissance militaire peut commander << **le respect à des hommes qui ont fait de la force leur culte suprême** >>. Ainsi, le journaliste justifie encore la nécessité de l'armement intensif anglo-français.

²⁶⁶ *Le Lorrain*, 5 août 1939, "Qu'est-ce que le national-socialisme ?", René Jager, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

²⁶⁷ *Le Lorrain*, 5 août 1939, "Qu'est-ce que le national-socialisme ?", René Jager, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

²⁶⁸ *Le Lorrain*, 5 août 1939, "Qu'est-ce que le national-socialisme ?", René Jager, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

Comme pour compléter ce premier article, *Le Lorrain*, dans son édition du 9 août 1939, revient sur le concept de "Lebensraum". Cette fois-ci, le quotidien mosellan trouve ses sources dans un article du docteur Érich Welter dans la *Gazette de Francfort*, intitulé << **L'espace vital** >>²⁶⁹. L'Allemagne désire constituer dans le monde une puissance économique, politique et militaire fermée, susceptible économiquement de se suffire à elle-même et capable, en raison de sa force militaire et de ses frontières conformes à des considérations strictement militaires et non pas raciales (!), d'assurer la prééminence allemande en Europe, et plus tard, éventuellement dans le monde (en contradiction avec *Le Lorrain* de 1936).

Cette idée remonte à la parution de *Mein Kampf*. Cet objectif étant fixé, il apparaît au gouvernement allemand qu'il a le droit de soumettre à son influence, puis à sa domination, les peuples d'Europe Orientale dont les territoires lui sont utiles économiquement et militairement. Cette aspiration allemande est considérée comme un droit. Pour *Le Lorrain*, cet esprit est << **faussement métaphysique et peut-être aussi une justification** >>. C'est du << **sophisme** >>, ce n'est pas du droit²⁷⁰.

Cet aperçu de la vision qu'ont les journaux messins de la politique et du régime nazi mis en place par le gouvernement hitlérien depuis 1933, nous montre bien un État totalitaire, conquérant et raciste. L'Allemagne d'Adolf Hitler se rapproche en outre par ses méthodes de gouvernement, de l'URSS. Reste à voir concrètement, à l'aide de quelques exemples comment les journalistes mosellans décrivent et interprètent le fonctionnement du régime nazi ?

²⁶⁹ *Le Lorrain*, 9 août 1939, "Espace vital", A.E., Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

²⁷⁰ *Le Lorrain*, 9 août 1939, "Espace vital", A.E., Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

2. Un régime autoritaire.

a. *Les méthodes de travail du "Führer".*

Frédéric Certonciny, en fonction de ses informations, décrit l'organisation du travail d'Adolf Hitler. Le Chancelier-Président reste mystérieux sur ses méthodes de travail²⁷¹. Il prend ses décisions après avoir entendu le rapport de ses ministres, l'étude des dossiers et des comptes-rendus ne l'intéresse que peu. Le conseil des ministres réuni sous sa présidence approuve en bloc 30 ou 40 lois à la fois, préparées d'avance par les services concernés. Adolf Hitler ne gouverne pas, il décide, le travail quotidien du gouvernement est l'affaire de ses lieutenants. Le "Führer" fait la balance des opinions divergentes. L'influence de ses collaborateurs ne dépend pas de leurs capacités, mais de sa décision. **<< Il parle peu, mais quand il parle, tous les postes de radio transmettent >>**. La force de ses discours, explique Frédéric Certonciny, réside dans la simplicité de l'expression, **<< il réduit les choses les plus compliquées aux formules les plus simples >>**²⁷².

La simplicité est aussi l'expression de son extérieur. Entouré d'un état-major brillant, Adolf Hitler reste, **<< ou feint de rester le simple ancien combattant, l'enfant du peuple >>**. Cette mise en scène très habile est, selon le journaliste, une des forces de la technique de la dictature hitlérienne. En outre, le "peintre-Chancelier" risque souvent beaucoup lors de ses coups de force politique, en conséquence, il prend toujours la précaution de tout couvrir. Si l'expérience ne réussit pas, il trouve des responsables parmi ses lieutenants, lui-même renie toute culpabilité.

Sur le plan de sa personnalité, Frédéric Certonciny pense qu'Adolf Hitler a un double caractère. D'un côté il est le "Führer" tout puissant, chef des armées, imposant ses décisions et faisant des discours

²⁷¹ *Le Messin*, 15 mai 1937, "La technique de la dictature hitlérienne", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{er} page, 2 colonnes.

²⁷² *Le Messin*, 15 mai 1937, "La technique de la dictature hitlérienne", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{er} page, 2 colonnes.

agressifs, d'un autre il est homme à aimer le cinéma, rêveur, lève-tard, sans aucun goût pour le travail constant et méthodique. << **Souvent les dossiers attendent des semaines avant de recevoir la signature du chef suprême** >>.

Ceci dit, Adolf Hitler n'est peut-être pas l'homme fort que l'on croit, précise le directeur du *Messin*. Il << **devient souvent l'instrument de ses collaborateurs** >>. Et l'éditorialiste de citer l'exemple des élections présidentielles de 1932 où il fut désigné candidat du NSDAP contre sa volonté. Malgré cela, il est considéré comme le messie, le sauveur, un magicien. << **La foi en Hitler ne connaît comme base qu'une mystique, un rêve... et une immense propagande** >>²⁷³, conclut Frédéric Certonciny.

Les informations du journaliste mosellan sur les méthodes de travail du "Führer", sont de qualité. Il pose déjà une des grandes questions à laquelle, depuis 1945, les historiens ont tenté de répondre : Adolf Hitler était-il le maître tout puissant et incontesté du parti, de l'armée, du peuple allemand, ou bien était-il manipulé, influencé voire assujetti à ses collaborateurs Hermann Goering, Joseph Goebbels, Heinrich Himmler, von Blomberg. ? Il est à remarquer que la puissance grandissante de ces personnages au sein de l'appareil d'État nazi peut prêter à confusion et a peut-être confondu Frédéric Certonciny.

Prenant l'exemple du général Goering, Charles Ritz au *Lorrain* s'intéresse à la même question. La mise en place du plan de quatre ans en 1936, a renforcé les pouvoirs du ministre de l'Air. Ce plan n'est que l'aspect, l'interprétation, de la doctrine nationale-socialiste en général²⁷⁴. C'est une mainmise du nazisme sur les individus et les choses, qui se heurte à la religion qui veut << **l'âme libre, la personne libre, libre l'expression des pratiques religieuses, non pas seulement dans les Églises, mais par la formation des intelligences et des coeurs de la jeunesse en particulier** >>.

²⁷³ *Le Messin*, 15 mai 1937, "La technique de la dictature hitlérienne", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 2 colonnes.

²⁷⁴ *Le Lorrain*, 1^{ère} février 1938, "La religion et l'armée en face du plan de quatre ans", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

Le dictateur Goering trouve une autre opposition morale à ses désirs : l'armée du III Reich.

Elle était considérée comme le dernier réceptacle des vertus et traditions de la vieille Allemagne, elle était un bloc puissant, un bloc moral. Au fil du temps s'est développée une incompatibilité entre les hitlériens sans foi ni loi, et les officiers de tradition prussienne²⁷⁵. Or, avec le plan de quatre ans, l'Allemagne s'est engagée dans une voie déterminée. Toutes les tentatives d'opposition qui s'élèvent sont écartées. Ce fut le cas du docteur Schacht à l'Économie et début 1938 des généraux Fritsch et Blomberg dans l'armée²⁷⁶.

Hermann Goering, selon Charles Ritz, est en passe de devenir le détenteur unique du pouvoir exécutif. Il a déjà le pouvoir économique, il sera bientôt, peut-être, le chef de l'armée. Les officiers supérieurs allemands, d'influence prussienne, refusaient l'entrée de l'armée allemande dans l'orbite de la doctrine nationale-socialiste. Ils souhaitaient l'indépendance et l'omnipotence de la Wehrmacht. Mais il faut à Adolf Hitler des généraux qui acceptent de faire entrer l'armée dans les objectifs nationaux-socialistes, de devenir un rouage de l'état totalitaire. Il s'agit d'une révolution interne de l'État national-socialiste, mais qui peut avoir des conséquences en politique extérieure. Cette dernière, selon le directeur du *Lorrain*, sera plus agressive si le plan de quatre ans échoue, les dictatures ayant besoin de chercher des dérivatifs à leurs échecs²⁷⁷. À cette date, cependant, l'armée a "baissé pavillon" en ne pouvant s'opposer au plan du puissant Hermann Goering²⁷⁸. Malgré tout, Charles Ritz pense que si ce dernier devient commissaire général aux armées (ce qui ne sera pas le cas), il restera sous la << toute puissante autorité de Hitler >>.

²⁷⁵ *Le Lorrain*, 1^{er} février 1938, "La religion et l'armée en face du plan de quatre ans", Charles Ritz, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne ½.

²⁷⁶ *Le Lorrain*, 7 février 1938, "L'aboutissement fatal des dictatures", Charles Ritz, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne.

²⁷⁷ *Le Lorrain*, 7 février 1938, "L'aboutissement fatal des dictatures", Charles Ritz, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne.

²⁷⁸ *Le Messin*, 10 février 1938, "La religion et l'armée en face du plan de quatre ans", Charles Ritz, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne ½.

En conclusion, c'est donc bien le "Führer" qui détient le pouvoir en Allemagne, même si l'importance de ses plus proches collaborateurs grandit sans cesse (on note ici une divergence d'interprétation totale avec *Le Messin*).

Un autre élément essentiel du régime hitlérien et de ses fondements est l'accaparement de la jeunesse par la propagande, mais également par l'éducation. C'est un deuxième aspect que nous allons étudier à présent.

3. L'éducation de la jeunesse allemande.

Le régime national-socialiste renvoie au second rang la pédagogie et fait de l'enseignement un système, un service politique²⁷⁹. La jeunesse doit être formée pour et par le national-socialisme, dont la doctrine, d'après ses chefs, se suffit à elle-même ; elle est élevée au rang de science, de seule science qui mérite crédit aux yeux des nazis indique René Jager. C'est avec un grand acharnement que les dirigeants du Reich tentent de substituer à l'ancien système libéral où l'on apprenait les sciences dites "positives", où l'on avait encore le souci d'enseigner pour instruire et éduquer, la doctrine nouvelle qui consiste << **à braquer, dès leur plus jeune âge, coeurs et cerveaux vers la seule science "admissible" >> : le nazisme avec sa << **déconcertante philosophie du racisme, du sang et du sol** >>²⁸⁰. Le bagage littéraire est accepté seulement dans la mesure où il contribue à endoctriner la jeunesse dans la seule et totale conception hitlérienne.**

Ces modifications ne se font cependant pas sans difficultés. Il a fallu commencer par l'épuration des enseignants juifs, catholiques, marxistes, antinazis ou pas assez nazis.

²⁷⁹ *Le Lorrain*, 7 février 1939, "Le cours de latin peut attendre, non l'État", René Jager, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

²⁸⁰ *Le Lorrain*, 7 février 1939, "Le cours de latin peut attendre, non l'État", René Jager, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

Pour les remplacer, il est obligatoire d'être avant tout un membre sérieux du NSDAP²⁸¹.

René Jager se réjouit, une résistance est apparue. Les vieux maîtres dans le primaire et les scientifiques dans les lycées et les universités ont du mal à accepter les transformations nationales-socialistes. La doctrine hitlérienne n'a pu prendre corps dans aucune science. << **Les enseignants de l'ancienne école, connaissent les sciences, les théories. Ils ne peuvent accepter de les réduire à une science unique appelée Adolf Hitler** >>²⁸². Ils se heurtent donc aux doctrinaires nazis.

Deuxième élément d'éducation de la jeunesse : les organisations de jeunesses hitlériennes. Elles représentent pour le "Führer" et les dirigeants du Reich, << **l'esprit suprême** >>, un << **grand idéal** >>²⁸³.

La "Hitlerjugend", explique René Jager, est une armée de jeunes de 10 à 18 ans. C'est une organisation exclusivement politique, et qui a pour mission d'endurcir les corps par un programme d'éducation physique très vaste et d'endoctriner les << **jeunes intelligences de science et de mystique nazies, pour obtenir ainsi des hitlériens 100%** >>. 7 millions de jeunes y reçoivent les ordres d'environ 600 000 petits "Führer". C'est un État dans l'État : ces organisations ont leur presse, leurs cinémas, la TSF, leurs membres bénéficiant d'indulgences aux examens, de congés extraordinaires. Plus concrètement, les jeunes Allemands, et c'est ce qui inquiète René Jager, reçoivent à la fois une formation militaire et doctrinale, dans le but de procurer à Adolf Hitler et à ses ambitions, des apôtres, des fanatiques robustes et guerriers.

²⁸¹ ce qui implique une connaissance des théories raciales, le suivi d'un entraînement physique intense, l'étude de la préhistoire et de l'histoire revues par les doctrinaires nazis, la pratique de l'aviation...

²⁸² *Le Lorrain*, 7 février 1939, "Le cours de latin peut attendre, non l'État", René Jager, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne ½.

²⁸³ *Le Lorrain*, 18 février 1939, "Les jeunesses hitlériennes", René Jager, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne ½.

La génération nouvelle doit être au service de l'État corps et âme. L'éducation physique en fera un parfait soldat, que la doctrine du nazisme, bien assimilée, doit fanatiser. La théorie du "Heim" (foyer) a pour résultat de soustraire l'enfant du milieu familial et de lui inculquer la science nouvelle. Celle-ci éliminera toutes les traditions, les moeurs, les coutumes ancestrales. << **Elle va former le type de l'Allemand nouveau : un guerrier nordique, qui vit pour la toute puissance du Reich et qui est décidé à combattre et à mourir pour que vive la Grande Allemagne d'Adolf Hitler** >>²⁸⁴.

C'est sur un ton dénonciateur que René Jager décrit les jeunesses hitlériennes. Il sous-entend l'existence d'un danger latent mais réel. Ces enfants et ces adolescents seront dans quelques années adultes. Fanatisés et surentraînés ; qui les arrêtera dans leur marche pour satisfaire aux desseins ténébreux d'Adolf Hitler ? Ce sont plusieurs millions de jeunes guerriers allemands que l'Europe aura à affronter.

Ce chapitre a permis d'observer l'opinion et l'analyse de la presse messine en face de la prise de pouvoir par les nazis en janvier 1933 et de la révolution qui l'a suivie, afin d'aboutir à l'étude du régime et de l'État hitlérien.

Les articles concernant ces deux thèmes étant très nombreux et argumentés, il était plus pratique et cohérent de s'arrêter sur quelques exemples seulement. Ceux-ci sont en outre suffisamment explicites pour en dégager des conclusions significatives.

Quelques points particuliers sont à rappeler, comme par exemple le réalisme et l'exactitude des informations concernant la brutalité de la mise en place du régime dans les années 1933 - 1934. La disparition des libertés individuelles et d'opinion, par la violence (camps de concentration) a également consterné les journalistes mosellans. *Le Lorrain* s'est inquiété de la résistance religieuse catholique face à l'idéologie nazie.

²⁸⁴ *Le Lorrain*, 18 février 1939, "Les jeunesses hitlériennes", René Jager, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

Enfin, concernant le régime et son fonctionnement, pour *Le Lorrain* et *Le Messin*, des similitudes se font jour avec les méthodes du gouvernement soviétique. Idéologiquement, les deux pays ne sont pas si éloignés que leurs propagandes le laissent croire (leur idéal est planétaire et semble irréalisable). Une entente est à redouter.

Les mêmes journalistes opposent, parfois de façon peu claire, les conceptions de Nation et de race.

L'ensemble de ces éléments, qui éclairent l'interprétation faite en Moselle de la politique nazie, amène à approfondir deux sujets d'une importance considérable dans la compréhension de la doctrine hitlérienne : l'anti-christianisme et l'antisémitisme.

Les luttes religieuses dans l'Allemagne hitlérienne.

<< Les persécutions continuent dans le Reich contre les israélites >>, << Le III Reich en folie. Le déchaînement du Kulturkampf s'accroît tous les jours >>, << La guerre de religion en Allemagne >>, << Le chaos hitlérien et les catholiques allemands >>. Voici quelques-uns des titres de la "Une" du *Messin* et du *Lorrain* concernant les questions religieuses sous l'Allemagne nazie. Ils sont évocateurs. Paradoxalement, les articles portant sur le sujet sont peu nombreux, ce qui paraît étonnant lorsque l'on connaît la ferveur religieuse des Mosellans, d'ailleurs très attachés à leur particularisme confessionnel. Édouard Herriot, entre autres, en 1924, en a fait l'amère expérience.

La timidité des journalistes messins dans ce domaine, et surtout de l'abbé Charles Ritz du *Lorrain*, montre une gêne, une grande difficulté à prendre position contre les persécutions religieuses des nazis, alors que la menace communiste et bolchevique grandit. Les deux quotidiens de la rue des Clercs suivent, en adoptant cette attitude, la même voie que le Saint-Siège, bien embarrassé.

De la sorte, certains événements pourtant importants ne sont abordés que brièvement. Par exemple, il est fait peu de cas de la signature, le 20 juillet 1933, du Concordat entre le Vatican et le Reich. Il en est de même de l'Encyclique capitale, *Mit brennender Sorge* du 14 mars 1937. La presse se contente de décrire et de dénoncer les persécutions religieuses, en priorité à l'encontre des catholiques et des protestants, dans une moindre mesure contre les juifs.

En aucun cas n'est évoquée une possible collaboration du Clergé avec le pouvoir nazi. Jamais ne sont attaqués les pasteurs ou prêtres acceptant ou militant pour le régime hitlérien. Seule est décriée, "l'Église Unifiée" allemande, Église d'État ayant comme base idéologique, le national-socialisme.

Cette étude permettra d'observer l'attitude de la presse mosellane, successivement envers la persécution et la résistance de l'Église protestante, puis l'Église catholique pour finir par traiter de l'antisémitisme dans le Reich et en particulier de la "Nuit de Cristal" en 1938.

I. La vision de la presse messine face à l'unification de l'Église Évangélique.

Charles Ritz fait l'historique des événements. Le but du gouvernement est d'unifier les protestants autour d'une Église du Reich appelée "Église Unifiée". Cette mission incombe au pasteur militaire Ludwig Muller de Koenigsberg. Celui-ci, sans entrer dans les détails, se heurte à la résistance de l'Assemblée des 29 Églises protestantes d'Allemagne qui a donné sa confiance et son autorité à un évêque : Friedrich von Bodelschwingh pour élaborer les statuts de "l'Église Unifiée".

Les nazis pensaient que du côté du protestantisme, tout allait marcher << **comme sur des roulettes** >>, puisque l'hitlérisme, tout au moins à ses débuts, était d'essence protestante malgré le catholicisme d'Adolf Hitler et de Franz von Papen²⁸⁵. Ils ne furent pas satisfaits de l'élection de Bodelschwingh, lui préférant l'aumônier Muller, aux inclinations militaires et gagné à leur cause. De suite, les partisans de Muller trouvèrent un prétexte pour déclarer nulle l'élection de l'Assemblée des Églises protestantes.

Vint se rajouter une autre question. Celle des juifs baptisés. Tandis qu'un certain nombre d'Églises disent que : << **baptisés, ils ne**

²⁸⁵ *Le Messin*, 27 février 1934, "Sous la dictature hitlérienne", "L'Allemagne et les conflits religieux", De Cazernal, 1^{re} page, 2 colonnes.

sont plus juifs >>, les "chrétiens-allemands" de Hassenfelder, proches du NSDAP clament **<< le baptême est sans effet sur les maudits, même baptisés, ils ne sont pas chrétiens >>**.

<< On peut, à bon droit, s'étonner de tant d'intolérance au XX siècle >>, s'exclame De Cazernal. Sans nous attarder davantage sur l'un et l'autre de ces problèmes, nous savons que par la violence et la pression, Bodelschwingh va démissionner de son nouveau poste et progressivement toute velléité d'opposition lui sera retirée²⁸⁶. L'aumônier Ludwig Muller le remplaça, élabora les statuts de la nouvelle Église protestante et, en septembre 1933, devint évêque du Reich. L'unification semblait en bonne voie.

Cependant, s'inquiète le journaliste, les plus extrémistes de cette nouvelle Église veulent aller plus loin. Les "chrétiens-allemands" ne se contentent pas de l'unification des Églises protestantes, mais, en outre, souhaitent unifier les Églises protestantes et les Églises catholiques en une seule Église d'État. Plus encore, une partie des hitlériens souhaitent que la nouvelle Église soit originale, abandonne le christianisme pour revenir aux sources pures de l'arianisme. De Cazernal en est scandalisé. Face à ces poussées extrémistes, Mgr Muller dut démissionner à son tour.

Il y a tout de même une justice se dit l'auteur. Ce qui le rassure c'est la rébellion de "l'Union de défense pour la sauvegarde des principes de la religion", qui compte en 1934 près de 3 000 pasteurs. Cet organisme se dresse contre les doctrines **<< païennes >>** du pasteur Krause, un des chefs extrémistes "chrétiens-allemands".

De Cazernal résume la situation. Cette crise du protestantisme allemand a regroupé les différentes confessions en trois parties : les "chrétiens-allemands" extrémistes, les "chrétiens-allemands" de l'aumônier Muller (tous deux dans "l'Église unifiée"), les partisans de l'indépendance de l'Église et de l'État. Le journaliste constate également que le Chancelier Hitler reste neutre dans ce conflit. Il compte sans doute sur l'aumônier Muller, fidèle au régime, pour ramener les Églises à

²⁸⁶ *Le Messin*, 27 février 1934, "Sous la dictature hitlérienne", "L'Allemagne et les conflits religieux", De Cazernal, 1^{re} page, 2 colonnes.

l'union²⁸⁷. Catholique, il ne peut s'aventurer lui-même dans une querelle qui lui est étrangère. << **Mais le fait est là ; le rêve d'une union des Églises protestantes d'Allemagne ne semble pas se réaliser et peut-être verrons-nous bientôt une sorte de Kulturkampf protestant** >>. Il est vrai qu'en l'absence d'union, c'est plutôt la désunion complète et totale qui symbolise les Églises protestantes du Reich.

Le Lorrain s'attache à des éléments plus concrets et, avec le temps, s'éloigne de l'analyse politique du conflit.

Ce qu'il observe, et regrette, c'est l'extension constante des pratiques païennes en Allemagne²⁸⁸. Des cérémonies basées sur le culte du feu et de la flamme sont organisées. Retraites aux flambeaux, feux de solstice, feux de camps, d'artifice se multiplient. La généralisation de ces pratiques athées préoccupe le journal clérical qu'est *Le Lorrain*, d'autant plus que simultanément la population et le clergé catholiques sont maltraités et subissent, au quotidien, une véritable menace d'emprisonnement ou de mort.

II. La persécution des catholiques en Allemagne nazie.

Dès l'année 1935, *Le Lorrain* et *Le Messin* décrivent les persécutions endurées par les catholiques allemands. Le journal clérical estime à 150 le nombre de prêtres enfermés dans les geôles allemandes. Les arrestations arbitraires, les prétextes juridiques (trafic de devises par exemple) et les conditions strictes de détention des membres du clergé catholique sont dénoncés. Il en est de même des brutalités dont sont victimes les pèlerins allemands se rendant à Rome ou à Lourdes. Ils sont

²⁸⁷ *Le Messin*, 27 février 1934, "Sous la dictature hitlérienne", "L'Allemagne et les conflits religieux", De Cazernal, 1^{ère} page, 2 colonnes.

²⁸⁸ *Le Lorrain*, 31 juillet 1935, "Le mouvement néo-païen et les poursuites contre les Congrégations religieuses".

régulièrement molestés, rançonnés et dépouillés²⁸⁹. Le quotidien réfute les prises de position d'Alfred Rosenberg, l'idéologue du parti nazi, qui rabaisse l'attitude des ministres du culte de l'Église romaine l'assimilant à l'attitude du sorcier chez les peuplades primitives sauvages. De plus, le journal de l'abbé Ritz réfute l'accusation du politicien nazi, selon laquelle la minorité catholique voudrait dominer la majorité du peuple allemand qui ne reconnaît pas son autorité²⁹⁰.

Paul Lorrain au *Messin*, dénonce à de nombreuses reprises l'incarcération de prêtres allemands par les nazis. Ces condamnations lui rappellent étrangement la méthode bismarckienne²⁹¹. En 1879, l'abbé Thouvenin, curé d'Ars-sur-Moselle, avait fait dans un sermon une allusion aux lois allemandes qui touchaient aux droits de l'Église. Il fut condamné à deux mois de forteresse qu'il passa à Bitche. 62 ans après son instauration, le paragraphe 130a du code pénal allemand sur l'abus de la chaire à prêcher, fait de nombreuses victimes en Allemagne. << **Et il ne semble nullement que Hitler ait le poing moins lourd que le Chancelier de fer** >>²⁹². Simultanément, les Pouvoirs publics tentent d'étouffer financièrement les congrégations religieuses en les traduisant devant la justice²⁹³. S'ensuivent des peines d'emprisonnement et surtout des amendes très élevées. Il s'agit de plusieurs centaines de millions de marks. Les congrégations étant solidairement responsables, en cas d'impayé, l'État confisquera les biens de ces dernières. C'est l'objectif poursuivi.

²⁸⁹ *Le Lorrain*, 5 mai 1935, "Le III Reich en folie", "Le déchaînement du Kulturkampf s'accroît tous les jours", 1^{ère} page.

²⁹⁰ *Le Lorrain*, 5 mai 1935, "Le III Reich en folie", "Le déchaînement du Kulturkampf s'accroît tous les jours", 1^{ère} page.

²⁹¹ *Le Messin*, 28 décembre 1935, "Comment Hitler fait appliquer le << Kanzel paragraph >> aux prêtres du Reich".

²⁹² *Le Messin*, 28 décembre 1935, "Comment Hitler fait appliquer le << Kanzel paragraph >> aux prêtres du Reich".

²⁹³ *Le Lorrain*, 31 juillet 1935, "Le mouvement néo-païen et les poursuites contre les Congrégations religieuses".

Par des procès pour trafic de devises, l'État allemand veut atteindre le prestige de l'Église, éliminer l'obstacle²⁹⁴. Les nazis s'adonnent à une << belle >> manipulation des masses. Ils souhaitent détourner les esprits contre << les [soi-disant] traîtres qui, par leurs agissements, empêchent la marche conquérante du III Reich vers ses grandes destinées >>. Le III Reich a trouvé dans ces procès, un moyen de diminuer l'autorité de l'Église. Sous les apparences d'un État concordataire, le gouvernement espère grignoter peu à peu l'influence matérielle et morale d'une des seules autorités spirituelles qui se dressent en face de ses visées unificatrices²⁹⁵. Charles Ritz craint en effet les desseins unificateurs du régime nazi, l'Église protestante, lui semble-t-il, se transforme progressivement en Église d'État²⁹⁶. Il estime que le ministre du Reich pour les questions ecclésiastiques, Kerrl, a un grand pouvoir sur l'Église évangélique allemande, une autorité plus grande que le Pape sur l'Église catholique. De ce fait, l'abbé-directeur redoute que l'Allemagne en vienne à une institution où seraient mêlés les éléments protestants et les éléments catholiques qui, sous le poids d'une forte pression politique, serait qualifié d'Église Unitaire allemande, en vue de réaliser la suppression, réclamée par les nationaux-socialistes, de toutes les formes séparant les confessions chrétiennes. << C'est une tentative réelle de synchronisation des confessions, semblable à la synchronisation de l'État >>²⁹⁷.

Charles Ritz aborde un autre aspect. Il s'agit de la volonté du gouvernement hitlérien d'avoir la mainmise totale sur la jeunesse allemande. Les organisations de jeunesses hitlériennes y contribuent fortement. Cette évolution se fait au détriment des jeunesses catholiques. En février 1936, citant l'arrestation de Mgr Walker, Président général des Associations catholiques de jeunesse du Reich, et de 150 ecclésiastiques et jeunes gens des organisations catholiques, l'abbé-journaliste pense que les

²⁹⁴ *Le Lorrain*, 24 novembre 1935, "L'évêque de Meissen victime du kulturkampf", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

²⁹⁵ *Le Lorrain*, 24 novembre 1935, "L'évêque de Meissen victime du kulturkampf", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

²⁹⁶ *Le Lorrain*, 24 octobre 1935, "Le III Reich va reprendre son Kulturkampf", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

²⁹⁷ *Le Lorrain*, 24 octobre 1935, "Le III Reich va reprendre son Kulturkampf", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

nazis veulent porter un coup fatal aux jeunesses catholiques²⁹⁸. En effet, ces actions surviennent après l'assassinat des deux principaux chefs catholiques le 30 juin 1934 et la dernière conférence en date des évêques à Fulda en janvier 1936. Invoquant une fois de plus un complot anti-national-socialiste des jeunesses catholiques et des jeunesses communistes, les autorités procèdent à des arrestations pour endiguer l'influence catholique. **<< Le Reich ne pouvait plus supporter l'existence d'une doctrine en face de la sienne, qui est totalitaire. Deux philosophies, deux théories s'opposent : celle de la race, du sol et du sang - celle du Christ. [...]. L'enjeu est l'âme de l'enfance et de la jeunesse >>**²⁹⁹.

La question de la jeunesse allemande inquiète également Paul Lorrain. Les nazis embrigadent les enfants dès l'âge de 10 ans dans la "Hitlerjugend". Cependant, souhaite l'administration, c'est déjà à 6 ans que l'esprit hitlérien doit les gagner, d'où l'intérêt de rendre l'école primaire, dominée par les instituteurs acquis au régime, obligatoire pour tous³⁰⁰. Des pressions multiples s'exercent pour inciter les parents à mettre les enfants dans une école unique plutôt que dans une école confessionnelle catholique ou protestante. Ces dernières ne peuvent être interdites du fait de l'existence du Concordat de juillet 1933, mais la propagande intensive, ajoutée aux sanctions à l'encontre de tous ceux qui manifestent contre l'école unique (jusqu'à 6 mois de prison ferme), va diminuer le nombre de volontaires pour fréquenter les établissements scolaires religieux.

Charles Ritz, pour expliquer cette persécution accrue des catholiques, avance deux hypothèses.

La première, nous en avons déjà parlé, repose sur l'objectif nazi de tout uniformiser dans le Reich et d'éliminer toute croyance autre que l'idéologie nationale-socialiste. La deuxième repose sur le fait que le

²⁹⁸ *Le Lorrain*, 12 février 1936, "Le Kulturkampf reprend en Allemagne", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 2 colonnes.

²⁹⁹ *Le Lorrain*, 12 février 1936, "Le Kulturkampf reprend en Allemagne", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 2 colonnes.

³⁰⁰ *Le Messin*, 2 mai 1936, "Malgré l'opposition de l'épiscopat, Hitler l'introduit [l'école unique] dans le Reich", Paul Lorrain, 1^{ère} page.

nazisme s'apparente au bolchevisme. Les deux idéologies se rencontrent dans leur fanatisme contre Dieu et l'Église. << **Le communisme, cousin germain de l'hitlérisme, est une doctrine de facilité, faisant appel aux plus bas instincts de l'homme. De toute sa beauté accrue par le sang de ses derniers martyrs, la religion se dresse contre le fanatisme** >>³⁰¹.

On retrouve là, la comparaison souvent effectuée au *Lorrain* et au *Messin* entre régimes et doctrines nazi et communiste.

Autre constatation concernant *Le Messin*. Le journal de Frédéric Certonciny porte son attention sur les problèmes du clergé protestant et catholique en Allemagne. Pour un quotidien non clérical ce fait est remarquable. Le rapprochement du *Messin* et du *Lorrain* explique peut-être cette attitude, avec le temps, *Le Messin* est devenu un quotidien de "droite", défendant par moment les intérêts religieux des catholiques, en Moselle, mais aussi en Europe.

La presse messine ne se contente pas de décrire et de dénoncer la persécution nazie envers les Églises chrétiennes du Reich, elle décrit également la résistance, les réactions du clergé catholique face à ces injustices et ces tentatives d'étouffement.

III. La résistance du clergé catholique face aux violences nazies.

Le Lorrain note avec satisfaction, dès 1933, la lutte des évêques allemands.

Il est réconfortant, écrit Charles Ritz, de voir les évêques allemands réunis autour du tombeau de Saint Boniface, à Fulda, préciser les principes de la vie et de l'action catholique en face de la révolution nationale d'Adolf Hitler. Le document épiscopal est divisé en 9 paragraphes dont chacun traite une importante tranche de la vie des catholiques

³⁰¹ *Le Lorrain*, 30 août 1936, "Religion et fanatisme", Charles Ritz, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne ½.

allemands, depuis l'amour de la Patrie, la liberté et la paix, jusqu'aux questions très pratiques de l'organisation catholique dans les oeuvres de jeunesse, de charité et de presse³⁰².

L'abbé-journaliste remarque que dans le concert des évêques allemands, une voix se distingue et s'impose. Il s'agit du cardinal Faulhaber, archevêque de Munich. Il se dresse << avec courage >> contre la politique d'Hitler et de sa majorité. Il tente un ralliement des catholiques allemands. << **Si jamais un Kulturkampf éclate, et tout nous dit qu'il éclatera bientôt officiellement, l'éminent archevêque de Munich sera un des premiers frappés. Ce sera le plus bel honneur de sa vie** >>³⁰³. Cette résistance du cardinal ne faiblira pas en 1934. Le journal de la rue des Clercs reprend en février 1934 les propos du courageux clérical. Ce dernier s'attaque aux théories de l'évêque protestant du Reich Muller et refuse tout antisémitisme de la part des chrétiens³⁰⁴. De plus, le cardinal Faulhaber ne connaît aucun préjugé racial, l'Église consacre des évêques noirs et des évêques asiatiques. << **Tous les hommes sont frères : il y a des malheureux, il y a des dégénérés, il y a des coupables, il n'y a pas d'inférieurs** >>. Il refuse également tout retour au paganisme, qui serait la fin du peuple allemand.

La rédaction du *Lorrain* est en plein accord avec le cardinal résistant. Le rejet du christianisme apparaît comme une régression vers la << **barbarie primitive** >>. Dans l'ordre matériel, il peut y avoir des races, dans l'ordre chrétien, il n'y a que des hommes. Puis Marcel Grosdidier de Mâtons rappelle la doctrine constante du christianisme : << **Dans la grotte de Bethléem, les juifs et les païens, les bergers de la Judée et les rois mages se sont retrouvés. Dans le royaume de l'Enfant-Dieu, il n'y a pas** >>.

³⁰² *Le Lorrain*, 22 juin 1933, "Chrétiens-Allemands, Culte du feu et Évêques indépendants", Charles Ritz, 1^{ère} page.

³⁰³ *Le Lorrain*, 22 juin 1933, "Chrétiens-Allemands, Culte du feu et Évêques indépendants", Charles Ritz, 1^{ère} page.

³⁰⁴ *Le Lorrain*, 6 février 1934, "Races et religions", "L'Enseignement du Cardinal Faulhaber", Marcel Grosdidier de Mâtons.

de différence entre les Juifs et les Grecs. Il est le seigneur commun de tous les hommes >>³⁰⁵.

Charles Ritz estime pour sa part, que le clergé catholique tient bien en main l'ensemble des fidèles et en particulier les organisations de jeunesse, de plus en plus << **spiritualisées** >>³⁰⁶. Mais, de quelle prudence ne doivent pas faire preuve les cléricaux qui tentent d'allier, en conscience et devant l'opinion, la reconnaissance du III Reich avec la foi et le monde catholique, précise l'abbé-journaliste. Les catholiques servent de leur mieux leur Patrie, parce que chrétiens ; le nazisme veut qu'on le serve, avec toutes ses incarnations et ses divinités, puis, dans ce cadre, que l'on soit, << **à la rigueur** >>, catholique. L'opposition entre les deux théories est profonde.

Cependant "Verax" est persuadé que tant qu'Adolf Hitler sera Chancelier et Franz von Papen dans le gouvernement, un nouveau "Kulturkampf" pourra être évité, afin de ne pas indisposer les Sarrois avant le plébiscite³⁰⁷. Il est vrai qu'une fois la Sarre revenue au Reich, les difficultés, déjà grandes pour les catholiques, vont encore s'accroître. Mais la résistance va demeurer intacte. *Le Lorrain* cite un exemple. En juillet 1935, dans toutes les Églises du Reich, un mandement a été lu pour dénoncer les violations du Concordat, les emprisonnements de membres du clergé, ainsi que la loi de stérilisation des handicapés. Il réclamait également la liberté d'expression pour les prêtres et la liberté de la presse catholique.³⁰⁸ Ce geste significatif marque la naissance d'un nouveau front en Allemagne. De plus en plus menacés, les catholiques se lancent dans une véritable lutte morale et spirituelle contre le régime nazi.

³⁰⁵ *Le Lorrain*, 6 février 1934, "Races et religions", "L'Enseignement du Cardinal Faulhaber", Marcel Grosdidier de Mâtons.

³⁰⁶ *Le Lorrain*, 7 avril 1934, "Le conflit religieux dans le III Reich accentue sa tournure anti-catholique", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

³⁰⁷ *Le Lorrain*, 10 avril 1934, "La journée politique", "Coup d'oeil à l'extérieur", Verax, 1^{ère} page, 1 colonne

³⁰⁸ *Le Lorrain*, 23 juillet 1935, "La guerre de religion en Allemagne".

Pour *Le Messin*, ce nouveau front se caractérise par la réaction contre les persécutions anti-juives et anti-catholiques³⁰⁹. Il est [c'est l'idée du *Messin*] une sorte d'union des juifs, communistes et catholiques allemands ! Est-il assez fort pour vaincre, se demande l'auteur sans apporter de réponse ? De plus, il craint que le Chancelier Hitler, pendant que nazis et antinazis se battent dans les rues, pourra s'en sortir indemne.

Charles Ritz explique, quant à lui, que les Allemands s'ennuient désormais³¹⁰. Ils sont lassés des défilés, des organisations paramilitaires, des quêtes continuelles. Dans ce << chaos >>, les catholiques constituent peu à peu la seule force, << avec une doctrine solide, humaine, éternelle >>, qui soit capable de s'imposer. Il y a, selon le directeur journalistique, << de plus en plus de pèlerins dans le Reich >>. Le régime peut réagir de deux façons. Ou bien le national-socialisme, perdant toute mesure et tout contrôle se jette sans frein et sans retenue contre le catholicisme, ou alors les catholiques continuent leur action. D'autre part, Charles Ritz déclare à ses lecteurs que malgré les mesures prises (emprisonnements, confiscations), la masse des croyants n'est pas atteinte. Au contraire, le nombre de fidèles serait en augmentation³¹¹.

Le Messin, comme pour accentuer l'opinion de l'abbé Ritz, reprend un passage du discours de docteur Schacht du 18 août 1935. La censure allemande a interdit la diffusion du texte du ministre de l'Économie. Il y dénonçait l'anti-catholicisme et l'antisémitisme³¹². Les buts n'étaient pas remis en cause, mais les moyens. Les actes de violence, la propagande éhontée..., ces troubles engendrent des conséquences économiques à l'intérieur du Reich et à l'étranger. Les échanges transfrontaliers chutent, il n'y a plus d'emprunts possibles. C'est en

³⁰⁹ *Le Messin*, 26 juillet 1935, "Un nouveau front en Allemagne ?", "Hitler provoque-t-il à plaisir les persécutions en Allemagne ?", Éditorial, 1^{er} page, 2 colonnes.

³¹⁰ *Le Lorrain*, 28 juillet 1935, "Le chaos hitlérien et les catholiques allemands", Charles Ritz, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne.

³¹¹ *Le Lorrain*, 28 juillet 1935, "Le chaos hitlérien et les catholiques allemands", Charles Ritz, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne.

³¹² *Le Messin*, 20 août 1935, "Contre les excès antireligieux des nazis", "Le discours du Docteur Schacht".

argumentant avec des faits concrets et financiers que le ministre Schacht tentait de stopper les persécutions religieuses et raciales.

Ce témoignage nous montre les divisions existant en Allemagne au sein même des dirigeants. C'est pour cette raison que l'Allemagne donne à Charles Ritz cette impression de << chaos >>.

En résumé, nous constatons la volonté qu'ont les journalistes messins de décrire la résistance croissante du clergé catholique en Allemagne, en évitant de dénoncer avec véhémence les actes de collaboration avec les nazis, tout comme l'absence de réaction du Vatican. Les journaux ne réclament pas davantage de résistance, ni une prise de position plus claire de l'ensemble du clergé allemand. Autre constatation. Après 1936, plus aucun article n'est consacré à cette défense religieuse. Avec le temps et les dures mesures nazies, la lutte des religieux se fait plus difficilement. Les membres du gouvernement ont détruit les associations, la presse, les écoles catholiques. À partir de 1936, le pouvoir s'attaque à la doctrine même de l'Église. Le Pape y répond au travers de l'encyclique *Mit brennender Sorge*. La presse messine reste discrète sur le sujet.

Un autre point sur lequel les journalistes mosellans insistent peu ; l'antisémitisme doctrinaire nazi. Peu nombreux sont les articles ou les éditoriaux consacrés à ce thème pourtant important. Seuls les massacres de la "Nuit de Cristal" vont émouvoir les Mosellans.

IV. L'antisémitisme nazi et la presse mosellane.

1. Peu d'éléments à exploiter.

Frédéric Certonciny dénonce en 1935 le journal antisémite *Der Stürmer* dirigé par Julius Streicher, "Führer" de Franconie³¹³. Ce dernier est considéré comme étant le chef moral des groupes ou bandes violentes anti-juives. Sa devise est : "Les juifs sont notre malheur !". L'auteur insiste particulièrement sur la rubrique dite << **Boîte aux lettres** >>, dans laquelle sont condamnés les israélites, mais aussi les Allemands les fréquentant.

Dans l'ensemble, la presse mosellane donne peu d'informations à ses lecteurs sur les lois de Nuremberg et les exactions antisémites. Au gré des articles, de temps en temps une allusion est faite, une phrase dénonce les agissements nazis, mais sans plus. Étant donné l'élan antisémite que connaît le Reich, cette attitude peut surprendre. L'explication se trouve sûrement dans le fait que l'antisémitisme était, dans les années 30, un phénomène européen, voire mondial. L'URSS, la Pologne, la France... étaient concernées. À plusieurs reprises pendant la période, *Le Lorrain* s'insurge contre l'immigration venue d'Allemagne et qui nuit grandement au commerce local. Les réfugiés de confession juive sont souvent visés dans ce domaine.

Un seul événement a provoqué la révolte des journalistes mosellans, c'est la "Nuit de Cristal", véritable manifestation anti-juive. Leur indignation n'est cependant pas provoquée par la persécution des juifs allemands !

³¹³ *Le Messin*, 7 juin 1935, "Les persécutions continuent dans le Reich contre les israélites", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{er} page, 2 colonnes.

2. La "Nuit de Cristal".

a. Le Lorrain et l'attentat de Paris.

Dès le 11 novembre, *Le Lorrain* s'exprime clairement. L'article se trouve en 3^{ème} page et est très critique envers les étrangers juifs résidant en France ³¹⁴. L'un de ces étrangers, << toujours parce que la tête de M. Hitler ne lui revient pas >>, commet sur le territoire français un attentat qui pourrait avoir, selon *Le Lorrain*, les plus graves conséquences sur le plan diplomatique.

<< Et c'est ce qui importe. Qu'il se trouve chez nous des indésirables, nous le savons, hélas, que trop, qu'ils soient des escrocs, spécialistes des fructueuses faillites, qu'ils fassent de la politique, alors que nos affaires ne les regardent pas, nous le tolérons à peu près. Mais voilà qu'ils exagèrent >>. *Le Lorrain* s'explique. L'attentat de Paris, commis par Grinzpan contre von Rath outre qu'il apporte au monde entier la preuve de la carence de la police politique française incapable de protéger les hôtes officiels, fournit à Berlin un beau motif à une querelle d'Allemands. << Un de leurs diplomates est assassiné chez nous, ils sont en droit d'exiger réparation. Tout permet de penser qu'ils n'utiliseront pas l'argument que le ciel leur envoie, en tout cas, il n'en fallait pas davantage pour mettre l'Europe à feu et à sang. On l'a bien vu en 1914. C'est une question de prétexte >>, écrit le journaliste du *Lorrain*.

Quoi qu'il en soit, il estime que les compatriotes de l'assassin, accueillis en France, sont dans << leurs petits souliers >>, redoutant que, finalement, les français, << écoeurés >> ne se livrent à des représailles véritablement violentes. << En accordant une excessive tolérance aux indésirables, notre gouvernement leur rend peut-être un bien mauvais service >> ³¹⁵, conclut-il.

³¹⁴ *Le Lorrain*, 11 novembre 1938, "Après un attentat", 3^{ème} page, 3^{ème} colonne.

³¹⁵ *Le Lorrain*, 11 novembre 1938, "Après un attentat", 3^{ème} page, 3^{ème} colonne.

Les "indésirables" dont l'auteur de l'article parle, sont les juifs allemands ou polonais exilés de leurs pays. Un certain antisémitisme est à noter dans ces propos.

b. Joseph Goebbels face à la presse étrangère.

Dans une intervention face à la presse étrangère le docteur Goebbels a souligné l'opposition irréductible qui existe entre le nazisme et le judaïsme³¹⁶. C'est pourquoi le gouvernement doit intervenir. Selon lui, le Reich ne veut pas faire du << **problème juif** >> une question internationale, quoiqu'en fin de compte, ce problème devra se régler sur ce plan. Toujours d'après le ministre Joseph Goebbels, qui n'en est plus à un mensonge près, les manifestations du 9 et du 10 novembre n'ont aucunement été concertées ni organisées par lui-même, car si cela avait été le cas, elles auraient eu une autre ampleur et un autre caractère ! Il précise que la question juive sera réglée par la voie légale et non par la force. (Il est vrai qu'après ce qui vient de se passer, l'utilisation de la force n'est plus nécessaire !).

Il explique ensuite que l'attitude du Reich à l'avenir dépendra de celle des milieux juifs de l'étranger. Que ceux-là soient réservés, sinon.... La menace est sans aucune ambiguïté. Enfin, le docteur Goebbels déclare qu'il n'y a pas eu de pillages et que les pompiers ont fait leur devoir dans la mesure du possible !

Il est clair, en voyant cette déclaration, que le ministre de la Propagande du gouvernement est de mauvaise foi. Ces mensonges ne tromperont personne, le doute subsistera dans les esprits quant à la réalité de ces soi-disant << **réactions spontanées** >> de la population allemande toute entière. *Le Lorrain* n'insiste cependant pas sur cet aspect de la question et se contente de relater les faits. Aucune critique n'est émise devant cette déclaration.

³¹⁶ *Le Lorrain*, 12 novembre 1938, "En Allemagne", 1^{ère} page, 6^{ème} et 7^{ème} colonnes.

c. Le Lorrain et le milliard de marks d'amende.

Par ordonnance le Maréchal Goering, commissaire au plan de quatre ans, frappe d'une amende d'un milliard de marks les juifs allemands, à la suite de l'attentat contre le conseiller von Rath. Ce texte est retranscrit dans les colonnes du *Lorrain* du 13 novembre en 2^{ème} page.

<< L'attitude hostile du judaïsme envers le peuple et le Reich allemands, attitude qui n'a même pas reculé devant les lâches assassinats, exige des mesures de défense décisives et une dure expiation. En conséquence, j'ordonne, en vertu de l'ordonnance d'application du plan de 4 ans du 18 octobre 1936, les mesures suivantes :

1°) le paiement d'une contribution d'un milliard de Reichsmarks au Reich allemand est imposé aux juifs de nationalité allemande en leur ensemble,

2°) les règlements d'application seront édités par le ministre des finances en accord avec les ministres du Reich intéressés >>.

Pour le quotidien messin, ce décret de Hermann Goering représente un coup mortel pour les juifs allemands. La rédaction explique que les milieux étrangers de Berlin sont surpris par ce principe du milliard de marks demandé aux juifs du Reich. La fortune totale des juifs en Allemagne semble pouvoir être évaluée à une douzaine de milliards de marks, la contribution correspond donc à 10 à 15 % de cette fortune et frappe chacun des 600 000 juifs, d'une pénalité avoisinant les 30 000 marks. L'interdiction aux juifs de faire un commerce quelconque à partir de janvier 1939 amplifierait le désastre et porterait un nouveau coup dur à la survie des israélites en Allemagne hitlérienne³¹⁷.

L'attitude du *Lorrain* face à ces événements, est mitigée : d'un côté les persécutions sont relatées en toute objectivité,

³¹⁷ *Le Lorrain*, 13 novembre 1938, "Un coup mortel", 2^{ème} page.

elles font les gros titres du journal pendant près d'une semaine soit en première, soit en deuxième page, et d'un autre côté, malgré le sort douloureux réservé aux juifs en Allemagne et dont le quotidien a pris conscience immédiatement, la position du journal envers les exilés allemands en France est très dure. *Le Lorrain* prend très au sérieux le prétexte utilisé par le gouvernement allemand de l'assassinat du secrétaire von Rath pour justifier les brimades infligées aux juifs, et semble craindre le déclenchement d'un conflit européen. En conséquence, *Le Lorrain* ne les défend pas et ne condamne pas explicitement l'antisémitisme nazi. À noter qu'aucun éditorial n'est consacré à ce pogrome national, Charles Ritz, pourtant habile dans la dénonciation des violences nazies, ne s'exprime pas en novembre 1938.

d. Le Messin face aux événements de novembre 1938.

Dès le 10 novembre, *Le Messin* exprime son opinion sur l'assassinat du conseiller von Rath et sur les représailles prévisibles en Allemagne³¹⁸. Et ceci notamment, au travers d'un article d'André Mociblon, intitulé : << **Encore un étranger !** >> qui reprend les faits à leur origine. Un jeune juif, polonais d'après les sources du journal, Herschel Feibel Grinzpan, a délibérément et de sang-froid, tiré 5 balles de revolver sur un secrétaire de l'ambassade d'Allemagne à Paris, von Rath. C'est, selon les mots même de l'auteur, le type de l'attentat << lâche >> et que la loi devrait réprimer impitoyablement et sans désespérer.

Puis il continue son raisonnement (la citation est longue mais explicite) : << **Le meurtrier, avec une façon et un cynisme qui n'appartiennent qu'aux gens de son espèce, a proclamé glorieusement "J'ai agi pour venger mes coreligionnaires chassés d'Allemagne".**

Fort bien ! mon petit. Mais si vous vous sentiez autant de courage, c'est en Allemagne qu'il fallait opérer. Vous avez le goût du martyr ? Vous vouliez vous sacrifier pour les vôtres ? Pourquoi

³¹⁸ *Le Messin*, 10 novembre 1938, "L'attentat de l'ambassade d'Allemagne", "M. Von Rath est décédé", 1^{ère} page, 6^{ème} et 7^{ème} colonnes & "Au jour le jour", "Encore un étranger !", André Mociblon, 2^{ème} page, 2 premières colonnes.

n'avez-vous pas essayé vos talents de tireur sur Hitler, Goering ou Goebbels ? Parce que vous étiez certain de ne pas en sortir vivant. Oui, je comprends... Les gens qui vous ont habilement poussé, suggéré, vous ont tenu ce raisonnement : "En France, on acquitte les criminels politiques. Ton jeune âge y aidera ! Tu ne risques pas grand-chose : deux ans au plus, sur lesquels nos hautes influences politiques te feront accorder une importante remise de peine. Vas-y ! C'est sans danger. On réussit à tous les coups dans de telles conditions".

Voilà un genre de courage que je ne prise pas beaucoup. Des gens qui, en Allemagne, n'ont même pas eu ce que l'on appelle le courage du désespoir, un geste de sursaut, de fierté indignée qu'on aurait excusé si on ne l'avait approuvé ; des gens qui se sont soumis sans l'ombre d'un essai de résistance aux pires exigences, aux avanies publiques, viennent en France, pays qui leur donne l'hospitalité, jouer les vengeurs, les héros, les Guillaume Tell. Non ! C'est mettre l'héroïsme à trop bon marché. C'est la guerre de bluff. Personne ne sera dupe que ceux qui veulent l'être, et les plans de ceux qui ont excité à ce crime un gamin de dix-sept ans sont faciles à percer à jour >>.

André Mociblon pense que les juifs persécutés craignent un rapprochement franco-allemand, ce qui les priverait de leur vengeance contre le gouvernement du Reich, la communauté juive allemande ayant décidé de faire de la France son champion dans sa lutte avec Adolf Hitler. En réalité, toujours d'après la thèse de l'auteur, les juifs ont décrété que le Français serait leur soldat dans une guerre avec l'Allemagne, qu'ils souhaitent la plus proche possible. Cet attentat à l'ambassade a seulement pour but de verser un peu d'huile sur le feu, excellent moyen de raviver le ressentiment de l'Allemagne contre la France.

Et André Mociblon de rajouter qu'il est certain que la nouvelle a durement touché l'Allemagne, que la police politique française sera encore une fois critiquée à raison, que la France est le seul pays civilisé sur le territoire duquel deux souverains ont été assassinés depuis la fin de la guerre : le Roi Alexandre de Serbie, le Président de la République

Paul Doumer (assassiné en 1932). On évoquera également l'attentat similaire contre un diplomate italien, Bouzervizi. On dira toujours, que les méthodes des cours d'assises françaises assurent presque **<< à coup sûr >>** l'impunité des crimes politiques. De plus, précise-t-il, le *Berliner Tage-Blatt* constate que cet incident illustre des déclarations faites à Weimar par le "Führer" contre **<< la licence d'excitation >>** laissée à certains éléments dans les pays démocratiques.

Tout cela, fait remarquer l'auteur, laisse bien les Français en posture d'accusés, donne fortement à la France des apparences de complice, **<< car la négligence poussée à un certain degré est complicité >>**³¹⁹. Le journaliste du *Messin* continue : **<< [...] que les trop malins organisateurs du crime ne se hâtent pas trop de triompher. S'ils ont semé un peu plus de haine entre l'Allemagne et la France, ils ne vont pas tarder à récolter de la tempête >>**.

Déjà, raconte-t-il, en Allemagne, on annonce à titre de représailles de nouvelles mesures de rigueur contre les coreligionnaires de Grinzipan que celui-ci se proposait de venger. **<< Et cet acte imbécile et criminel n'aura eu pour résultat que de rendre plus malheureuse l'existence à ceux qu'il devait soulager >>**. Quelle hypocrisie de la part de l'auteur qui oublie de condamner ouvertement l'antisémitisme allemand !

Mais l'attentat aura aussi ses répercussions en France. Selon André Mociblon, un vaste mouvement xénophobe est en train de se dessiner au sein de la population française, du Nord au Midi, de l'Ouest à l'Est. Ce crime lui donne des ailes, l'amplifie, le renforce. C'est à se demander si le journaliste ne souhaite pas cette aggravation de la situation ?

Dès la nouvelle répandue, on n'entendait partout que ces réflexions : **<< Encore un étranger ! Encore un étranger !! Quand se**

³¹⁹ *Le Messin*, 10 novembre 1938, "L'attentat de l'ambassade d'Allemagne", "M. Von Rath est décédé", 1^{ère} page, 6^{ème} et 7^{ème} colonnes & "Au jour le jour", "Encore un étranger !", André Mociblon, 2^{ème} page, 2 premières colonnes.

décidera-t-on à en finir pour de bon avec la pègre internationale, et à chasser cette racaille de chez nous ! >> ³²⁰.

Le journaliste continue sa démonstration nationaliste. Il y a longtemps que des gens "bien intentionnés", orateurs, écrivains, journalistes, préviennent les étrangers d'avoir à se << **tenir tranquilles** >>, s'ils veulent éviter en France le sort qu'ils connaissent dans certains pays totalitaires qu'ils ont dû fuir. << **Ces cyniques continuent à s'y conduire en goujats ou comme en pays conquis, persuadés que l'on peut faire tout supporter aux Français** >>. Puis il conclut son article sur ces mots sévères : << **La plus grande patience a ses limites. Celles de la nôtre sont atteintes. C'est la dernière goutte qui fait déborder le vase. On en a assez, en France, des étrangers assassins, de quelque pays ou de quelque religion qu'ils soient. Les Pouvoirs publics ne se résignant pas à prendre les mesures d'énergie nécessaires, les Français vont se trouver devant l'obligation de créer des équipes de volontaires pour suppléer à la carence des autorités et de la police, pour faire respecter aux étrangers le pays qui les héberge et les nourrit, et pour imposer aussi un peu plus de considération envers ses habitants. On se rendra justice à soi-même devant l'absence de justice officielle.**

On voudrait faire régner en France des moeurs politiques comme certaines qui sont en usage en Allemagne qu'on ne s'y prendrait pas autrement que l'assassin Grinspan... et ses inspireurs qu'il faudra retrouver.

Encore un étranger ! C'en est trop. La coupe déborde !>>.

La menace est claire. C'est sur ces propos très durs que André Mociblon termine son article. Pour lui aussi, tout comme *Le Lorrain*, le risque de brouille avec l'Allemagne prévaut sur toute autre considération. Il dénonce un prétendu complot des juifs vivant en France et un certain laxisme de la police et de la justice française. Ici aussi, un

³²⁰ *Le Messin*, 10 novembre 1938, "L'attentat de l'ambassade d'Allemagne", "M. Von Rath est décédé", 1^{ère} page, 6^{ème} et 7^{ème} colonnes & "Au jour le jour", "Encore un étranger !", André Mociblon, 2^{ème} page, 2 premières colonnes.

antisémitisme certain doit être mis en évidence. Les juifs sont attaqués et critiqués, mais seulement indirectement, à travers l'assassin de von Rath. L'auteur ne s'apitoie nullement sur la persécution antisémite qui a lieu dans le III Reich. À la vue de ses écrits, ce sont les juifs qui sont coupables. Coupables de ne pas résister en Allemagne, coupables de se réfugier en France et d'y mener une campagne antinazie.

Dans *Le Messin*, aucun éditorial sur la question de la persécution des juifs en Allemagne ! Frédéric Certonciny et Henry Godmard n'interviennent pas, les épisodes sanglants de la "Nuit de Cristal", sont décrits de manière anodine, sans commentaires particuliers. De plus, il nous faut remarquer que, souvent, les sources du *Messin* sont identiques à celles du *Lorrain*, ce qui explique que les informations soient sensiblement identiques et que certains articles soient purement et simplement les mêmes. Il est vrai que le gouvernement allemand censurant la presse de son pays, ainsi que la presse étrangère, il est difficile aux deux journaux messins de diversifier leurs sources d'information. Ils sont également d'accord pour ne pas dénoncer activement l'antisémitisme hitlérien.

La "Nuit de Cristal" fut une nuit d'épouvante pour les juifs allemands. Des milliers de magasins et d'appartements sont pillés, la plupart des synagogues incendiées ou démolies pendant que 20 000 à 40 000 juifs selon les historiens sont arrêtés et que 91 perdent la vie du fait des brutalités qu'ils subissent. Sur quoi, les juifs seront imposés d'un milliard de Reichsmarks pour payer les dégâts ! Exclus de l'économie puis de la Nation allemande, dépouillés de leurs biens, soumis à toutes les brimades et humiliations organisées par l'État, distingués du reste de la population par l'obligation de porter "l'étoile jaune", les centaines de milliers de juifs qui restent en Allemagne voient ainsi se mettre en place progressivement une sorte de "ghetto sans murs".

Le mois de novembre 1938, n'est autre que le premier pas dans la voie qui va conduire le nazisme à la solution finale (Endlösung), c'est à dire au génocide de 6 millions d'êtres humains, perpétré dans les conditions les plus atroces.

En ce qui concerne la presse messine, elle ne semble pas alarmée par le sort terrible des juifs en Allemagne. Certes, les violences sont décrites le plus objectivement possible, la persécution des juifs n'est ni cachée, ni approuvée, mais sa dénonciation se fait timide.

La cause en est probablement la peur d'une nouvelle guerre européenne, si ce n'est mondiale, dont le centre de gravité serait un conflit franco-allemand. Cette crainte obsède les esprits.

Fin 1938, le rapprochement italo-germanique est connu de tous, le réarmement allemand aussi, tout comme l'audace du Chancelier-Président Adolf Hitler. La menace est donc grande, tout acte de provocation comme l'assassinat de von Rath peut déclencher cette guerre si redoutée. Le souvenir des 1 500 000 morts de 1914-1918 est vivace dans les esprits. Une génération entière de jeunes Français a été décimée, il ne faut pas recommencer.

À cela s'ajoute le mécontentement de voir affluer en France des immigrés persécutés dans leurs pays, parce qu'ils sont juifs. Au travers de la dénonciation de la présence en France de cette nouvelle communauté juive, les journaux messins laissent entrevoir un antisémitisme certain, d'ailleurs bien dans l'air du temps en Europe. Ils souhaitent éviter un arrivage massif de réfugiés en France. Ceci engendrerait des problèmes économiques et sociaux. Les commerçants locaux se plaignent de la concurrence "déloyale" exercée par les nouveaux venus. Les journaux messins de droite s'en font l'écho.

Finalement, la presse est loin d'avoir pris véritablement conscience de la portée effective de la persécution des juifs en Allemagne. Les États européens sont restés eux aussi, une fois de plus, spectateurs devant les événements des 9 et 10 novembre 1938.

Le 23 novembre, la presse américaine publiait un article du *Schwarze Korps* qui énonçait clairement la volonté hitlérienne de donner au problème juif une << **solution totale** >> : élimination des juifs de la vie économique, isolation totale dans les ghettos pour les réduire à la misère et au crime.

<< À ce stade d'évolution >>, concluait avec une sereine logique l'organe officiel des SS et de la Gestapo, << nous nous trouverons confrontés avec la dure nécessité d'exterminer la pègre juive de la même façon que, dans notre État fondé sur l'ordre, nous exterminons les criminels, c'est à dire par le feu et l'épée. Il en résultera la fin effective et définitive du judaïsme en Allemagne et sa complète extermination >>. (Tiré du *New-York Times* du 23 novembre 1938 et d'une dépêche de l'ambassadeur américain à Berlin du 23 novembre 1938. Document du Département d'État 862.4016/1893).

C'était l'ultime sommation avant de passer à l'exécution. Le rideau était tombé sur une tragédie. Les spectateurs n'avaient pas compris qu'elle annonçait une tragédie infiniment plus vaste et plus meurtrière dans laquelle beaucoup d'entre eux deviendraient à leur tour, des victimes abandonnées.

<< Il y a quelque chose de pourri dans la civilisation occidentale. Le poison n'atteint pas seulement l'Allemagne, il atteint beaucoup d'autres gouvernements, il atteint des peuples, et pas seulement le peuple allemand. Il faut extirper ce poison ! >>³²¹

Dans l'ensemble et concernant les persécutions religieuses du III Reich, la presse messine est très gênée. La volonté d'unifier toutes les Églises chrétiennes est critiquée, ainsi que les malveillances nombreuses à l'égard des membres du clergé et de leurs fidèles. Cependant, les articles et éditoriaux consacrés à la question sont rares. La presse mosellane très attachée au respect des croyances et pratiques religieuses dans le département, en France et à l'étranger, ne s'insurge pas comme il aurait été prévisible qu'elle le fasse. Il semble y avoir des réticences. Deux explications peuvent justifier cette prise de position timide.

D'une part la crainte, en cas de critiques trop intenses, d'un accroissement de mesures nazies à l'encontre des catholiques allemands [c'était d'ailleurs l'inquiétude du Vatican]. D'autre part, l'impossibilité pour

³²¹ Amritza Bazar Patrika, Calcutta, 13 novembre 1938.

les journalistes d'assumer la collaboration politique et religieuse engagée par certains membres des clergés protestant et catholique. Les journaux mosellans demeurent en la circonstance discrets sur les agissements des ecclésiastiques catholiques qui ont choisi, par sympathie idéologique ou par peur, de travailler avec le régime en place.

Concernant les persécutions antisémites, nous pouvons être stupéfaits. Très peu d'articles sont consacrés à ce thème pourtant crucial. Les lois de Nuremberg en 1935 ne soulèvent aucune vague de protestation. Lors de la "Nuit de Cristal" de novembre 1938, les rédactions mosellanes acceptent le prétexte allemand de l'assassinat du secrétaire d'ambassade von Rath et se contentent seulement de décrire les persécutions qui s'en suivent dans tout le Reich, en se gardant bien de les dénoncer. L'accent est mis sur le risque de guerre encouru et sur les comportements jugés "inacceptables" des immigrants juifs vivant en France. À cette occasion, l'antisémitisme de la presse mosellane s'exprime nettement. Deux conclusions sont donc à retenir : la crainte de l'Allemagne hitlérienne et de son armée, la peur des réfugiés juifs sur le sol français.

V. Les Mosellans et l'antisémitisme allemand.

La vague antisémite hitlérienne a-t-elle eu une portée en Moselle ? Quels ont été les efforts allemands pour exporter dans le département l'idéologie raciste du nouveau régime ? Les réponses à ces questions nous éclaireront sur l'attitude mosellane.

Il apparaît que les Allemands ont tenté, bien que timidement, une propagande anti-juive en Moselle. Ainsi, le journal de Julius Streicher, *Der Stürmer*, est expédié en 1936, à des revendeurs du département. Ces derniers ne trouvent d'ailleurs aucun acheteur mosellan, la feuille nazie n'intéresse personne. Les exemplaires sont généralement renvoyés à leurs expéditeurs comme invendus³²².

³²² Archives Départementales de la Moselle, cote 301M73, propagande antisémite dans le département de la Moselle par des journaux allemands. 1936.

Il en est de même du journal alsacien *Le Combat*, imprimé à Strasbourg. Son implantation en Moselle sera un échec total.

La propagande antisémite en provenance d'autres régions ou d'Allemagne n'a aucune emprise en Moselle. De plus, la Ligue Internationale Contre l'Antisémitisme (LICA) est active dans le département. Dès le début du régime hitlérien, la LICA organise des réunions de lutte contre l'antisémitisme et en profite pour dénoncer les persécutions en Allemagne³²³. Il semble que les juifs mosellans craignent une extension de l'antisémitisme allemand dans le département. L'élément déclencheur de cette réaction est un article antisémite du *Messin*, paru le 2 février 1933, soit quelques jours seulement après la nomination du chef national-socialiste au poste de Chancelier. Les mesures de la LICA seront virulentes. Outre les réunions immédiates de protestation, une campagne de désabonnements et de suppressions d'annonces publicitaires est commencée.

Les 4 et 6 février 1933, le quotidien messin de la rue des Clercs présente ses excuses à toutes les personnes choquées par l'article et explique que celui-ci a été publié sans l'accord de la direction du journal³²⁴.

De manière plus générale, au travers des rapports de police entre 1933 et 1939, il est difficile voire impossible, d'établir un lien direct entre l'antisémitisme allemand et les actes anti-israélites en Moselle. Aucune influence nazie n'est à déplorer dans ce domaine dans le département.

Bien sûr, il est fort probable que la propagande et la persécution des juifs à l'intérieur du Reich, ont incité, encouragé les antisémites mosellans, comme tous les antisémites d'Europe, dans leur xénophobie. Les plaintes, de plus en plus nombreuses, des commerçants juifs entre 1933 et 1939, en sont certainement la preuve. Certains sont régulièrement les cibles de tracts, lettres anonymes, caricatures ou

³²³ Archives Départementales de la Moselle, cote 301M73, rapports de police des 29 mars et 14 avril 1933.

³²⁴ Archives Départementales de la Moselle, cote 301M73, rapport de police du 16 février 1933.

affichettes. Cependant, il n'est fait état d'aucune agression physique grave ou tentative de saccage de commerces tenus par des israélites.

En 1939, les antisémites franchissent tout de même une étape. En effet, une association tente de se créer, c'est le "Front Anti-juif". Elle souhaite lutter contre << **l'invasion des juifs immigrés dans notre département et qui causent un préjudice sensible aux commerçants et artisans** >>. Le préfet de la Moselle, prenant en compte les risques d'agitation sociale basée sur des considérations d'ordre religieux, refusera son agrément³²⁵.

Quant au journal bimensuel et antisémite : *La Rafale*, créé à Metz fin 1938, il fera faillite au bout de 4 parutions. Difficile d'y déceler un financement étranger !

En ce qui concerne l'attitude des Mosellans envers la persécution des juifs en Allemagne, il est impossible de la définir. Aucune information des services de police ne traite de ce sujet. L'antisémitisme n'est jamais abordé dans les rapports mensuels sur la situation politique et morale du département.

Un autre aspect de la politique allemande est abordé, cette fois-ci de manière plus complète, par la presse messine. Il s'agit du réarmement allemand et de ses conséquences possibles pour l'équilibre européen. Les articles et éditoriaux sont très nombreux sur le sujet, c'est au travers de ce réarmement intensif, que les Mosellans vont le plus ressentir la menace allemande. C'est une marche à la guerre sans aucune ambiguïté.

³²⁵ Archives Départementales de la Moselle, cote 301M73, rapports de police. 1939.

L'armée du III Reich. (1933 - 1939).

I. Le réarmement clandestin et l'organisation militaire du Reich hitlérien (1933 - 1935).

1. L'Allemagne a-t-elle les moyens de réarmer ?

Il n'y a aucun doute que les allemands veulent réarmer sans limite, mais il n'est pas moins certain qu'ils ne le peuvent pas, en raison de difficultés matérielles³²⁶. L'Allemagne hitlérienne se heurterait à des obstacles de deux ordres : manque d'argent et manque de matières premières.

Le budget du Reich est, selon le collaborateur du *Lorrain* auteur de l'article, en déficit. Et, ce ne sont pas les gaspillages de toutes sortes, (voyages en mer ou aériens offerts aux miliciens, feux d'artifices, manifestations diverses), qui le rétabliront. Adolf Hitler a les mains d'autant moins libres qu'il doit éviter soigneusement l'inflation. Elle a été une des raisons de sa fortune, parce qu'elle a été causée par ses adversaires. Si le régime hitlérien fait marcher la planche à billets comme le régime socialiste, ce sera un coup terrible pour son prestige.

³²⁶ *Le Lorrain*, 10 avril 1934, "Peut-on escompter une limitation des armements allemands ?", 2 colonnes.

Le manque de matières premières. L'Allemagne n'est plus dans la même situation qu'en 1914. Elle a perdu tout son fer de Lorraine, une grande part de celui de Haute Silésie, la potasse d'Alsace. Pour les matières premières qui seraient indispensables en cas de guerre, elle est dans une très large mesure obligée d'avoir recours à l'importation³²⁷. En fait, selon le quotidien du clergé, les moyens de l'Allemagne sont limités. Dans le cas d'une course aux armements, l'Allemagne avec toutes ces entraves économiques n'irait pas loin. *Le Lorrain*, bien à tort, ne craint donc pas un réarmement intensif du Reich dans les mois et les années à venir.

Le Messin quant à lui, avance des chiffres qui lui semblent révélateurs. Le 3 avril 1934, un de ses collaborateurs, qui étudiait de près le budget du Reich, découvre qu'en réalité les crédits militaires s'élèveraient au total à 12 milliards de francs. Ce chiffre élevé tient compte du fait qu'en dehors du budget proprement dit de la Défense nationale, les budgets des autres ministères prévoient des crédits destinés en réalité à l'armée. C'est un modèle de camouflage et un << chef-d'oeuvre d'obscurité >>³²⁸.

En conséquence, il semblerait plutôt, pour *Le Messin*, que l'Allemagne se donne les moyens financiers de réarmer, même si cela engendre des sacrifices dans d'autres domaines.

2. Les troupes d'assaut (SA).

Dès 1933, *Le Lorrain* met l'accent sur la militarisation des troupes d'assaut hitlérienne. De mois en mois, l'instruction et la valeur combative de l'armée brune s'accroissent. Cette évolution se fait d'une façon inéluctable, ne serait-ce que par la nécessité d'occuper les sections

³²⁷ *Le Lorrain*, 10 avril 1934, "Peut-on escompter une limitation des armements allemands ?", 2 colonnes.

³²⁸ *Le Messin*, 3 avril 1934, "Le budget du Reich", 1^{ère} page.

d'assaut. En effet, si les dirigeants ne les tiennent pas constamment en mouvement, elles risquent de leur << **glisser entre les doigts** >>³²⁹.

Les membres des SA participent tous, au moins une fois par semaine, à un exercice de marche avec chargement complet. La longueur moyenne de cet entraînement est de 10 à 15 kilomètres, le dimanche il arrive qu'ils en fassent 25. De plus, des exercices tactiques sont régulièrement exécutés. Ils vont du déploiement en ligne jusqu'à la prise d'assaut d'un village, en tenant compte des possibilités offertes par le terrain. Ils font des exercices de combat de rues et de combat dans les maisons. Tous ces entraînements sont exécutés par la section d'assaut agissant comme une unité distincte, ce qui représente en moyenne 90 à 100 hommes défalcation faite des permissionnaires et des malades. De temps en temps, tous les 8 ou 15 jours, un exercice spécifique important a lieu. Il s'agit d'une manoeuvre de bataillon, au cours de laquelle une section d'assaut est mise en ligne contre une autre. Quelquefois, cet entraînement se fait au niveau des régiments. Pour ce qui concerne l'armement, le plus souvent les SA manquent de fusils, quant à la solde, elle est généralement très faible.

La conclusion que tire le journaliste du *Lorrain* est qu'il ne saurait passer sous silence le fait que tous les hommes des sections d'assaut avec lesquels il parle, à titre privé, rêvent déjà du moment où les << **choses deviendront sérieuses** >>. << **L'idée de la grande mission à accomplir aide l'homme des sections d'assaut à supporter tous les désagréments. [...]. C'est là le terrain tout indiqué pour donner naissance à une mentalité belliqueuse, qui fait brûler les gens du désir de partir en guerre, si bien qu'ils ne peuvent presque plus refréner leur zèle** >>³³⁰.

Comme nous venons de le constater, les SA s'organisent et s'entraînent comme des militaires professionnels : ils reçoivent une véritable instruction de combat, sont sur le terrain et subissent un

³²⁹ *Le Lorrain*, 22 décembre 1933, "L'activité militaire des sections d'assaut", 2 colonnes en 1^{ère} page.

³³⁰ *Le Lorrain*, 22 décembre 1933, "L'activité militaire des sections d'assaut", 2 colonnes en 1^{ère} page.

entraînement physique intensif. Lorsque l'on sait que les SA représentent plusieurs centaines de milliers d'hommes (environ 600 000 en 1933), cela prend énormément d'importance.

3. Les armements chimiques et bactériologiques.

La presse messine s'inquiète également des progrès de l'Allemagne en matière chimique et bactériologique.

Pendant que la France retarde les crédits militaires et ralentit la construction des fortifications, les allemands travaillent, affirme Frédéric Certonciny dans un éditorial du 29 janvier 1934. En reprenant les révélations d'un écrivain-journaliste anglais, M. H. Wickham-Streep dans la revue *Nineteenth Century*, le directeur politique du *Messin* tente d'éclairer ses contemporains sur les préparatifs de guerre chimique et bactériologique auxquels se livre l'Allemagne. Il décrit notamment longuement les travaux d'espionnage menés à Paris, par des agents allemands, sur la capacité de certaines bactéries de s'y développer en fonction de la force du vent, de sa direction et du lieu où l'on se trouve dans Paris.

Ces révélations, sans entrer dans des détails techniques, proviennent de documents dont l'authenticité semble indéniable aux experts qui les ont étudiés à l'époque. Ils émanent d'un département secret du Reichswehrministerium, le "LGA" ou Luft Gas Angriff (Attaque aérienne par les gaz). D'après Frédéric Certonciny, les allemands se rendent compte que les fortifications françaises sont impénétrables, qu'ils ne peuvent que peu de choses contre les soldats. Il leur reste donc, dans les villes ouvertes, la possibilité de massacrer des vieillards, des femmes et des enfants. << Même ruinée, l'Allemagne continue >>, affirme-t-il.

Enfin, l'éditorialiste du *Messin* termine sur une note optimiste : << N'en déduisons pas trop vite que tout est perdu et que les allemands vont se faire un jeu de nous anéantir. La meilleure défense contre les incursions aériennes et microbiennes, c'est d'abord d'être

averti et ensuite de ne pas chômer dans la question des représailles ! Or, de plus en plus, l'Allemagne est détestée par tous les pays qui l'entourent. Se rendra-t-elle compte un jour que l'inconcevable indulgence dont tous ces pays la gratifient pourrait, si ses gaffes continuent, cesser du jour au lendemain >>.

Cependant, la menace allemande n'est pas seulement constituée des SA et des armes chimiques. L'aviation dirigée par Hermann Goering se développe également tout au long de la période.

4. L'aviation d'Hermann Goering.

Il faut nettement distinguer, quant au réarmement aérien allemand, deux étapes : une première période de préparation s'étendant de l'arrivée au pouvoir du parti national-socialiste jusqu'à l'automne de l'année 1934, et une seconde, postérieure, qui est celle des réalisations.

Dans un premier temps, les autorités allemandes cherchèrent à garder le secret de leurs préparatifs, étant donné l'interdiction absolue stipulée à cet égard dans le Traité de Versailles³³¹. Toutefois, la nouvelle activité dans ce domaine était trop intense pour qu'elle puisse échapper à la longue à l'attention des observateurs étrangers. Aussi, le gouvernement de Berlin s'attendait-il à ce que le problème du réarmement aérien allemand soit porté par la France devant la SDN et qu'il en résulte, après l'inévitable refus de sa part d'accepter le contrôle international prévu par le Traité, une intervention armée française, en vue de rétablir le "statu quo".

En conséquence, les préparatifs dans le domaine aérien furent dictés par une double considération : il fallait, aussi rapidement que possible, organiser un vaste système de défense antiaérienne et construire une flotte d'avions suffisamment forte, pour réduire le danger de l'opération

³³¹ *Le Lorrain*, 4 mars 1935, "En Allemagne", "Le formidable développement de l'aviation de guerre", signé BQ, Éditorial, 2 colonnes.

de police à laquelle on s'attendait et lui opposer une certaine résistance ; mais ces mesures, d'un caractère en partie temporaire, ne devaient point retarder l'exécution de celles qu'on considérait comme indispensables pour doter le pays d'une flotte aérienne vraiment puissante.

L'Allemagne a donc commencé, pendant la première période, par organiser minutieusement la défense antiaérienne des grandes villes, des centres industriels et des points d'intérêt militaire, tant en ce qui concernait le système de signalisation des incursions ennemies et de tirs de barrage que la protection des immeubles contre les incendies provoqués par des bombes. En même temps, on construisait dans toute l'Allemagne, des aérodromes souterrains, fortement bétonnés, protégés contre les gaz et munis de l'outillage le plus moderne, en éliminant entièrement les hangars exposés aux bombardements. Enfin, on réorganisait et agrandissait les usines spécialisées existantes, en adaptait d'autres et en construisait de nouvelles, afin de s'assurer une capacité de production suffisante pour parer à toute éventualité.

Quant à la construction d'avions, il était, dans les premiers temps, plus essentiel de faire vite que de chercher la perfection. Les avions de guerre construits en Allemagne pendant la période de préparation, tout en étant d'un type plus récent que la plupart des machines étrangères, étaient nettement inférieurs à ceux de l'Union Soviétique et aux derniers modèles français³³². Le gouvernement allemand, qui s'en rendait parfaitement compte, faisait en même temps étudier, construire et essayer de nouveaux types d'avions, dont les techniciens cherchaient à éliminer avec soin tous les inconvénients notés sur les appareils provisoires. La construction des avions de guerre du type, pour ainsi dire, définitif, commencée dès l'automne 1934, est poussée avec la plus grande énergie. Des usines de branches industrielles totalement différentes ont été adaptées à la nouvelle production. Ainsi les grands chantiers navals de Blohm et Voss de Hambourg, les Albatross-Werke et les usines de locomotives Henschel de Berlin (ces dernières occupant 15 000 ouvriers) ne produisent plus que des avions, tandis que les établissements Siemens et

³³² *Le Lorrain*, 4 mars 1935, "En Allemagne", "Le formidable développement de l'aviation de guerre", signé BQ, Éditorial, 2 colonnes.

ceux de la société Argus, se sont spécialisés dans la construction de moteurs d'avions. D'autre part, les usines spéciales ont été énormément agrandies. Les Junkerswerke de Dessau, où on ne fait plus que du montage, occupent 24 000 ouvriers. Tous ces établissements travaillent à trois équipes et en grand secret.

Le journaliste du *Lorrain* démontre par ces chiffres, l'effort considérable opéré par les gouvernants allemands dans le domaine aérien. C'est une priorité absolue que de reconstituer une armée aérienne.

D'autre part, l'Allemagne s'assure une production suffisante de carburants. Tant l'industrie charbonnière de la Ruhr que le puissant trust chimique IG Farbenindustrie distillent, dans de grandes usines neuves, l'essence du charbon, tandis que 8 grands établissements travaillent, dans le même dessein, le lignite. En outre, les techniciens allemands ont su adapter les moteurs d'avions au mazout³³³.

L'auteur de l'article écarte cependant l'idée que dès 1935 l'Allemagne disposerait d'une aviation de guerre supérieure aux flottes combinées de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Italie. Il lui semble que cette conclusion serait excessive ou du moins prématurée. Mais il n'en reste pas moins, selon lui, que l'armement aérien du Reich constitue un danger certain et grandissant, dont il est impossible de se désintéresser.

Parallèlement à ce réarmement, le gouvernement d'Adolf Hitler souhaite multiplier le nombre de pilotes capables d'utiliser les nouveaux avions construits. C'est ainsi, par exemple, que les nouveaux avions allemands de la Lufthansa qui viennent sur Paris ont tous deux pilotes et un télégraphiste. Ceci représente à chaque fois trois personnes exercées à ce type de voyage³³⁴.

Le ministère de l'Air, qui gère ces effectifs, date du commissariat créé le 30 janvier 1933 et qui fut transformé en ministère le

³³³ *Le Lorrain*, 4 mars 1935, "En Allemagne", "Le formidable développement de l'aviation de guerre", signé BQ, Éditorial, 2 colonnes.

³³⁴ *Le Messin*, 28 mai 1934, "L'aviation allemande parfaitement réglementée", Frédéric Certonciny, Éditorial sur 2 colonnes.

25 avril 1934 par décret du Maréchal Hindenburg. Cette administration comprend cinq directions : juridique, technique, économique, sport aéronautique et instruction, protection aérienne et armement. C'est dans la quatrième direction, "sport aéronautique et instruction", que se manifeste toute l'activité aérienne allemande et particulièrement le Luftsportverband, qui comprend toutes les associations aéronautiques, sauf l'aéro-club. Cette organisation a pour principale occupation de fonder dans tout le Reich des écoles de pilotage. Il n'y a pas de fête de village où on ne fasse évoluer un avion. L'aviation est devenue le grand sport national d'Allemagne³³⁵.

Le ministère pense à tout. Pour tous les avions commerciaux d'Allemagne sont construits des chariots porte-bombes, prêts à être adaptés immédiatement sur tous les fuselages, et les usines de constructions aéronautiques tournent à plein régime comme nous l'avons déjà vu plus avant.

En ce qui concerne la stratégie, << **Goering renonce à former l'as, le héros, enfin celui qu'il ne peut plus être** >>. Il veut le vol en groupe et donner à l'aviation la cohésion de l'infanterie. Ce ne sera pas une armée d'acrobatie, mais << **d'influence morale importante** >>. L'Allemagne inquiétera par ses avions, si elle n'utilise pas son infanterie. Pour cela, il faut les grouper par centaines, détruire les anciennes habitudes de guerre et bannir la prouesse individuelle.

Pour Frédéric Certonciny, le temps est à présent passé où, sous l'égide de la SDN, il était encore possible d'exercer une surveillance de police pour éviter que l'Allemagne ne réarmât, malgré les engagements pris par elle lorsque ses représentants signèrent le Traité de Versailles³³⁶. L'éditorialiste du *Messin* estime que jusqu'en 1931 ou 1932, il est probable que les armes terrestres ou aériennes que pouvaient utiliser le Reich étaient restées à peu près dans les limites du Traité. Mais le temps s'est écoulé et depuis, le réarmement de l'Allemagne a été effectué à une telle vitesse, que les autres Nations se trouvent à présent devant un fait accompli. On admet

³³⁵ *Le Messin*, 28 mai 1934, "L'aviation allemande parfaitement réglementée", Frédéric Certonciny, Éditorial sur 2 colonnes.

³³⁶ *Le Messin*, 6 septembre 1934, "Resterons-nous en arrière ?", "Les progrès de l'aviation allemande sont considérables", Frédéric Certonciny, 2 colonnes.

maintenant, écrit-il, Outre-Manche, que les avions de bombardement allemands pourraient lancer sur l'Angleterre dans les 3 ou 4 heures qui suivraient la déclaration de guerre, un nombre de tonnes de bombes beaucoup plus important que celui (800 tonnes environ), qui a déjà été lancé sur les villes anglaises pendant toute la durée de la Première Guerre. Et les Anglais estiment encore que chaque bombe ferait au moins 4 fois plus de dégâts que celles qui ont été lancées avant l'armistice.

Vers le début avril 1934, l'Allemagne, d'après les sources du *Messin*, possédait au moins 174 avions lourds de bombardement capables de porter 500 tonnes d'explosifs. Dès cette date, l'avion de type "J.V.52" de la firme Junker, se construisait à la cadence de 1,8 par jour ! Le poids des explosifs emportés est calculé, paraît-il, pour que chaque appareil puisse faire le trajet Hambourg-Londres et retour.

Quand Adolf Hitler devint Chancelier et que Hermann Goering assumait les fonctions de commissaire, l'état-major de son commissariat comprenait environ 60 personnes, entre chefs de services et secrétaires. Dix-huit mois après, en juillet 1934 alors qu'il est ministre de l'Air, leur nombre dépasse 1 000. En mai 1934, il y avait en Allemagne 7 600 pilotes brevetés. L'entraînement a été tellement poussé qu'il est prévu qu'il y aura 60 000 pilotes instruits pour le 1^{er} octobre 1934³³⁷.

En conséquence, ce n'est pas seulement la France qui doit s'inquiéter mais également l'Angleterre. Et un rapprochement entre la France, l'Angleterre et l'Italie s'impose face à la menace aérienne allemande.

Frédéric Certonciny signale dans un article fait à Aberdeen en Écosse, que les ressources aériennes allemandes sont à présent connues en Angleterre. Citant les chiffres du *Daily Mail*, le journaliste établit que l'Allemagne possède en septembre 1934, 2 400 avions militaires et que sa capacité de production est de 2 500 par mois³³⁸. De plus, elle a ses avions

³³⁷ *Le Messin*, 6 septembre 1934, "Resterons-nous en arrière ?", "Les progrès de l'aviation allemande sont considérables", Frédéric Certonciny, 2 colonnes.

³³⁸ *Le Messin*, 8 septembre 1934, "L'Angleterre s'inquiète de plus en plus de la menace aérienne allemande", Frédéric Certonciny, 2 colonnes.

commerciaux, probablement pas en nombre inférieur aux avions militaires, et qui peuvent être transformés en quelques heures en appareils de guerre.

Donc, les anglais savent qu'à la fin de l'année 1934, l'Allemagne pourra lancer simultanément dans les airs 5 000 avions de guerre et que le total de ses forces aériennes atteindra à ce moment près de 10 000 appareils militaires. Devant ce chiffre, la puissance de la Royal Air Force britannique reste microscopique. Elle a, en septembre 1934, 420 avions en service, excellents pour la défense de leur territoire, et dans cinq ans, avec les commandes prévues, le nombre de leurs appareils ne sera que de 912. En résumé, dit le *Daily Mail*, la flotte aérienne de la seule Allemagne sera fin 1934, dix fois plus forte que celle de l'Angleterre en 1939.

En conclusion, Frédéric Certonciny explique que de plus en plus, l'Angleterre sent que sa frontière est sur le Rhin, et elle compte sur l'appui de la France et de l'Italie comme ces deux Nations comptent sur le sien³³⁹.

Il faut tout de même remarquer que les chiffres indiqués varient de manière importante selon les sources et les journaux. Par exemple, face aux 60 000 pilotes instruits au 1^{er} octobre 1934, *Le Lorrain* annonce le 20 novembre 1934, un total de 3 500 à 4 000. La différence est flagrante.

5. Préparation psychologique à la guerre et stratégie nouvelle.

La menace nazie à l'encontre des trois départements recouverts et de la France ne réside pas seulement dans le réarmement clandestin et l'espionnage militaire. La propagande intérieure au pays, qui consiste à endoctriner les esprits pour les préparer à la guerre et à élaborer

³³⁹ *Le Messin*, 8 septembre 1934, "L'Angleterre s'inquiète de plus en plus de la menace aérienne allemande", Frédéric Certonciny, 2 colonnes.

des stratégies rendues ensuite publiques, représente aussi pour les journaux messins une preuve des intentions agressives et conquérantes du "Führer".

D'après la presse allemande, la France ne met en avant que les obligations de l'Allemagne, ignorant délibérément les droits du Reich, droits qui se résument dans le désarmement des autres. Ce droit inclus dans le Traité de Versailles, la France l'a saboté. Le peuple allemand a le droit d'élever la voix, lui qui n'a pas obtenu la satisfaction promise, une fois de plus, le 12 décembre 1932, de la "Gleichberechtigung", c'est-à-dire l'égalité dans le désarmement général prévu au Traité de Versailles. Ce Traité n'est pas seulement franco-allemand, c'est un Traité mondial, et les puissances qui pendant 10 ans, ont exigé son accomplissement par l'Allemagne, ont le devoir aujourd'hui d'exiger et de garantir son exécution par la France. Du fait que la France n'exécute pas sur ce point le Traité de Versailles, la partie du Traité qui lie l'Allemagne devient caduque³⁴⁰.

C'est bien là, écrit Charles Ritz, un endoctrinement de l'opinion allemande. La France ne se soumettant pas à la clause versaillaise du désarmement, l'Allemagne ne peut rester à la merci de ses ennemis et se doit, pour son peuple, de réarmer. Même les non hitlériens en sont convaincus ! Autre conséquence, bien sûr, l'Allemagne réarme, et dans des proportions considérables. De plus, elle ne cache de son réarmement que ce qu'elle veut et doit tenir secret. Devant le peuple allemand, le Reich a raison, le réarmement paraît justifié. Reste au gouvernement les mesures d'ordinaire prudence devant l'opinion européenne.

L'abbé Charles Ritz, dans ce même article, souligne la nouvelle politique d'aménagement des routes et des autoroutes dans le Reich. Son but n'est probablement pas pacifique étant donné, surtout, la densité importante de ces infrastructures pour un pays comptant peu d'automobiles³⁴¹.

³⁴⁰ *Le Lorrain*, 13 juin 1934, "Le désarmement en panne", Charles Ritz, Éditorial.

³⁴¹ *Le Lorrain*, 13 juin 1934, "Le désarmement en panne", Charles Ritz, Éditorial.

En ce qui concerne la France, est-ce l'ambition ou la crainte qui la fait réarmer, se demande l'éditorialiste messin ? En guise de réponse il explique qu'il n'est pas un Français sur 100 000 qui de bonne foi croit que la France ambitionne des territoires nouveaux, une puissance et une domination nouvelle. << **Si nous en avons été là, la Sarre était à prendre, nous l'avons dédaignée** >>. En réalité, la France craint. Elle craint non point par manque de courage, elle craint par horreur de la guerre. Elle sort de se saigner aux quatre veines, << **elle en a assez et veut que ses enfants vivent en paix et meurent dans leurs lits, contrairement aux germains de M. von Papen. Voilà pourquoi elle craint, pourquoi elle se fortifie** >>.

Face à la menace allemande et à son réarmement, la France ne peut que réarmer et préparer sa défense. Selon Charles Ritz, l'Allemagne n'inspire que crainte et méfiance chez les Français.

La propagande nazie ne se fait pas qu'au travers de la presse, elle s'exerce également par le biais des cours des professeurs et par leurs écrits ; un exemple : Ewald Banse.

Professeur de science militaire à l'École Polytechnique de Brunswick, il est l'auteur d'un ouvrage intitulé *Raum und Volk im Weltkriege. Gedanken über eine nationale Wehrlehre* (Espace et peuple dans la guerre mondiale. Idées sur une doctrine militaire nationale).

C'est, d'après *Le Lorrain* du 11 juillet 1934, l'ouvrage le plus révélateur qui ait été publié en Allemagne depuis la guerre, et dans beaucoup de pays étrangers, il a soulevé une émotion justifiée. En Allemagne même, les conceptions de Ewald Banse, qui ne tiennent compte d'aucune considération morale ni politique, ont semblé imprudentes et inopportunes. Les dirigeants nazis, après les avoir approuvées avec enthousiasme dans leurs journaux, se sont inquiétés à leur tour et le gouvernement a fait annoncer que le livre de Ewald Banse *Raum und Volk* ainsi que son autre ouvrage intitulé *Wehrwissenschaft* avaient été interdits. Mais un très grand nombre d'exemplaires déjà vendus étaient restés en circulation et n'ont pas été saisis.

Le but de ce livre est de donner, en s'appuyant sur les observations de la dernière guerre mondiale et dans l'éventualité d'un nouveau conflit, la connaissance d'un point de vue militaire de toutes les Nations voisines de l'Allemagne et des anciens belligérants³⁴². Dans une préface, l'auteur proclame qu'il est nécessaire de rendre à l'épée la prépondérance sur la plume, que l'on a mise à tort au premier rang pendant 14 ans. Seule l'épée peut libérer l'Allemagne et en faire le grand État, réunissant toutes les populations de langue allemande, qui est nécessaire à l'Europe. Ce nouveau Reich, dont l'avènement est proche, ne peut se réaliser que par une guerre intégrale, à laquelle le peuple allemand a le devoir de se préparer matériellement et surtout moralement ; cette préparation constitue l'objet du livre de Ewald Banse.

Selon lui, le Reich ne forme qu'une petite partie de l'Allemagne et laisse hors de ses frontières de nombreuses populations allemandes. La ligne de défense de l'Allemagne est presque entièrement située en deçà de sa frontière linguistique. Elle est par conséquent très défavorable.

Décrivant le caractère de l'Allemand, il le caractérise par sa puissance créatrice, son ardeur au travail, son individualisme, son penchant au rêve. L'auteur examine les conséquences de ces qualités et de ces défauts, pendant la guerre, << **faisons tous nos efforts, la prochaine fois, pour être d'abord une puissance mondiale, pour le montrer ensuite d'une façon visible** >> conclut-il.

Puis il développe différentes considérations stratégiques. La France jouit d'une situation géographique éminemment favorable, permettant un gouvernement centralisé. Des voies d'invasion, comme la trouée de Belfort, sont desservies par des voies d'accès comme la vallée du Rhône et de la Saône. Le bassin parisien présente la forme d'un triple étage de hauteurs, dont le versant abrupte est toujours tourné << **comme par hasard** >>, vers l'Allemagne. Ces étages sont plus accessibles pour qui les aborde par le Brabant et la Flandre. Grâce à cette disposition, l'armée

³⁴² *Le Lorrain*, 11 juillet 1934, "Les cyniques théories d'Ewald Banse", 4 colonnes.

française a l'avantage des observatoires, des positions à contre-pentes, des forêts dérochant ses mouvements aux vues, enfin l'avantage de permettre les déplacements par les lignes intérieures. Par contre, le bassin parisien, tout en présentant les avantages d'une forteresse, n'en a pas les inconvénients, car on ne peut pas facilement l'investir et le bombarder.

De plus, depuis 1918, la France a poussé sa frontière jusqu'au cours supérieur du Rhin et elle a ménagé, en avant de cette ligne, une zone démilitarisée qu'elle peut submerger en quelques jours. En regard de cette frontière, une frontière allemande avantageuse serait la suivante :

<< Partant du Jura, elle longerait les hauteurs à l'Ouest des cours supérieurs de la Moselle et de la Meuse, puis, s'infléchissant à l'Ouest, passerait au Sud du repli du crétacé et du tertiaire, vers la vallée de la Somme, d'où elle gagnerait la mer, ou au moins la ligne crétacée des collines d'Artois >>.

Cette frontière a l'inconvénient de renfermer des populations françaises, que le professeur préconise d'envoyer en France, ce pays étant peu peuplé, mais elle a l'intérêt de faire une brèche dans le bassin parisien et de priver l'armée française des avantages qui en résultent. En outre, elle permet de menacer directement l'Angleterre par la possession des ports de la Manche.

La frontière montagneuse française n'est pas moins favorable, la France possédant tous les passages.

La population française est constitué d'un mélange de races orientales et méditerranéennes, dominées par une minorité active de race nordique. C'est à cette dernière que la France doit sa grandeur. Mais l'élément germanique français est demeuré plus proche de son caractère primitif de conquérant que l'élément germanique allemand. Aussi, dit Ewald Banse, c'est cet élément qu'il faut éliminer.

<< C'est pourquoi nous considérons le problème de nos relations avec la France, non seulement sous l'aspect politique et militaire, mais sous l'aspect raciste. [...].

Depuis sa constitution en Nation, la France a été l'ennemie de l'Allemagne. Elle l'a empêchée de réaliser son unité. Elle a constamment recherché l'hégémonie. État d'une valeur intellectuelle égale à celle de l'Allemagne, elle est pour ce pays une ennemie plus dangereuse que celle-ci ne l'est pour elle-même, par suite de son unité plus parfaite. Avec un tel voisin, la paix n'est pas possible. Il faut que l'un des deux disparaisse. Il serait avantageux pour la paix du monde que le vainqueur fût un pays pacifique comme l'Allemagne >>.

Enfin, dans un dernier chapitre l'auteur expose un projet de programme sur l'enseignement de sa science militaire.

L'Allemagne vaincue se trouve maintenant au commencement d'une période de renaissance nationale. Elle a deux missions : rétablir la vigueur de la race et reconquérir le territoire allemand. Ces missions incombent à la science militaire. << Le sang de l'idée militaire doit circuler dans le peuple tout entier [...] >>.

<< On voit par ces quelques extraits que Banse a étudié le problème sous tous ses aspects, [...]. Puisseons-nous comprendre l'immense danger que cette mentalité présente pour la paix mondiale >>, conclut le journaliste du *Lorrain*.

L'endoctrinement, qui vise à pousser et à préparer psychologiquement le peuple allemand à la guerre, est intensif. Dès 1934, l'Allemagne ne cache pas ses objectifs de conquête, son désir de revanche, ainsi que son idéologie raciale. Ce qui a gêné le gouvernement allemand, c'est plus la crainte d'une réaction violente des grandes puissances européennes à la lecture de cet ouvrage, que son contenu lui même qui correspond pleinement à l'idéologie nazie.

Enfin, les journaux messins observent aussi les activités sportives offertes aux jeunes allemands. C'est ainsi que le 6 juin 1934, Frédéric Certonciny se livre, dans un éditorial du *Messin*, à l'étude du sport en Allemagne.

Il y a deux méthodes, explique-t-il, la culture physique peut être pratiquée pour intensifier la vie ou pour se préparer à donner la mort. De l'autre côté du Rhin, c'est la seconde méthode qui est pratiquée. L'entraînement sportif consiste à insuffler dans les esprits la haine de toute initiative de paix. Les jouets des enfants sont des pistolets automatiques en carton ou en bois, pas dangereux, certes, mais qui représentent exactement la forme du Mauser que le nazi, devenu grand, lèvera pour sa revanche ou pour le << **châtiment de prisonniers innocents** >>. Il sera familiarisé avec l'arme meurtrière dans le culte de laquelle il aura grandi.

Dès qu'il devient homme, c'est-à-dire complètement nazi, il sait défiler au pas de l'oie, professer pour "son Führer" une adoration << **païenne** >> et << **pousser, sans savoir pourquoi, des hurlements discordants** >>. Il ne vit que pour la guerre. Chaque individu est une machine à tuer, écrit Frédéric Certonciny, avant de rajouter: << **où, pour la même raison, un apprenti cadavre** >>.

Voilà présentés, d'après les écrits des quotidiens messins, quelques exemples de préparation psychologique de la population au futur conflit, non seulement pour le légitimer, mais aussi pour s'y préparer physiquement et mentalement. Après avoir vu ces quelques articles nous pouvons aisément saisir le sentiment de menace qui est ressenti par les journalistes lorrains face à cette Allemagne qui bouillonne. L'aboutissement logique de cette politique de réarmement et de préparation de la conquête, est la création de l'armée de l'Air en mars 1935 et le rétablissement du service militaire obligatoire.

6. La création de l'armée de l'Air et le rétablissement du service militaire.

Les craintes des journaux messins vont s'avérer exactes, l'Allemagne réarme, et en mars 1935 ce réarmement intensif va devenir officiel.

Dès le 14 mars 1935, dans un article de Frédéric Certonciny intitulé : "Le poisson d'avril des hitlériens", *Le Messin*

annonce la nouvelle de la création d'une aviation militaire allemande au 1^{er} avril. Cette armée aérienne existe déjà, les puissances se trouvent devant le fait accompli et seront bien obligées de la reconnaître.

Une semaine plus tôt, le 7 mars, le même journal avait déclaré que l'Allemagne rétablira le service militaire obligatoire le 1^{er} avril, tout en se demandant ce que fait la France face à cette situation³⁴³.

Pour *Le Messin*, la proclamation du service militaire obligatoire équivaut à une dénonciation des clauses militaires du Traité de Versailles et à la décision par l'Allemagne de reprendre sa liberté d'action en matière militaire³⁴⁴. Frédéric Certonciny affirme que l'Allemagne tourne tout simplement en dérision << le vieux bouquin de Versailles >>. La partie V du Traité (clauses militaires) a disparu. Il reconnaît que le Chancelier Adolf Hitler vient de donner au monde entier une belle leçon d'initiative et d'énergie.

Puis viennent les regrets. Une paix est une chose bien fragile, mais quand elle termine une guerre victorieuse, elle devient << un monument de puissance et d'énergie >>. Il faut alors la respecter comme telle et ne pas la signer << au coin d'un bois >>³⁴⁵.

<< [...] Pourquoi avoir signé leur armistice dans la roulotte de la forêt de Compiègne, alors qu'il y avait tant de grands salons pourvus de tables solides à Berlin ?

Ce ne sont ni les Américains ni les Anglais qui nous ont contraints à le faire. Le commandement français avait ce jour-là les pouvoirs les plus étendus.

[...].

Clemenceau tenait le Boche à la gorge et se souvenait de 1871. Mais Wilson (qui d'ores et déjà était désavoué par son Sénat,

³⁴³ *Le Messin*, 7 mars 1935, "L'Allemagne réarme frénétiquement", 1^{ère} page.

³⁴⁴ *Le Messin*, 17 mars 1935, "L'Allemagne proclame le service militaire obligatoire", 1^{ère} page, 4 colonnes.

³⁴⁵ *Le Messin*, 17 mars 1935, Frédéric Certonciny, Éditorial.

et on nous le cachait) et Lloyd George reprenaient pied à pied les arguments de notre représentant et rognant par-ci, diminuant par-là, ont fait naître le misérable bouquin qui est la dérision de millions d'hommes >>.

Heureusement, explique-t-il, la France est encore forte, c'est ce qui la sauve. Enfin, concernant l'avenir, le directeur politique du *Messin* pense que les allemands vont fortifier la Sarre et la zone démilitarisée du Rhin. Pour pallier ces événements fâcheux à venir, il préconise un gouvernement français fort et énergique et un parlement sans communistes et socialistes.

Dans *Le Lorrain*, le rétablissement du service militaire est qualifié de coup de force d'Adolf Hitler³⁴⁶. Maintenant, pense Charles Ritz, l'armée reconstituée du Reich va occuper la zone rhénane démilitarisée (avis identique au *Messin*), ensuite le gouvernement allemand exigera, pour la population, la reddition des colonies perdues en 1918. Simultanément, la propagande allemande dans les anciens territoires arrachés à Versailles (Pologne, États Baltes, Eupen - Malmédy en Belgique, l'Alsace-Lorraine) va s'intensifier. Pour *Le Lorrain* et l'abbé-journaliste, Adolf Hitler est manipulé par la Reichswehr, par la Reichswehr prussienne, par le militarisme prussien. Une fois sa tâche accomplie, il sera écarté au profit d'un des << nombreux Hohenzollern qui pullulent dans le III^e Reich >>³⁴⁷. Charles Ritz vitupère aussi, tout comme Frédéric Certonciny, contre le Traité de Versailles : << Nous répétons pour la centième fois que le Traité de Versailles fut un Traité de malheur et qu'il porte la première responsabilité de ce qui arrive.

[...].

Parce qu'il a agacé l'Allemagne, humilié l'Allemagne, rogné le bec et les ongles, coupé des bouts de pattes et d'ailerons à l'Aigle

³⁴⁶ *Le Lorrain*, 17 mars 1935, "L'Allemagne sans masque".

³⁴⁷ *Le Lorrain*, 21 mars 1935, "Toujours le coup de force", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

allemand ; il a fait saigner l'Allemagne par tous les bouts et l'a enfermée dans la cage du Traité de Versailles >>³⁴⁸.

Pour le journaliste messin, il fallait détruire l'Allemagne, il fallait détruire la Prusse-Allemagne née dans le sang de l'Autriche en 1866 et couronnée au Palais des Glaces à Versailles en 1870.

La France, selon lui, aurait dû profiter de toutes les fissures et oppositions qui faisaient craquer, en 1918, l'édifice érigé par Bismarck. Oppositions politiques du Nord et du Sud, oppositions catholico-protestantes de l'Est et de l'Ouest, le gouvernement français devait tout utiliser, accentuer, favoriser ce qui pouvait faire tomber l'unité allemande, quitte même à isoler la Prusse et respecter les "États" allemands. Chiffres à l'appui, il aurait souhaité voir se créer une confédération allemande³⁴⁹. Après la guerre, 98 % des communes du Palatinat avaient demandé leur indépendance, à Sarrelouis 60 à 80 % des habitants ont demandé, en 1919, à devenir Français. La France aurait dû savoir tirer profit de cet état d'esprit.

Pour finir, Charles Ritz pense que personne plus que les Lorrains ne désire l'alliance et l'amitié franco-allemande. Si la France s'arme, développe la ligne Maginot, recherche des alliances avec l'Angleterre et l'Italie, c'est **<< parce que nous voulons la paix et que jamais les prusso-allemands n'ont déclenché la guerre à ceux qu'ils jugeaient plus fort qu'eux >>³⁵⁰.**

En guise de conclusion, nous reprendrons les écrits de Frédéric Certonciny dans *Le Messin* du 5 novembre 1934 relatant l'opinion d'un député de Paris, Joseph Denais.

L'Allemagne est moralement acquise à la revanche. C'est un fait indiscutable : toutes les parades militaires ou paramilitaires, la

³⁴⁸ *Le Lorrain*, 22 mars 1935, "Le coup de force de Berlin", "Ce que nous en pensons encore", Charles Ritz, Éditorial, 1 colonne ½.

³⁴⁹ *Le Lorrain*, 22 mars 1935, "Le coup de force de Berlin", "Ce que nous en pensons encore", Charles Ritz, Éditorial, 1 colonne ½.

³⁵⁰ *Le Lorrain*, 22 mars 1935, "Le coup de force de Berlin", "Ce que nous en pensons encore", Charles Ritz, Éditorial, 1 colonne ½.

surexcitation << **chauvine** >> à laquelle instituteurs et officiers portent les jeunes générations, les discours, les publications de cette nature entretiennent plus que jamais en Allemagne l'esprit guerrier, agressif, avide, qui << **est le fond de la race et la trame de son histoire. [...].**

Le jour où le Führer poussera le cri de Vorwaerts ! - En avant ! -, le jour où les généraux de la Reichswehr, plus puissants que jamais, estimeront que la guerre doit être parce que l'issue en sera victorieuse, l'Allemagne sera toute entière debout, dans un véritable délire.

Et la guerre sera dirigée contre nous >>.

<< **La France est forte** >>, affirme le député << **nous avons confiance dans notre armée, dans la solide couverture que constitue maintenant notre frontière de l'Est... Les timorés redoutent seulement que l'aviation d'outre-Rhin ne vienne semer la panique et la mort dans nos villes ouvertes, accablant les femmes et les enfants... >>.**

Le député s'efforce de voir les choses dans leur réalité : l'Allemagne est redevenue, en dépit des Traités, en dépit de ses propres engagements, une puissance militaire de premier rang, la plus forte sans doute écrit Frédéric Certonciny. Le député rajoute qu'elle a pour elle le nombre : 300 000 hommes de la Reichswehr, 150 000 hommes de sa police militarisée, 200 000 hommes militarisés dans les formations auxiliaires et 1 000 000 d'hommes instruits, immédiatement mobilisables. Ses grandes unités sont reconstituées et elle dispose d'une armée de choc de 750 000 hommes.

Elle a pour elle des possibilités de mobilisation ultra rapide : la preuve en a été fournie par les immenses rassemblements des derniers mois. Elle possède en routes, chemins de fer, ponts sur le Rhin (19 au lieu de 13 en 1914), et parc automobile, tous les moyens de se porter en avant avec une rapidité foudroyante.

Elle a pour elle un armement de campagne très moderne et très puissant ; elle ne manque pas plus de canons lourds que de canons légers, elle a des obusiers de tous calibres et des lance-bombes, d'excellents fusils et des mitrailleuses perfectionnées.

Elle a pour elle la plus puissante industrie chimique et elle a préparé la guerre des gaz et la guerre des bacilles. Elle a une aviation infiniment redoutable, qui compte au moins 550 avions de chasse et de bombardement, tout récemment créés, et 1 500 avions commerciaux transformables. 6 000 pilotes sont excellemment entraînés (ces chiffres diffèrent de ceux annoncés par les journalistes).

<< Comparons avec nos propres forces : nous n'avons pas 300 000 hommes sous les drapeaux, la mobilisation et la reprise en main de nos réserves seraient lentes, notre matériel est en partie désuet, nos avions sont périmés.

Et l'Allemagne toute entière travaille fébrilement pour être en mesure de déchaîner la guerre à son heure, l'opportunité s'en présenterait-elle tout prochainement.

Elle a déséquilibré sa balance commerciale en achetant à profusion les matières premières de toute nature qui lui permettraient d'affronter le conflit.

Les usines de guerre travaillent à plein rendement, avec trois équipes pour vingt-quatre heures. Elle construit force casernes en béton, avec toiture à l'épreuve des bombes. Elle fabrique quotidiennement des milliers de casques d'acier....

Il faudrait être aveugle pour ne pas voir.

Il faudrait être imbécile pour se contenter de bêler : " À bas la guerre ! " ou déblatérer contre "les marchands de canons".

Il faudrait être stupide pour s'imaginer que nous pouvons nous contenter d'être armés à peu près, de n'avoir que des effectifs insuffisants en nombre et en entraînement.

La vérité est sévère, cruelle. Le réveil brutal après les illusions dans lesquelles la démagogie électorale a bercé la France >>.

Ces dernières phrases sont bien sûr destinées aux partis de gauche qui réclament le désarmement et par conséquent une baisse importante des crédits militaires.

On ressent bien dans les propos du député parisien repris par Frédéric Certonciny, une méfiance envers l'Allemagne nazie qui se fait jour après jour plus menaçante en développant ses forces armées et sa propagande. Cet aspect de la politique allemande est très important, c'est pourquoi nous y reviendrons dans la partie suivante.

La question qui se pose à présent est de savoir si les journaux messins de langue française, après avoir clairement défini la menace allemande et les moyens dont se dote le Reich pour mettre à exécution cette menace, estiment que la France est en mesure de se défendre. Nous savons que les quotidiens messins prônent un rapprochement politique et militaire avec l'Italie et l'Angleterre. Nous savons, par ailleurs, que la France n'est pas seule. Elle a, d'un côté une alliance avec la Pologne qui, même si le pacte germano-polonais de 1934 l'a mise à mal, subsistera, de l'autre la Petite-Entente composée d'un certain nombre de petits États d'Europe de l'Est (Roumanie, Yougoslavie, Tchécoslovaquie).

Dans les pages qui suivent, nous nous écarterons de l'aspect international du problème pour nous intéresser à l'opinion des journaux messins quant aux fortifications en Moselle, au service militaire, à la stratégie militaire à respecter, aux crédits alloués à la Défense nationale, en un mot, à la défense proprement dite sur le territoire français dans les années 1933-1935.

7. Les journaux messins de langue française et la défense de la Nation (1933 - 1935).

La grande préoccupation des quotidiens messins pendant l'entre-deux-guerres est le dépeuplement du pays. La Première Guerre mondiale a représenté une véritable ponction démographique pour la France, la natalité n'est pas suffisamment élevée, d'où un appel sans cesse répété à leurs lecteurs : il faut encourager les naissances et les familles nombreuses. De plus, les journalistes lorrains ont bien pris conscience que l'Allemagne ne connaît pas ce problème, et que l'essor démographique de ce pays n'a pas été interrompu par la guerre.

La crainte du journal *Le Messin*, par exemple, est que cette situation démographique entraîne, parmi le contingent, des classes creuses où le nombre d'appelés sous les drapeaux sera trop peu important.

a. Le service militaire.

Frédéric Certonciny explique le 5 janvier 1935, que l'Allemagne dispose d'une armée mobilisable immédiatement qui se compose, selon lui, de plus de 1 100 000 hommes tandis qu'en vidant toutes les casernes françaises pour garnir la frontière, les autorités militaires n'en trouveraient que 350 000 pour supporter le premier choc. En outre, il affirme que le Reich a retrouvé toute sa puissance de 1914 et que la France n'a pas la moitié de la force qu'elle possédait au début de la Première Guerre mondiale. Si la situation ne lui semble pas désespérée, il estime que pendant qu'il en est encore temps, il faudrait augmenter, au cours des années creuses, les effectifs de l'armée en retournant au service militaire de deux ans.

Puis, dans le même article, il tente de démontrer, par les faits, sa théorie. Les fortifications de l'Est de la France ne sont pas continues et présentent des vides sur des points importants, par exemple, une brèche d'une quarantaine de kilomètres s'ouvre devant la Sarre. Cet espace est défendu en 1935 par 15 000 hommes, dont 10 000 indigènes,

tandis qu'au début de la guerre, en 1914, il y avait 40 000 soldats dans les parages correspondants. André Beauguitte, député de la Meuse, a pour sa part cité à la tribune de la Chambre l'exemple d'un ouvrage destiné à être tenu par 500 hommes et qui n'a comme corps d'occupation que 4 hommes et un caporal. Enfin, Frédéric Certonciny reprend les arguments de Henri Béraud dans *Gringoire*, selon lesquels, en 1914, une division active de la frontière comprenait entre 80 et 90 % de personnel actif. Elle n'en comporte plus que 40 à 45 %. D'autre part, une division active de l'intérieur comportait 55 % de personnel actif, cette proportion avoisine en 1935 les 20 %, ce qui est trop faible. Quant aux réservistes qui viendront compléter ces divisions, ils sont certes instruits, mais, pense Henri Béraud, ils ne sont plus entraînés d'aucune manière et il leur faudra toujours plusieurs semaines pour se réadapter aux exigences du service, particulièrement dans l'infanterie.

Frédéric Certonciny soutient cette opinion et rajoute que le service militaire de courte durée a considérablement affaibli les réserves françaises. Il n'y a plus de sous-officier de réserve. Il n'est, écrit-il, pas possible en un an d'apprendre correctement son métier à un sergent.

En ce qui concerne la théorie du général Maurin qui pense pouvoir suppléer à la pénurie d'hommes, qui va sévir dans les années creuses, par des éléments mécaniques, le directeur politique du *Messin* ne partage pas son optimisme et estime que le service militaire de deux ans doit être rétabli au moins pendant la durée des classes creuses.

b. Les fortifications.

Les fortifications de la ligne Maginot font la fierté française et redonnent confiance face à la menace allemande. Souvent la stratégie française s'est basée sur des fortifications (Vauban, Serré de Rivières), nous allons voir à présent comment les journalistes et correspondants militaires du *Messin* conçoivent ces fortifications de l'Est dans leur implantation et quel rôle stratégique ils leur donnent.

Le général Debeney, ancien commandant d'armée a décrit la conception des fortifications dans la *Revue des Deux Mondes* (Article intitulé "Nos fortifications du Nord-Est"). Eugène Baudon, journaliste au *Messin* reprend quelques-unes de ses idées dans un article en 1^{re} page intitulé "La sécurité. Nos fortifications de l'Est", daté du 16 septembre 1934.

Selon le général, ces fortifications sont d'un caractère tout nouveau afin, en cas de guerre, de n'exposer aucune partie du territoire aux terribles destructions exercées par l'armement moderne, elles coïncident pratiquement avec la frontière et elles sont à peu près continues. En fait, la ligne fortifiée comportait des brèches dont nous reparlerons dans un autre paragraphe. Le général Debeney, pour rassurer ses lecteurs, se réfère à l'opinion, qualifiée d'unanime, de tous ceux qui ont visité les ouvrages déjà achevés : tous, civils comme militaires, se sont déclarés très satisfaits. En particulier les troupes chargées de l'occupation qui ont manifesté une grande confiance : **<< Un homme chargé de manier une mitrailleuse ou un canon se trouve dans de bonnes conditions pour utiliser son arme lorsqu'il se sent protégé par une casemate bétonnée ou une coupole épaisse et soustrait par un dispositif spécial à l'action des gaz, lorsqu'il est relié à un observatoire à l'épreuve, qu'un mécanisme simple lui facilite le maniement de son arme et lui apporte des munitions à volonté, enfin que des communications sûres le rejoignent à l'arrière >>.**

C'est justement cette technicité avancée qui inquiète Eugène Baudon. Des soldats d'un an seront-ils capables de manier ces organes délicats ? Et même dans cette hypothèse, les vibrations des éclatements et des détonations n'auront-elles pas tôt fait de fausser les engrenages et de couper tout courant électrique ?

Le général français assure que le fonctionnement de la machinerie ne sera pas arrêté par un accident et qu'une panne électrique n'empêcherait pas le tir. D'ailleurs, parmi les troupes de l'Est, qui, depuis assez longtemps, assurent la garde des fortifications, **<< la confiance augmente au fur et à mesure que se manifestent les progrès quotidiens**

qui tendent à l'achèvement des ouvrages >>. Puis il rajoute : << Si un conflit venait à éclater, il faudrait que l'adversaire amenât devant ces fortifications un matériel de rupture considérable, chars de combat, artillerie très lourde avec nombreux projectiles, et ces opérations demandent un certain temps ; la rupture elle-même, si elle réussit, exigera aussi quelques délais, car, enfin, on se défendra et avec des moyens non négligeables ; il n'est pas exagéré de compter au moins par semaines, si ce n'est par mois. Pendant ce temps, les armées seront entrées en ligne de part et d'autre >>.

Il y a sans doute le danger d'un forçement brusqué, par surprise, sur un point donné, admet Eugène Baudon, mais, en face d'une telle tentative, ne suffit-il pas de redoubler de vigilance, questionne-t-il avant de rajouter qu'il reste que, l'ennemi ne pouvant pénétrer sur le territoire français défendu par cette barrière fortifiée, il pourrait exécuter un mouvement tournant par la Belgique ou même plus au Nord. D'où les préparatifs de résistance en Belgique.

Le journaliste messin explique qu'aucune fortification n'est inexpugnable. Vauban l'a proclamé en faisant remarquer que son but était de << **gagner du temps, mais un temps qui pouvait être long** >>³⁵¹. D'une façon générale, rappelle l'auteur, elle permet de barrer la route à l'envahisseur, cependant qu'en arrière s'effectuent la formation et la concentration des grandes armées, qui entreront quelques jours plus tard en contact avec l'ennemi, soutenues cette fois par ces ouvrages qui leur serviront d'appui direct et qui, après avoir couvert la mobilisation générale, n'en continueront pas moins à abriter de nombreuses troupes en réserve, de grandes quantités de projectiles et un armement protégé par de solides tourelles et une épaisseur de béton capable de résister aux obus du plus gros calibre.

Cette stratégie, exposée par Eugène Baudon, comporte de nombreuses similitudes avec celle élaborée dans les années 1860-1870 par l'armée française (Forts Serré de Rivières). L'auteur de l'article continue son opération de sécurisation des lecteurs en reprenant l'avis d'officiers de

³⁵¹ *Le Messin*, 16 septembre 1934, "La sécurité", Eugène Baudon.

réserve de la région de Metz ayant visité la zone fortifiée de l'Est et notamment les principaux ouvrages. << **Tous sont unanimes à nous dire qu'ils avaient été fortement impressionnés par ces gigantesques travaux de défense, et qu'à leur avis les crédits votés par le Parlement avaient été bien employés** >>. Les populations mosellanes n'ont rien à craindre, a ajouté un officier supérieur << **quoi qu'il arrive, cette zone demeurera infranchissable à n'importe quelle armée, fut-elle la plus puissante du monde** >>.

Cette article a été fait, très probablement, pour répondre aux craintes de la population messine devant le réarmement allemand décrit dans les journaux. L'auteur souhaitait, témoignages à l'appui, rassurer ses lecteurs. La sécurité est assurée, toute velléité d'agression est retardée et sera rendue difficile. On peut noter ici, que sur l'ensemble de la période, les journaux messins hésitent entre "le chaud et le froid". D'un côté, ils alarment la population en dénonçant les intentions belliqueuses du Reich et le réarmement, puis face au sentiment de crainte que créent ces articles, ils tentent de rassurer en affirmant la capacité de la France à se défendre et ce, quelle que soit l'armée ennemie. Nous aurons encore l'occasion de constater ce phénomène.

c. *Les crédits militaires en France et en Allemagne.*

Les crédits militaires alloués à la défense nationale font également l'objet d'une attention particulière de la part des quotidiens messins. Un article assez significatif du *Lorrain* peut éclairer sur cette question et l'attitude des journaux à cet égard. Il s'agit d'une comparaison du budget de la guerre en Allemagne avec celui de la France³⁵².

L'auteur se base sur un rapport de M. Archimbaut député radical-socialiste de la Drôme et rapporteur du budget de la guerre à la Chambre des députés. Pour l'année 1935, les crédits de la guerre

³⁵² *Le Lorrain*, 20 novembre 1934, "Le budget de la guerre, "L'armée allemande et l'armée française", 1^{re} page.

demandés, s'élèvent à 5 689 215 895 de francs contre 5 946 701 590 pour 1934. La diminution s'explique par les réductions apportées par les décrets-lois qui ont suivi la promulgation du budget de 1934. Compte tenu de cette réduction, le montant des crédits pour 1935 est sensiblement équivalent à celui dont le département de la guerre a disposé en 1934. Le rapporteur a porté notamment son attention sur l'élaboration et la réalisation des programmes de construction de matériel.

Il convient d'observer, écrit le journaliste, que les dépenses d'organisation défensive des frontières et les dépenses d'armement des fortifications ne sont pas incluses dans le budget. Par ailleurs, le gouvernement a manifesté l'intention de saisir le parlement d'un projet de loi spécial destiné à couvrir les dépenses correspondant à l'exécution du programme d'armement. Les prévisions porteraient sur un programme de 800 millions de francs.

Le gouvernement, écrit le journaliste, s'inspirant de la situation politique extérieure a pris la décision de poursuivre dès 1934 l'application intégrale de la loi de recrutement en ce qui concerne les effectifs. Parmi les mesures prises pour la mise en pratique de cette décision, la plus immédiate dans ses résultats a été l'incorporation, en 1934, des effectifs correspondant à douze mois de naissance, alors que le budget de 1934 avait été établi dans l'hypothèse d'une incorporation correspondant à dix mois et demi de naissance seulement. En outre, le recrutement des militaires de carrière et des spécialistes a été facilité. Ces différentes mesures ont entraîné pour 1935, sur les prévisions de 1934 relatives à l'entretien des effectifs, un relèvement de crédit de 192 millions.

M. Archimbaut présente, par ailleurs, une étude complète et détaillée sur le réarmement de l'Allemagne, précisant quels sont les effectifs actuels de l'armée allemande.

Selon le rapporteur, les forces permanentes du Reich peuvent être ainsi dénombrées à la fin de l'année 1934 :

-Armée (Reichswehr) :	300 000 hommes
-Police utilisable militairement (Landes polizei) :	100 000 hommes
-Troupes auxiliaires encasernées :	90 000 hommes
-Total :	490 000 hommes

En 1935, elles atteindront au minimum :

-Armée (non compris l'aviation) :	400 000 hommes
-Police utilisable militairement (Landes polizei) :	100 000 hommes
-Troupes auxiliaires encasernées :	100 000 hommes
-Total :	600 000 hommes

C'est l'armée permanente allemande. À cette armée, ajoutons les réserves, immédiatement mobilisables :

-Réserves expérimentées constituées essentiellement par les libérés de l'armée et de la police militarisée :	300 000 hommes
-Réserves jeunes instruites, constituées par des hommes provenant de formations hitlériennes et des services du travail :	400 000 hommes
-Réserves âgées instruites, représentées par la masse des anciens combattants de 35 à 45 ans :	1 000 000 hommes
-Formations paramilitaires :	
sections de protection :	200 000 hommes
sections d'assaut :	2 500 000 hommes
corps automobilistes :	100 000 hommes
-Réservistes divers :	400 000 hommes
-Total mobilisable immédiatement :	4 900 000 hommes

Soit, en 1935, avec les 600 000 hommes des forces permanentes, une armée de 5 500 000 hommes que l'Allemagne peut mettre sur pied en quelques jours. Il faut ajouter les organisations solides de la couverture des frontières recrutées localement et groupées dans des formations spéciales (Grenzschutz).

M. Archimbaut remarque ensuite que l'aviation allemande compte 3 500 à 4 000 pilotes instruits, avec un nombre imposant d'appareils.

Puis il donne des détails sur l'armement allemand. Les usines Krupp accélèrent la fabrication des canons lourds et légers, elles étudient les canons à très longues portées et des mortiers puissants. Les usines de poudre accroissent leur production. << **Encore quelques mois et l'Allemagne sera sur terre plus forte qu'en 1914. Nous sommes loin du Traité de Versailles** >>, observe M. Archimbaut.

Il conclut que, malgré le Traité de Versailles, malgré la SDN et la Conférence du désarmement, les puissances rivales de la France se préparent intensément à la guerre, comme si celle-ci devait être très prochaine. C'est, déclare M. Archimbaut, en faisant en sorte que la France conserve une armée forte et bien dotée en matériel qu'on peut espérer que la paix ne sera pas compromise.

Encore une fois, l'accent est mis sur la menace allemande, sur le réarmement du Reich, sur le nombre de jeunes gens instruits au combat. Il est à noter tout de même, la disparité des chiffres des soldats et du réarmement en fonction des sources, des auteurs, des journaux et de la date de parution.

À présent nous allons tenter de voir quelle stratégie les militaires, ou les journalistes messins, envisagent pour défendre le territoire français face à une agression allemande. Cette attaque éventuelle transparait souvent dans les écrits journalistiques, par moment la guerre semble même inévitable, presque une fatalité. Elle aura lieu, et peut-être même plus tôt qu'on ne le croit.

d. *La stratégie de défense française face à la menace allemande.*

La question de la stratégie se pose surtout après le 13 janvier 1935, et le retour de la Sarre à l'Allemagne. La ligne Maginot ne couvrait pas, en effet, la frontière franco-sarroise. Un article du *Lorrain*, du 8 février 1935 et étrangement signé XXX (peut-être écrit par un général !), est assez explicite dans ce domaine. L'absence en France, de toute politique nationale à vues lointaines et la malfaçon du Traité de Versailles sont dénoncées. Le Traité, après une victoire éclatante et coûteuse, loin de réparer les désastres du Traité de Vienne (en 1815, après la défaite de Napoléon), les a confirmés en admettant une seconde fois, par la France, et volontairement cette fois << **une frontière de vaincue** >>.

L'évacuation de la rive gauche du Rhin, la disparition du tampon que constituait la Sarre neutralisée, l'abandon plus ou moins avoué des clauses militaires du Traité (les gouvernements français et anglais proposent de reconnaître le réarmement libre de l'Allemagne si celle-ci consent à signer des Traités de paix régionaux) représentent la fin de l'article V du Traité de Versailles, replaçant la France dans l'état << **d'infériorité** >> de 1815, avec cette aggravation qu'au lieu d'une Prusse aux ambitions immenses, mais dont les forces étaient encore mesurées, la France a, à ses portes, un Reich unifié, fanatisé, aux possibilités énormes.

Or, trois portes ouvrent d'Allemagne en France, trois routes classiques d'invasion qu'empruntèrent successivement les soldats germaniques et les armées impériales. Ce sont les trois voies qui mènent vers Paris par l'Oise, la Marne et la Seine.

L'auteur de l'article se livre ensuite à quelques rappels historiques et géographiques.

Le Traité de Vienne (1815), en enlevant à la France Philippeville et Marienbourg, en ébréchant ainsi le triangle entre Sambre et Meuse, dont Namur occupe le sommet, permet désormais d'arriver sans obstacle dans la vallée de l'Oise et de là sur Paris. C'est la route des armées allemandes en 1914. En conséquence, le correspondant militaire du *Lorrain*

souhaite une bonne réussite aux fortifications que les belges élèvent en hâte sur leur frontière orientale.

La perte de Landau et le démantèlement de Heiningue permirent de même de tourner la frontière du Rhin par le Nord et par le Sud, ainsi se trouvèrent découvertes les trouées de Saverne, qui conduit à la Marne, et celle de Belfort, qui par la Seine mène à Paris, par la Saône vers la France du Centre et du Midi. Ces deux avenues sont à présent soigneusement verrouillées. Mais le chemin le plus direct est celui qui, intermédiaire entre la trouée de l'Oise et celle de Belfort, part de Mayence, traverse le large espace compris entre la Moselle et les Vosges, franchit la Moselle et atteint la Marne à Saint-Dizier. Cette route, mal gardée par des forteresses démunies, fut empruntée en 1814 par les Coalisés. Elle fut adoptée par de Moltke en 1870. Elle servit de zone de rassemblement aux armées allemandes jusque vers 1895. C'est à sa possession que tendait en 1914 l'offensive de Lorraine.

Cette porte, Thionville, Metz et Bitche furent impuissantes à la défendre. Elle est barrée aujourd'hui par tout ce système de fortifications qui s'étale à partir de Thionville et que Metz soutient en arrière.

Mais ces fortifications se trouvent désormais à 20 kilomètres de la base de départ d'une éventuelle agression et, pour ainsi dire, sous le canon ennemi.

Avant 1930, en effet, la présence des armées alliées sur le Rhin avait rejeté les bases allemandes jusqu'à la Weser et au Thüringerwald. L'abandon du Rhin les reporta sur ce dernier fleuve. En 1935, le << renoncement >> sarrois livre à l'Allemagne la véritable place d'armes que constitue le bassin minier et la région de la Sarre.

<< Hitler disait récemment que les résultats heureux du plébiscite comportaient un rapprochement de l'Allemagne avec la France. Dans le domaine militaire, on peut affirmer que, dès aujourd'hui, le rapprochement est accompli. Le contact même est pris. Nous voilà face à face ! >>, conclut le rédacteur.

Un autre article du 11 février 1935, probablement du même auteur reprend et parachève ce raisonnement. Le collaborateur du *Lorrain* craint que l'Allemagne hitlérienne procède en Sarre comme dans la zone démilitarisée du Rhin et dans le Palatinat. Des unités de police plus ou moins encasernées, des formations de SA et de SS et des camps de travailleurs vont fleurir sur l'ensemble du territoire revenu à l'Allemagne. Celle-ci disposera ainsi, dans un délai qui peut être relativement court, de troupes de couverture dont la valeur ne sera pas négligeable et peut-être même, à 20 kilomètres des fortifications françaises, d'une avant-garde puissante et presque instantanément utilisable. Or, prédit le militaire, il est vraisemblable, sinon certain, que dans un futur conflit les opérations débiteront du côté allemand, après ou sans avertissement, par un raid aérien accompagné ou immédiatement suivi d'une ruée d'engins motorisés.

Les forces ainsi engagées pense-t-il, ne permettront certes pas de viser des buts lointains et décisifs, mais de telles opérations préliminaires, exécutées par surprise, seraient susceptibles de troubler gravement la mobilisation et de créer une brèche plus ou moins large dans le système défensif. Si la réintégration de la Sarre dans le Reich ne semble pas devoir procurer à ce dernier des possibilités aériennes beaucoup plus avantageuses qu'auparavant, il n'en est pas de même en ce qui concerne un coup de force éventuel.

Tant, en effet, que la SDN était présente en Sarre, la base obligée d'une offensive allemande se trouvait au plus près sur le Rhin, c'est-à-dire à une centaine de kilomètres de la frontière ; la France disposait de par la force des choses, dans le bassin minier, d'éléments avancés susceptibles d'être renseignés et de pouvoir avertir. En outre, un raid allemand à travers le territoire sarrois aurait singulièrement égratigné, au passage, un organisme international, présidé par un citoyen britannique (SDN). La France était enfin quelque peu protégée par l'obstacle de la Sarre. Elle disposait ainsi, sur la rive droite de la rivière, d'une sorte de tête de pont morale, qui n'était pas sans efficacité. L'effet de surprise n'était pas assuré et l'opération, dans ces conditions, risquait de se terminer dans un cul de sac, en une aventure diplomatique et militaire sans gloire et sans profit.

<< La situation est aujourd'hui renversée. L'Allemagne rentre en possession de la tête de pont habilement ménagée à l'Ouest de Sarrelouis par l'état-major prussien de 1815. [...]. La vallée de la Sarre échappe ainsi totalement à notre observation directe >> écrit le journaliste.

Or des rassemblements comme ceux de Breslau, Hambourg, Pirmasens et Nuremberg qui ont fait figure de véritables répétitions, prouvent que l'Allemagne est capable de réunir rapidement des masses importantes et organisées, accourues sur un mot d'ordre de tous les points du territoire. Le régime hitlérien sait, d'autre part, imposer le silence et clore discrètement les frontières ; les préparatifs qu'une telle opération comporte, la constitution de dépôts d'armes et munitions à la proximité même de la frontière, les reconnaissances d'itinéraires et de cantonnements ou bivouacs, peuvent demeurer secrets jusqu'au dernier moment.

Le rassemblement brusque de forces de coup de main importantes en face de la barrière fortifiée est donc chose sinon aisée du moins possible.

<< Nous devons être prêts à y parer et cela est possible aussi, à condition que se crée dans nos régions, si immédiatement menacées, un état d'esprit particulier, ce que nous pourrions appeler une mentalité frontière.

Celle-ci doit se traduire dans le domaine moral comme dans le domaine matériel par une sorte d'alerte constante et par un sentiment profond de solidarité entre la population et les organismes locaux militaires ou administratifs.

L'établissement d'un cordon douanier et des services de police qu'il comporte, l'apparition de formations de gardes mobiles peuvent nous rassurer jusqu'à un certain point. Soyons convaincus, cependant, qu'il ne sera pas de trop de toutes les bonnes volontés, alliées à l'action officielle, non seulement pour écouter les rumeurs d'outre-Sarre et déceler les prodromes d'un tumulte germanique, mais

encore pour dénoncer les infiltrations douteuses et les agissements suspects >>, écrit le correspondant militaire du *Lorrain*, avant de rajouter que, derrière ce rideau de surveillance, la première sécurité repose sur les fortifications et les troupes de couverture aériennes et terrestres. Encore faut-il que les premières aient, en tout temps, des garnisons suffisantes pour intervenir instantanément et efficacement, et qu'il soit possible aux secondes d'agir immédiatement et vigoureusement.

Le journaliste-correspondant s'adresse ensuite au gouvernement français. Ce dernier devra prochainement rechercher les effectifs nécessaires dans une prolongation de la durée du service national (nous avons déjà étudié cette question), et la puissance de réaction indispensable dans la mise sur pied de grandes unités aériennes ou de formations terrestres motorisées toujours prêtes à intervenir. L'auteur préconise toujours une communion intime entre la population et les troupes chargées de sa protection. **<< En même temps que le pays, l'homme des frontières défend son clocher, sa famille et ses biens ; il se bat sur son sol. Il doit donc connaître à fond le mécanisme de la défense, le rôle qu'il est appelé à jouer, ses camarades de combat et ses chefs éventuels. [...]. Cela demande beaucoup de compréhension réciproque, des contacts fréquents, des sacrifices aussi >>**.

En arrière se trouvent les grands centres vitaux, sièges des organismes dont le fonctionnement est indispensable à la vie du pays et à la conduite de la défense. De plus il faudra abriter contre les bombardements et protéger contre les attaques au gaz les services publics et la population, afin d'éviter pour les premiers une paralysie totale et, pour la seconde, la panique et la mort. Il paraît difficilement **<< admissible >>** que les autorités civiles auxquelles appartiennent ce devoir, et surtout la municipalité d'une grande ville particulièrement menacée comme Metz, écrit le correspondant militaire du *Lorrain*, n'en aient pas encore délibéré et pris les mesures de protection nécessaires.

<< Il est incontestable que le plébiscite sarrois a gravement rapproché de nos régions le danger qui peut, un jour, fondre brutalement sur elles ! Nous avons les moyens d'y faire face,

mais soyons convaincus que si notre sécurité repose, pour la plus large part, sur notre force militaire, elle exige de tous les citoyens une vigilance attentive et un dévouement absolu >>.

Telle est sa conclusion.

Il est clair, à la lecture de ces articles, que les 90.6 % de voix qui réclamaient le retour de la Sarre à l'Allemagne lors du plébiscite du 13 janvier 1935, inquiètent les militaires. La stratégie de défense basée sur la ligne Maginot est mise à mal. La Sarre offre désormais des possibilités stratégiques à l'Allemagne nazie qui est en mesure de mettre à exécution ses menaces envers la France. Cette question de l'importance de la Sarre dans le dispositif offensif allemand est absente des journaux français de l'époque qui préfèrent se focaliser sur les conséquences économiques du retour de la Sarre au Reich.

e. La guerre aura-t-elle lieu ?

Les journaux messins nous répondent. Effectivement, étant donné les menaces croissantes qui pèsent sur la paix en Europe et les descriptions quasi quotidiennes de cette Allemagne bouillonnante, violente et agressive, les messins s'inquiètent de jour en jour toujours plus des risques de guerre qui s'accroissent. Cependant, les quotidiens messins de langue française ne craignent absolument pas un nouveau conflit, tout au moins pas dans l'immédiat.

<< Non ! Nous n'aurons pas la guerre. Car, vraiment, nous ne voyons pas bien qui nous la ferait, et contre qui nous pourrions nous battre >>, écrit Frédéric Certonciny dans un article du *Messin* du 31 juillet 1934 concernant l'assassinat, par des nazis autrichiens, du Chancelier Engelbert Dollfuss.

Adolf Hitler massacre ses amis et se perd lui-même, explique-t-il, l'assassinat de Engelbert Dollfuss a montré au monde entier la vraie figure du Chancelier allemand. Même l'Italie, qui avait malgré tout

conservé pour lui une certaine estime, est obligée à son tour de s'en méfier. Des points importants séparaient la France de ses alliés traditionnels (Angleterre, Italie). Les difficultés ont été soudainement aplanies et tout le monde est d'accord désormais, officiellement ou non, pour contrer le Reich s'il se rend encore coupable de la moindre incartade.

Frédéric Certonciny pense aussi que le vieux Président Hindenburg, qui sait ce qu'est une guerre, est beaucoup trop malin pour risquer l'aventure au moment où le Reich reconstitue son armée. Même si les Allemands ont une importante provision de matériel de guerre, et donc la parité avec n'importe lequel des États européens, ils ne pourront tenir devant tous, **<< ce serait une pure folie >>**. De plus, fait remarquer le directeur du *Messin* dans le même article du 31 juillet 1934, les relations entre Hindenburg et Adolf Hitler sont très tendues. La preuve en est la décision du Maréchal de faire venir, après l'assassinat de Engelbert Dollfuss, deux régiments de la Reichswehr à Neudeck où il réside, dans l'unique but d'assurer sa liberté personnelle.

<< Nos amis estimeront-ils encore qu'ils pensent nous faire la guerre dans ces conditions ?

M. Mussolini a envoyé 140 000 hommes à la frontière du Brenner. Mais ce n'est qu'un geste très élégant de sa part pour assurer l'indépendance de l'Autriche.

Tous les petits États d'Europe ont leurs fusils et leurs canons braqués vers Berlin. Cela fera rester tranquille les hordes d'assassins germaniques, qui sont en ce moment faibles et ne déclareraient une guerre que s'ils se sentaient les plus forts.

Nous n'aurons donc pas la guerre, et c'est presque dommage. Car avec l'entente renaissante chez les alliés, l'Allemagne, aujourd'hui, recevrait la pile...

Tandis que sait-on jamais ce qui peut se passer dans dix ans ?... >>

Cette conclusion de Frédéric Certonciny est très pertinente. Il voit là une menace allemande grandissante et pour longtemps. Plus tard, en novembre 1934, dans le but de rassurer ses lecteurs messins, il écrira à propos de l'Allemagne : **<< De tous les points d'Allemagne nous parviennent, avec les bruits les plus divers, de précieuses indications sur la fébrilité avec laquelle Adolf Hitler pousse son réarmement. Il est exact, que pour peu qu'il continue, il aura bientôt les armes les plus fortes du monde.**

Mais il faut que nos lecteurs comprennent bien que si, nous qui connaissons bien les questions militaires, nous donnons des détails précis sur l'augmentation des armements germains, jamais ces armements ne nous ont inspiré la moindre inquiétude. Nous sommes bien tranquilles. La France est forte et solide. Le plan de notre état-major est bien au point. Nous ne craignons rien et n'avons rien à craindre. [...]. >>.

Tout en avertissant ses concitoyens de la menace allemande, le directeur du *Messin* tient à les rassurer. Il n'y aura pas de guerre, la France n'est pas seule et elle est en mesure de se défendre efficacement.

Pour Charles Ritz, au *Lorrain*, la guerre n'est également pas du tout envisageable. Selon lui, elle ne peut être faite que par un **<< Seigneur de la guerre >>**, un Hohenzollern, un Empereur, **<< comme la Reichswehr en exigera un au moment voulu >>**³⁵³. En second lieu, explique-t-il, même avec un Hohenzollern, l'Allemagne ne fera pas la guerre à la France à deux conditions : d'une part que les Français soient unis et forts, d'autre part que l'Angleterre et l'Italie aient irrémédiablement lié leurs destinées à celle de la France. **<< L'Allemagne ne recommencera plus le coup de 1914, une fois suffit >>**.

Pour les deux principaux journaux messins, l'affaire est entendue, il n'y aura dans l'immédiat, aucune guerre avec l'Allemagne. Malgré le réarmement, malgré le putsch manqué en Autriche, malgré le

³⁵³ *Le Lorrain*, 22 mars 1935, "Le coup de force de Berlin", Charles Ritz.

rétablissement du service militaire obligatoire, l'Allemagne seule contre les trois grandes puissances européennes n'aurait aucune chance. Les Mosellans peuvent se rassurer, tant que la France est forte derrière sa ligne Maginot, il n'y a aucun conflit à craindre.

Cependant, comme nous l'avons déjà constaté, l'impact qu'a eu l'annonce du rétablissement du service militaire en Allemagne a été immense dans toute l'Europe. Cela mérite que nous consacrons une étude part entière de cette question, de manière à compléter ce qui a déjà été signalé.

II. Le service militaire obligatoire en Allemagne.

Le 16 mars 1935, l'armée allemande, du fait du rétablissement du service militaire obligatoire d'un an, cessait d'être une armée de professionnels limitée à 100 000 hommes.

Cette augmentation d'effectifs est la suite logique du réarmement clandestin déjà commencé sous la République de Weimar. Les clauses du Traité de Versailles portant sur les personnels militaires de l'Allemagne et sur les types et quantités d'armements utilisés, sont désormais officiellement et publiquement bafouées et caduques. À noter qu'à partir du 24 août 1936, la durée du service nouvellement instauré sera portée à deux ans.

Dorénavant, le réarmement allemand va devenir intensif, les effectifs militaires ne vont cesser d'augmenter, l'Allemagne va rapidement se donner les moyens militaires de ses desseins en politique extérieure. Après le rattachement de la Sarre à l'Allemagne le 1^{er} mars 1935, la presse messine assiste immédiatement à un deuxième revirement, non sans réagir.

1. L'événement.

Charles Ritz est peu étonné par la nouvelle. Selon lui, le coup était préparé depuis longtemps. Suivant de près les affaires allemandes, il se doutait depuis plusieurs mois, que le plébiscite annuel annoncé par Adolf Hitler porterait, en 1935, sur la justification du réarmement allemand³⁵⁴. Il indique par ailleurs que la population n'a jamais reconnu le Traité de Versailles. C'est, pour les Allemands, un Traité obtenu par la force, ce qui rend ses clauses sans valeur³⁵⁵. Continuant sa description du raisonnement allemand, il explique que le peuple ne se sent aucunement coupable ni responsable du déclenchement de la guerre mondiale de 1914 [culpabilité évidente vue par les Français]. Bien au contraire, c'est l'État français qui est le seul coupable ! De plus, les militaires "prusso-allemands" estiment que la guerre de 1914-1918 était une maldonne, elle aurait dû être remportée par le puissant II Reich.

C'est en fait un accident et une raison de plus de ne pas reconnaître le Traité de Versailles ressenti comme une injustice, une incohérence. La conséquence de ce raisonnement, d'après Charles Ritz, est le réarmement voulu dans un premier temps par Gustav Stresemann, puis par Adolf Hitler manipulé par les officiers aristocrates prussiens et toute la Reichswehr. Le peuple allemand a pour objectif de se reconstituer moralement, de défaire l'objet de son humiliation (Traité de Versailles), de déchirer les Traités qui lient l'Allemagne (Locarno par exemple, ce sera fait en mars 1936), enfin, de reprendre les territoires perdus en 1918 et considérés comme volés. Cette doctrine justifie amplement le réarmement³⁵⁶.

Charles Ritz connaît bien la mentalité et la psychologie allemande en 1935. Il suit avec assiduité la propagande hitlérienne. L'annonce du réarmement et du service militaire obligatoire lui apparaît

³⁵⁴ *Le Lorrain*, 17 mars 1935, "Propos sur le coup de force de M. Adolf Hitler", Charles Ritz, Éditorial, 1^{er} page.

³⁵⁵ *Le Lorrain*, 21 mars 1935, "Toujours le coup de force", "Ce que nous en pensons", Charles Ritz, Éditorial, 1^{er} page.

³⁵⁶ *Le Lorrain*, 21 mars 1935, "Toujours le coup de force", "Ce que nous en pensons", Charles Ritz, Éditorial, 1^{er} page.

être dans la logique des événements. Tentant une projection vers l'avenir, il fait preuve ici, d'une certaine lucidité.

Le directeur politique du *Lorrain* entrevoit l'occupation de la zone rhénane démilitarisée, la restitution des colonies prises à l'Allemagne en 1919 par la France et l'Angleterre, des pressions politiques, diplomatiques et militaires en Pologne (Dantzig), auprès des pays baltes, en Belgique (Eupen, Malmédy) et en France (Alsace-Lorraine). Pendant ce temps, l'Allemagne réarme et Adolf Hitler multiplie les déclarations de paix universelle. En fin de compte, l'aristocratie prussienne et militaire reprendra le pouvoir et ce sera à nouveau la guerre de conquête³⁵⁷.

L'abbé-journaliste a presque raison sur toute la ligne, il surestime cependant le rôle joué par l'armée dans les rouages du pouvoir, ainsi que la volonté hitlérienne de récupérer les colonies. Le 19 mars 1935, *Le Lorrain* titre : << **M. Hitler n'a jamais si bien prouvé qu'il était l'homme à tout faire de la Reichswehr et du militarisme prussien** >>. Tout comme lors de la "Nuit des longs couteaux", le 30 juin 1934, *Le Lorrain* croit en mars 1935, et c'est tout à fait pardonnable, à un renforcement des pouvoirs de l'armée au détriment des nazis et d'Adolf Hitler.

En effet, les mesures prises vont mener inexorablement à la formation d'une armée de plusieurs millions d'hommes, très bien équipés et entraînés. Il est tentant d'en déduire une influence politique grandissante des officiers généraux allemands issus de la grande noblesse et ce d'autant plus que l'armée a toujours su compter politiquement dans le pays. Sous la République de Weimar il y a bien eu un général-Chancelier (von Schleicher) et un Maréchal-Président (Hindenburg). C'est donc en connaissance de cause que Charles Ritz avance cette hypothèse.

Frédéric Certonciny porte un regard original sur les motivations allemandes dans la prise de décision de rétablir le service militaire. Adolf Hitler devait au moment de se prononcer, davantage penser à la menace se présentant au Nord-Est de son pays, c'est-à-dire l'URSS

³⁵⁷ *Le Lorrain*, 21 mars 1935, "Toujours le coup de force", "Ce que nous en pensons", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page.

qu'à l'Ouest d'où il savait très bien n'avoir aucune agression à redouter. La force des armées soviétiques, ennemies de l'Allemagne par idéologie, a dû pousser le Chancelier-Président du III Reich à réagir de la sorte³⁵⁸. D'autant plus que, d'après le commissaire adjoint Toukhatchevsky, l'armée rouge est en augmentation dans tous les domaines : effectifs, armement. Face à cette propagande, l'Allemagne nazie, opposée politiquement au régime des soviets, se sentait trop faible et démunie, il lui fallait réagir.

Par contre, selon le général français Niessel, ancien membre du Conseil Supérieur de la Guerre, l'armée rouge est fragile et, en cas de crise grave, sujette à désagrégation. 104 langues différentes sont pratiquées dans l'Empire soviétique, de plus, c'est une armée de classe qui pose de graves problèmes de recrutement (officiers membres du parti communiste). Le pays est vaste et l'état des transports est lamentable. Il faut donc relativiser l'importance de la menace communiste dans la décision allemande. Devant ces considérations, il serait bon, conclut Frédéric Certonciny, de faire réfléchir les hommes politiques qui rêvent d'une alliance franco-russe, avant de rajouter : **<< quand il s'agit de 940 000 hommes [l'armée rouge], il vaut mieux les avoir pour nous que contre nous >>**³⁵⁹. Frédéric Certonciny a l'art de ne pas apporter de solutions aux problèmes qu'il soulève.

Outre cette démonstration sur l'influence de la menace communiste sur le gouvernement allemand, *Le Messin*, tout comme *Le Lorrain*, ne manque pas de remarquer que c'est la fin du Traité de Versailles que visent les dirigeants du Reich. La décision allemande de reprendre, au mépris des Traités, sa liberté d'armement et de rétablir le service militaire, est d'une telle gravité qu'elle ne peut rester sans protestation³⁶⁰. Il semble au *Messin* qu'une des procédures normales serait que la décision allemande soit portée devant le conseil de la SDN.

³⁵⁸ *Le Messin*, 18 mars 1935, "Avant l'entente franco-russe", "Quelle est exactement la valeur de l'armée rouge soviétique ?", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page.

³⁵⁹ *Le Messin*, 18 mars 1935, "Avant l'entente franco-russe", "Quelle est exactement la valeur de l'armée rouge soviétique ?", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page.

³⁶⁰ *Le Messin*, 18 mars 1935, "Après le coup de force d'Hitler", "L'Allemagne célèbre la mort du Traité de Versailles", 1^{ère} page.

Les journaux messins n'envisagent donc pas d'intervention armée française ou anglaise. Ils ressentent seulement une menace qui se précise, une Allemagne de plus en plus dangereuse militairement et politiquement. Ils réalisent relativement bien les objectifs à court terme du Reich hitlérien, bien que de temps en temps s'égarant sur les motifs de l'instauration du service militaire obligatoire d'un an.

Paul Bourson déclare dans *Le Messin* que les populations alsaciennes et lorraines ont accueilli avec calme les nouvelles en provenance d'Allemagne mais << [...] nous sommes trop près du Rhin et connaissons trop bien la mentalité allemande pour échapper à de réelles appréhensions en voyant le développement des choses en Allemagne >>³⁶¹. Puis, il fait une comparaison. En mars 1913, un projet de loi militaire allemand comportait une augmentation des effectifs afin de passer de 544 221 à 661 176 hommes. Parallèlement à l'application de cette loi, des discours de paix étaient tenus et des assurances de "non guerre" données, notamment au travers du ministre de la Guerre prussien, le général von Heeringen.

En 1935, la situation est similaire. L'Allemagne arme, augmente ses effectifs, fait des discours de paix. En 1914, il y a eu la guerre. Qu'advient-il dans les années à venir ? Paul Bourson insiste pour que le gouvernement, tout en gardant son sang-froid, prenne nettement position en présence des dispositions allemandes. La France a le devoir strict de donner à ses populations de l'Est le sentiment absolu d'une entière sécurité. Il pense probablement à l'utilisation et à l'amélioration de la ligne Maginot. Il finit en reprenant une phrase célèbre de Georges Clemenceau : << Entre eux et nous, c'est une question de force >>³⁶².

Suite aux événements les journalistes vont tenter d'analyser les retombées politiques en Allemagne, en France et plus généralement en Europe, de la décision allemande.

³⁶¹ *Le Messin*, 18 mars 1935, "Les Lorrains se souviennent", Paul Bourson, 1^{ère} page.

³⁶² *Le Messin*, 18 mars 1935, "Les Lorrains se souviennent", Paul Bourson, 1^{ère} page

2. Les conséquences du rétablissement du service militaire en Allemagne.

Pour les Mosellans il n'y a que deux solutions, écrit Frédéric Certonciny. Ou bien déclarer immédiatement la guerre à l'Allemagne, dont le jeu consiste en beaucoup de bluff et qui n'est pas encore, malgré tout, assez forte pour l'emporter sur les alliés ; il est évident que cette solution est << ennuyeuse >>³⁶³. Ou bien éviter la guerre, ce qui lui semble tout à fait possible, en travaillant au regroupement des forces internationales qui ont déjà combattu contre l'Allemagne. << **Hitler, jusqu'ici, a été fort de notre faiblesse. Nous lui avons fait toutes les concessions possibles, suivant en cela la politique de lâcheté et de défaite qui fut la nôtre depuis 1919 [évacuation de la Ruhr, de Mayence...] >>. Et l'Angleterre a incité la France dans ce sens.**

Le directeur du *Messin* préconise le resserrement par une alliance et une collaboration étroite, de l'entente entre la France, l'Angleterre, l'Italie et peut-être la Russie. D'autre part, il faudrait conforter les revendications de la Petite-Entente et de l'Entente balkanique qui s'opposent avec véhémence au réarmement de la Hongrie et de la Bulgarie. Les accords de Stresa du 15 avril 1935, sont accueillis avec une grande joie en Moselle. Frédéric Certonciny se félicite de l'officialisation de l'entente franco-italienne. De leur côté, les Anglais ont enfin admis le danger que représente la politique hitlérienne. Les négociations longues engagées avec l'Allemagne permettront à l'Angleterre désarmée de se réarmer pour entrer peut-être un jour, efficacement en guerre. Dernier point, l'influence hitlérienne n'a pas désuni les trois grandes puissances participantes. << **En somme, ils [Anglais et Italiens] lâchent Hitler et ceci est un progrès >>³⁶⁴.**

³⁶³ *Le Messin*, 19 mars 1935, "L'heure est grave", Frédéric Certonciny, 1^{ère} page.

³⁶⁴ *Le Messin*, 16 avril 1935, "Le Reich ne cache point sa colère ni sa déception après Stresa", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 2 colonnes.

Même satisfaction au *Lorrain*. Dans l'atmosphère nouvelle créée par Stresa, les États reconnaissent la nécessité et l'obligation de respecter les Traités ; << **c'est une garantie nouvelle pour la paix** >>³⁶⁵.

Début 1935, les journalistes lorrains semblent encore compter sur la SDN et sa capacité à gérer les litiges en évitant les conflits armés. *Le Messin* comme *Le Lorrain* se félicitent du résultat des négociations et gardent un espoir de paix grâce à ces accords. Ce n'est qu'après, lors de l'attaque de l'Abyssinie par l'Italie fasciste, que la SDN va devenir à leurs yeux un simple instrument de la politique britannique et de surcroît inefficace.

Quoi qu'il en soit, désormais les organisations paramilitaires et la police encasernée formeront une armée officielle de 36 divisions sous les ordres du grand état-major. Ceci permettra de former de grandes unités encadrées et s'entraînant lors de vastes manoeuvres. Ainsi, précise Frédéric Certonciny, la nouvelle loi non seulement assure un renforcement quantitatif de l'armée allemande, mais encore un renforcement qualitatif³⁶⁶.

Reprenant les paroles de Sir Neville Chamberlain, Premier ministre anglais, il explique qu'il n'y a qu'un moyen d'empêcher la guerre, c'est de faire comprendre à l'agresseur potentiel qu'il trouvera devant lui une coalition de forces si écrasante qu'il n'a aucune chance de triompher ou que les fruits de sa victoire lui seront arrachés³⁶⁷. Toujours concernant l'attitude anglaise, il fait remarquer que Ramsey Mc Donald, connu comme l'un des plus germanophiles parmi les hommes d'État britanniques et tenant le plus grand compte de l'opinion publique de ses compatriotes, a écrit un réquisitoire aussi << **juste que formidable contre la politique du Reich** >>³⁶⁸. L'Allemagne demande qu'on lui fasse

³⁶⁵ *Le Lorrain*, 18 avril 1935, "Un gros succès de la France à Genève", "Une nouvelle garantie de la paix", Charles Ritz.

³⁶⁶ *Le Messin*, 20 mars 1935, "Le gouvernement tente d'assurer la sécurité de notre pays", Frédéric Certonciny.

³⁶⁷ *Le Messin*, 20 mars 1935, "Le gouvernement tente d'assurer la sécurité de notre pays", Frédéric Certonciny.

³⁶⁸ *Le Messin*, 3 mai 1935, "Est-ce un revirement ? ", "Les Anglais commencent à perdre leur indulgence pour Hitler", Frédéric Certonciny.

confiance ? << Ce n'est pas possible, répond Mc Donald, elle a fait naître les soupçons de toutes les Nations de l'Europe >>.

Ces paroles sont qualifiées au *Messin* de significatives. L'Angleterre ne tolère donc pas la violation du Traité de Versailles en ce qui concerne l'organisation militaire du Reich.

La presse messine attache, à cette date, beaucoup d'importance à l'alliance anglaise. Elle regrette la tolérance dont font généralement preuve, à la fois l'opinion publique et les hommes politiques anglais, à l'égard de l'Allemagne. Cette fois-ci l'Allemagne a passé les limites et, à la satisfaction des Mosellans rassurés, le ton change. Une plus grande fermeté semble s'installer dans les îles britanniques. Satisfaits du comportement anglais, quelle impression ont-ils de l'attitude du gouvernement français ?

Le Messin relève le mérite du Conseil des ministres d'avoir rédigé une protestation française transmise par l'ambassadeur de France en Allemagne au Chancelier Adolf Hitler³⁶⁹. Une critique est cependant émise, cette protestation vient un peu tard. Tout le monde connaissait le réarmement allemand, l'augmentation des effectifs grâce aux organisations paramilitaires (SA, SS), la création d'une aviation de guerre et d'aérodromes, l'augmentation du nombre d'avions allemands. Malgré toutes ces données, (que nous avons exposées page 219 et suivantes), aucune protestation officielle, aucune menace, aucun avertissement, rien n'a été tenté pour arrêter la mise en place de la machine de guerre allemande. Dans ces conditions, et avec l'augmentation des forteresses allemandes et la création de la flotte aérienne, Frédéric Certonciny se demande si le pacte de Locarno subsistera encore longtemps³⁷⁰.

Autre considération du *Messin* ; ce n'est pas le vote par la Chambre des députés le 16 mars, du service militaire de deux ans en France qui a provoqué la décision allemande comme la propagande nazie

³⁶⁹ *Le Messin*, 22 mars 1935, "La protestation française et le prochain voyage de Sir John Simon", Frédéric Certonciny, 1^{ère} page.

³⁷⁰ *Le Messin*, 22 mars 1935, "La protestation française et le prochain voyage de Sir John Simon", Frédéric Certonciny, 1^{ère} page.

veut le faire croire³⁷¹. Après avoir officialisé son propre plan et ses propres projets, qu'elle avait depuis longtemps conçus, sinon réalisés, l'Allemagne tente de justifier son action et de dresser en France les partis les uns contre les autres. Les nazis misent sur la division des Français et les luttes politiques.

Face à la menace allemande et aux craintes que peut engendrer l'annonce du service militaire en Allemagne et donc du réarmement, les Français se doivent de garder leur sang-froid et d'éviter la panique. Ils peuvent faire confiance aux forces armées françaises, à l'armée de l'Air, aux fortifications, au personnel de secours dans les villes³⁷². La dernière guerre a prouvé que l'offensive brusque était défavorable à l'attaquant, que la défensive en terre natale était au contraire éminemment favorable. **<< Nul Français n'a le droit de douter de l'armée française, de son dévouement, de son instruction, de sa compréhension, de son héroïsme et de sa science. L'ennemi, s'il sait que nous sommes prêts, n'attaquera pas. [...], l'ennemi n'attaquera pas s'il ne peut pas attaquer par surprise >>**³⁷³.

L'annonce par l'Allemagne de la création d'un service militaire obligatoire d'une année pour tous les jeunes Allemands est un fait marquant de la politique hitlérienne. À partir du 16 mars 1935, le réarmement devient officiel et par là même sans limite. Intensivement, le Reich va pouvoir préparer et se donner les instruments de sa politique extérieure. Les préparatifs de la guerre sont engagés, la marche à la guerre continue !

Les deux principaux journaux messins de langue française que sont *Le Messin* et *Le Lorrain* attachent à l'événement l'importance qui lui est due. Le risque de guerre immédiat est écarté, mais à terme il n'est pas à exclure. Dans l'ensemble, les journaux se trompent peu dans

³⁷¹ *Le Messin*, 24 mars 1935, "Les manoeuvres de l'Allemagne pourraient bien se retourner contre elle", Frédéric Certonciny, 1 page.

³⁷² *Le Lorrain*, 13 avril 1935, "Confiance dans la défense", Marcel Grosdidier de Matons, 1^{ère} page.

³⁷³ *Le Lorrain*, 13 avril 1935, "Confiance dans la défense", Marcel Grosdidier de Matons, 1^{ère} page.

l'analyse de la mentalité allemande et dans les perspectives militaires. Seule erreur de jugement caractérisée, le rôle alloué à la Reichswehr, qui à leurs yeux prend de plus en plus d'importance, Adolf Hitler en devenant presque l'exécutant. Il n'en est rien, le Chancelier-Président a davantage de personnalité. Il est vrai qu'il doit composer avec elle et que, pour l'instant, ses buts coïncident avec ceux des généraux, mais, le moment venu, il saura écarter ceux d'entre eux qui lui sont hostiles, pour ne garder que ses fidèles.

3. La *Lothringer-Volkszeitung* et le service militaire en Allemagne.

Après la décision allemande, qui a fait s'indigner les États européens, la *Lothringer-Volkszeitung* laisse la place à l'analyse. Le quotidien rappelle que la situation européenne n'est pas rose. **<< Si l'on regarde la politique européenne des 10 dernières années, l'on remarque quelques similitudes avec les années d'avant-guerre >>**, avec toutes les conséquences que cela pourrait impliquer³⁷⁴. La rédaction du journal reconnaît que la politique menée par le "Führer" représente un danger. La diplomatie européenne doit prendre en compte la nouvelle politique allemande.

Le risque de guerre existe-t-il ? Pour répondre à cette question, la *Lothringer-Volkszeitung* reprend les écrits de Gustave Hervé dans le journal *Victoire*. Celui-ci fait remarquer que personne ne souhaite attaquer l'Allemagne, armée comme elle l'est. D'autre part, l'Europe est trop sur ses gardes, de sorte que le Reich hésiterait à tenter une aventure belliqueuse. Le seul point noir, d'après Gustave Hervé, est inscrit dans *Mein Kampf* : la volonté d'annexer l'Autriche et de conquérir une espace vital à l'Est de Berlin (Pologne, URSS) est une menace directe contre la paix européenne.

³⁷⁴ *Die Lothringer-Volkszeitung*, 20 mars 1935, "Nach der ersten Ueberraschung", Éditorial, 1^{ère} page.

Il espère que l'Allemagne ne se précipitera pas dans une telle conquête, mais, prudent, il appelle le gouvernement français à la vigilance, et tout en préconisant également le développement d'une entente franco-allemande, << **le dernier plan de sauvetage de la civilisation européenne** >>³⁷⁵.

Au travers des écrits de Gustave Hervé et du quotidien national *Victoire*, la *Lothringer-Volkszeitung* exprime une opinion quelque peu différente par rapport à celles émises depuis 1933. L'Allemagne commence à être ressentie comme un danger potentiel pour la France. Le Reich d'Adolf Hitler est décrit comme étant conquérant et expansionniste. Une guerre européenne est même envisagée. Quelle action est conseillée ? Se préparer à toute éventualité sans exclure une possible entente entre Paris et Berlin. Cette dernière solution étant probablement, pour la rédaction du quotidien de langue allemande, préférable.

4. Le service militaire passe à deux ans.

Le 24 août 1936, l'Allemagne porte à deux ans la durée du service militaire. La raison évoquée est la menace bolchevique de plus en plus grande, ainsi que le réarmement intensif de l'URSS³⁷⁶. Ce motif ne fait pas illusion en Moselle, le service de deux ans faisait partie du plan primitif de réorganisation de l'armée allemande. Les armements russes mis tardivement en avant par la presse allemande, ne sont en fait qu'un prétexte³⁷⁷. Le service d'un an s'est avéré insuffisant pour former un soldat à se servir des armes techniques modernes, de plus, il assure mal les nécessités permanentes de la défense allemande (Problème lors des changements de classes et l'apparition de recrues moins expérimentées). Enfin, les classes creuses dues aux pertes de la guerre entraînent une

³⁷⁵ *Die Lothringer-Volkszeitung*, 20 mars 1935, "Nach der ersten Ueberraschung", Éditorial, 1^{ère} page.

³⁷⁶ *Le Lorrain*, 25 août 1936, "L'Allemagne rétablit le service militaire de deux ans dans toutes les armes", 1^{ère} page.

³⁷⁷ *Le Lorrain*, 27 août 1936, "Pourquoi l'Allemagne a eu recours aux deux ans ?", 1^{ère} page.

faiblesse d'effectifs³⁷⁸. Voilà les vraies raisons qui ont obligé l'Allemagne à passer au service de deux ans. Elles sont d'ordres stratégique et opérationnel et n'ont que peu à voir avec l'armée soviétique.

De son côté, *Le Messin* note que l'Allemagne aura bientôt sous les armes 1 200 000 hommes pour se stabiliser par la suite à 900 000 au moment des classes creuses³⁷⁹. Ces 900 000 hommes sont à rapprocher des 940 000 soldats soviétiques qu'il annonçait en 1935.

Ces augmentations d'effectifs et de matériels, les améliorations techniques de l'armée allemande sans cesse grandissantes engendrent des dépenses considérables et de plus en plus importantes. Comment le Reich hitlérien a-t-il pu financer cette nouvelle armée, quelle politique économique a-t-il mis en oeuvre pour permettre de tels progrès ? Ce sont les questions que se sont posées les journalistes messins.

III. Le financement et la préparation économique de la nouvelle armée allemande.

1. Le financement de l'armée allemande.

Le Reich observe un silence presque complet sur la question du financement de l'accroissement des effectifs militaires. Il est juste prévu une augmentation de 25 % puis de 50 % de l'impôt sur les Sociétés par Actions et à Responsabilité Limitée.

Pour tenter de chiffrer tout de même l'opération, Paul Lorrain effectue une comparaison³⁸⁰. En 1913, l'Allemagne décida d'augmenter ses effectifs de 116 955 hommes, la dépense fut de

³⁷⁸ *Le Lorrain*, 27 août 1936, "Pourquoi l'Allemagne a eu recours aux deux ans ?", 1^{ère} page.

³⁷⁹ *Le Messin*, 26 août 1936, "Le Reich et les deux ans", 1^{ère} page.

³⁸⁰ *Le Messin*, 12 septembre 1936, "La nouvelle armée allemande", "Une nouvelle dépense de sept milliards de marks", Paul Lorrain, 1^{ère} page.

898 millions de marks. En conséquence, et en tenant compte que le militaire allemand coûte plus cher en 1936 (technicité, mécanisation), et des dépenses pour les constructions navales, les fortifications, l'armée de l'Air, il avance le chiffre de 7 milliards de marks de dépenses supplémentaires. Ce n'est pas l'impôt sur les Sociétés qui couvrira ces nouvelles dépenses. Même s'il augmente comme prévu, la recette de 1937 ne sera supérieure que de 296 millions de marks à celle de 1936, ce qui ne représente qu'une faible partie des dépenses créées par une armée allemande doublée en effectifs³⁸¹. De plus, les milliards manquants ne seront pas payés par les Sociétés par Actions, les dirigeants du Reich ménageant ces dernières. Ils savent, insiste Paul Lorrain, ce qu'ils doivent à l'industrie lourde. Kirdorff, Thyssen, Krupp... ont soutenu le mouvement national-socialiste aux heures difficiles, << ces choses ne s'oublient pas >>.

Cela n'empêchera pas l'armée allemande de se développer encore à partir d'octobre 1936 et elle ne manquera de rien. Quels seront alors les moyens de financement du Reich ? *Le Messin*, comme nous venons de le constater, ne nous éclaire pas sur la question. Quant au *Lorrain*, il tente une explication le 18 août 1935.

Le Lorrain dénonce les quêtes officielles et obligatoires orchestrées par le parti nazi dans toute l'Allemagne. Ces collectes, qui représentent un véritable impôt supplémentaire, étaient sensées aider les 4 millions de chômeurs allemands. Il n'en a rien été³⁸². De même, le quotidien messin soupçonne le Docteur Schacht, à la tête des Finances du Reich de vouloir s'allouer 300 millions de marks annuels perçus au titre des cotisations du Front du travail auprès de 16 millions d'ouvriers. Dans quels buts ces détournements auraient-ils pu avoir lieu sinon entretenir et développer les trois armées ?

³⁸¹ *Le Messin*, 15 septembre 1936, "La nouvelle armée allemande", Paul Lorrain, 1^{er} page, 2 colonnes, photographie de l'amiral Reader, chef de la flotte navale allemande.

³⁸² *Le Lorrain*, 18 août 1935, "Les expédients de M. Schacht pour trouver de l'argent", signé LO.

Les journaux messins ont énormément de difficultés à évaluer les sommes nécessaires à la conception de cette nouvelle armée allemande. Et les difficultés s'accroissent lorsqu'il s'agit de décrire les ressources financières et budgétaires qui permettront de couvrir ces dépenses. Les organes officiels allemands ne donnant aucun renseignement plausible dans ce domaine, le secret bien gardé, les journalistes mosellans en sont réduits à émettre des hypothèses, qui semblent vraisemblables. Un seul fait leur apparaît clairement ; cette armée sera financée, elle existera et sera opérationnelle.

2. La préparation économique du Reich au conflit futur.

Il s'agit surtout d'une préparation dans le domaine de la production et du commerce des matières premières. *Le Lorrain* reprend un article d'André Giraudon paru dans la *Revue des Deux Mondes* et portant sur ce thème³⁸³. La conclusion en est que l'économie du Reich fonctionne depuis de nombreux mois à un régime absolument anormal. Ce n'est plus seulement une tentative d'autarcie, économie fermée où les échanges entre producteurs et consommateurs se passent à l'intérieur d'un même pays ; ce n'est pas davantage une sorte d'économie d'isolement à laquelle le Reich se serait préparé, afin de vivre à l'écart des peuples que ses actes ont mécontentés ; c'est une forme particulièrement étudiée d'économie militaire. Une économie tournée vers le réarmement, la remilitarisation et l'indépendance dans les domaines énergétique et des matières premières.

Dans ces conditions, des sanctions économiques qui seraient décidées par la SDN, pour quelque motif que ce soit, semblent devoir être inopérantes à l'égard du Reich, qui a pris par avance des mesures tendant à déjouer un blocus éventuel. L'obsession allemande est, en effet, de se procurer à tout prix les matières premières nécessaires à son réarmement, mais aussi pour soutenir un éventuel blocus continental du type de celui enduré de 1914 à 1918.

³⁸³ *Le Lorrain*, 29 juin 1935, "l'Allemagne et la préparation économique à la guerre".

Pour importer, l'Allemagne doit exporter en accordant au besoin aux industriels allemands, des primes compensant les droits de douane par lesquels les pays étrangers se défendent contre l'invasion des produits en provenance d'Allemagne. Ces primes à l'exportation ne seront pas payées par le trésor public, mais par les syndicats industriels en prélevant sur la production ou sur les ventes à l'intérieur du pays. 750 millions de marks sont à trouver³⁸⁴! Le premier résultat de cette opération sera une hausse des prix à l'intérieur du pays, donc une baisse du pouvoir d'achat. Il faudra par conséquent une augmentation des salaires, ce qui bien sûr annulera tous les avantages espérés. Pour sortir de l'impasse, il ne reste alors plus qu'une solution : procéder à une dévaluation officielle du mark.

En cas de nouvelle inflation en Allemagne, on peut se demander quelles en seraient les répercussions, car les premières victimes en seraient les soutiens du régime hitlérien, les classes moyennes et la petite bourgeoisie. Le régime nazi serait mis dans de graves difficultés. Le souvenir de l'inflation des années 1920 en Allemagne n'a pas disparu, une telle crise serait à coup sûr une remise en cause du régime en place.

L'Allemagne d'Adolf Hitler arrivera-t-elle à éviter cet écueil ? C'est ce qu'attendent de voir les Mosellans. En attendant, ils observent que malgré les difficultés de financement, l'armée allemande se constitue activement.

3. L'évolution des trois armées de 1935 à 1938. Les Mosellans ont des motifs d'inquiétude.

a. Les effectifs.

Le service militaire est désormais à deux ans. Paul Lorrain reconnaît qu'il est bien difficile de procéder à une évaluation

³⁸⁴ *Le Lorrain*, 19 juillet 1935, "Pour se procurer des matières premières l'Allemagne organise un nouveau << dumping >>", signé LO.

tant soit peu précise du nombre de soldats, les données, comme pour le financement, manquant cruellement.

Personne ne sait en dehors du Reich quels sont les effectifs de l'armée allemande et personne ne peut dire ce qu'ils seront dans les années à venir. Le mystère est complet à propos du nombre de soldats de profession, et l'on ne sait comment se répartissent les effectifs dans les unités où l'on servait plus d'un an, dès avant la publication du 24 août 1936. Il s'agit de la marine et des troupes motorisées qui étaient déjà à deux ans, de l'armée de l'Air à quatre ans. D'autre part, comment dire de façon précise combien d'hommes des classes allant de 1910 à 1913 servent comme volontaires pour une durée de deux à quatre ans. En fait, les journalistes étrangers ne détiennent qu'une seule donnée statistique, peut-être fiable, celle des naissances allemandes³⁸⁵.

Selon cette source, le nombre d'Allemands de 20 ans par classe, se répartit ainsi :

1914 : 598 230.
1915 : 467 842.
1916 : 354 467.
1917 : 317 630.
1918 : 331 000.
1919 : 492 000.
1920 : 647 450.

En supposant 15 % de malades et d'inaptes, c'est environ 400 000 soldats qui ont été appelés en 1935. En ce qui concerne les années creuses de 1938 et 1939, les Allemands seraient tentés d'abaisser l'âge de recrutement à 19 ans ou de prolonger encore la durée du service. Pour ce qui concerne les soldats de profession et les volontaires, ils sont estimés au minimum à 300 000. Paul Lorrain pense être proche de la vérité en évaluant à 1 200 000 le nombre d'Allemands encasernés à partir d'octobre 1936³⁸⁶.

³⁸⁵ *Le Messin*, 8 septembre 1936, "Après le décret du "Führer"", "La nouvelle armée allemande", "Les effectifs", Paul Lorrain, 1^{er} page, 2 colonnes, photographie du général von Seeckt.

³⁸⁶ *Le Messin*, 8 septembre 1936, "Après le décret du "Führer"", "La nouvelle armée allemande", "Les effectifs", Paul Lorrain, 1^{er} page, 2 colonnes, photographie du général von Seeckt.

Ces chiffres correspondent à ceux de la revue allemande *Wirtschaft und Statistick*, qui précise : en octobre 1935, 500 000 appelés et maintenus, octobre 1936, 400 000 appelés auxquels il faut rajouter 300 000 professionnels, engagés et volontaires. On arrive bien à 1 200 000 soldats.

D'après la *Deutsche Wehr* du 16 janvier 1936, l'armée allemande se composerait de 300 divisions dont 270 d'infanterie, 20 motorisées et 10 de cavalerie ! Cette même armée serait dotée de 10 500 chars et de 9 000 avions (ces données excessives, de source allemande, ne sont peut-être pas fiables). Paul Lorrain semble adhérer à ce chiffre énorme de 300 divisions qui pourrait être atteint grâce à la mécanisation. En fait, les effectifs de 300 divisions en 1936 correspondent à ceux de 240 en 1918, une unité mécanisée comportant moins d'hommes³⁸⁷.

Il accrédite également les affirmations de certains milieux compétents français selon lesquels l'allongement du service militaire allemand permettrait à l'état-major général de mettre instantanément en campagne, et sans mobilisation, l'armée active et bon nombre de formations de réserve. Autrement dit, au moins 200 divisions pourraient être mises immédiatement en action sans recourir aux réservistes civils. Ce chiffre est impressionnant, peut-être surévalué, les sources n'étant pas sûres. Peu importe, pour Paul Lorrain l'armée allemande prend de l'ampleur, si les finances arrivent à suivre (il ne peut d'ailleurs toujours pas dire comment), cette armée sera redoutable.

b. L'armée de l'Air allemande.

Il apparaît, au travers des articles à notre disposition, que l'aviation allemande est ressentie comme une menace d'importance et qu'en cas de conflit, elle jouera un rôle de tout premier ordre. Les dégâts causés par cette fantastique armada allemande seraient considérables, y compris pour les civils. *Le Messin*, à différentes reprises, attire l'attention de ses

³⁸⁷ *Le Messin*, 10 septembre 1936, "La nouvelle armée allemande", Paul Lorrain, 1^{ère} page, 2 colonnes.

lecteurs sur l'effort tenace et méthodique que font les Allemands dans le domaine de la défense aérienne et de la protection des populations civiles. Le quotidien regrette que les Allemands soient beaucoup plus avancés que les Français dans leur organisation de défense passive (Luftschutz). La ligue aérienne allemande compte 5 900 000 membres actifs et 1 100 000 guetteurs, tous étant passés par l'une ou l'autre des 2 200 écoles de formation pratique du Reich. La France n'a rien de comparable à cette << **formidable organisation** >>³⁸⁸.

D'après le général Randier, qui s'est exprimé sur ce sujet le 19 décembre 1935 à l'université de Strasbourg, on se heurte en France à l'indifférence populaire. << **Les individus comptant trop sur la débrouillardise et sur l'État alors que chacun aurait l'impérieux devoir de ne pas se désintéresser du danger aérien** >>. Ce danger est étendu et se présente soudainement. En conséquence il faut une protection efficace. Pour le général, il ne s'agit pas d'une affaire militaire, mais d'un devoir de patriotisme, d'humanité³⁸⁹.

La rédaction du *Messin* tente de sensibiliser les populations frontalières à ce danger. Il y aurait des préparatifs à effectuer, notamment dans les grandes villes. La question aérienne est surtout une question de prévoyance. Nombreux sont les articles portant sur ce thème et les comparaisons avec les mesures prises dans le Reich ne manquent pas. Même les écoles primaires allemandes ont mis en place une défense passive. Tous les établissements scolaires outre-Rhin ont des abris, des masques, des équipes de brancardiers, des matériels de lutte contre les incendies. Tout cela n'existe pas en France, c'est le néant, regrette *Le Messin*³⁹⁰. Les journalistes du quotidien messin semblent ébahis par cette inaction, ce manque de conscience de la part des populations et des pouvoirs publics. << **Cela provient probablement du fait qu'en Allemagne il n'y a qu'une volonté pour s'imposer impérieusement à tous ; en France, tout le monde veut commander et personne,**

³⁸⁸ *Le Messin*, 20 décembre 1935, "Le danger aérien", "Où en sommes-nous ?", 1^{ère} et 2^{ème} page.

³⁸⁹ *Le Messin*, 20 décembre 1935, "Le danger aérien", "Où en sommes-nous ?", 1^{ère} et 2^{ème} page.

³⁹⁰ *Le Messin*, 27 décembre 1935, "La défense aérienne allemande" 1^{ère}, 2^{ème} page.

semble-t-il, ne veut obéir >>. C'est la seule explication avancée par le journal.

Au *Lorrain*, "Fit" traite de la même question à de nombreuses reprises en décrivant les manoeuvres allemandes de protection contre les attaques aériennes. Selon lui, la responsabilité des difficultés d'organiser de tels entraînements en France incombe aux communistes qui, antimilitaristes, tentent de saboter, et y parviennent, les quelques essais qui sont effectués³⁹¹. Aucune préparation correcte ne semble possible dans ces conditions.

c. *La marine de guerre allemande.*

Les journaux messins s'intéressent tout autant au développement de la marine allemande. En effet, les efforts de réarmement du Reich concernaient les trois armes sans distinction et l'amiral Reader se montrera habile pour persuader Adolf Hitler de débloquer des fonds importants pour la création d'une grande marine de guerre.

Frédéric Certonciny, à partir de 1935, examine avec précision l'évolution des constructions navales allemandes. Puisant ses sources au Deutsche Nachrichten Bureau, les unités mises en chantier ou prévues sont détaillées. Les cuirassiers, les croiseurs, contre-torpilleurs, sous-marins, porte-avions sont passés au crible : tonnage, armement, efficacité, utilisation possible³⁹². Ceci prouve un intérêt grandissant du journaliste messin pour les questions de réarmement maritime du Reich.

L'attitude est la même au *Lorrain*, où Jean Revire signe de nombreux articles sur les marines française et allemande. Il critique le Front Populaire qui, en << **provoquant** >> des incidents dans les ports français (Le Havre, Bordeaux, Marseille), force la clientèle à se diriger vers des lignes maritimes étrangères, notamment allemandes :

³⁹¹ *Le Lorrain*, 20 mars 1935, "A Berlin s'est déroulé, la nuit dernière, une grande manoeuvre de protection contre les attaques aériennes", Fit, 1^{ère} page.

³⁹² *Le Messin*, 16 juillet 1935, "Le Reich vient de publier son programme naval" Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} et 2^{ème} page, 2 colonnes.

la Nord Deutscher Lloyd ou la Hamburg Amerika³⁹³. Jean Revire note que l'Allemagne s'apprête à mettre en service 2 navires de 16 000 tonnes capables d'emporter 500 passagers à une vitesse de 18 milles à l'heure : il s'agit du "Windhuk" et du "Pretoria". Il remarque également que ces bâtiments sont transformables en quelques heures en croiseurs auxiliaires pour la marine de guerre (c'est la même technique que pour les avions commerciaux aménageables en bombardiers). Les noms des navires, eux-mêmes, ne sont pas innocents indique le journaliste du *Lorrain*. "Windhuk" est le nom d'une ancienne colonie allemande, "Pretoria" celui d'un État "boer", c'est-à-dire peuplé de << frères de race >>, jadis opprimés par les Anglo-Saxons et qui pourraient bien un jour l'être à nouveau par les populations noires.

L'Allemagne fait un effort vers l'Afrique du Sud y entretenant certainement des visées territoriales. Le général von Epp n'a-t-il pas rappelé dans un de ses discours portant sur les anciennes colonies allemandes, que l'ex Sud-Ouest africain allemand a été "volé" à l'Allemagne après la guerre. << **On entretient ainsi discrètement dans l'opinion allemande, des aspirations, des rêves** >>³⁹⁴.

Outre cet intérêt pour les velléités d'expansion du Reich, Jean Revire expose les difficultés rencontrées par ces mêmes compagnies maritimes. Elles sont d'ordre financier. Les grandes compagnies allemandes qui s'étaient concentrées quelques années auparavant de manière à constituer une puissance << superbe et colossale >>, ont perdu tellement d'argent dans leurs voyages coloniaux, qu'elles ont été dans l'obligation de réduire leur part de capital de 80 %, après que le capital social ait été augmenté, grâce à une participation de l'État. Désormais celui-ci détiendra 80 % des actions des deux compagnies. Voici donc les pouvoirs publics allemands devenus, en 1936, armateur. << **C'est bien là une manière de mettre en pratique ses doctrines** [celles d'Adolf Hitler]

³⁹³ *Le Lorrain*, 15 septembre 1936, "Succès et embarras de l'armement maritime allemand", Jean Revire, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne 1/2.

³⁹⁴ *Le Lorrain*, 15 septembre 1936, "Succès et embarras de l'armement maritime allemand", Jean Revire, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne 1/2.

relatives à "l'État totalitaire" >>³⁹⁵. L'État qui dirige toutes les branches de l'économie, de la vie sociale, de l'armée, voilà l'idéal à atteindre pour le Reich d'Adolf Hitler. Ainsi ses objectifs, entre autres coloniaux, pourront aboutir. L'Allemagne n'a pas accepté la défaite de 1918 et comme toutes les autres clauses du Traité de Versailles, elle tente d'annuler la perte de son Empire colonial.

Jean Revire, très attaché à la grandeur coloniale et maritime française reste constamment attentif à cette nouvelle menace que fait peser l'Allemagne sur les colonies françaises, voire anglaises. Il se méfie de la fantastique flotte que met en place le Reich. À ce titre, il reprend l'annonce faite par l'Angleterre, le 1^{er} avril 1938. Effrayés par les constructions navales du Japon, les Britanniques font connaître qu'à l'avenir, ils ne respecteront plus les limites de tonnage fixées par le Traité de Londres en 1936. En conséquence, la marine anglaise met en chantier des cuirassiers de 42 000 tonnes. Les États-Unis en font autant. La France, au grand regret de Jean Revire, n'en fera rien. Paul Boncour, ministre des Affaires étrangères, a publié un communiqué officiel déclarant que tant qu'aucune puissance continentale européenne (sous-entendu l'Allemagne et l'Italie) ne s'écartera du Traité de Londres, la France en respectera les clauses³⁹⁶. L'auteur de l'article est pourtant persuadé que l'Allemagne et l'Italie n'hésiteront pas à suivre la Grande-Bretagne, les États-Unis et le Japon. La France risque encore une fois d'être prise de vitesse par les dictateurs qui vont la surclasser sur les mers.

L'explication (désormais classique au *Lorrain*) de cette attitude française hésitante est que le pays est prisonnier des idéologues de gauche, Paul Boncour en fait partie. Ils s'en tiennent à des constructions juridiques que l'Allemagne et l'Italie bravent constamment, au Traité de Londres que les Anglais eux-mêmes (pourtant ils en étaient les auteurs) ont répudié, à cette notion << grotesque >> de "sécurité collective" et au << fantôme >> de la Société des Nations. La France, toujours apathique, va

³⁹⁵ *Le Lorrain*, 15 septembre 1936, "Succès et embarras de l'armement maritime allemand", Jean Revire, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne 1/2.

³⁹⁶ *Le Lorrain*, 20 avril 1938, "L'Empire en danger", Jean Revire, Éditorial, 1^{ère} et 2^{ème} page, 2 colonnes.

être dépassée sur les mers par l'Italie, voire un jour par l'Allemagne. Comment défendra-t-elle alors son Empire, ses routes maritimes commerciales, son prestige colonial avec à ses portes une Allemagne dangereuse sur terre, dans les airs et bientôt sur mer ? Ce sera le cheval de bataille du *Lorrain* jusqu'en 1939, la France doit réagir et mobiliser ses énergies dans les constructions militaires plutôt qu'en de vaines luttes politiques stériles et inutiles.

La nouvelle puissance maritime de l'Allemagne ? Elle se fait davantage ressentir mois après mois. Comme pour les autres armées, le financement ne manque pas, les constructions se multiplient à échelle industrielle, les programmes d'armement se succèdent. Partie de presque rien, la flotte allemande devient une des premières d'Europe. Alors réapparaît la psychose de la Première Guerre mondiale, la guerre sous-marine.

La puissance sous-marine de l'Allemagne est renaissante, à tel point qu'un sentiment d'inquiétude se manifeste en 1938 dans la marine anglaise au sujet des armements navals de l'Allemagne. La flotte sous-marine allemande s'accroît d'une façon rapide et tout à fait imprévue, et cela sans qu'il y ait de la part de l'Allemagne, la moindre violation des accords ou conventions en cours, et c'est bien la première fois. Il s'agit des accords de 1935 complétés en 1937³⁹⁷. La marine allemande était limitée en tonnage à 35 % de la force navale britannique pour chaque classe de bâtiments sauf pour les sous-marins où le rapport était de 45 %. Ceci aurait dû éveiller les soupçons des experts anglais commente le collaborateur du *Lorrain*.

Le gouvernement du Reich a alors réalisé, avec une << **grande habileté** >>, un plan de construction et d'armement << **judicieux** >>. Il n'a construit que des petits sous-marins. Or, les torpilles, qu'elles soient sur un grand ou un petit sous-marin, sont les mêmes et font les mêmes dégâts. L'Angleterre a de gros sous-marins à grands rayons d'action, car elle doit protéger son Empire (Inde, Chine,

³⁹⁷ *Le Lorrain*, 10 septembre 1938, "La puissance sous-marine de l'Allemagne", "Inquiétude des marins anglais", "Les petits sous-marins allemands", capitaine de vaisseau X, 5^{ème} page, 1 colonne 1/2.

Afrique du Sud, Canada). L'Allemagne peut se contenter de sous-marins à rayons d'action plus réduits, elle n'a pas de colonie, mais les petits sous-marins présentent la même menace destructrice que d'autres.

Suivant cette ligne, l'amirauté du Reich s'est mise à exécuter un programme de construction intense et rapide, avec ténacité et discrétion. En septembre 1938, la marine allemande compte 37 sous-marins en service et 31 en construction. En 1939 l'Allemagne en possédera donc 68, tous de modèles récents. 35 de ces unités pèsent 250 tonnes en déplacement et 330 en plongée, elles sont destinées à opérer en cas de guerre contre l'Angleterre, au large des côtes d'Ecosse et d'Irlande. Les 33 autres, 500 à 750 tonnes en surface et 650 à 1 000 tonnes en plongée, sont prévues pour opérer en Méditerranée occidentale et autour des îles Canaries.

L'Angleterre quant à elle, possède 38 sous-marins en service et 18 en construction. C'est nettement moins que sa rivale éventuelle au point de vue du nombre d'unités. Et l'amirauté britannique regrette à présent les accords navals de 1935³⁹⁸, précise l'auteur.

Ce qui inquiète encore davantage les Anglais, ce sont les progrès effectués à l'école de navigation et d'études sous-marines de Kiel. L'écoute sous-marine a été perfectionnée par les ingénieurs allemands, ils peuvent apprécier la direction et la distance d'un bâtiment ennemi sans périscope donc sans remonter en demi-surface. D'autre part, les commandants de sous-marins allemands prétendent pouvoir lancer leurs torpilles en restant en plongée (une révolution pour l'époque). Ce fait, s'il s'avérait exact, bouleverserait bien des conditions de la tactique sous-marine de 1938. Enfin, à Kiel, un nouveau mode de propulsion aurait été inventé et expérimenté. Il remplacerait les moteurs diesel et électriques en service et permettrait de consacrer plus de poids à l'armement et d'accroître dans de grandes proportions le rayon d'action en plongée.

³⁹⁸ *Le Lorrain*, 10 septembre 1938, "La puissance sous-marine de l'Allemagne", "Inquiétude des marins anglais", "Les petits sous-marins allemands", capitaine de vaisseau X, 5^{ème} page, 1 colonne 1/2.

Ces données, nombreuses et précises, sont tirées du *Nouvelliste de Lyon* qui conclut que l'Allemagne se rend bien compte qu'en cas de guerre contre l'Angleterre et la France, elle ne peut guère compter sur sa flotte de surface, trop faible en cuirassiers par rapport à l'Angleterre. De ce fait, elle met tous ses espoirs dans sa flotte sous-marine dont elle espère de grands résultats. Le journaliste garde l'espoir que les marines britannique et française qui travaillent, elles aussi en silence et, ce qui est précieux, << **dans un parfait accord et une complète communauté de vues** >>, sauront trouver les parades nécessaires aux attaques de leur ennemie, comme elles ont su le faire en 1917-1918.

Cette article montre l'intérêt, mais aussi l'inquiétude, du journaliste du *Lorrain* face à la marine de guerre du III Reich. D'une manière plus générale, la presse mosellane ressent fortement la remilitarisation allemande. Au delà des discours, de la propagande, c'est concrètement et avec le plus de détails possibles sur le réarmement, les techniques nouvelles, l'organisation des armées et des effectifs que les lecteurs du département découvrent la nouvelle armée du nouvel Empire germanique. Menaçante, l'Allemagne l'était déjà avant 1935 avec son réarmement clandestin, que tout le monde connaissait. En 1938, et alors que le Reich s'apprête à engager une marche inéluctable vers la guerre, il est possible de pénétrer les esprits, les pensées des Mosellans de l'époque.

De tels préparatifs, un tel acharnement à remilitariser et à réarmer, au mépris des Traités, avec tous les risques que cela comportait pour Adolf Hitler et son régime, n'a pu être réalisé sans objectif précis. Une telle volonté a un but, un idéal. Les Mosellans, au travers de leurs journaux, ont dû sentir le danger de guerre approcher, voir le spectre de la guerre réapparaître. En 1918-1919, tout le monde pensait que c'était "la Der des Der", en 1938, les préparatifs allemands montraient que la guerre risquait à plus ou moins longue échéance d'être à nouveau au rendez-vous. Seule incertitude, la détermination du Reich et de son "Führer" ? Quoi qu'il en soit, la préparation allemande à la guerre est totale, elle se fait non seulement militairement, mais aussi moralement, psychologiquement et intellectuellement.

IV. La préparation de la population allemande à la guerre. La presse messine observe avec stupeur.

1. Les instituteurs allemands et l'armée.

Les futurs maîtres allemands, dans le cadre de leur formation, font des exercices de combat, des marches, du sport. Ils apprennent des poèmes patriotiques, ils font connaissance avec les gloires militaires du passé allemand à travers la littérature et l'Histoire³⁹⁹. En comparaison, écrit Charles Ritz, directeur politique du *Lorrain*, les normaliens français manifestent << **lamentablement** >> contre le service à deux ans en France. Ils sont antimilitaristes, pacifiques, influencés par les idées socialistes et communistes. De l'autre côté, les Allemands sont empreints de culture germanique et guerrière. Il n'y a qu'une conclusion à tirer de tout cela : << **On dit que la guerre de 1870 avait été gagnée par le maître d'école prussien. La prochaine dernière guerre aura été également bien préparée [l'auteur ne dit pas "gagnée"] par l'instituteur hitlérien. [...], il importe que l'école accomplisse le travail préparatoire nécessaire pour déposer dans la jeunesse qui grandit, le germe de l'idée militaire, et lui enseigner à considérer le service militaire comme le plus haut devoir patriotique et le plus grand honneur >>⁴⁰⁰.**

2. Les infrastructures routières.

Le territoire sarrois revenu à l'Allemagne en mars 1935 constitue un formidable centre de mobilisation allemande en direction de l'Alsace et de la Moselle. Le réseau de routes qui vient d'être construit en

³⁹⁹ *Le Lorrain*, 26 avril 1935, "Comment sont formés militairement les instituteurs allemands", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page.

⁴⁰⁰ *Le Lorrain*, 26 avril 1935, "Comment sont formés militairement les instituteurs allemands", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page.

Sarre est tellement dense qu'il indique que l'on n'a pas seulement cherché à améliorer le trafic. En effet, elles convergent toutes vers la frontière⁴⁰¹.

L'équivalent de 30 millions de francs est encore prévu pour la construction d'un nouveau réseau routier, évitant les villes et villages, à proximité de Sarrebruck. De plus, un nouveau pont est en construction sur la Sarre près de Luisenthal. Il permettra le passage de chars d'assaut et de pièces d'artillerie du plus fort calibre. En face de ces révélations annonciatrices d'une catastrophe, Frédéric Certonciny estime, et c'est selon lui le plus attristant, qu'Adolf Hitler n'a pas tort de prendre des précautions contre le développement en France des << tentacules de la pieuvre communiste >>⁴⁰². << Et dire que la menace de l'extérieur, chez nous, est encore la moins inquiétante >>.

La menace du Front Populaire apparaît à Frédéric Certonciny comme étant finalement plus grande que le danger nazi, ce qui l'entraîne à une certaine indulgence envers l'Allemagne, ancienne ennemie numéro un du *Messin*, pour concentrer surtout toutes ses critiques vers les extrémistes de gauche en pleine campagne électorale. Peut-on affirmer qu'avec une possible accession du Front Populaire aux plus hautes instances politiques de l'État, *Le Messin*, journal "de droite", se rapprocherait des idéaux allemands ? Il faut d'autres preuves, dans d'autres domaines, pour aboutir à une telle conclusion. Les chapitres à venir aideront à éclaircir cette question.

3. La préparation morale.

Le national-socialisme tend, de toutes les forces dont il dispose, à remplacer toute religion, à être la nouvelle conception à laquelle adhère le peuple allemand⁴⁰³. La communauté populaire, basée sur les

⁴⁰¹ *Le Messin*, 5 avril 1936, "Contre le bolchevisme - ou contre nous - l'Allemagne se prépare sans cesse", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 2 colonnes.

⁴⁰² *Le Messin*, 5 avril 1936, "Contre le bolchevisme - ou contre nous - l'Allemagne se prépare sans cesse", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 2 colonnes.

⁴⁰³ *Le Lorrain*, 11 mars 1937, "Comment Ludendorff veut préparer la jeunesse allemande à la guerre totalitaire", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne 1/2.

lois biologiques de la race et du sang, est le thème de cette nouvelle religion. Il n'y a plus de catholicisme, de communisme..., plus rien que le national-socialisme. Cible privilégiée de ces théories, la jeunesse allemande. Pour ce qui concerne la guerre totale, le peuple y est préparé et malheur à l'Europe << **quand cet instrument de guerre entrera en mouvement** >>.

Selon le général Ludendorff, ancien candidat NSDAP à la Présidence de la République (1925), la communauté morale d'un peuple ne peut être obtenue que par la voie de l'unité du patrimoine racial et de la foi en lui, et en tenant minutieusement compte des lois biologiques et des caractéristiques du patrimoine racial. << **Ce qui a vaincu en 1914, c'est la volonté de vivre, c'est la solide organisation prussienne créée par le général Ludendorff. Elle n'avait rien de chrétien, mais c'était une attitude religieuse à l'égard du "Vaterland"** >>. Le sens de la guerre et son but, c'est la race. Ainsi, en Allemagne, le premier des devoirs est de former et d'élever une jeunesse profondément croyante dans cette nouvelle religion ; << **car là est le sujet adjuvant pour le combattant, ce simple soldat seul en première ligne** >>⁴⁰⁴.

Voilà ce qu'il en est de la préparation psychologique et idéologique des Allemands. L'objectif, c'est la race, la communauté de race, de sang. Toute l'Allemagne doit être imprégnée de ces principes et particulièrement la jeunesse.

Tout comme dans le domaine du réarmement, les Mosellans s'inquiètent de la préparation allemande à la guerre tant dans les aspects scolaires et moraux qu'en ce qui concerne les infrastructures routières. La conclusion revient au *Messin*. Face à l'armée allemande qui s'organise, s'équipe, s'entraîne et devient peu à peu d'une puissance impressionnante ; face au service volontaire du travail, qui d'ailleurs devient obligatoire dès 1936 pour les jeunes gens ; face à l'obligation faite à tous les médecins de s'inscrire pour être mobilisés le cas échéant comme médecins militaires, << **il n'est hélas plus possible de se demander dans quels desseins,**

⁴⁰⁴ *Le Lorrain*, 11 mars 1937, "Comment Ludendorff veut préparer la jeunesse allemande à la guerre totalitaire", Charles Ritz, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne 1/2.

pour quelles fins, les dirigeants de Berlin ont conçu la formation d'une telle puissance militaire >>⁴⁰⁵.

V. Les relations entre Adolf Hitler et la Reichswehr vues par la presse mosellane.

Cette question a été très étudiée par les historiens. Qui d'Adolf Hitler ou des généraux de la Reichswehr avait le plus d'influence ou était le plus influencé ? Au *Messin*, Frédéric Certonciny s'est également, à plusieurs reprises, penché sur ce sujet. Y répondre s'avère pour lui difficile, les informations manquent, il s'agit plus d'impressions ou de sentiments que d'affirmations prouvées reposant sur des faits concrets.

1. Après le service militaire obligatoire en mars 1935.

Aussitôt après la proclamation par le III Reich du rétablissement du service militaire obligatoire, Frédéric Certonciny constate que lors de la grande parade militaire de Berlin qui a suivi le coup de théâtre, on a pu voir le << **"super-Führer"**>> entouré << **d'une bien curieuse garde du corps** >>⁴⁰⁶. Il avait à sa droite le général von Machensen et de l'autre le général von Blomberg. << **On ne pourra donc pas dire de lui qu'il avait ce jour là les coudées franches** >>, en conclut le directeur du *Messin*. Puis, il précise que la Reichswehr n'a jamais accepté les SA et les SS et que c'est sur son insistance que le "Führer" a pris cette décision. Le service militaire est perçu comme une victoire de la Reichswehr qui va ainsi se reconstituer, nombreuse et armée, au détriment des SA écartées en juin 1934 et des SS en mars 1935.

⁴⁰⁵ *Le Messin*, 27 décembre 1936, "Les nouvelles mesures militaires allemandes et les résultats du service obligatoire du travail", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne 1/2.

⁴⁰⁶ *Le Messin*, 23 mars 1935, "Attention aux fausses nouvelles", Frédéric Certonciny, 1^{ère} page.

Double victoire des militaires, Adolf Hitler a dû leur céder, il apparaît être sous leur influence.

Frédéric Certonciny n'envisage pas une inter influence, un besoin réciproque : l'armée aurait besoin d'Adolf Hitler pour se recomposer et retrouver sa force d'antan, Adolf Hitler aurait besoin d'une armée puissante pour concrétiser ses objectifs impériaux en politique extérieure.

Le journaliste entrevoit seulement une mainmise progressive de l'armée sur les affaires de l'État. La prestation de serment des militaires au "Führer" et non à l'État ou à la Patrie ne l'interpelle pas. Il semble ne pas avoir connaissance du prestige du Chancelier-Président auprès de certains généraux tels von Blomberg. Quoi qu'il en soit, << **les dirigeants de la Reichswehr savaient d'avance que les ex ennemis de l'Allemagne ne réagiraient que par des phrases et ils n'ont pas hésité à faire prendre une mesure qui ramènerait sans discussion possible les têtes brûlées de la milice hitlérienne sous leur domination** >>.

Autre conséquence du rétablissement du service militaire, la présence de 16 000 militaires défilant au congrès de Nuremberg en septembre 1935. En 1934, l'armée active n'avait fait qu'une vague apparition sur le terrain. Paul Lorrain s'exprime à cette occasion. Il ne croit pas (et il a tort), qu'il y ait le moindre dissentiment entre Adolf Hitler et les généraux sur l'idée fondamentale de ce que l'on appellera désormais la Wehrmacht. Tous seraient d'accord pour reconnaître que les armées de Terre et de l'Air ainsi que la marine doivent représenter un potentiel de guerre qui permettra, un jour ou l'autre, à l'Allemagne de faire triompher sa volonté et d'essayer d'atteindre les buts auxquels elle aspire depuis longtemps⁴⁰⁷. Adolf Hitler a beaucoup fait pour l'armée allemande, elle lui doit absolument tout affirme Paul Lorrain (en contradiction avec son directeur politique) en reconnaissant le rôle joué par Adolf Hitler dans le renforcement de l'armée et donc la collaboration apportée par les généraux du Reich à leur "Führer". Leurs objectifs sont communs, identiques. Le journaliste n'envisage pas de voir Adolf Hitler aux

⁴⁰⁷ *Le Messin*, 13 septembre 1935, "La Reichswehr à Nuremberg", Paul Lorrain, 1^{ère} page, 2 colonnes.

mains de la Reichswehr, mais plutôt une entente de qualité afin d'atteindre des buts communs. De même, il n'entrevoit pas de divergences de vues, de méthodes et d'objectifs entre le dirigeant nazi et ses généraux. Ce n'est que plus tard, en 1938, que certaines résistances militaires seront évoquées par *Le Messin*. Reste à savoir si la rédaction du quotidien y portera crédit ?

2. La révolution de février 1938.

La rédaction du *Messin* s'interroge sur les démissions des généraux von Blomberg (ministre de la Guerre) et von Fritsch (chef de l'armée de Terre), ainsi que sur les mutations qui ont suivi au sein de la Wehrmacht.

Il apparaît nettement que la puissance militaire et la politique étrangère sont passées, sans aucune transition, sous la domination du parti nazi. En effet, *Le Messin* évoque l'opposition de von Fritsch et de nombreux chefs militaires à la politique extérieure d'Adolf Hitler. Les transformations gouvernementales et militaires du III Reich début février 1938 marquent une nouvelle concentration des pouvoirs⁴⁰⁸. Au plan militaire, cela équivaut au développement de l'autarcie sur le plan économique, c'est la mainmise totale des nazis sur ces deux domaines cruciaux.

Il semble au *Messin*, et cette conclusion est pour le moins surprenante, que l'armée du Reich ait << **fait triompher son désir de dépendre directement du "Führer"** >>, sans intermédiaire. Que l'armée prenne directement ses ordres chez Adolf Hitler, c'est effectivement ce qui se passera, mais était-ce souhaité à l'origine par les militaires, rien n'est moins sûr. Encore une fois, *Le Messin* met sur le compte d'une volonté des militaires, un acte unilatéral du "Führer" et de ses collaborateurs (Heinrich Himmler, Hermann Goering).

⁴⁰⁸ *Le Messin*, 6 février 1938, "Les transformations gouvernementales du III^e Reich", 1^{re} page, 3 colonnes, photographie d'Hitler intitulée : << Le maître absolu de l'Allemagne >>.

Ceci dit, *Le Messin*, tout en reconnaissant la prédominance d'Adolf Hitler sur l'armée, développe l'idée selon laquelle ces décrets de limogeage s'inspirent de l'évolution marquée les derniers mois dans le régime hitlérien qui tendait à évincer, au profit du parti, les représentants de l'ancienne Allemagne. Le phénomène a été le même avec la nomination de Joachim von Ribbentrop comme ministre des Affaires étrangères en écartant Constantin von Neurath⁴⁰⁹.

Le quotidien messin remarque par ailleurs que ce sont les anciens collaborateurs de Werner von Blomberg, le général Keitel et le lieutenant-général von Brauchitsch qui sont nommés en remplacement du général Fritsch et que tous deux sont absolument gagnés au national-socialisme. Ils se retrouvent aux leviers de commande de l'armée du Reich⁴¹⁰.

Concernant les rumeurs selon lesquelles s'esquisserait un mouvement de résistance chez certains militaires, au *Messin*, personne n'y croit. Les milieux de gauche en France se réjouissent de ces nouvelles. Henry Godmard tempère cette allégresse. Il fait notamment remarquer que depuis l'avènement du "Reichsführer", les médias français n'ont cessé de formuler des pronostics de révolte en Allemagne, lesquels se sont révélés inexacts⁴¹¹. Il développe la théorie selon laquelle, tandis que le Français est frondeur, l'Allemand a le culte de l'autorité et de la discipline. Il se peut que dans la Reichswehr le haut commandement ait manifesté un certain esprit d'indépendance, que la caste militaire aristocratique se soit inquiétée de perdre certaines prérogatives, mais cet élément est hors d'état de résister. Le peuple ne s'associerait pas à une rébellion ayant son origine dans un tel milieu. Dans l'état des choses en 1938, une résistance violente à la volonté du Chancelier-Président est impossible. Cette tentative serait, selon les méthodes habituelles, réprimée dès le début avec la plus extrême rigueur.

⁴⁰⁹ *Le Messin*, 6 février 1938, "Les transformations gouvernementales du III^e Reich", 1^{ère} page, 3 colonnes, photographie d'Hitler intitulée : « Le maître absolu de l'Allemagne ».

⁴¹⁰ *Le Messin*, 7 février 1938, "Le feld-maréchal von Blomberg s'en va", Paul Lorrain, 1^{ère} page, 2 colonnes, photographie du général Keitel nouveau chef du commandement suprême de l'armée.

⁴¹¹ *Le Messin*, 13 février 1938, "L'énigme allemande", Henry Godmard, 1^{ère} page.

Adolf Hitler, en février 1938, a complété la concentration du pouvoir. Il entend être le chef absolu de l'armée, comme il l'est déjà de tous les autres organismes de l'État. Il est dans la logique de son système. Une opposition quelconque, si elle prenait un caractère redoutable, aurait pour unique conséquence de précipiter le Reich dans des aventures susceptibles de constituer un dérivatif, il y aurait un risque de guerre⁴¹².

Ce qui peut inquiéter, c'est la position dans laquelle Adolf Hitler a placé son pays en concentrant tout l'effort économique de la Nation vers un but unique, la préparation à la guerre. << **L'Allemagne peut se trouver un jour acculée à la nécessité d'utiliser cette préparation et il est à craindre que la fermentation actuelle ne soit le point de départ de cette utilisation** >>.

Henry Godmard fait allusion à une intervention extérieure, sans préciser laquelle. Peut-être pense-t-il à l'Autriche !

En fin de compte, après les limogeages et les mutations opérées au sein des forces armées allemandes en février 1938, la presse messine de langue française admet la mainmise totale du "Führer" sur l'armée dans le but d'atteindre les objectifs de politique extérieure du parti nazi. Les derniers événements ont ouvert les yeux des journalistes commentateurs politiques. Ce n'est pas Adolf Hitler surveillé et dirigé par la Reichswehr, mais bien l'armée surveillée et commandée par le "Führer". Si la SA a été écartée, si la remilitarisation et le réarmement ont été opérés si vite, ce n'était que pour renforcer la Wehrmacht au service du Chancelier-Président du Reich, ce n'était que pour assouvir la soif de conquête nazie, ce n'était que pour servir le Reich, son régime, le "Führer" et le parti. Début 1938, *Le Messin*, qui secrètement espérait une prise de pouvoir par l'armée au dépens du "Führer" commence à comprendre (enfin !) la réalité de la situation.

⁴¹² *Le Messin*, 13 février 1938, "L'énigme allemande", Henry Godmard, 1^{ère} page.

VI. Les armées françaises, anglaises et allemandes à la veille de la guerre.

Il existe en 1939, deux prétextes de guerre possible pour l'Allemagne. Le problème polonais ou la récupération des anciennes colonies allemandes. Au début de l'année, *Le Lorrain* penche nettement pour la deuxième possibilité. L'Allemagne souhaite le retour de ses anciennes possessions, non pas pour des intérêts démographiques, mais pour y développer des points stratégiques, des bases navales qui manquent terriblement à sa flotte renaissante, des bases de propagande, pour paralyser le recrutement français en Afrique. Ces supports sont également nécessaires pour la guerre qui suivra la récupération des colonies⁴¹³. Cependant, << **comme l'a dit Hitler** >>, le retour des anciennes colonies, à lui seul, ne vaut pas une guerre. Des négociations, une conférence internationale (comme celle de Munich), seraient plus souhaitables. Évidemment, l'Allemagne menaçante ayant des revendications finirait forcément par y gagner.

Comment faire pour éviter ces problèmes ? Jean Revire préconise la manière forte. << **Le jour où nos armements leur** [les dictatures] **ôteront la certitude de gagner la guerre, la paix sera assurée, pas avant** >>. Or, la crainte des démocraties, les États totalitaires ne l'ont pas encore, d'autant plus que depuis septembre 1938 et les accords de Munich, la France a perdu les divisions tchèques (le journaliste considère presque la Tchécoslovaquie comme entièrement envahie). Jean Revire incite donc à la course aux armements avec le Reich. Cette course ne provoquerait pas forcément la guerre, le risque de conflit n'apparaissant que lorsque la course serait perdue par l'un des concurrents. Si les armements français sont insuffisants, aucune concession ne pourra sauver le pays. S'ils sont suffisants, aucune menace ne sera sérieuse⁴¹⁴. Ceci est valable pour l'Angleterre.

⁴¹³ *Le Lorrain*, 9 février 1939, "Jour J et Heure H", Jean Revire, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne 1/2.

⁴¹⁴ *Le Lorrain*, 9 février 1939, "Jour J et Heure H", Jean Revire, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne 1/2.

La France bénéficie début 1939, moralement et diplomatiquement de l'appoint militaire des Anglais, c'est incontestable. Cette fois-ci, Londres est avec Paris, il n'y a plus d'ambiguïté comme par le passé. Les efforts conjugués des deux pays sont d'un poids immense dans l'équilibre des forces, seule garantie d'une chance de longue paix⁴¹⁵. Cet équilibre se réajuste quotidiennement au profit de l'Axe Paris-Londres et non de l'Axe adverse Rome-Berlin. Au *Lorrain*, on estime que début 1940 l'équilibre militaire sera totalement atteint. Il est déjà presque atteint rajoute René Jager, si l'on tient compte de l'hypothétique appui de l'Amérique. Ce n'est qu'avec cet équilibre des puissances armées que l'Axe totalitaire sera contraint d'éviter la guerre, de prendre des précautions, de cesser les revendications. La course aux armements c'est, pour *Le Lorrain*, la dissuasion assurée. Dès que les dictatures ne croiront plus à la victoire, elles ne revendiqueront plus rien.

Il est à noter qu'à aucun moment les journalistes du *Lorrain* n'envisagent un appui de l'URSS. Un pacte d'assistance franco-russe a pourtant été signé en 1935, mais la Russie soviétique n'inspire aucune confiance.

Il semble que l'Allemagne ne soit pas encore totalement dissuadée d'agir, puisque le 15 mars 1939, la Bohême-Moravie et la Slovaquie vont passer sous domination germanique. Fallait-il déclarer la guerre pour sauver la Tchécoslovaquie ? Fallait-il faire la guerre en septembre 1938 alors que cinq mois plus tard les usines françaises ne sortent encore que 70 avions mensuellement. La France est-elle en mesure en mars 1939 de soutenir un conflit avec la puissante Allemagne ? Ce sont toutes ces questions que se pose Jean Revire à la suite du dernier coup de force hitlérien. La France pourra-t-elle demain faire la guerre ?

La réponse est difficile à donner. Il faut armer, << armer à tout prix, armer à toute allure, armer et encore armer, subordonner tout à la nécessité d'armer >>⁴¹⁶. << La mort de la Bohême

⁴¹⁵ *Le Lorrain*, 22 février 1939, "En Angleterre", "Un milliard par jour pour le réarmement" René Jager, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne 1/2.

⁴¹⁶ *Le Lorrain*, 22 mars 1939, "France, réveille-toi !", "Le salut est en avant", Jean Revire, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

doit être un aboutissement et non un commencement. Il faut que ce soit un terme >> écrit Jean Revire.

En 1914, l'Allemagne tenait l'Alsace-Lorraine, le Schleswig, les provinces qu'elle a, depuis, cédées à la Pologne, et elle disposait de toute l'Autriche-Hongrie. Elle vient de récupérer l'Autriche, la Bohême, la Hongrie peut-être, mais pas la Transylvanie, ni les provinces croato-dalmates. Elle est alliée à l'Italie, mais elle ne l'est plus à la Bulgarie, ni à la Turquie, analyse Jean Revire. La Russie, pour une fois, est prise en compte, mais jugée trop lointaine, la Pologne, heureusement, est plus proche, son aide serait plus efficace. L'Angleterre fournirait à la France 19 divisions au lieu de 6 en 1914. L'Empire français procurerait à l'Hexagone 20 fois plus d'hommes. << **Il n'y a donc pas lieu de s'affoler >>**⁴¹⁷, la guerre n'est pas pour demain.

Dans ces rapports de force, Jean Revire retient tout de même que si la France est forte en cas de guerre défensive, elle ne l'est pas en cas de guerre offensive, car alors la Grande-Bretagne et son Empire hésiteraient et peut-être ne suivraient pas. Il faut donc éviter de faire la guerre pour l'Autriche ou la Tchécoslovaquie. Ou alors, il serait souhaitable d'avoir l'accord anglais au préalable. En fin de compte, la France a bien fait de ne pas réagir militairement face au Reich belliqueux, elle se serait retrouvée seule devant l'Axe Rome-Berlin, avec trop peu de moyens armés. Il faut que la France gagne du temps, s'arme et agisse en commun avec l'Angleterre.

Le temps est loin où les journalistes du *Messin* et du *Lorrain* réclamaient des mesures, même militaires à l'encontre de l'Allemagne. Depuis 1936, les journaux mosellans craignent trop les forces armées du Reich et le Front Populaire en France pour risquer un conflit. En fait, écrit André Bellard le 15 avril 1939, en reprenant les écrits du général Duval dans le *Journal des Débats* (du 13 avril), l'Allemagne est en guerre depuis le 7 mars 1936 et la remilitarisation de la Rhénanie. La guerre

⁴¹⁷ *Le Lorrain*, 22 mars 1939, "France, réveille-toi !", "Le salut est en avant", Jean Revire, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne.

est donc commencée depuis longtemps ; elle se poursuit sous une forme larvée ; << elle est entrée dans sa quatrième année >>⁴¹⁸.

La contrainte s'exerce successivement sur les États les plus faibles, ils disparaissent sous le rouleau compresseur allemand. Quant aux puissances démocratiques, les mensonges hitlériens et mussoliniens les ont menées de l'engourdissement à la résignation et au découragement. Il ne leur reste plus qu'une seule issue : la course aux armements. Or, dans cette course délibérément engagée il s'avère, d'après Henry Godmard du *Messin*, que les États totalitaires ne tarderont pas à être dépassés⁴¹⁹ (*Le Messin* exprime en mai la même opinion que *Le Lorrain* aux mois de février- mars).

Jean Revire réaffirme le 26 mai qu'en cas de lutte armée, Berlin aurait un manque crucial de matières premières (fer, zinc, caoutchouc, alimentation...). L'Allemagne ne tiendrait pas un an sans pétrole. Quant au fameux "Blitz-Krieg", la stratégie allemande, il est fort probable que l'attaque aérienne ferait de nombreux dégâts, mais la France, elle aussi construit des avions⁴²⁰ (Jean Revire se plaignait pourtant au mois de mars, de la faible production française dans ce domaine). La confiance règne, la France et l'Angleterre réarment, la guerre n'aura peut-être pas lieu, sinon ce sera la victoire des démocraties.

En conclusion, la reconstitution de l'armée allemande est l'une des principales préoccupations de la presse messine entre 1935 et 1939. Comment, en effet, ne pas s'alarmer face à un tel spectacle et avec une si grande ampleur ? Si l'Allemagne réarme à ce point, ce n'est pas sans but précis. Si Adolf Hitler est devenu le "Führer" de la Wehrmacht, ce n'est pas non plus sans motivation, si le service militaire obligatoire a été rétabli puis allongé à deux ans et si le service du travail est devenu obligatoire, ce n'est toujours pas sans objectif.

⁴¹⁸ *Le Lorrain*, 15 avril 1939, "La paix au compte-gouttes", André Bellard, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne 1/2.

⁴¹⁹ *Le Messin*, 25 mai 1939, "La sécurité, la collaboration et la paix", Henry Godmard, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne 1/2.

⁴²⁰ *Le Lorrain*, 26 mai 1939, "Potentiel de guerre", Jean Revire, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

Le but d'Adolf Hitler, c'est la guerre, la guerre de conquête. Les démocraties doivent s'armer à leur tour, se préparer au conflit, se faire plus menaçantes, ce n'est que comme cela que le risque de conflit s'écartera ; ce n'est qu'en étant les plus fortes que la France et l'Angleterre pourront dialoguer avec l'Allemagne.

L'armée française face à l'Allemagne (1935-1939).

Parallèlement à l'observation de la renaissance de l'armée allemande, la presse messine, et nous utiliserons *Le Lorrain* et *Le Messin*, analyse l'évolution des constructions dans l'armée française.

Étonnamment, ce n'est pas l'armée de Terre, son organisation et son équipement qui font l'objet des critiques des journalistes lorrains. Ce qui les interpelle davantage se trouve dans la programmation navale ainsi que dans les déficits de financement de l'armée de l'Air. Ce sont ces différents thèmes que cette partie abordera, ce qui obligera de temps à autre à effectuer des comparaisons avec les armées allemande et italienne et à indiquer certains détails techniques ou financiers utiles à la compréhension.

I. La flotte française scrutée par la presse mosellane.

1. La flotte et les colonies.

L'obsession pour Jean Revire, éditorialiste au *Lorrain* et spécialiste de l'Empire et de la marine française, réside dans la peur de voir la marine tricolore dépassée par les forces navales allemandes ou italiennes.

Le 30 juillet 1937, il prévoit pour l'année 1939 (!) une flotte italienne dépassant la flotte française et une flotte allemande représentant une véritable armada. Cette dernière comprendrait entre autres deux porte-avions de 20 000 tonnes chacun, auxquels l'armée française n'aurait rien à opposer⁴²¹. En 1906, la flotte française est tombée du 2^{ème} au 4^{ème} rang mondial, cette fois-ci, elle risque de tomber au 6^{ème} rang mondial. Cette situation est grave et Jean Revire nous explique pourquoi.

Le sort de la guerre ne se décidera pas seulement sur terre et dans les airs, mais aussi sur les mers. Sans la flotte anglaise, la France aurait été nettement coupée de l'Amérique et de son Empire dès la fin du mois d'août 1914. On imagine les conséquences néfastes pour la France dans la suite du conflit. Si la guerre, pense-t-il, n'a pas pour l'instant éclaté, c'est dû au fait que les flottes anglaise et française ont encore la maîtrise des océans et que l'Allemagne sait pertinemment ce qu'il en coûte d'être trop faible sur mer. Le Reich manquerait de matières premières venues de l'étranger. Quant à la France, sans la maîtrise de la mer, elle sera incapable d'amener au front ses divisions de l'armée de terre d'Afrique.

D'autre part, écrit Jean Revire, une flotte doit avoir des bases navales bien disposées stratégiquement. Brest par exemple en est une. Une chance, l'Allemagne nazie ayant perdu son Empire colonial n'en a plus. C'est un point d'importance. Or, les informations reçues par le journal laissent supposer que Paris, bien mal inspirée, s'apprêterait à consentir l'installation d'une base aérienne allemande à Dakar⁴²², dont la position et les avantages stratégiques sont tout à fait comparables à ceux de Brest ! L'Allemagne y implanterait en toute liberté des terrains d'aviation et des réseaux météos et radios⁴²³. Stratégiquement, cette décision serait catastrophique pour la France. En effet, une fois la Méditerranée tenue par l'Italie, ce qui est dans l'ordre des choses possibles, Dakar se trouverait alors sur la dernière route restée libre entre la France et son Empire

⁴²¹ *Le Lorrain*, 30 juillet 1937, "Flottes et bases navales", Jean Revire, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne 1/2

⁴²² Nous n'avons pu définir d'où *Le Lorrain* tire cette information.

⁴²³ *Le Lorrain*, 30 juillet 1937, "Flottes et bases navales", Jean Revire, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne 1/2.

colonial. Laisser s'installer les forces allemandes serait de la << **folie furieuse** >>.

Au-delà des conséquences que cette décision engendrerait, demeure le problème des navires amarrés ou ancrés dans la rade de Toulon et dans le lac de Bizerte. Un navire arrêté est vulnérable et ces deux localités sont à courte distance des bases italiennes. Il faudra, ou bien évacuer ces rades, ou y construire des abris pour navires à l'épreuve des bombes.

Cependant, note l'auteur, des navires, des bases, des abris, tout cela coûte fort cher. Cet effort très lourd peut être évité en divisant les difficultés et les fronts. Il faut casser l'Axe Rome-Berlin en utilisant habilement le danger allemand (en Autriche). Ce serait la fin de la menace italienne en Méditerranée. Une négociation bien menée permettrait d'éloigner cette menace, l'Allemagne seule ne déclencherait pas un conflit. Il faut s'armer ou négocier, éventuellement faire les deux à la fois. << **Mais ne vouloir faire ni l'un ni l'autre est absurde. Et infiniment plus absurde encore, s'il est possible, le fait de confier à nos ennemis [l'Allemagne] éventuels les clefs d'une des principales serrures de la maison [Dakar] >>⁴²⁴.**

2. La flotte maritime, son financement, sa programmation.

a. Le Lorrain sensibilise ses lecteurs.

Jean Revire admet l'urgence de reprendre en mains l'aviation française << **fort abîmée par la politique** (Front Populaire) >>⁴²⁵. Seulement, il craint qu'avec l'armée de Terre elles absorbent presque totalement les crédits dont dispose le gouvernement et que

⁴²⁴ *Le Lorrain*, 30 juillet 1937, "Flottes et bases navales", Jean Revire, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

⁴²⁵ *Le Lorrain*, 31 janvier 1938, "Des cuirassés, sinon plus de beurre", Jean Revire, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

la marine n'en soit réduite à la portion congrue. << **Il est de toute évidence** >>, écrit-il, << **que nous n'avons pas la marine qu'il faudrait à notre Empire. Nous n'avons même pas la marine qui serait nécessaire à la seule France métropolitaine** >>. Les décideurs doivent tenir compte du fait que sans le pétrole et le coton d'outre-mer, le front terrestre ne pourra tenir. La ligne Maginot peut être tournée par la Hollande ou la Suisse, mais aussi par l'Atlantique et la Méditerranée. Il faut à la France une grande flotte de guerre, sinon elle ne pourra défendre son Empire et se défendre elle-même contre les dictatures. Si en 1937, Jean Revire espérait encore un rapprochement franco-italien et l'échec de l'Axe Rome-Berlin, ce n'est plus le cas en 1938.

Dès l'arrivée de l'année 1939 et la montée en puissance de l'Allemagne, les commentaires portant sur les programmes d'armement naval vont se multiplier. Ainsi, en février 1939, Jean Revire réclame la mise en chantier du solde des tranches navales 1938 et 1938 bis et la préparation d'urgence d'une tranche navale 1939. La France devra pouvoir défendre la liberté des communications avec son Empire non seulement contre l'Allemagne mais aussi contre l'Italie et le... Japon. Certes ce dernier État pourrait être neutralisé par les États-Unis, mais il faudra que Français et Anglais aient une supériorité décisive, écrasante en face de l'Allemagne et l'Italie⁴²⁶. Cela retirera aux dictatures toute revendication. Les propos de Jean Revire sont durs : << **Toutes proportions gardées, notre effort actuel [1939] est loin de celui de 1913, [...]** >>. Dans les chantiers, explique-t-il, il ne faut pas travailler 45 heures par semaine, mais jour et nuit, dimanches et fêtes. Il faut tout refaire, la marine marchande, l'aviation, la marine militaire, renforcer les bases navales, former des spécialistes. << **Il faut, en un mot, travailler ou mourir** >>⁴²⁷. La France, après la guerre a été reléguée au 5^{ème} rang des puissances navales, malgré l'importance de l'Empire et l'étendue des voies de communications⁴²⁸.

⁴²⁶ *Le Lorrain*, 17 février 1939, "Il nous faut une tranche navale 1939", Jean Revire, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

⁴²⁷ *Le Lorrain*, 17 février 1939, "Il nous faut une tranche navale 1939", Jean Revire, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

⁴²⁸ *Le Lorrain*, 1^{ère} mars 1939, "Défense de l'Empire", Jean Revire, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

Paris se repose trop, selon Jean Revire, sur la puissance navale anglaise. Or, l'Angleterre ne peut tout faire à elle seule sur tous les océans du globe. Après << **20 ans de laisser-aller, de lâcheté, de veulerie, tout est à faire à la fois** >>. La France manque de navires en Europe et il en faudrait pour l'Asie. Les bases navales, en général, sont insuffisamment défendues (surtout sur l'Atlantique). Il y a également des lacunes pour les navires de guerre, mais il faut reconstituer d'urgence la marine marchande dont la France aurait également besoin en cas d'hostilités. Il manque des navires, mais aussi des avions, des munitions pour les colonies.

Que préconise Jean Revire en dehors de la réalisation des tranches navales 1938 bis et 1939 dont nous avons parlé ? Il faudrait acheter des avions pour les colonies, renforcer ou construire les bases navales où cela est nécessaire, industrialiser militairement les colonies, y construire des cartoucheries, des poudreries, des arsenaux et des usines d'aviation, ce qui leur donnerait une autonomie de défense. En conséquence, la France sera forcée de procéder à un effort financier énorme en mobilisant à cet effet, la Nation et l'Empire. Jean Revire souhaite que l'on reprenne l'idée d'un ancien ministre, qui consistait en la constitution d'une caisse gérée par les plus hautes autorités morales du pays et alimentée de dons bénévoles, afin d'acheter des avions. << **Les Français donneraient s'ils étaient sûrs de l'affectation de leur argent** >>⁴²⁹. Enfin, il faudrait établir entre gouverneurs, généraux, amiraux et services de renseignements français et britanniques, partout où cela est possible, des contacts fréquents et étroits. Ceci garantirait une meilleure, une vraie sécurité.

C'est donc un travail considérable qui attend la France si le pays veut rattraper ses "erreurs" du passé et garantir sa sécurité maritime et coloniale.

Jean Revire laisse transparaître au travers de ses écrits, de grandes craintes concernant la défense française sur mer face à la menace

⁴²⁹ *Le Lorrain*, 1^{er} mars 1939, "Défense de l'Empire", Jean Revire, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

allemande et italienne. Il qualifie la situation d'urgente, nécessitant un effort immense, une volonté implacable pour combler les lacunes et les retards accumulés.

b. Les Mosellans peuvent-ils garder espoir ?

Le 31 mars, Jean Revire relativise sa position. Le bloc franco-britannique, écrit-il, ne possède, par rapport à l'Axe, qu'une supériorité, mais qui est immense, la supériorité navale ! - Il prend le contre-pied, est-on tenté de dire, de son article du 1^{er} mars 1939 où il décrivait une flotte française dans un état catastrophique et où la flotte anglaise ne pouvait tout faire pour défendre l'Empire colonial français-. Du fait de cette supériorité maritime, Adolf Hitler doit avant tout conquérir l'Europe et établir un blocus continental contre l'Angleterre pour échapper lui-même aux inéluctables conséquences d'un embargo maritime. C'est pour éviter ces conséquences économiques possibles que l'Allemagne a déjà pris la Tchécoslovaquie et s'est précipitée sur le blé hongrois et le pétrole roumain⁴³⁰.

La supériorité navale résulte de la combinaison de deux éléments. Le premier est constitué par le nombre de navires et par leur puissance. Le ministre Campinchi a signé l'ordre de mise en chantier de 4 torpilleurs (navires légers). C'est une bonne nouvelle, mais ces efforts sont jugés par Jean Revire, parcimonieux et trop timides. << **Qu'au moins notre effort soit égal à l'effort italien !** >>. Le "Duce" a 4 cuirassés sur cales, la France en a 3. L'Italie dispose d'une centaine de sous-marins, la France en a 80. L'Italie construit des mitrailleuses, des avions. La puissance industrielle française étant au moins comparable à celle de l'Italie, l'État français doit pouvoir exiger un effort identique. Il ne faut pas trop compter sur l'Angleterre, elle ne peut pas tout faire, surtout si elle doit mettre en place la conscription.

Jean Revire est partagé. Oui, la marine franco-anglaise est supérieure aux marines allemande et italienne, mais il ne faut pas se

⁴³⁰ *Le Lorrain*, 31 mars 1939, "Le devoir de la France pacifique", "Des canons, des navires, des avions", Jean Revire, Éditorial, 1^{re} page, 1 colonne.

leurrer. En attendant encore, en restant dans l'inaction, les Français seront bientôt dépassés, puis débordés. La situation, si elle n'est pas encore dramatique, appelle à la réflexion et aux actes.

Le second élément de la puissance maritime est constitué par les bases navales. Là, il n'y a aucune comparaison possible entre l'Axe et les démocraties. La France et l'Angleterre tiennent les deux extrémités de la Méditerranée. Il est heureux pour le Reich d'avoir mis la main sur le pétrole roumain, mais cela n'en fournira pas aux moteurs aventurés en Libye, non plus qu'aux forces d'Éthiopie. L'Axe a beaucoup d'avions mais manque de bases aériennes et les avions ne peuvent à eux seuls tenir les mers⁴³¹.

Malgré ceci, Jean Revire insiste sur l'effort << héroïque >> qui s'impose << de toute urgence >> aux Français, avant de conclure que la seule supériorité du "Duce" sur la France, est qu'il ne fait pas que demander, lui, il commande aussi. C'est une conclusion édifiante sur l'état d'esprit régnant au *Lorrain*, que livre Jean Revire, avant de plonger en avril 1939 ses lecteurs dans la stupeur.

c. *Sous-marins, torpilleurs et contre-torpilleurs.*

S'appuyant sur des données chiffrées, le spécialiste maritime du *Lorrain* va prouver et démontrer les lacunes des constructions navales françaises dans les années 1930.

Il souffle constamment le chaud et le froid, tout n'est pas désespéré mais la situation est grave désormais. Bien sûr, ici comme dans d'autres domaines, le Front Populaire est stipendié. Il est accusé d'avoir porté un coup terrible aux forces aériennes et navales françaises et, par répercussion, à la portée diplomatique hexagonale. Mais le Front Populaire n'est pas le seul responsable, avant lui, et après lui, les gouvernements

⁴³¹ *Le Lorrain*, 31 mars 1939, "Le devoir de la France pacifique", "Des canons, des navires, des avions", Jean Revire, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

n'ont pas fait ce qu'il fallait, ils ne le font toujours pas. Développer une marine ne peut s'improviser⁴³².

Prenant l'exemple des sous-marins, Jean Revire expose sa thèse. En 1930, la flotte française comptait 78 sous-marins modernes, remarquablement construits, bien utilisés et qui ont fait la preuve de leur puissance au cours de magnifiques croisières lointaines. À ce moment, la flotte sous-marine allemande était quasi inexistante, la flotte italienne était loin derrière la France qui pouvait rivaliser avec la Grande-Bretagne elle-même. De 1930 à 1934, il n'y eut aucun sous-marin nouveau. De 1934 à 1938, les gouvernements successifs prévoyaient la mise en chantier, au total, de 22 sous-marins, tous tonnages confondus. Jean Revire considère ces efforts comme trop peu ambitieux. Un sous-marin est démodé après 15 ans de service. Pour simplement maintenir les effectifs, il faut prévoir chaque année le remplacement de 11 sous-marins de toutes tailles. Ce qui n'a pas été le cas. De plus, Jean Revire apporte une précision. Une tranche navale n'est qu'une autorisation, le gouvernement reste libre de ne pas en user. Quand il décide la mise en chantier d'un navire et le baptise, il reste à le construire. La France construit avec une << **désespérante** >> lenteur. Puis, quand le navire est lancé, il reste à l'armer, ce qui peut demander plusieurs années. En résumé, de 1930 à 1937, la France n'a rien fait. Les Allemands et les Italiens ont travaillé, ils ont en 1939 plus de 150 sous-marins.

Bien sûr, l'éditorialiste conçoit aisément que les difficultés vont maintenant commencer pour ces derniers. Le remplacement des navires usés va peser incessamment sur leurs constructions et ralentir leur cadence. Mais si la France ne peut lutter dans les productions charbonnières et métallurgiques avec l'Allemagne, elle devrait pouvoir surclasser l'Italie, or cette dernière a une supériorité navale sur la France alors qu'elle n'a qu'un front de mer à défendre et la France deux⁴³³.

⁴³² *Le Lorrain*, 12 avril 1939, "Pour notre sécurité", "Nos sous-marins, contre-torpilleurs et torpilleurs", Jean Revire, Éditorial, 1^{ère} et 2^{ème} page, 2 colonnes.

⁴³³ *Le Lorrain*, 12 avril 1939, "Pour notre sécurité", "Nos sous-marins, contre-torpilleurs et torpilleurs", Jean Revire, Éditorial, 1^{ère} et 2^{ème} page, 2 colonnes.

En ce qui concerne les torpilleurs et les contre-torpilleurs, l'évolution est la même. La France possède 30 contre-torpilleurs. Ils étaient la fierté des escouades françaises, ils fonctionnaient très bien, mais les constructions sont arrêtées. De 1930 à 1938, il n'y a eu que deux projets seulement. Il faut que le gouvernement se presse, réclame encore Jean Revire, qu'un effort << héroïque >> soit effectué. Il faut des croiseurs lourds et légers, << **il faut que nous récupérions notre force passée** >>.

L'Angleterre aura suffisamment à faire avec le Reich et le Japon. La France devra disputer la Méditerranée aux Italiens et elle devra être en mesure de le faire. Paul Reynaud, Président du Conseil, doit ouvrir des crédits et Campinchi passer les commandes qui devraient être nombreuses. Jean Revire ne cesse de lancer des cris d'alarme pour les constructions navales. Une chose lui semble sûre, l'Allemagne et l'Italie feront la guerre ensemble. Cette guerre, au *Lorrain*, on la prédit depuis 1935, on la sent approcher, on la voit se préciser. Les craintes et angoisses grandissent, se manifestent dans les écrits. Preuves et chiffres à l'appui, le spécialiste maritime messin réclame des programmes, des mises en chantier, des armements et des investissements.

Son activisme semble porter ses fruits auprès de la population locale (à défaut des hommes politiques), qui semble réagir et, elle aussi, s'alarmer. Un article du 17 avril 1939 en est la preuve. Jean Revire tente de rassurer ses lecteurs. Il ne souhaite pas qu'ils restent sur une impression pessimiste concernant la puissance et l'efficacité des armes françaises. *Le Lorrain* ne veut en aucun cas saboter le moral des Français mais seulement provoquer des réactions parmi la classe politique. L'effort de construction navale demandé et, selon l'aveu même de l'auteur, commencé, vaut pour l'avenir et non pour le présent⁴³⁴ (belle nuance !). Il estime seulement que la force française doit être portée à un niveau tel que les adversaires potentiels n'osent plus jouer de l'intimidation comme en 1938 ou au début 1939. Cet effort doit être considérable, parce que les marines germanique et italienne vont se renforcer au cours des années à venir (renouvellement d'anciens modèles, nouveaux

⁴³⁴ *Le Lorrain*, 17 avril 1939, "Ayons pleine confiance en nos armes", Jean Revire, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

bâtiments). La France doit surclasser de manière décisive l'effort italien entre la fin de 1939 et 1942. << **Mais ceci posé, il est certain qu'aujourd'hui, une guerre déclenchée par les totalitaires [Allemagne, Italie] ne pourrait aboutir [pour eux], sur mer, qu'à un désastre** >>.

d. En cas de conflit, la victoire des démocraties est-elle envisageable ?

Pourquoi la victoire serait-elle possible ?

Jean Revire s'explique⁴³⁵. L'Italie a disposé ses forces terrestres en Éthiopie, en Libye, en Espagne (guerre civile - soutien à Franco), dans le Dodécanèse, en Albanie (nouvellement conquise). Or Suez bouché, l'Éthiopie sera immédiatement coupée de sa métropole. Elle ne pourrait tenir longtemps dans ces conditions. Les forces italiennes et allemandes de Libye auraient à combattre sur deux fronts. Leurs communications maritimes seraient difficiles, leur ravitaillement en essence déficitaire.

Quant à la situation navale en Méditerranée, elle serait rendue très délicate pour l'Italie. Suez et Gibraltar bouchés, les forces légères et sous-marines italiennes resteraient capables de gêner les communications françaises en Afrique du Nord, mais les forces équivalentes françaises appuyées de destroyers et de sous-marins anglais gêneront tout aussi efficacement les communications de Rome avec la Libye.

Du côté allemand, la disproportion des forces navales est encore plus grande en faveur des démocraties. << **Elle est infiniment plus grande qu'entre 1914 et 1918** >>⁴³⁶. Seulement, la mer du Nord ne se bouche pas aussi facilement que Suez et Gibraltar, la France doit y préserver ses navires les plus rapides pour lutter contre les corsaires allemands. Quant aux navires plus lents, ils protégeront les convois. Aussi

⁴³⁵ *Le Lorrain*, 17 avril 1939, "Ayons pleine confiance en nos armes", Jean Revire, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

⁴³⁶ *Le Lorrain*, 17 avril 1939, "Ayons pleine confiance en nos armes", Jean Revire, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne ½.

le Reich cherche-t-il désespérément des bases navales en Islande et en Patagonie pour permettre à ses croiseurs de faire escale.

En 1914, les Allemands avaient pu préparer dans leurs possessions coloniales, des points d'appui et de ravitaillement qui feront grandement défaut lors d'une guerre prochaine. Jean Revire répète que c'est dans le domaine naval que la supériorité anglaise et française sur l'adversaire est la plus éclatante. C'est là que l'Axe est le plus vulnérable, tellement << **qu'il fera bien de réfléchir encore avant la folie suprême** >>. Les navires français sont excellents, les équipages incomparables. << **L'Angleterre règne toujours sur les mers** >>. Il faut juste travailler afin de rendre cette supériorité plus écrasante encore.

Quel élan d'optimisme !

Pourquoi cette mise au point du *Lorrain* après avoir dénoncé des mois durant, l'inefficacité des gouvernants, le manque de navires, de sous-marins, d'avions ; après avoir annoncé à plusieurs reprises que l'Angleterre ne pourrait pas tout faire, être partout à la fois, défendre la France contre l'Allemagne, le Japon, l'Italie, défendre les deux Empires coloniaux ; pourquoi Jean Revire effectue-t-il un revirement spectaculaire ? Soudainement, nous voilà en présence d'une supériorité française et anglaise en Méditerranée, d'une supériorité contre l'Allemagne en mer du Nord. Ce ne sont plus les colonies françaises ou anglaises qui sont en danger mais l'Éthiopie, la Libye...

Ce changement radical a pu être provoqué par un courrier de lecteurs alarmés par les précédents articles et qu'il faut à présent rassurer. Peut-être aussi par l'intervention d'hommes politiques influents du département craignant une baisse du moral des populations. Les journalistes, dans leurs contacts quotidiens avec les Mosellans, ont pu constater l'apparition de peurs et de paniques. Il leur faut maintenant tempérer les craintes provoquées par les articles du début de l'année 1939, d'où ces précisions dont l'unique but est de rassurer, d'apaiser. Sur les mers, les démocraties sont sûres de l'emporter, il faut avoir confiance.

Faut-il vraiment avoir confiance ? Ce n'est pas certain, en juin 1939, Jean Revire, accentuant encore la confusion, revient à ses premières analyses.

e. *La tranche navale 1939.*

Il estime que l'insouciance naturelle de l'opinion publique française, son absence de mémoire et son manque d'anticipation constituent pour la France des dangers éminemment plus graves que les foudres de l'Axe réunies. << **Notre premier devoir est donc de sonner les cloches** >>, écrit-il⁴³⁷. L'adoption (et la probable application !) de la tranche navale 1938 bis a constitué un effort certain. Seulement, il s'agit de rattraper une << **paresse antérieure** >>, ce qui n'a pas été fait en 1938 et qui aurait dû l'être. Ce n'est nullement un effort << **héroïque** >>, ce n'est même pas un effort << **suffisant** >>, et si la tranche navale 38 bis devient en fait la tranche 1939, ce ne sera même plus un effort du tout. C'est justement ce que craint Jean Revire, d'où cet article à nouveau volontairement agressif afin de provoquer une réaction populaire favorable à une véritable tranche navale 1939 en plus de la mise en chantier de la 38 bis.

Il passe encore une fois en revue les constructions italiennes, allemandes, françaises, anglaises pour en conclure que la France ne construit pas assez, proportionnellement au danger allemand et italien. Cela ne signifie pas que, si la guerre éclatait en 1939, la France ne serait pas parée au point de vue naval, mais il s'agit d'être prêt en 1943. << **La bataille navale de 1943 sera gagnée ou perdue sur les chantiers de 1939. Gagnée ou perdue avant d'être livrée** >>. D'où la volonté que devrait avoir le gouvernement français d'obtenir une tranche navale conséquente, afin d'assurer à la flotte française une compétitivité pour les années 40. Depuis mai 1938, date à laquelle fût votée la dernière tranche, il y a eu les événements allemands de septembre 1938 (accords de Munich sur les Sudètes) et de mars 1939 (prise par l'Allemagne de la Tchécoslovaquie), les revendications italiennes de novembre 1938 (sur les

⁴³⁷ *Le Lorrain*, 9 juin 1939, "Il nous faut une tranche navale 1939", Jean Revire, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

colonies françaises : Djibouti, Tunisie, Afrique de Nord, Corse), la dénonciation de l'accord naval anglo-allemand, l'adoption de la conscription par la Grande-Bretagne, ce qui a pour effet d'absorber, pour son armée de Terre, des ressources qui ne seront plus disponibles pour sa marine. Il serait donc logique que le gouvernement français reconsidère la situation et mette en oeuvre une nouvelle tranche navale, réclame l'éditorialiste messin. Malheureusement, déplore ce dernier, les milieux officiels politiques ne désirent pas faire cet effort financier. Il faut donc que l'opinion le veuille, le réclame et l'impose⁴³⁸.

3. La capacité de construction des chantiers français.

L'argument le plus souvent avancé pour expliquer la lenteur des constructions navales est le manque de moyens des chantiers français. Ici aussi, Jean Revire apporte des réponses, des solutions. Si le gouvernement manque de moyens financiers, qu'il fasse des économies. **<< Qu'il n'y ait plus d'écoles ni d'instituteurs sans élèves, plus d'offices étatistes et ruineux >>**.

Si la France manque d'ouvriers, il suffit d'en instruire. S'il n'y a pas assez de chantiers, il faut en ouvrir bien que, selon son avis, il n'en manque pas⁴³⁹. Pour le prouver, une simple comparaison. Sans compter les torpilleurs et les sous-marins, la France avait en 1914 un programme de constructions navales de 268 000 tonnes d'unités lourdes, contre 200 000 en 1939. De plus, les moyens des arsenaux et des chantiers ont été considérablement accrus les 25 dernières années. La France peut donc construire au moins autant, si ce n'est plus, qu'en 1914. Sinon, propose Jean Revire, **<< faisons du fascisme, faisons n'importe quoi, mais changeons le système, car il faut d'abord que la France**

⁴³⁸ *Le Lorrain*, 9 juin 1939, "Il nous faut une tranche navale 1939", Jean Revire, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

⁴³⁹ *Le Lorrain*, 24 janvier 1939, "La capacité de nos chantiers", "Notre marine doit être forte", Jean Revire, Éditorial, 1^{ère} page, 1 colonne.

vive >>⁴⁴⁰. Telle est la conclusion du *Lorrain* ; c'est une question vitale pour la France que de développer les marines de guerre et marchande du pays.

Il est déductible de ces opinions qu'une sorte de psychose s'est emparée de la rédaction du *Lorrain*. Les colonies françaises, et donc des ressources économiques, militaires et humaines, sont menacées par les flottes de guerre allemande et italienne. Cet Empire qui fait le prestige et la grandeur de la France doit pouvoir être défendu, protégé. La marine française doit par conséquent être à la hauteur de ses missions : défendre la métropole sur deux fronts de mer et l'Empire colonial. Il ne faut pas compter seulement sur l'Angleterre qui resterait seule sur mer face aux dictateurs, la France doit prendre ses responsabilités, le gouvernement aussi, les militaires tout autant. Ce n'est qu'avec une politique active et efficace de constructions navales, que dans les années 40, la France sortira victorieuse d'un éventuel conflit. Ces articles démontrent bien les angoisses de Jean Revire, de la direction du *Lorrain* et des Mosellans. Non seulement l'Allemagne se fait menaçante sur terre et dans les airs, mais maintenant aussi sur les mers. L'inquiétude est donc complète et à son comble à la veille de septembre 1939.

II. L'aviation française.

Les problèmes de construction dans l'aviation se posent dans les mêmes termes que pour la marine. C'est *Le Messin* qui se penche sur la question.

D'après les résultats des tentatives de records du monde, il semble d'ores et déjà que tous les futurs prototypes de l'aviation française sont surclassés par les avions de série allemands et italiens⁴⁴¹. Il s'agit des avions Heinkel et Messerschmitt avec moteurs Daimler-Benz, ou des avions italiens Savoïa-Marchetti et Bréda, moteurs Alpha-Roméo ou encore

⁴⁴⁰ *Le Lorrain*, 24 janvier 1939, "La capacité de nos chantiers", "Notre marine doit être forte", Jean Revire, Éditorial, 1^{er} page, 1 colonne.

⁴⁴¹ *Le Messin*, 19 décembre 1937, "Qui a torpillé notre aviation ? ", " Pierre Cot ? ou le duo Blum - Auriol ?", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{er} page, 2 colonnes.

Piaggio. Pour construire ses avions, la France dispose de 35 000 ouvriers pour une production maximale de 40 avions par mois. À titre de comparaison, l'Italie avec 36 000 ouvriers en sort 160 par mois et l'Allemagne avec 72 000 techniciens, 320. La France produit donc mensuellement, en 1937, 4 fois moins d'avions que l'Italie, et 8 fois moins que l'Allemagne. C'est un bien maigre résultat, en tout cas, peu probant. En outre, les avions français sont bien moins rapides que leurs concurrents allemands et italiens. Pour les avions de chasse par exemple, un Dewoitine français peut voler à 320 km/h, un Fiat italien à 400 km/h et un Messerschmitt (109) à 510. Quelle différence ! Elle est identique pour les avions de bombardement. Un Potez 540 français monte à 230 km/h, un Savoia italien à 444 et un Heinkel III allemand à 504.

Les causes, pour *Le Messin*, de ces mauvais résultats : la politique du Front Populaire, les nationalisations des usines de guerre et la loi des 40 heures de travail hebdomadaire. << **La France est intégralement désarmée dans les airs** >>⁴⁴². Il est regrettable, déclare le journaliste, que ce désarmement aérien se produise au moment même où les dangereux voisins de la France ont atteint << **un paroxysme de rendement** >>. Où sont passées les sommes versées pour l'emprunt de la Défense Nationale et destinées à l'aviation ? Selon Frédéric Certonciny, Pierre Cot, Léon Blum et Vincent Auriol les ont utilisées à d'autres fins sans aucun avertissement. Dans les airs aussi, la France semble dépassée par les forces allemandes et italiennes.

Comment, devant de telles descriptions, ne pas céder au découragement et à l'inquiétude ? Les journaux messins ne souhaitent que provoquer un réarmement français, un réarmement à la hauteur des ambitions françaises qui sont de contrecarrer les velléités allemandes et italiennes en Europe et dans le monde, notamment au travers de la défense du territoire et de l'Empire. L'alliance militaire et politique avec l'Angleterre est une bonne chose, mais elle ne suffit pas. La supériorité technique et matérielle des deux démocraties doit être écrasante dans le but de dissuader les dictateurs.

⁴⁴² *Le Messin*, 19 décembre 1937, "Qui a torpillé notre aviation ? ", " Pierre Cot ? ou le duo Blum - Auriol ?", Frédéric Certonciny, Éditorial, 1^{ère} page, 2 colonnes.

N'est-il pas déjà trop tard ? Non, répondent les journalistes messins. Il y a urgence à intervenir, à rattraper les retards, à trouver les financements, à établir des programmes, mais tout est encore réalisable pour un grand pays comme la France.

Les Mosellans, après avoir suivi le réarmement allemand et la remilitarisation du III Reich, ont saisi la menace que représente l'Allemagne d'Adolf Hitler. En 1939, ils prennent conscience des faiblesses maritimes et aériennes françaises, des lacunes, des soi-disant manquements des hommes politiques dénoncés par les journaux⁴⁴³. Il est délicat de les rassurer dans ce contexte et il leur est difficile de garder leur sang-froid. Non seulement la guerre approche, mais en plus les forces françaises accusent un énorme retard ! Comment cela finira-t-il ? Ils n'ont plus qu'un espoir, la ligne Maginot.

III. La ligne Maginot dans les colonnes du Lorrain.

L'Allemagne, sur terre, procédera à une agression brutale et par surprise. La France est handicapée du fait que n'ayant, elle, aucune idée d'agression, elle subit à priori la volonté d'un adversaire qui reste libre du choix, de l'heure et du point d'attaque⁴⁴⁴. De plus, l'armée française se composant essentiellement de réservistes regroupés dans des divisions dites de formation, la mobilisation, plus la période de réadaptation à la vie militaire, prendront du temps. Elles seront lentes et face à une attaque brusquée, il faut à la France un moyen de stopper l'entrée massive de troupes allemandes. C'est le rôle de la couverture fortifiée française aux

⁴⁴³ Il est à noter que jamais les journalistes de langue française ne critiquent les militaires ou le manque de continuité dans la doctrine stratégique des états-majors français. Faut-il développer la logistique pour faciliter les mouvements de troupes, créer des divisions de chars comme en Allemagne ou encore modifier le mode d'utilisation de l'aviation ? Le commandement militaire n'a pas su répondre à ces questions et s'est retranché dans une stratégie défensive qui semblait sécurisante mais était dépassée.

⁴⁴⁴ *Le Lorrain*, 28 mai 1936, "La ligne Maginot", signé Frontalier, un collaborateur du *Lorrain*, 6^{ème} page, 3 colonnes.

frontières de l'Est et du Nord-Est. Cette ligne de défense barre les frontières de l'Est depuis Huningue jusqu'à Montmédy, elle se raccorde aux défenses belges établies sur la rive droite de la Meuse devant Namur et sur la frontière hollandaise à Arlon.

Les organisations qui constituent la ligne Maginot, fait remarquer l'auteur, ont certainement une valeur défensive incontestable, mais, comme dans toute organisation défensive, il y a des régions très fortes, d'autres moins, des points faibles de par la nature même du terrain. Enfin, l'adversaire a l'avantage de l'initiative.

Les lignes de défense, de même que la ligne Maginot, ne sont pas inviolables. L'oublier a causé les désastres autrichiens de 1866, français de 1870. En 1918 les lignes Hindenburg et Siegfried ont fini par céder lorsque l'assaillant a attaqué avec des moyens supérieurs⁴⁴⁵. La ligne, si elle n'était défendue que passivement, en encaissant sans cesse les coups sans prévoir une sérieuse riposte, subirait fatalement le sort réservé aux armées qui ne manoeuvrent pas.

La défense ne doit pas être une fin en soi. C'est un procédé imposé par les circonstances, et cela vaut pour la nouvelle ligne fortifiée française. C'est une méthode qui permet de durer en attendant le moment de rechercher la décision par une intervention massive et voulue. C'est la manoeuvre offensive, la contre-attaque vigoureuse dans une direction nettement déterminée, prolongée bien au-delà de la ligne défensive primitivement occupée, visant la destruction des forces adverses auxquelles on aura arraché l'initiative des opérations qui, seule, amène la décision puis la victoire. En conséquence, la France doit posséder une armée manoeuvrière, une réserve préparée moralement à cet objectif. Les hommes doivent être énergiques, convaincus et entraînés. Ces unités devront faire preuve de mobilité et de souplesse en un minimum de temps.

L'auteur rappelle ensuite qu'en plus des nombreuses divisions modernisées, l'État-major allemand dispose de 3 divisions blindées composées uniquement de chars (500 par division), dotées d'une

⁴⁴⁵ *Le Lorrain*, 28 mai 1936, "La ligne Maginot", signé Frontalier, un collaborateur du *Lorrain*, 6^{ème} page, 3 colonnes.

très puissante artillerie. Pour parer à ce danger, le remède réside dans l'amélioration de la valeur combative de l'armée défensive. Les réservistes devraient donc accomplir de fréquentes périodes d'instruction après leur service de deux ans, et pour ne pas prolonger ce dernier, la préparation militaire obligatoire s'impose.

Suite à cet exposé sur la stratégie française à adopter en cas d'attaque du III Reich, l'auteur "Frontalier", préconise une série de réformes. Il serait très utile de stabiliser la durée du service militaire et d'intensifier les périodes d'instruction dans les réserves. La préparation militaire devrait être obligatoire. Le moral des enfants doit être protégé en les préservant de certains instituteurs qui leur << **prêchent à l'école la désertion du drapeau** >>⁴⁴⁶. Enfin, il faudrait s'orienter nettement vers une politique de développement des transports par route, basée sur un plan "d'autostrades" le long des frontières, en même temps que sur l'encouragement à la construction de camions gros porteurs. Ces mesures semblent primordiales afin de conserver une armée de Terre dont les effectifs seraient conséquents et de qualité. Ainsi, la ligne Maginot serait très bien gardée. Elle permettrait de résister aux divisions allemandes pendant que la France mobiliserait pour, avec rapidité et mobilité, contre-attaquer.

La remilitarisation, le 7 mars 1936, de la rive gauche du Rhin est considérée au *Lorrain* comme une grave alerte. Désormais les forces allemandes sont sur la frontière et le terrain est propice pour effectuer une attaque massive, par surprise, de la ligne de fortification. Basées en Rhénanie et en Sarre, les troupes d'Adolf Hitler peuvent attaquer, à leur guise. Au *Lorrain*, ce risque est pris en considération, l'Allemagne n'en finit pas d'inquiéter.

Outre le réarmement allemand, c'est également la politique extérieure menée par les nazis qui incite les Mosellans à la méfiance. Ces derniers vont découvrir progressivement que la nouvelle armée du

⁴⁴⁶ *Le Lorrain*, 28 mai 1936, "La ligne Maginot", signé Frontalier, un collaborateur du *Lorrain*, 6^{ème} page, 3 colonnes.

Reich est destinée à devenir l'outil de dissuasion ou de conquêtes de la politique étrangère du gouvernement d'Adolf Hitler.

II. Index des abréviations.

ADM = Archives Départementales de la Moselle.

CGT = Confédération Générale du Travail.

NSDAP = Nationalsozialistische Deutsche Arbeiter Partei .

PSI = Parti Socialiste Italien .

SA = Sturm Abteilung .

SDN = Société des Nations .

SS = Schutz Staffeln .

URL = Union Républicaine Lorraine .

SPD = Parti socialiste allemand.

DNVP = Parti national allemand.

KPD = Parti communiste allemand.

CGTU = Confédération Générale du Travail Unitaire.

SFIO = Section française de l'Internationale Ouvrière.

III. Liste des personnes citées (1^{er} tome).

1^{ère} partie.

A

Amery	2
Antoni	120
Aubertin	27
Augé-Laribé	83

B

Bach	106
Baillet-la-Tour	137
Baldwin	2
Barbé	29
Baudon	29
Bémer	75; 87
Bennrath	122; 123
Bichler	128
Bismarck	112
Blanchard	121
Blomberg (von)	49
Blum	26; 33; 131
Blumberger	27
Bonnet	70
Bonomelli	20
Bourson	29; 114; 118; 120
Braun	29
Briand	33; 67

C

Cassez	83
Certonciny	29; 36; 37; 41; 42; 56; 57; 58; 60; 61; 78; 79; 81; 116; 117; 118; 119; 131; 137; 138; 140; 141; 142
Chamberlain	2
Chamberlain (Houston Steward).....	9
Chautemps	33
Chevalier	13; 19; 20; 21
Churchill	2
Cochet	32
Collin	24; 25
Colombin	29
Corbedaine	83; 87
Crabbé	111; 112

D

Daladier	30; 33; 115
Darwin	9
de Gobineau	9
de Wendel (Guy)	25; 27; 75; 84; 87
Demange	31; 32; 33
Ditsch	87
Doeblé	105; 106
Durand	25; 61

E

Epp (von)	118
Ernst	124
Eynac	77

F

Ferrette	29; 30
Flandin	83
Fleck	25
François-Poncet	50
Funck	44; 46

G

Geay	73; 74
Gemähling	32
Godmard	29
Goebbels	42; 44; 57; 58; 114; 116
Goering	43; 44; 48; 49; 50; 52; 54; 55; 56
Guerber	75

H

Hackspill	25; 27
Halifax	2
Hanke	44
Heilbronn	27
Hennequin	75

Herriot	25
Hess	50
Hitler	1; 2; 9; 10; 30; 36; 37; 42; 43; 44; 45; 48; 49; 50; 51; 57; 58; 59; 60; 81; 113; 114; 120; 121; 125; 126; 127; 129; 130; 131; 138; 140; 141; 142
Hoare	2
Hocquard	27
Houpert	25
Huenerfauth	57

I

Ismert	25
--------	----

J

Jager	37; 38; 40; 41; 42; 44; 46; 67; 128
James	66

K

Kahn	106
Kessler	27
Koehler	57

L

Lammers	44
Lebrun	31
Lévy	112
Lewald	137
Ley	51; 57

M

Maire	32
Marlier	98
Marlitz	138
Mathis	27
Maul	124
Meinberg	83
Minguet	29
Mociblon	29
Moncelle	31
Montesquieu	7
Muller	105
Müller	35
Muller (Maria)	27
Mussolini	1; 9; 10; 29

N

Nominé	75; 87
--------	--------

P

Pelt	27
Peter	75; 97; 98
Pinck	25; 27; 120
Poincaré	29; 31

R

Reinhardt	46; 47
Reitter	87
Revire	126; 127
Rickling	120
Ritz	25; 26; 42; 43; 44; 49; 50; 51; 54; 55; 56; 64; 66; 69; 70; 71; 75; 80; 84; 119; 122; 123; 124; 125; 126; 128; 129; 131; 132; 139; 140; 141; 142
Robillot	32
Roos	128
Rosenberg	9
Roupp	27

S

Schacht	36; 38; 40; 41; 43; 44; 45; 46; 49; 50; 56; 57; 58; 60; 68; 69; 71; 75
Schuller	94
Schuman	15; 24; 26; 28
Simon	2
Steinert	51
Stresemann	67

T

Thisse	96
Todt	60
Tribout	32

V

Valentiny	25; 27; 28
Vansittart	2
Vautrin	27; 75

W

Weber 75; 87
Wilson 2

Woelky 27
Wolff 87
Wonner 27

2^{ème} partie.

A

Alexandre de Serbie.....210
 Archimbaut.....245; 246
 Auriol.....308

B

Banse.....230; 231; 232; 233
 Baudon.....243; 244
 Beauguitte.....242
 Bellard.....291
 Béraud.....242
 Bismarck.....151; 177; 237
 Blomberg (von).....161; 162; 167; 169; 187; 188;
 284; 285; 286; 287
 Blum.....308
 Bodelschwingh (von).....194; 195
 Boncour.....277
 Bourson.....261
 Bouzervizi.....211
 Brauchitsch (von).....287
 Bredow (von).....168
 Brüning.....155

C

Campinchi.....299; 302
 Certonciny.....167; 176; 181; 186; 187; 205; 213;
 222; 226; 227; 228; 233; 234; 235; 236; 237;
 238; 240; 241; 242; 254; 255; 256; 259; 260;
 262; 263; 264; 275; 282; 284; 285; 308
 Chamberlain.....263
 Clemenceau.....235; 261
 Cot.....308

D

De Cazernal.....195
 de Gobineau.....178
 Debeney.....243

Denais.....237
 Dollfuss.....254; 255
 Doumer.....211
 Durand.....163; 164; 165
 Duval.....291

E

Epp (von).....276

F

Faulhaber.....201
 Franco.....303
 Fritsch (von).....188; 286; 287

G

Giraudon.....270
 Godmard.....213; 287; 288; 292
 Goebbels.....162; 163; 164; 187; 207; 210
 Goering.....146; 187; 188; 208; 210; 223; 226; 227;
 286
 Goethe.....153
 Grinzpan.....206; 209; 211
 Grosdidier de Mâtons.....179; 180; 201
 Grynspan.....212
 Guillaume II.....151; 177

H

Haurras.....298
 Heeringen (von).....261
 Heines.....161
 Herriot.....193
 Hervé.....266; 267
 Hess.....163; 164; 169
 Himmler.....168; 187; 286
 Hindenburg (von).....144; 145; 148; 157; 162; 166;
 171; 172; 174; 175; 183; 226; 255; 259; 310
 Hitler.....144; 145; 146; 147; 148; 149; 150; 151;
 152; 153; 154; 155; 157; 158; 159; 160; 161;

162; 164; 165; 166; 167; 168; 169; 170; 171;
172; 173; 174; 175; 176; 177; 178; 179; 181;
182; 183; 185; 186; 187; 188; 190; 191; 195;
197; 200; 201; 202; 203; 206; 210; 214; 225;
227; 235; 236; 254; 255; 256; 258; 259; 262;
264; 266; 267; 271; 275; 276; 277; 280; 284;
285; 286; 287; 288; 289; 292; 293; 299; 309
Hugenberg.....146; 149; 172; 183

J

Jager.....183; 184; 189; 190; 191; 290

K

Kaas.....155
Kahr (von).....168
Keitel.....287
Kerrl.....198
Kirdorff.....269
Krause.....195
Krupp.....269

L

Lénine.....181
Lloyd George.....236
Lorrain.....197; 199; 268; 269; 271; 272; 273; 285
Ludendorff.....283
Luther.....177
Lutze (von).....169

M

Machensen (von).....284
Maurin.....242
Mc Donald.....263; 264
Mociblon.....209; 210; 211; 212
Moltke (de).....250
Muller.....194; 195; 201
Mussolini.....164; 255

N

Neurath (von).....147; 287
Niessel.....260

P

Papen (von).....144; 145; 146; 149; 158; 159; 162;
171; 172; 194; 230

R

Randier.....274
Rath (von).....206; 208; 209; 213; 214; 216
Rauschnig.....183; 184
Reader.....275
Reichenau (von).....161; 162
Revire.....275; 276; 277; 289; 290; 291; 292; 294;
295; 296; 297; 298; 299; 301; 302; 303; 304;
305; 306; 307
Reynaud.....302
Ribbentrop.....287
Ritz.....149; 150; 155; 156; 158; 159; 160; 181;
182; 187; 188; 193; 194; 197; 198; 199; 200;
202; 203; 204; 209; 229; 230; 236; 237; 256;
258; 259; 281
Röhm.....158; 159; 161; 169
Rosenberg.....197

S

Schacht.....269
Schleicher (von).....146; 156; 159; 169; 183; 259
Staline.....181; 182
Streicher.....205
Stresemann.....258

T

Tardieu.....180
Thouvenin.....197
Thyssen.....269
Toukhatchevsky.....260
Trotski.....181

W

Walker.....198
Welter.....185
Wickham-Streep.....222
Wilson.....235

Table des matières (1^{er} Tome).

AVANT-PROPOS.....	I
REMERCIEMENTS.....	II
PLAN DE LA THÈSE.....	III
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	XI
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	1
1ÈRE PARTIE. PRÉSENTATION DU SUJET. LA MOSELLE FACE À LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET À LA PROPAGANDE NAZIE.....	4
PROBLÉMATIQUE GÉNÉRALE ET PRÉSENTATION DU SUJET.....	5
I. LES PARTICULARITÉS DU SUJET.....	7
1. <i>Une période troublée.....</i>	<i>7</i>
2. <i>Allemagne-Italie : le même fascisme ?.....</i>	<i>8</i>
3. <i>La Moselle annexée.....</i>	<i>10</i>
II. LA POPULATION ÉTRANGÈRE EN MOSELLE DANS LES ANNÉES 30.....	11
1. <i>Chiffres et localisation.....</i>	<i>12</i>
2. <i>Organisation consulaire et politique de la communauté allemande en Moselle.....</i>	<i>17</i>
3. <i>Faculté d'assimilation des étrangers en Moselle.....</i>	<i>18</i>
III. LA PRESSE MOSELLANE. SON ORGANISATION, SES LIENS POLITIQUES ET SON IMPACT SUR LA POPULATION. 1918-1940.....	23
1. <i>La presse catholique : soutien de l'URL.....</i>	<i>23</i>
2. <i>Le Messin, du libéralisme au centre-droit.....</i>	<i>29</i>
3. <i>Le Républicain Lorrain.....</i>	<i>31</i>

LES MOSELLANS ET LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU III REICH. 1933-1939.....	35
I. LA PRESSE MESSINE ET L'ÉCONOMIE ALLEMANDE. JANVIER 1933 - JANVIER 1935..	36
1. <i>L'évolution financière et budgétaire du III Reich.</i>	36
II. LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE AVANT LA GUERRE DE 1939.	44
1. <i>La politique financière.</i>	44
2. <i>Le plan de quatre ans.</i>	48
3. <i>Les critiques du plan de quatre ans.</i>	51
4. <i>Les difficultés du plan de quatre ans.</i>	53
III. LA POLITIQUE SOCIALE DU III REICH. 1933-1939.....	56
1. <i>Généralités.</i>	56
2. <i>Les mesures sociales prises dans le Reich et leurs résultats.</i>	59
 LES RELATIONS ÉCONOMIQUES DU REICH AVEC SES VOISINS	
EUROPÉENS. 1933-1939.	64
I. <i>LE LORRAIN ET LE MESSIN DÉNONCENT CERTAINES PRATIQUES COMMERCIALES</i>	
ALLEMANDES.	64
II. LES RELATIONS ÉCONOMIQUES ENTRE LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE.	69
III. LE TOURISME FRANÇAIS EN ALLEMAGNE.	71
IV. LES MOSELLANS FACE AUX PRATIQUES TOURISTIQUES DU DOCTEUR SCHACHT. ..	75
V. LES RELATIONS COMMERCIALES GERMANO-SOVIÉTIQUES VUES PAR <i>LE MESSIN.</i> ...	78
VI. LES ÉCHANGES GERMANO-POLONAIS.	80
 L'ÉCONOMIE MOSELLANE APRÈS LE VOTE SARROIS DE 1935.....	82
I. L'AGRICULTURE.....	82

1. Les conséquences du vote sarrois sur l'agriculture mosellane	82
2. Le Conseil général de la Moselle face à la nouvelle donne économique.....	87
3. La situation financière des producteurs mosellans fin 1935.....	91
4. L'exportation de bovins, de produits porcins et laitiers vers la Sarre.....	93
5. Les exportations agricoles en Sarre défendues par les professionnels du métier.	96
II. LES GRANDS INDUSTRIELS ET COMMERÇANTS FACE À LA CRISE DE JANVIER 1935.	100
1. Les sidérurgistes et le vote du 13 janvier 1935.....	102
2. Les difficultés des commerçants mosellans en 1935.....	104
3. L'action de la Chambre de Commerce de la Moselle.....	107
LA PROPAGANDE ET L'ESPIONNAGE NAZIS.....	111
I. LE MESSIN, LA PROPAGANDE ET L'ESPIONNAGE ALLEMANDS.	111
1. La propagande dans les territoires recouvrés.....	111
2. L'espionnage nazi.....	115
3. La propagande du Reich à destination du monde colonial.....	117
4. La question autonomiste.....	119
II. LE LORRAIN FACE À LA PROPAGANDE DU III REICH.....	121
1. Les grandes concentrations nazies.	121
2. L'Alsace et la Lorraine menacées.....	122
3. Le Lorrain et la propagande coloniale nazie.....	125
4. Le Lorrain et l'autonomisme alsacien-lorrain.....	128
III. LA PRESSE MESSINE ET LES CONGRÈS NAZIS DE NUREMBERG.....	129
IV. LES AUTORITÉS FRANÇAISES FACE AUX ACTIVITÉS ALLEMANDES.....	133
V. LES JEUX OLYMPIQUES DE 1936.....	137

2^{ÈME} PARTIE. POLITIQUE INTÉRIEURE ALLEMANDE..... 143

LA PRISE DU POUVOIR PAR LES NAZIS ET LA MISE EN PLACE DU NOUVEAU RÉGIME..... 144

I. LA PRISE DU POUVOIR PAR LES NAZIS. LA RÉVOLUTION PUIS L'ÉVOLUTION. LES MOSELLANS

OBSERVATEURS ATTENTIFS. 145

1. *Arrivée du nouveau Chancelier*..... 145
2. *Les élections du 5 mars 1933* 148
3. *La mise au pas ou "Gleichschaltung"*..... 151
4. *La "Nuit des longs couteaux"*..... 158
5. *La Lothringer-Volkszeitung et la prise de pouvoir nazie*..... 170
6. *<< La fin d'un grand soldat. Le Maréchal Hindenburg est mort >>*..... 174

II. LA VISION MOSELLANE DU RÉGIME HITLÉRIEN DE 1933 À 1939..... 177

1. *L'analyse politique*..... 177
2. *Un régime autoritaire*..... 186
3. *L'éducation de la jeunesse allemande* 189

LES LUTTES RELIGIEUSES DANS L'ALLEMAGNE HITLÉRIENNE. 193

I. LA VISION DE LA PRESSE MESSINE FACE À L'UNIFICATION DE L'ÉGLISE ÉVANGÉLIQUE. 194

II. LA PERSÉCUTION DES CATHOLIQUES EN ALLEMAGNE NAZIE. 196

III. LA RÉSISTANCE DU CLERGÉ CATHOLIQUE FACE AUX VIOLENCES NAZIES. 200

IV. L'ANTISÉMITISME NAZI ET LA PRESSE MOSELLANE. 205

1. *Peu d'éléments à exploiter* 205
2. *La "Nuit de Cristal"*..... 206

V. LES MOSELLANS ET L'ANTISÉMITISME ALLEMAND. 216

L'ARMÉE DU III REICH. (1933 -1939).....	219
I. LE RÉARMEMENT CLANDESTIN ET L'ORGANISATION MILITAIRE DU REICH HITLÉRIEN (1933 - 1935).	219
1. <i>L'Allemagne a-t-elle les moyens de réarmer ?</i>	219
2. <i>Les troupes d'assaut (SA).</i>	220
3. <i>Les armements chimiques et bactériologiques.</i>	222
4. <i>L'aviation d'Hermann Goering.</i>	223
5. <i>Préparation psychologique à la guerre et stratégie nouvelle.</i>	228
6. <i>La création de l'armée de l'Air et le rétablissement du service militaire.</i>	234
7. <i>Les journaux messins de langue française et la défense de la Nation (1933 - 1935).</i> ..	241
II. LE SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE EN ALLEMAGNE.	257
1. <i>L'événement.</i>	258
2. <i>Les conséquences du rétablissement du service militaire en Allemagne.</i>	262
3. <i>La Lothringer-Volkszeitung et le service militaire en Allemagne.</i>	266
4. <i>Le service militaire passe à deux ans.</i>	267
III. LE FINANCEMENT ET LA PRÉPARATION ÉCONOMIQUE DE LA NOUVELLE ARMÉE ALLEMANDE.	268
1. <i>Le financement de l'armée allemande.</i>	268
2. <i>La préparation économique du Reich au conflit futur.</i>	270
3. <i>L'évolution des trois armées de 1935 à 1938. Les Mosellans ont des motifs d'inquiétude.</i>	271
IV. LA PRÉPARATION DE LA POPULATION ALLEMANDE À LA GUERRE. LA PRESSE MESSINE OBSERVE	
AVEC STUPEUR.....	281
1. <i>Les instituteurs allemands et l'armée.</i>	281
2. <i>Les infrastructures routières.</i>	281
3. <i>La préparation morale.</i>	282
V. LES RELATIONS ENTRE ADOLF HITLER ET LA REICHSWEHR VUES PAR LA PRESSE MOSELLANE. ...	284
1. <i>Après le service militaire obligatoire en mars 1935.</i>	284
2. <i>La révolution de février 1938.</i>	286
VI. LES ARMÉES FRANÇAISES, ANGLAISES ET ALLEMANDES À LA VEILLE DE LA GUERRE.	289

L'ARMÉE FRANÇAISE FACE À L'ALLEMAGNE (1935-1939)	294
I. LA FLOTTE FRANÇAISE SCRUTÉE PAR LA PRESSE MOSELLANE.....	294
1. <i>La flotte et les colonies</i>	294
2. <i>La flotte maritime, son financement, sa programmation</i>	296
3. <i>La capacité de construction des chantiers français</i>	306
II. L'AVIATION FRANÇAISE	307
III. LA LIGNE MAGINOT DANS LES COLONNES DU <i>LORRAIN</i>	309
ANNEXE	313
I. CARTE DE LA FRONTIÈRE LINGUISTIQUE DE LA MOSELLE DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES.	313
II. INDEX DES ABRÉVIATIONS.	314
III. LISTE DES PERSONNES CITÉES (1 ^{ER} TOME).....	315